- Jeudi 5 Février 1987

En Espagne as touche! aussi...

36.15 Tax

Les dirigeants socialistes espagnois, ces hommes qui pour la plupart ont mené au temps de la dictature franquiste des luttes étudiantes autrement plus âpres, n'ont pas vu monter le mouvement lycéen et étudiant. Ils viennent tout juste de se rendre compte qu'ils sociale is plus importante, probablement, depuis l'arrivée de M. Felipe Gonzalez au pouvoir.

Physicurs représentants de la « coordination étudiente » française ont été appelés en consul-tation par leurs camarades espagnols: cette contestation, dans sa forme et ses revendications, appelle la comparaison avec ce qui s'est passé en France il y a quelques semaines. Il n'y a là rien d'étonnant. Tous les pays européens, à des degrés divers, sont aux prises avec le problème de la sélection à l'entrée des universités. Aucun, n'en déplaise aux plus kréalistes des contestataires, no peut en faire l'économie. Ce problème, comme celui du chômage des jeunes, est plus aigu encore dens une Espagne qui a connu il y a une vingtaine d'années une forte augmentation

M. Maravall, to ministre de l'éducation, a rappelé merdi devant les Cortès que, même s'il se révèle insuffisant, l'effort consenti per l'Etat espegnol pour répondre au boom scoleire a été énorme. Le gou-vernement socialiste à choisi ces dernières années d'affecter les crédits à l'élarglesement de crédits. à l'étarglesement de l'accès à l'appelgnoment aucondaire plutôt du'à l'amédioration des conditions ristérialles dans les typées. Cas démilies sont aujourd'hui déplocables et percues comme telles per une jeunesse qui est entrée de plainness dans la roodernité et use pied dans la modernité et use des mêmes critères que les eumes dens d'autres pays. Le nécontentement a, en Espagne, des raisons d'ordre matériel besucoup plus tangibles qu'en France, et les droits d'inscription en tacultà y sont proportionnallement plus lourds.

Autre différence, plus radicale ment n'est pas la même. Les images de l'extrême brutalité avec lequelle une partie des forces de l'ordre a réagi le 23 janvier à l'une des premières grandes manifestations ont choqué en Espagne et ailleurs. Mais les autorités de Madrid, en désavouent sens embiguité ces bavures et en les sanctionnant, ont su éviter la spirale répression-mobilisation qu'avait déclenchée en France la mort de Malik Oussekine. Un sanglant attentat est venu rappeler, il y s quelques jours, qu'existe dens ce pays une autre violence, meurtrière. Les étudiants espagnols dans leur majorité ne font pas pour l'heure le procès de l'Etat pour utilisation illégitime des forces de l'ordre, ils n'ont pas à s'élever non plus contre une injustice d'ordre recial.

Le mouvement a trouvé, bien que tardivement, en le personne de M. Maravali un interlocuteur ouvert au compromis, et il se divise de ce fait, plus nettement encore qu'à ses débuts, entre les jusqu'auboutistes, survivants d'un gau-chisme qui a depuis longtemps rendu l'âme en France, et ceux qui entendent jouer à fond la carte de la négociation, même si son issue reste encore incer-

taine. Aspiration à l'égalité, inquiétude pour l'avenir, tels sont les principsux moteurs d'une jeu-nesse aussi largement dépolitisée qu'en France et qui n'est pes mieux à même d'en dire davantage. Mais c'est un coup de semonce pour un Parti socialiste que sa position quasi hégémonique incite trop souvent à se comporter en pur et froid gestion-

Le contentieux commercial Etats-Unis-Europe

Airbus, prochaine cible de l'offensive américaine

Les autorités françaises ont contesté, le mardi février, les arguments des deux émissaires de Washington venus cette semaine en Europe se plaindre de la concurrence « déloyale » faite par Airbus à l'aéronau-

Les constructeurs d'outre-Atlantique Boeing et McDonnell-Douglas sont cependant état de résultats très satisfaisants pour 1986.

Une suprématie grignotée

L'aéronautique civile est devenue l'enjeu d'une véritable guerre des constructeurs mondiaux. Les Etats-Unis ont longtemps joui d'un quasi-monopole dans ce secteur. Boeing et MacDonnell détiennent encore 80 % du parc mondial d'avions. Mais le consortium européen Airbus grignote peu à peu du terrain.

Les Américains ont engagé une contre offensive. Ils se plaignent des avantages octroyés par les gouvernements européens à Airbus, Les Européens, pour une fois sur la même longueur d'onde, rejettent ces accusations et souli-

Coupe de l'America

Retour au pays

L'Américain Dennis Conne

a reconquis, mercredi

4 février, à Fremantia (Aus-

tralie), à iz barre de son voi-

lier Stars-and-Stripes la

Lors de la quatrième

régate, disputés sous des

brises moyennes, le yacht

américain a pris la tête dès le

début de l'épreuve et ne l'a

jamais perdue, battant l'aus-

tralien Kookaburra-III d'une

minute cinquante-neuf

Vainqueur des quatre

régates de la vingt-sixième

édition de la coupe de l'Ame-

rica, Dennis Conner, qui avait

été le premier Américain à

l'aiguière d'argent.

tège de la voile.

coupe de l'America.

céder sur Airbus qui est le seul exemple d'une industrie commune et qui a montré son efficacité. Mais les Américains, inquiets de leur déficit commercial et attaqués par les Japonais dans l'électronique, ne peuvent pas voir s'ouvrir une nouvelle brè-che dans leur suprématie sur les technologies de pointe.

(Lire page 28 l'article d'ALAIN FAUJAS.)

gnent que les industriels améri-cains bénéficient d'autant d'avan-

tages et de subventions. L'épreuve

de force semble inévitable. Les

Européens pourront difficilement

L'engagement de la responsabilité du gouvernement

M. Chirac cherche à dissiper la grogne de sa majorité

M. Jacques Chirac engagera des l'ouverture de la session parlementaire de printemps la responsabilité de son gouvernement, au terme d'un débat de politique générale. Le premier ministre, qui veut s'efforcer de reconquérir l'opinion, cherche à dissiper la grogne de sa majorité. M. Chirac doit faire face aux états d'ame des députés de son propre groupe et aux tentations centrifuges qui agitent l'UDF.

La double image

par Jérôme Jaffré

Depuis le début de l'année, les sondages d'opinion enregistrent un net recui de la popularité du gouvernement et un renversement du rapport de forces au sein de la majorité entre Jacques Chirac et Raymond Barre.

Si l'on considère le baromètre IFOP-Journal du Dimanche sur la satisfaction à l'égard du premier ministre, Jacques Chirac recueille en janvier 1987 son plus mauvais score depuis son retour à l'hôtel Matignon : 39 % de satisfaits contre 45 % de mécontents. Mais cette observation doit être nuancée : depuis mars 1986, la moyenne de M. Chirac s'établit à 44 % de satisfaits contre 38 % de mécontents. A titre de comparaison, la moyenne de Laurent Fabius de 1984 à 1986 était de 35 % contre 33 %, celle de Pierre Mauroy de 1981 à 1984 de 36 % contre 44 % et celle de Raymond Barre de 1976 à 1981 de 34 % contre 50 %.

(Lire la suite, et l'article d'ANDRÉ P.4SSERON, page 6.)

Carrefour du développement dans les méandres de la procédure

Le parquet, le juge et le secret défense

L'affaire du Carrefour du développement est entrée dans me nouvelle phase judiciaire. Mardi 3 février, M. Jean-Pierre Michau, le juge d'instruction, a estimé que le directeur de la DST ne pouvait opposer à ses stions le secret défense. Le ministère public a aussitôt fait appel. Parallèlement, le parquet s'apprête à signifier au magis-trat instructeur que, selon lui, la justice ne peut plus rien contre M. Christian Nucci, dont le cas relève, éventuellen Haute Cour. Cette décision du parquet pourrait intervenir dans une quinzaine de jours, estime la

perdre la plus vieux trophée M. Michau est tenace, mais il a du monde, ramène ainsi luiaffaire à aussi coriace que lui. Pour le juge d'instruction, c'est à même aux Etats-Unis tort que le directeur de la DST et Récompense de trois années d'antraînement et de travail de la part d'un fils de pēcheur devenu un fin stra-(Lire page 10

Maurice Bardèche

LOUIS-FERDINAND

CELINE

Maurice Bardèche a raison de rappeler à pro-

pos de Céline l'exclamation de Balzac : "Quel

Céline aurait crié comme un écorché au

cours des palpations effectuées d'une main

Maurice Bardèche a écrit une approche ris-

quée mais convaincante d'un monstre abject

Le Monde / Bertrand Poirot-Delpech

L'Express / Angelo Rinaldi

Le Matin / Pierre Ajame

opéra qu'une cervelle d'homme".

sûre par Maurice Bardèche.

et génial.

Pasqua invoquent le secret défense pour refuser de s'expli-quer sur le « wai-faux » passeport qui a permis à M. Chalier de se soustraire, un temps, à la curiosité de la justice. A peine M. Michau avait-il fait connaître officiellement son point de vue, mardi le portrait de Dennis Conner 3 février, au parquet, que celui-ci par SYLVIE CROSSMAN.)

interjetait appel de l'ordonnance suit son idée, demande au procudu juge. C'est le dernier en date des épisodes d'un jeu extrêmement serré dont le dénouement demeure plus que jamais imprévi-

En échange du vrai-saux passeport que lui avait délivré la DST, M. Chalier accablait, du Brésil, ses anciens amis socialistes. Quand il apprend l'existence de ce « vrai-faux » passeport, le juge d'instruction est stupéfait et, dit-on, très agacé. ent on a encouragé M. Chalier à échapper à la justice, mais l'ancien chef de cabinet de M. Nucci y a été aidé par un service de police officiel.

Lorsqu'il entend M. Gérard, le directeur de la DST, pour lui demander des explications. M. Michau obtient la réponse à laquelle il s'attendait sans doute: Secret défense. »

Têtu, le juge Michau écrit alors à M. Pasqua pour lui demander s'il couvre son subordonné, ce que le ministre de l'intérieur confirme.

Les semaines passent. Le 20 janvier, M. Michau, qui pour-

reur de la République son avis sur le resus de M. Gérard de s'expliquer. Le juge n'interroge pas le parquet sur le secret défense. mais invoque l'article 109 du code de procedure penale. « Toute personne citée pour être entendue comme témoin, dit cet article, est tenue (...) de déposer (...). Si le témoin ne comparait pas, le juge d'instruction peut, sur les réquisitions du procureur de la République, l'y contraindre par la force publique et le condamner à une amende de 2500 F à 5000 F. On imagine la scène : le directeur de la DST amené de force dans le bureau du juge d'instruction qui le sommerait de tout dire...

M. Gérard a-t-il agi de sa propre initiative ou a-t-il reçu l'ordre de délivrer le « vrai-faux » passeport ? Pour parler net, a-t-il obéi à M. Pasqua ? Voilà les questions auxquelles le juge aimerait avoir une réponse. Voilà des explications embarrassantes que MM. Gérard et Pasqua ne veulent pas avoir à donner.

BERTRAND LE GENDRE. (Lire la suite page 7.)

Essai nucléaire dans le Nevada

On s'attend que Moscou mette fin à son moratoire. PAGE 4

La crise économique au Brésil

Le gouvernement se voit reprocher son indécision et l'incohérence de son action. PAGE 30

Les pays occidentaux malades de leurs prisons Pages 12 et 13

La mobilisation des instituteurs

Portrait d'un directeur sans casquette.

PAGE 14

M. Baroin candidat à TF 1

Le PDG de GMF veut associer le personnel de la chaîne et la presse écrite. PAGE 22

Le Monde

ATT 27 STEEL - 1.11

E John Huston tourne James Joyce. E Le Festiva! de cinéma de Soleure. D La photo créative à la FNAC. B . Soies de Chine » 20 Musée en herbe.

Pages 15 à 17

Le sommaire complet se trouve page 32

Les attaques de l'armée iranienne contre l'Irak

Les demi-victoires des pasdarans

le début de l'opération Kerbala-5, l'offensive iranienne dans la région de Bassorah montre des signes évidents d'essoufflement. Partis le 9 janvier dernier de plusieurs bases situées derrière le lac des Poissons - un bassin artificiel prolongé au nord par un canal défensif construit par les Soviétiques - les pasdarans et bassidjis (1), qui forment le gros des troupes iraniennes dans ce secteur, ont dans un premier temps réoccupé toute la région de Chalamcheh, demeurée sous occupation irakienne depuis la chute de Khorramchar en mai 1982.

Toute cette zone, protégée par l'un des bras du lac des Poissons, avait été transformée en une importante place fortifiée truffée

Près de quatre semaines après de complexes défensifs sophistiqués. Les Irakiens l'estimaient pratiquement inexpugnable et avaient installé à Chalamcheh, la bourgade frontalière du même nom, située sur l'unique route asphaltée reliant Khorramchar à Bassorah, le quartier général tactique du 3º corps d'armée. Les franiens contrôlent actuellement un tronçon de 3 kilomètres de cette route stratégique. A l'est du lac des Poissons, d'autres unités de pasdarans ont occupé vers le 17 janvier les trois îlots de Bouarine, d'Oum-el-Tawila et de Fayyaz, situés au milieu du Chatt-el-Arab, à l'ouest de Khorramchar. Trois jours plus tard, les unités parties de Chalamcheh, après avoir nettoyé les fortifica-

tions situées au sud de la route Khorramchar-Bassorah, s'emparaient de la place militaire d'Al-Douaiji. D'autres unités avaient entre-temps traversé la rivière Al Jassem, un canal d'irrigation reliant le lac des Poissons au Chatt-el-Arab à proximité de Bassorah, et s'étaient rapprochés du fleuve à un point situé à quelques centaines de mètres du complexe pétrochimique désaffecté d'Aboul Khasib, à environ 15 kilomètres de la grande métropole du Sud.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

(1) Les pasdarans sont les gardiens de la révolution e: les bassidjis des volontaires qui combattent sous les ordres des pasdarans.

LES ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE 🗷 PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie. 3 DA: Maroc, 4,20 dir.; Turasse, 525 m.; Allemagne, 1,90 DM; Autriche, 17 sch.: Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$: Côte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie. 3 DA: Maroc, 4,20 dir.; Turasse, 525 m.; Allemagne, 1,90 DM; Autriche, 17 sch.: Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$: Côte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie. 3 DA: Maroc, 4,20 dir.; Turasse, 525 m.; Allemagne, 1,90 DM; Autriche, 17 sch.: Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$: Côte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Câte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p

صكذا من الاصل

1 12 MATTER IS S

13 15.85E.

> 4 ,14 ... 17 15

.

A 22 3 7 1 ...

No. 1908 Park

CONTROL STOTE OF

CONTRACTOR OF T

Parcel dust in

THE MAN IN !

CON A STEEL TO THE PARTY

CAN THE TAIL

CLAUDE SAFRADE

THE STICK OF GLASS STORY

with when all the expensions

MERCHANISM CO. T. P. CO.

substitute of the less than

Entrainerre of Lang

Communica

Same of the Control o

engage committee and an execution of

, T2

_ .2

magazina di di

europe de la company

3 \$ -\$4T A

4.75 (1.15 (1.15))

意味があります。

· I can fern ein

表表: 1511

2007 - Car

PARIS:

Merc. 4 Fev. 19

Preneza

plaisir

decimentes a electric

A CA ...

the left time ye , at the

Charles of the second

MARK DAS BECCASSITE Catherer on ordinal Cu!

2 Le Monde @ Jeudi 5 février 1987

Débats

CRÉDITS MILITAIRES

Le président de la République s'est rendu mardi 3 février sur le plateau d'Albion. La doctrine de la dissuasion fait l'objet, en France, d'un large « consensus ». Mais n'y a-t-il pas, derrière cette unanimité, des ambiguïtés et une absence de choix? C'est ce que craint le général Dubroca. Quant à M. Yves Lancien, il lance un cri d'alarme : selon lui, la France néglige trop son aviation.

Soyons les «Japonais» de la défense

La France peut devenir un bastion nucléaire en Europe à condition de faire des choix cohérents

NE nouvelle loi de programme militaire va être discutée au Parlement à la session de printemps. La plupart des observateurs n'ont pas noté l'absence de choix véritable qui caractérise la future loi, comme les précédentes. Faudra-til attendre encore 1988? Un an n'est pas de trop pour repenser

Si, demain, le Kremlin n'avait plus à craindre une réaction

par le général ANDRÉ DUBROCA (*)

nucléaire occidentale, il pourrait

· A cet égard, l'argument de la

«furtivité» (1) mis en avant pour

retarder le lancement du pro-

gramme paraît bien faible : ce

sont les bombardiers, les missiles,

les avions de reconnaissance, qui

doivent bénéficier d'une telle

caractéristique pour éviter dans

toute la mesure du possible la

détection adverse, dès lors qu'on

s'engage au-dessus des territoires

supériorité aérienne, dont nous

avons besoin pour 1995, sont

beaucoup moins tributaires d'une

telle amélioration, dont le coût ne

serait pas négligeable ni sans

conséquences sur d'autres performances (manœuvrabilité) des

Le programme ACF (avion de

combat futur) paraît reporté au-delà de l'an 2000. La conséquence

en sera qu'en 1996 on ne dispo-

sera plus que de vingt-deux Tran-

sail (la deuxième génération),

alors que notre flotte de transport

tactique devrait comporter

soixante-dix à quatre-vingts appa-

Telle est la situation qui, eu

égard aux services incomparables

qu'est amenée à rendre notre

armée de l'air, justifie le présent

cutée au printemps au Parlement.

Il est encore temps. Car, dans ce

projet, si l'armée de terre a son

char, si la marine a son porte-

avions, l'armée de l'air est bien le

La loi de programme sera dis-

Les avions d'appui-sol et de

contrôlés par l'ennemi.

appareils.

cri d'alarme.

parent panyre.

enfin céder à la tentation s'enfermer dans une doctrine d'annexer l'Europe de l'Ouest. L'engagement des Américains pour la défense de leurs alliés est . déjà devenu peu vraisemblable, qu'il s'agisse de représailles stratégiques ou de l'emploi de l'armement «de théâtre», lié an champ de bataille, euromissiles notamment. Quant à la France, le président Mitterrand se montre en toute occasion résolu à riposter nucléairement au cœur même de l'Union soviétique, conformément à la doctrine arrêtée par le générai de Gaulle, c'est-à-dire dès que nos « intérêts vitaux » seraient atteints: essentiellement l'intégrité du territoire et la vie de la population. Qu'en sera-t-il de ses

successeurs?

عكذا من الاصل

Certains pensent déià que notre dissuasion ne s'exerce valablement qu'à l'égard d'une agression nucléaire. Pour eux, nos adversaires pourraient opérer sur notre sol des destructions massives par armes classiques ou chimiques, voire nous envahir sans risquer de représailles stratégiques de notre part, parce que celles-ci constitueraient pour nous un suicide. Position limite tout aussi suicidaire et rendant nos forces stratégiques inutiles et même dangereuses: leur emploi ne serait crédible qu'après la «vitrification» de notre pays. Cette hypothèse paraît totalement improbable puisqu'elle suppose la suppression de l'enjeu même de l'agression, à moins qu'elle n'assure simultanément la neutralisation effective de notre force nucléaire stratégique, dont l'existence n'aurait alors servi qu'à entraîner notre sui-

cide... Mienx vaudrait en faire

l'économie et réintégrer l'OTAN,

renforçant ainsi les forces classi-

Crédibilité

Au moment où notre politique

de défense va faire l'objet d'un

nouveau débat, il est important de

souligner que la crédibilité de

notre dissussion commande de

rejeter certaines dérives extrêmes.

que ce soit le « tout ou rien » on

Une préparation sans faille

a tout à y gagner.

Mais le nucléaire n'est pes tout. Il ne faut négliger aucune éventualité. La guerre, nucléaire ou limitée, est toujours possible.

rigide et trop explicite, notam-

ment sur la notion d'intérêts

vitanz. Il faut tout faire, et ne

déclarer que ce qui mérite de

l'être, pour assurer, aux yeux de

l'adversaire, à la fois la certitude

de destructions intolérables pour

lui-même, en même temps que

l'incertitude sur la nature,

C'est à ces conditions que la

France peut constituer un bastion

nucléaire indépendant sur le

continent européen, présentant un danger considérable que les diri-

geants soviétiques auraient à éva-

luer avant de déclencher un

conflit qu'ils ne pourraient limiter

à leur guise. L'Europe, elle aussi.

d'application de notre réaction.

Elle est pourtant perdue de vue et, avec elle, la finalité de la défense. La dissussion à laquelle nous devons quarante années de paix a démobilisé les esprits.

Autre donnée fondamentale, perdue elle aussi de vue; cette guerre surviendrait sans préavis véritable. Elle serait brutale, généralisée, et ne durerait que quelques jours : nos stocks de munitions ne permettraient pas de durer au-delà! Finie la guerre de 1939-1945, finie la guerre de position et d'usure. Même dans l'hypothèse d'un conflit limité à une attaque classique aux frontières orientales, personne ne peut affirmer que notre pays ne serait pas touché, dès la première heure, par le bombardement et le sabotage - menace encore sousestimée - d'un grand nombre de points sensibles.

Il nous faut de toute urgence corriger l'impréparation, morale et matérielle, et réduire, en particulier, la vulnérabilité excessive

(*) Auteur de la France sansdéfense? (Pion), ancien commandant du commandement opérationnel de la force muléaire stratégique. d'une grande partie de notre système de défense

Il n'est pas raisonnable d'escompter pour notre défense une part supérieure à 4% du PIB. Il est grand temps de réviser l'ensemble des missions et des moyens, de ne plus vouloir tout faire en s'appuyant sur des schémas périmés. Nous maintenous l'objectif de 15 divisions avec 1 200 chars; d'une flotte de l'importance et le moment 300 000 tonnes avec 2 porteavions; de 450 avions de combat. alors qu'une sophistication toujours plus grande ne cesse d'accroître les coûts unitaires. De telles ambitions ne peuvent être satisfaites qu'en affaiblissant gravement l'environnement opérationnel et logistique.

> Le nombre n'a aucun sens quand on lui sacrifie la cohérence. Préférons un ensemble plus ramassé mais bomogène, parfaitement « huilé », redoutable parce que peu vuinérable et prêt à réaeir instantanement et puissamment en toute hypothèse, face aux menaces permanentes d'attaque par surprise venant de l'Est mais aussi, de plus en plus, du pourtour

Il faut auszi s'interroger sur d'antres tabons, comme celui du service obligatoire, «égalttaire et universel ». Le critère d'efficacité militaire doit l'emporter sur les considérations sociales et psychologiques. Il ne serait pas acceptable de confier à nos armées un rôle de super-TUC ou de camp de jeunesse si la supériorité d'une armée de volontaires, comme celle des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, était démon-trée aux Français. Co qui n'empêcherait pas une forme de service limité, en particulier, à la protection civile, à la gendarmerie, roire

Il-y a « unanimité » sur la politique de défense : chacun se plaît à le répéter. Nos élus discuteront bien sur les chiffres. Mais iront-ils an fond des choses? Méfionsnous de certains consensus, alibis commodes pour éviter toute remise en cause.

La France occupe une position originale. Nous pouvous être les Japonais de la défense, si nous ne suivons pas aveuglément les «intégristes» et autres conservateurs de tous bords.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél: (1) 42-47-98-72

3 mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PÄYS-BAS 399 F 762 F 1 689 F 1 386 F

IL - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 808 F

Par voie niciense : turif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont invités à formuler leur demande deux semaines trant leur départ, Johntre la demière bande d'envoi à toute correspondance.

Venillez avoir l'obligemen d'écrire tous les nome propres en capitales d'imprimerie.

4.1

· = * /

1.1

-

-

Délaisser l'aviation?

On l'a vu au Tchad : sur le terrain l'armée de l'air est en première ligne. Il n'en va pas de même dans le budget...

'AFFAIRE tchadienne vient de le démontrer une fois de plus : c'est l'aviation qui est en première ligne.

La mobilité, la vitesse d'intervention, la souplesse d'emploi qui permet le basculement d'un théâtre sur l'autre, constituent anjourd'hui, an niveau des forces conventionnelles, autant d'atouts décisifs. Pour réussir les opérations sur Ouadi-Doum, il faut un éventail de moyens aériens qui vont du bombardier appui-sol Jaguar au chasseur F1 en passant par les ravitailleurs KC 135 et les avions de détection Breguet-Atlantic.

Et ce sont naturellement des Transall qui ont effectué les parachutages dans le Tibesti au profit des forces de Goukouri, tandis qu'on a eu recours aux Galaxy de l'armée américaine pour approvisionner massivement et rapidement les unités déployées ou engagées sur le terrain.

Ce qui vaut pour les interventions extérieures vaudrait également pour le théâtre européen au matique, où la bataille s'engagerait, marquant ainsi l'échec de la dissuasion nucléaire.

Des retards préjadiciables

Si, par conséquent, il y avait affrontement, nos avions seraient fatalement les premiers engagés, pour la couverture de la force d'action rapide et de la In armée (reconnaissance et appui-sol) et pour la défense aérienne du territoire contre les appareils ennemis, voire pour la délivrance de missiles air-sol moyenne portée.

Or, paradoxalement, notre armée de l'air, sans parler de l'aéronavale, a été ces dernières années la plus mal lotie lors des arbitrages budgétaires, et l'est par YVES LANCIEN (*)

encore aujourd'hui : les gouvernants changent, pas les priorités ! Les chiffres et les dates parlent

Pour la première fois, en 1986. nous avons vu descendre notre potentiel d'avions de combat en ligne au-dessous du chiffreplancher de quatre cent cinquante appareils, quatre cent trente-cinq pour être précis.

La commande des appareils de détection aéroportée basse altitude - il s'agit des AWACS - a été retardée d'année en année, sous prétexte d'effectuer de nouvelles études et de nouveaux tests sur des projets ou des appareils dont on savait déjà qu'ils ne répondaient pas à nos besoins.

Les transports à long rayon d'action nous font toujours défaut. On l'avait vu pour Kolwezi ; on vient de le revoir pour le Tchad : à chaque fois nous sommes tributaires des Améri-

Le programme de l'avion de démonstrateur Rafale) n'arrive pas à décoller, et nous prenons ainsi trois risques à la fois : faillir au remplacement à l'échéance des Crusader de l'aéronavale et des Mirage III et des Jaguar de l'armée de l'air ; prendre un retard très préjudiciable à l'exportation, si nous ne profitons pas de notre avance initiale pour être au rendez-vous de 1995 avant les concurrents européens ou améri-cains ; sonner le glas de l'industrie aéronautique militaire nationale. car on voit mal comment Dassault et avec lui bien des équipementiers et des sous-traitants ne seraient pas condamnés si l'on faisait l'impasse sur une génération

(*) Ancien député, président du groupe Défense 2000.

(1) Il s'agit de la transparence au « le nucléaire ne dissuade que le radar, l'avion devient plus ou moins invi-sible à la détection (NDLR). nucléaire ». Il importe de ne pas

Oreilles syndicales

Fai la avec beaucoup d'intérêt l'article humoristique de M. Bou-chacourt dans le Monde du 29 jan-

[...] Si M. Bouchacourt avait été

patron dans le public ou dans le privé, il saurait qu'il est plus facile de faire arrêter une grève lorsqu'on a en face de soi des syndicats forts. Les plus mauvais souvenirs de ma carrière sont les grèves «sauvages» de travailleurs immigrés en région parisienne. Si je n'avais pas eu l'oreille » de deux syndicats « révoutionnaires », alors que nous avions appelé les CRS, l'épreuve de force cût été inévitable. Je partage l'admiration de

M. Bouchacourt pour le syndica-lisme allemand, que je consais depuis très longtemps. Il n'est pas -idéologique... Mais le succès des Verts aux dernières élections et la chute de la banque contrôlée par la DGB donnent à réfléchir. MICHEL PINQUET

Les matins brumeux d'un étranger On dit que les villes doivent être

découvertes au petit matin, car c'est alors qu'elles apparaissent sons leur aspect le plus serein et même le plus mystérieux. Ce privilège est réservé à certains métiers ou aux l'étards de l'aube. Mais, en ce moment, de nombreux étrangers y ont également droit (...) Il leur suffit de voir leur titre de séjour expirer - ce qui, un jour ou l'autre, est le lot de tout étranger - pour être conviés à sui-vre ce circuit : se rendre d'abord au commissariat de quartier afin

d'obtenir une convocation à la préfecture, attendre un mois au minimum, et enfin se présenter à la préfecture de police.

Ils ne sont pas au bout de leurs

peines, car ils ne sont pas assurés de parvenir jusqu'au bureau compétent et encore moins d'obtenir une réponse quelconque. Retour, donc, à la case départ, à moins que l'inté-ressé n'abandome le jeu, par exas-pération devant une situation répéti-Mais, s'il persévère, pen s'en faut que ce jeu ne se métamorphose en

cercle infernal. Et c'est dans cet engrenage que je me suis trouvé entraîné comme par enchantement. Tout a commencé en décembre 1985, quand j'ai formulé une demande de carte de résident, qui a champ. Or, depuis, j'ai été convoqué quatre fois à la préfecture, sans compter mes viaites préalables au commissariat de mon arrondisse-ment : durant ces périples, j'ai coanu les délices du petit matin, des portes closes, des phrases laconiques et sibyllines, et surtout de la nature humaine. Bref, tout, sauf la carte que je me croyais en droit d'obtenir : l'examen de mon dossier semble avoir été renvoyé aux calendes grec-

Ayant demandé un statut stable, je retombe dans la situation la plus précaire qui puisse échoir à un étranger. Peut-être comprendrais-je de quoi il retourne s'il existait une règie du jeu, si une communication était établie entre l'administration et les administrés. Mais c'est probable ment demander l'impossible. En attendant, je verrai naître encore quelques matins brameux sur la capitale. RYOJI NAKAMURA,

traducteur de japonais (Paris).

COURRIER DES LECTEURS

7, BUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 69 TSlex MONDPAR 650572 F TGlécopieur : (1) 45-70 T&L: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Fontaine, ecteur de la publication

Anciens directeurs : Schert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Darée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Société civile Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondates

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Clande Sales.

Le Monde termy, 75007 PARIS

Tel.: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles tanf accord avec l'administration

Commission paritaire des journeux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

and the second state of the control of the control

Le Monde USPS 765-910 in published delly, or o/o Specifizpez, 45-45 39 th street, LCL, New-York, N.Y. postmester: epod address of P.H.C., 45-46 39 th street, LLC, N.Y. 11194.



Serge Viderman, psychanalyste, pose la question du sens dans le domaine de sa spécialité, sans s'y limiter. Il étend sa réflexion à d'autres champs de la connaissance: la politique, le marxisme, les sciences physiques. Marx, Freud, Einstein sont les trois axes principaux de l'ouvrage.

Collection "Le fil rouge" dirigée par C. David, M. de M'Uzan et S. Viderman. 328 pages - 165 F.

LES TÜRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

MOSCOU

Вι

L g

douter

force (

tant se

entre k

des pr des pr

d'une

respo

d écok

deux c

teurer

majori climinu

même

partie

été pe

point :

com. des

Dan

de notre correspondant

M. Iouri Tchourbanov, gendre d Leonid Brejnev et ancien premier vice-ministre de l'intérieur, a été arrêté pour avoir accepté des potsde-vin, a déclaré, mardi 3 février, M. Guennadi Guerassimov, porteparole du ministère des affaires étrangères, confirmant une information parue le 1" février dans le Sun day Times (le Monde du 3 février). « L'enquête suit son cours ; il est incarcéré et accusé de corruption », a précisé le porte-parole.

M. Tchourbanov, qui est âgé de cinquante ans, est le troisième mari de Galina, la fille de Brejnev. [] l'avait épousée alors que son père était secrétaire général, ce qui n'avait pes nui à sa carrière.

Après des études à l'université de Moscou, M. Tchourbanov entre en 1970 au ministère de l'intérieur. Il gravit les échelons de la « direction politique » de ce ministère, en clair l'organisme chargé de veiller au tonus idéologique de plusieurs cen-taines de milliers de policiers et de pompiers, ainsi que de gardes spé-ciaux, fortement équipés (ils disposent notamment de chars), qui surveillent les objectifs stratégiques et... l'armée elle-même.

Un procès public ?

M. Tchourbanov était devenu en 1977 vice-ministre et, en 1980, premier vice-ministre de l'intérieur, par la grâce de son beau-père. Le nom de sa femme Galina avait été prononcé en 1982 à propos d'un scandale qui éclaboussa toute la famille Breiney sur fond d'affrontements entre un secrétaire général affaibli par la maladie et un chef du KGB qui s'appelait Andropov et briguait ion, Andropov aurait, tout an long de l'année 1982, ouvert ses dossiers pour alimenter les rumeurs sur le vie privée de Galina et sur le

La RDA a mis à profit le visite du

ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevard-

errangetes, Mr. Eduard reverdendes, pour marquer ses réticences devant les réformes proposées par le numéro un soviétique, M. Mikhall Gorbatchev, notent les milieux diplomatiques à Berlin-Est.

Le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, a tenu à souli-

gner, lundi 2 février, au cours de son entretien avec le chef de la diploma-

tie soviétique, qu'il ne pense pas modifier la politique économique et

sociale de la RDA, qui, a-t-il dit, sera - poursuivie d'une manière

Dans son compte rendu de la rencontre Honecker-Chevardnadze, l'agence est-allemande ADN men-

ne le vingt-septième congrès du

PCUS et ses résultats, mais - fait significatif - omet d'évoquer le

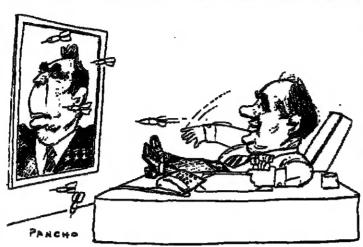
récent plénum du comité central soviétique où M. Gorbatchev a pro-

mode de vie fort peu conforme à la ste de la famille Brejnev en général.

Une bande de trafiquants de diamants, liée au Cirque de Moscou, est arrêtée au début de 1982. L'un d'eux, dit « Boris le Tzigane », était un familier de Galina. Il serait mort peu après en prison. Mais d'autres disent qu'il est toujours vivant. Semion Tsvigoun, beau-frère de Brejnev et premier chef adjoint du KGB, meurt le 19 janvier de cette

d'Andropov, mais pas aux enquêtes lancées par ce dernier sur l'origine décembre 1984, il perd brutalement son poste mais garde des fonctions non précisées au ministère de l'intérieur. En mars 1986, il n'est pas réélu membre suppléant du comité central. Il y était entré en 1981, du vivant de son beau-père.

L'annonce de l'arrestation du gen-dre de Brejnev est évidemment des-tinée à montrer que la campagne



année, dans des circonstances bizarres. S'est-il suicidé? Il aurait, pen avant sa mort, en un entretien agité avec Mikhail Souslov, numéro deux du parti et gardien de la morale communiste, lequel est emporté à son tour par une crise cardisque le 25 janvier.

Dès son arrivée au pouvoir, à la mort de Breinev, en novembre 1982, Andropov fait le ménage. Il se débarrasse presque aussitôt de Niko-lai Chtchelokov, ministre de l'intérieur et, à ce titre, «patron» de M. Tchourbanov. Chtchelokov mourra deux ans plus tard, à la veille d'un procès pour corruption, vrzisemblablement kui aussi après

Le gendre de Brejnev survit politiquement au court « règne »

parti au scrutin secret et l'affecta-tion de « sans-parti » à des postes de

Mardi, M. Chevardoadze a per

lire dans Neues Deutschland, quoti-

« dans des lettres ouvertes », leur

complet accord avec la politique suivic par le SED depuis plus de quinze ans. Neues Deutschland utilise

même une publication d'un pays « capitaliste » pour prouver au frère soviétique que la RDA peut plutôt lui servir d'exemple. Il s'agit d'une étude de la Documentation fran-

caise qui met en valeur, selon le quo-tidien du SED, le « succès économi-

que » et « l'excellent système d'éducation » de la RDA, ainsi que sa politique du plein emploi, consi-

dérée comme « une des meilleures au monde ». — (AFP.)

dien du PC est-allemand, con les citoyens de la RDA expriment,

RDA

Les réformes de M. Gorbatchev suscitent

des réticences à Berlin-Est

contre la corruption n'épargne per-sonne. M. Gorbatchev présente d'ailleurs désormais ouvertement (quoique encore sans citer le nom de l'ancien secrétaire général) l'ère de Brejnev comme une période de stagnation économique et de décadence

M. Tchourbanov, qui anrait été arrêté il y a cuviron deux semaines, scrait incarcéré à la prison de Lefor-Fera-t-il l'objet d'un procès public ? Il faudrait alors vraise blement citer à la barre son éponse Galina... Le fils de l'ancien secrétaire général, louri Brejnev, a perdu pour sa part, il y a quelques mois, son poste de premier vice-ministre du commerce extérieur.

DOMINIQUE DHOMBRES

ALBANIE: élections législatives

Un bulletin nul...

L'agence albenaise officialle ATA a annoncé, dimanche 1" tévrier, que 100 % des électeurs albanels inscrits ont parti-cipé aux élections législatives, les premières depuis la mort du chef du parti Enver Hodje en

Aucun électeur n'a voté contre les candidats proposés per le Front démocratique, organisation de masse dépendant du Parti communiste et présidée depuis mars 1986 par la veuve d'Enver Hodja, Mar Nexhimje Hodja, il y a su un seul bulletin THAIL.

Seion l'agence albanaise ATA, les masses ouvrières d'Albanie ont soutenu avec une « unité d'acier » le parti. Au total, deux cent cinquante députés ont été élus à la nouvelle assemblée populaire. — (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE: la visite du secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis

M. Whitehead n'a pas pu rencontrer certains dissidents

ricain, M. John Whitehead, a quitté Prague, mardi 3 février, au terme d'une visite officielle en Tchécoslovaquie, au cours de laquelle le numéro deux du département d'Etat a en des entretiens « francs et sérieux » (selon les Américains) avec de hauts responsables tchéco-slovaques, dont le premier ministre, M. Lubomir Strougal, et le chef de

 Condamnations d'opposants
 Prague. -- Quatre Tchécoslova-ques ont été condamnés, en novembre et en décembre, à des peines allant jusqu'à trois ans de priso e activités subversives » et « incitation à rébellion » pour avoir critiqué en public le régime socialiste, selon le Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies

M. Ervin Moti, trenta-huit ans, signataire de la Charte 77; MM. Milan Svatos, quarante-quatre ans, et Jindrich Blaha, trente-neuf ans, tous trois employés comme pompiers dans une usine de Prague,

Le secrétaire d'Etat adjoint amé-icain, M. John Whitehead, a quitté pek. M. Whitehead a cependant regretté que plusieurs personnes aient été empêchées par les autorités de participer à sa rescoutre avec les représentants du mouvement Charte 77. On indiquait, de source tchécoslovaque dissidente, que le dramaturge Vaclav Havel et l'ancien ministre des affaires étran-

> ont été accusés d'avoir critiqué publiquement e le rôle dirigeant du PC tchécoslovaque, la personne du pré-sident de la République, les liens d'amitié et d'allience entre la Tché-coslovaque et l'URSS » et d'écouter « les radios ennemies ».

> Par ailleurs, M. Jiri Bohac, treme-23 décembre, à Pardubice (est de la Bohême), à deux ans et demi de prison suivis d'un an de résidence surveillée pour « incitation à rébellion ». Enfin, une dizaine de dissidents ont été placés sous surveillance poli-cières pendant la visite de M. White-

gères Jiri Hajek n'avaient pu se ren-dre à ces entretiens. (M. Renton, ministre adjoint du Foreing Office, avait rencontré les mêmes difficultés lundi 2 février).

M. Whitehead a indiqué par all-leurs qu'il considérait « le manque de chaleur dans les relations éricano-tchécoslovaques comme La visite de M. Whitehead en

ilgarie, où il est arrivé mardi 3 levrier, et qui sera la dernière étape de son voyage en Europé de l'Est, sera peut-être un peu plus cha-leurouse : côté américain, on affiche une certaine satisfaction à propos de la coopération entre les deux pays dans la lutte contre le trafic de dro-

 Le premier ministre bulgare en observation médicale à Moscou. - M. Gueorgui Atanasov, viotime d'un « melaise » à son arrivée à Mosou, lundi 2 février, est actuellement en observation médicale: dans la capitale soviétique, a-t-on indiqué de source officielle. — (Reuter.) GRANDE-BRETAGNE: séance houleuse aux Communes

L'opposition critique vivement M^{me} Thatcher après une perquisition policière à la BBC

LONDRES de notre correspondant

Séance des plus orageuses à la Chambre des communes. Trois heures d'emportements, au cours desquels ou auta notamment vu le chof de l'opposition, rouge de colère, accuser le premier ministre d'être en train de tuer la règle de droit dans le pays et Me Margaret Thatcher, outrée, prient instamment M. Neil Kinnock de ne plus l'«invectiver de manière hys

La BBC était de nouveau an cen-La BBC était de nouveau an cen-tre du débat politique, mardi 3 février, cinq jours après la démis-sion de son directeur général (le Monde du 31 janvier). Cette fois, les partis d'opposition ont obtenu une discussion qui leur avait été refusée la semaine dernière. Ils demandaient des explications sur les raisons d'une intervention spectacu-laire de la police dans les locaux de la BBC à Glasgow durant le week-

Pendant près de vingt-huit heures, le «Special Branch» de Scotland Yard a perquisitionné dans l'établissement, à la recherche de docu-ments ayant trait à une émission de télévision récemment interdite pour « atteinte à la sécurisé nationale », « atteinte à la sécurité nationale », parce qu'elle révélait le projet de

hancement d'un satellite espion britannique (le Monde du 24 janvier).

Les téléspectateurs britanniques ne sont manifestement pas près d'oublier les images montrant les policiers emportant à pleins chariots une quantité impressionnante de dossiers et de films. L'affaire n'aurait certainement pas pris les proportions qu'on lui donne-maintenant si les agents de la «Special Branch» s'étaient seulement inté-ressés à l'émission incriminée. Mais ils ont en même temps saisi tout ce qui concernait cinq autres émissions de la même série intitulée « C'était secret » et portant sur divers sujets, tels que la politique d'équipement du ministère de la défense, les abus dans l'informatique, le fonctionne-ment du cabinet du premier ministreou la législation d'urgence en temps

Les critiques de la presse

La direction de la BBC avait elle-môme décidé d'annuler le pro-gramme sur le satellite militaire. Mais les policiers ayant en la main particulièrement lourde, le président particulièrement lourde, le président de la BBC, M. Marmaduke Hussey, nommé en octobre par le gouverne-ment, très proche de M^m Thatcher et soupconné d'être responsable de

la démission du directeur général, a lui-même estimé que l'enquête dépassait la mesure. Il a « vigoureu-sement » protesté auprès du ministre de l'intérieur et a indiqué être favorable à la diffusion au plus tôt de tous les documentaires saisis, à l'exception de celui qui dévoile le

projet spatial. M. Kinnock, qui avait approuvé l'interdiction, au risque de choquer certains membres du Labour, a fortement dénoncé, mardi, l'action de la police s'exclamant : « Je défends la sécurité nationale, mais pas l'injustice. » Aupararavant, l'un de ses collaborateurs avait déclaré que ces perquisitions étaient une néga-tion de la liberté de la presse et lui rappelait des habitudes propres « à l'Éurope de l'Est ou à l'Afrique du

Sud ».
Pour sa part, M. Roy Jenkins, au nom du Parti social-démocrate, a affirmé que de pareilles pratiques étaient dignes d'« un Etat policier de second ordre ».

Mª Thatcher, de son côté, a maintenu la position exprimée pré-cédemment par le ministre de l'inté-sieur : les membres du gouvernement n'auraient pas été au courant des démarches entreprises par la police. Elle a souligné que les poursuites relevaient de la seule autorité de l'attorney général. Cette distinction subtile n'a fait qu'aviver les proestations de l'opposition. Car l'attorsey général, ce procureur de l'Etat disposant d'une partie des attributions d'un ministre de la justice, dépend très directement du ment, il n'en est pas tout à fait membre (encore que ce point soit discuté par les juristes).

Mass Thatcher, enfin, n'a pas répondu quand on lui a demandé pourquoi la polica, pour agir, a attendu que le contenu de l'émission interdite soit publié dans la presse, alors que, depuis huit mois, le minis-tère de la défense était an courant de la réalisation de l'enquête journalistique.

sième rencontre devait avoir lieu ca mercredi, - mais ils ont annoncé Sauf le Sun, toute la presse écrite que les manifestations de rue se même les journaux les plus conservateurs — a condamné ou La prochaine est prévue pour le vendredi 6, à proximité de la Mon-clos, le siège de la présidence du sévèrement critiqué l'opération policière et les menaces qu'elle com-porte pour l'indépandance de la BBC et le liberée d'investigation des

THERRY MALMAN

FRANCIS CORNU,

Nouveaux affrontements entre lycéens et policiers à Madrid produits lorsque quelques milliers de manifestants ont tenté de forcer bar-

rage. Ils ont fait une trentaine de

blessés légers. Les dirigeants du

mouvement out suspendu la grève

dans l'attente du résultat des négo-

ciations avec M. Maravall - la troi-

ESPAGNE

MADRID de natre carrespondent

Pour la première fois depuis le début du mouvement d'agitation lycéenne, à la mi-décembre, le nistre de l'édecation, M. José Maria Maravall, s'est adresé, le mardi 3 février, au Parlement pour expliquer la politique suivis par son département face à la crise.

Le ministre a fait le point sur l'état actuel des négociations avec les dirigeants du mouvement. Il a précisé que son ministère avait offert use augmentation de 30 %, pour cette année, des dépenses de fonctionnement des établissements da cycle secondaire. En outre, afin de lutter contre la schoolfon sociale », le possi des bourses d'études destinées à l'enseignement supérieur augmentera de 25 % en 1987 et de 30 % l'an prochain. L'objectif est d'assurer la gratuité effective de l'enseignement universitaire pour tous les éthéliants dont le revenu familial mensuel est inférieur à 120 000 pages (6 000 france). intter contre la à 120 000 pesetas (6 000 francs).

Le ministre a enfin précisé les limites des boncessions que le gou-vernement était disposé à accepter. Variement etan dispuse a accepter.
Il a souligné que la suppression pure et simple de la sélection à l'entrée de l'Université était impossible, tout en admettant que ses modalités puissent être revies. En outre, il a efficie que l'interesi accepte à la service de la litte de la contre de la comme de la co affirmé que l'octroi, comme le aritime que l'octroi, comme le revendiquent les protestataires, du SMIC à tous les étudiants dont le revenu familial mensuel net est inférieur à 150 000 pesetas (7 500 francs) signifierait une dépense de 600 milliards de pesetas, soit 30 milliards de francs, une exigence hors de portés du ministère.

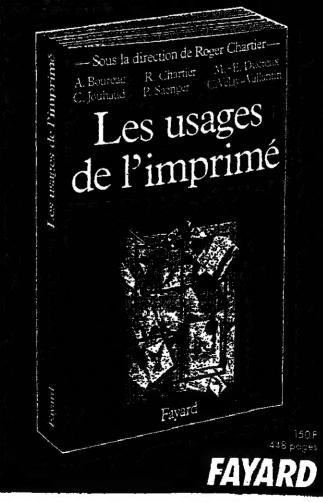
Le Congrès des députés avait été transformé en véritable camp retranché. D'importants effectifs de police interdissient, les abords de l'édifice. Des affrontements se sont

EN BREF.

B Récuverture de la frontière entre le Togo et le Gharia. — Un communiqué publié le lundi 2 février, après un conseil des ministres présidé par le géhéral Eyadéme, a annoncé le récuverture des frontières terrestre, maritime et aérienne avec le Ghana, sermées depuis la tentative de coup d'Etat du 23 septembre 1986. Le communiqué asplique cette décision par le retour général su cairre, qui a permis de célébrer sans incident le vingitime anniversaire de l'accession du président Eyadéme au l'accession du président Eyadéma au pouvoir, en janvier. - (UPL)

Pakistan. - Des discussions se sont ouvertes à New-Delhi, pour tenter de calmer la tension sur la frontière isido-palcistanales. Ces pourpariers, souhaités par les deux capitales, auront lieu, dans un premier temps, au niveau des secrétaires généraux des ministères des affaires étran-gères (le Monde du 27 janvier). Des troupes des deux pays demeurent concentrées, depuis une semaine, de





مكذا من الاصل

Les demi-victoires des pasdarans





(Suite de la première page.) La création même de cette tête

de pont - d'une superficie de 100 kilomètres carrés, selon les Iraniens - constitue un succès militaire incontestable, surtout si l'on considère que tout ce secteur était truffé de lignes défensives (blockhaus, réseaux de barbelés, champs de mines) érigées en terrain marécageux ou inondé artificiellement. Une fois de plus, les Iraniens out fait la preuve qu'ils sont capables de s'emparer, en y mettant le prix, de n'importe quelle position fortifiée irakienne le long des 700 kilomètres de la frontière internationale qui sépare les deux pays.

Kerbala-5 ressemble sous bien des aspects à l'opération Kheibar qui permit aux pasdarans de s'emparer le 29 février 1984 des îles Majnoun et à l'offensive Val-Fair-8 (Aurore-8) qui, le 10 février 1986, aboutit en l'espace de quelques heures à l'occupation du port pétrolier désaffecté de Fao, à l'extrême sud du Chatt-el-Arab. Dans les trois cas, les Irakiens, manifestemennt surpris, n'ont pu utiliser leur supériorité en avions et en blindés, et surtout, du moins en ce qui concerne les îles Majnoun et Fao, n'ont pu, maigré toutes leurs contre-offensives, empêcher les Iraniens de conserver les positions conquises et de les consolider en les rattachant à l'Iran par tout un réseau de digues et de ponts

Le sort de Bassorah

Tout semble indiquer que tel sera également le cas en ce qui concerne la tête de pont de Chalamcheh, qui constituera une nouvelle épine plantée dans le dispositif défensif de Bassorah, qui demeure depuis 1982 l'ultime objectif de toutes les grandes offensives (Fath, Val-Fajr et Ker-bala) lancées par Téhéran en vue d'isoler la grande métropole du sud de l'Irak du reste du pays.

La polémique qui s'est instituée autour de la question de savoir si

l'offensive Kerbala-5 a ou non pour objectif l'occupation de Bassorah parait, dans ces conditions, futile. Prenant la parole le 16 janvier dernier, au cours de la prière du vendredi, l'hodjatoleslam Rafsandjani, le représentant de l'imam auprès du Conseil supérieur de défense et, dit-on à Téhéran. le maître d'œuvre de l'offensive Kerbala-5, a assuré les fidèles que l'attaque en cours n'avait pas pour objectif l'occupation de Bassorah mais plutôt la « destruction de la machine de guerre de l'ennemi ». « Nous voulons, a-t-il ajouté, régler nos comptes avec l'Irak dans les alentours de Bassorah. - Selon toute évidence, M. Rafsandjani s'efforçait par ses propos ambigus de calmer l'impatience de ceux des Iraniens qui, leurrés par le ton triomphaliste de la propagande gouvernementale, croyaient que Bassorah était sur le point de tomber.

Il y a cependant belle lurette que l'état-major de Téhéran a réa-lisé que l'occupation de la deuxième ville d'Irak ne serait pas les Irakiens mettront tout en œuvre pour empêcher une telle éventualité, qui constituerait pour le régime baasiste de Bagdad une véritable catastrophe. Dans son allocution du vendredi 16 janvier, M. Rafsandjani a évoqué cette vérité première en soulignant - l'Importance stratégique que détient Bassorah dans la région ». Il a affirmé que la valeur et la qualité des forces que l'Irak avait affectées à la défense du secteur auquel s'est attaquée l'offensive Kerbala-5 s'expliquaient non seulement par l'importance de Bassorah pour l'Itak, = mais également pour ses alliés du Golfe dont la sécurité dépend de Bassorah - . = Si jamais, a-t-il ajouté, Bassorah connaît un jour le sort d'Abadan (assiégée pendant un an au début de la guerre et pratiquement détruite), l'Irak connaîtra des moments très difficiles », laissant ainsi entendre que le régime de

Bagdad ne pourrait survivre sans Bassorah, alors que l'Iran avait pu vivre et combattre sans Abadan. C'est pourquol, a-t-il poursuivi, l'Irak est obligé de résister à Bassorah, parce que la plupart de ses intérêts vitaux économiques y sont situés. »

L'Irak peut-il survivre sans Bassorah? Sur le plan économique, la République irakienne a appris au cours des six dernières années à se passer en partie de la métropole du Sud, qui, avant son blocus par l'Iran dès le début de la guerre, était une terre de commerce internationale et le débouché naturel du pays sur le Golfe. Les quelques dizaines de cargos et pétroliers immobilisés le long des quais illustrent parfaitement la paralysie dont est frappé ce port jadis si prospère et qui vit depuis six ans au ralenti. Le port d'Aqaba, en Jordanie a pris la releve de Bassorah, pris sous le feu des canons iraniens, et des milliers de poids lourds font la navette entre le port jordanien et Bagdad, transportant armes et produits de première nécessité.

Un coup sévère

Mais la perte de Bassorah, qui compte près d'un million d'habitants, pour la plupart chiites, porterait un coup sévère au moral de la population irakienne et surtout à celui de l'armée, déjà affecté il y a un an par la perte de Fao et de Mehran, et pourrait mettre le régime en danger. C'est pourquoi les militaires irakiens n'ont pas lésiné sur les moyens utilisés pour assurer la défense de la ville, qui est non seulement protégée par le lac des Poissons et ses prolongements, mais également plus au nord par une véritable ligne Maginot, un complexe de fortifications d'une profondeur de 15 kilomètres qui s'étend jusqu'à la hauteur d'Amara. Qui plus est, Bassorah et toute la région du Sud sont défendues par les deux corps d'armée – le troisième et le septième - les plus prestigieux et les mieux aguerris d'Irak.

On peut donc penser que l'hod-jatoleslam Rafsandjani disait la vérité lorsqu'il affirmait que l'objectif de Kerbala-5 n'était pas la prise de Bassorah. L'hypothèse la plus répandue parmi les experts militaires étrangers est que le but de l'opération était d'atteindre, avant le début de la conférence islamique de Kowelt, l'agglomération de Zoubair, ce qui aurait en plus de l'impact psychologique qu'une telle percée n'aurait pas manqué de provoquer, l'avantage de couper la route terrestre par laquelle l'Irak est ravitaillé via le

Koweit, et d'interrompre l'écoule-ment du pétrole vers le port saou-

dien de Yanbo. Si tel était l'objectif de l'étatmajor iranien, la percée de Cha-lamcheh n'a été qu'un demi-succès, comme l'avaient été dans le passé la capture des îles Majnoun et l'occupation de Fao, qui, à l'instar de toutes les offensives iraniennes lancées depuis près de quatre ans après la libération de Khorramchar, sont demeurées inachevées. Les victoires remportées par les pasdarans et les baszones inondées, où leur nombre et leur esprit de sacrifice leur donnent un net avantage sur les Irakiens, sont annulées dès que les combats se poursuivent en rase campagne ou dès que les conditions météorologiques permettent l'intervention des blindés et de

l'aviation de Bagdad. Les Iraniens semblent donc apparemment condamnés à ne remporter que des demi-victoires qui ne leur assurent dans le meilleur des cas que des têtes de pont qui constituent cependant autant de pistolets dirigés vers les principaux centres névralgiques de l'Irak situés sur la grande route stratégique Bassorah-Bagdad. Il suffirait d'une percée significative sur un des points de cette route, qui demeure l'objectif prioritaire de l'état-major iranien, pour tout remettre en question et créer une situation aux conséquences imprévisibles pour l'Irak.

JEAN GUEYRAS.

Manifestations à Beyrouth-Ouest contre les rapts d'étrangers

Beyrouth-Onest a connu, mardi 3 février, le plus important mouvement de protestation contre les rapts d'étrangers, alors que M. Terry Waite, venu intercéder pour la libé-ration des otages occidentant au Liban, entamait sans doute sa troisième semaine de captivité. Les étasième semanne de captivité. Les éta-blissements d'enseignement situés dans le secteur à majorité musul-mane de le capitale libanaise ont observé une grève à l'appel du Bei-rut University College (BUC) pour protester contre les enlèvements, notamment cenx dont sont victimes les enseignants étrangers.

Trois cents étudiants, dont des membres du Hezbollah ont défilé dans les rues de Beyrouth en brandissant des calicots réclamant la libération des quatre professeurs récemment enlevés par le Djihad islamique pour la libération de la Palestine (DILP). Ils ont, en outre, réclamé que les établissements d'enseignement soient tenus à l'écart des conflits politiques. Le Hezbollah s'était déclaré landi - étranger = à tout rapt d'Occidentaux au Liban et avait estimé que les accusations portées à son encontre entraient - dans le cadre des préparatifs des Etats-Unis pour une agression irréfléchie contre les musulmans au Liban ».

Porte-avions soviétique et américain en Méditerranée

Le porte-avions soviétique Kiev croise depuis quelques jours en Méditerranée, où, dans le même temps, la marine américaine a considérablement renforcé sa présence evec la constitution d'un groupe aéronaval, autour des porte-evions Nimitz et Kennedy, et d'une force de

Déplaçant 43 000 tonnes à pleine charge et transportant une trentaine d'avions (à décoilage vertical) et d'hélicoptères, le Kiev: z quitté, merdi 3 janvier, k mouillage qu'il occupait à Solloum, devant les côtes libyennes, est escorté par plusieurs bêti-ments, parmi lesquels un croiseur iance-missiles, du modèle Kresta, de 7 000 tonnes.

Le Nimitz et la Kennedy sont des porte-avions plus importants déplaçant respectivement tonnes 82 000 tonnes. Ifs mettent en œuvre, chacun, 90 avions.

La France, pour sa part, a envoyé dens le bassin oriental de la Méditerranée une corvette de 4 200 tonnes, le Dupleix. Un aviso-escorteur de 1 300 tonnes, le Commandant-de-Pirnodan, a appareillé de Tou-ion, mais ce déplacement, qui aurait pour but le port d'Ibrais, en Turquie, serait indépendant des mouvements navais observés en ca moment de tous côtés en Méditerranée.

La vague d'enlèvements d'enseignants a provoqué des réactions négatives au sein des milieux reli-gieux musulmans. Les oulémas (docteurs de la loi) - fidèles aux préceptes de l'imam Khomeiny ont condamné lundi les rapts d'étrangers, qui sont des « pratiques contraires à l'islam » et ont demandé aux religieux iraniens d'intervenir pour y mettre fin.

A ce propos, le ministère transen des affaires étrangères a « catégoriquement » démenti l'information d'une télévision américaine selon laquelle M. Terry Waite, l'envoyé spécial de l'archevêque de Cantor bury, serait détenu au Liban par des Gardiens de la révolution iraniens. De telles « alléontions (abriquées De telles « allégations fabriquées par les médias impérialistes » sont typiques de l'agressivité américaine à l'égard de l'Iran, selon le ministère, qui affirme que la République islamique « n'a jamais approuvé le rapt de quiconque au Liban ou dans n'importe quelle partie du monde ». Par ailleurs, un porte-parole du président du Parlement, M. Hachemi Rafsandjani, a confirmé avoir reçu une lettre de l'archevêque de Can-torbéry, M. Robert Runcie, à propos du sort de M. Waite.

Le Foreign Office indiquait mardi qu'il pourrait s'écouler - un laps de temps considérable - avant que ne soit éclairei le sort de M. Terry Waite. Le ministère britannique s précisé qu'il ne disposait d'aucune « information irréfutable » et s'est refusé à commenter les déclarations des principaux responsables politi-ques libanais selon lesquels l'émis-saire personnel de l'archevêque de Cantorbéry serait retenu en otage, ou tout au moins ne serait pas libre de ses mouvements. Par ailleurs, un groupe de cinq députés des partis conservateur, travailliste et libéral ont indiqué avoir proposé M. Waite pour le prix Nobel de la paix.

L'arrestation en Iran d'un journaliste

ستر زوجي ودي . . .

1 - 0 (mg) (app

45 - 15 45 - 15 45 - 15 45 - 15

. e. de jahrite, dig

· nymes 🎏

क *अस्तिव*र्ष

فرونيس الت

٠.٠٠١ <u>كيب</u> ۽

ા કહ્યું ફ Salari (see

الهند به

and any limited

The state of the s

n e sapte nationalignas e

en en Bress

· 12-15 3,70

77 125.

5.522 -Section of the section the second THE STREET, BEST

ं अन्य विश्वविद्या

ي الله الله الله

A Washington, le secrétaire d'Etat. M. George Si mardi l'espoir que l'arrestation en Iran de M. Gerald Seib, correspondant du Wall Street Journal, était une · erreur qui sera rectifiée rapi-

M. Shultz, qui témoignait devant une commission du Sénat, a ajouté qu'il n'y avait « aucune justification » à l'interpellation du journaliste, dont il a rappelé qu'il s'était rendu en Iran à l'invitation du gou-vernement de Tébéran.

Le secrétaire d'Etat a ajouté que les Etats-Unis s'efforçaient d'obtenir la - prompte - libération de M. Seib par le biais de l'ambassade de Suisse à Téhéran, qui représente les inté-rêts des États-Unis, ainsi que par celui d'- autres gouvernements -. Il a souligné que ce « genre d'attitude allait se retourner contre l'Iran ».

Le gouvernement américain avait indiqué mardi que les diplomates suisses à Téhéran n'avaient pu rencontrer M. Seib et que les responsables iraniens ont - refusé de parler avec eux de cette affaire.

Par ailleurs, l'Association américaine des rédacteurs en chef de jour-naux (ASNE) a protesté mardi Dans un télégramme adressé au ministre iranien de l'orientation islamique, M. Mohammad Khatami, ie président de l'ASNE, M. Michael Gartner, a soubnité qu'il fasse « tout ce qui est en [son] pouvoir pour que M. Seib soit immédiatement autorisé à partir et à retrouver sa famille et son travail ».

M. Gartner, dont l'Association regroupe neuf cent soixantequatorze quotidiens des Etats-Unis et du Canada, a estimé dans son télégramme que l'arrestation de Gerald Seib « semble avoir été une erreur bureaucratique ». « Ce genre d'erreur est préjudiciable à la réputation de l'Iran à travers le monde » a tiliqué (ASP) monde », a-t-il ajouté. - (AFP.)

M. Perez de Cuellar s'est entretenu du conflit irano-irakien avec les dirigeants algériens

ALGER

de notre correspondant

Au terme d'une visite officielle d'une semaine en Algérie, le secré-taire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a quitté Alger le mardi 3 février pour Paris, où il passe trois jours, notamment pour discuter de sa dernière initiative en vue d'arréter le conflit entre l'Irak et l'Iran.

Après avoir consacré la première partie de son séjour en Algérie à une visite dans le Sud, il s'est entretemu avec le président Chadli et le ministre des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi.

Le secrétaire général de l'ONU a également profité de la présence à Alger pour rencontrer une délégation du Front Polisario, peu avant de tenir une conférence de presse mardi après-midi.

"J'entends poursulvre mes

efforts en concertation avec M. Sas-sou Nguesso • (che' de l'Etat congolais, président en exercice de l'OUA), devait-il dire à propos du conflit du Sahara occidental. « Nous devons travailler ensemble sur les aspects les plus concrets du référenaspects les plus concrets du référen-dum d'autodétermination, a-t-il ajouté. Il nous appartient de créer les conditions nécessaires pour que ce référendum soit crédible.

Interrogé sur l'initiative de paix qu'il a lancée le 13 janvier pour aboutir à la fin des combats entre l'Irak et l'Iran (1), le secrétaire

général de l'ONU a indiqué qu'il avait également suggéré une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité au niveau ministériel. « J'ai obtenu des membres du Conseil qu'ils se penchent sur la question. Ils sont convenus de réfléchir afin de voir si cette réunion pourrait pro-duire un véritable plan de paix sus-

duire un véritable plan de paix sus-ceptible d'être accepté par les belli-gérants et appliqué », a-t-il souligné. M. Perez de Cuellar a longue-ment insisté sur le fait que « rien ne peut se faire sans volonté politi-que », remarquant qu'il n'avait pas lui-même le pouvoir d'imposer des solutions. A contentio il a cettifé. solutions. A contrario, il a estimé que le Conseil de sécurité a ce pouvoir, mais qu'il n'a jamais voulu l'exercer. « Si les cinq membres per-manents du Conseil poussent les dix membres non permanents, ils fini-ront pas être d'accord pour mettre en cruvre les moyens que leur donne la charte des Nations unies pour trouver une solution ., a-t-il conclu. FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) M. Perez de Cuellar a rappelé. cans use interview au quotidien national de langue arabe Al Chaab, les points constituant sa plate-forme pour le règlement du conflit, dont notamment : instauration du cessez-le-fest, non-utilisation d'armes chimiques, arrêt de la guerre des villes et des attaques d'objectifs civils et économiques, création d'une commission d'enquête pour dénorminer oni fut l'armesur. Le premier essai nucléaire américain de l'année devrait mettre fin au moratoire soviétique cette année une décision sur le déploiement de l'initiative de

Les Etats-Unis ont procede, mardi 3 sévrier, à un essai nucléaire souterrain dans le désert du Nevada, le premier de l'année 1987, a annoncé le même jour le ministère américain de l'énergie. L'URSS ayant annoncé dès le mois de décem-bre dernier qu'elle reprendrait ses propres essais dès la première explosion américaine survenant après le le janvier, celle-ci devrait mettre fin an morztoire unilateral que M. Gor-batchev s'était imposé depuis le 6 août 1985. Au cours de ces dix-huit mois, les Etats-Unis ont annoncé officiellement vingt essais, auxquels s'ajouteraient, selon Mos-cou, quatre autres réalisés en secret.

L'agence Tass a annoncé aussitôt L'agence Lass a annonce aussitot l'essai américain, qualifié de « défi à l'opinion mondiale ». Quelques instants plus tôt, M. Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, avait déclaré depart le conférence que le décarde devant la conférence sur le désarme-ment à Genève : • Le bouton qui déclenche les essals nucléaires de l'URSS est situé à la Maison Blanche. Même dans le cas d'une reprise des essais soviétiques cependant, avait-il ajouté, Moscou poursuivra les négociations pour la mise an point d'un traité d'interdiction

créer un comité ad hoc sur cette question et de lui donner un mandat approprié », a précisé M. Vorontsov, qui est aussi le chef de la délégation de l'URSS aux pourparlers avec les nucléaires et spatiaux.

Diplomatie

A Washington, M. Shultz. qui parlait mardi devant une commission du Sénat, a estimé peu probable que le président Reagan prenne antimissile partiel, le socrétaire d'Etat a répondu : « Les différences entre nous sont généralement exagérées. » — (AFP, Reuter.)

Nominations d'ambassadeurs M. COLIN DE LA VERDIÈRE

Le ministère des affaires étrangères a annoncé, mardi 3 février, la nomination de M. Hubert Colin de La Verdière au poste d'ambassadeur de France auprès de l'Etat des Emi-

dans les Emirats arabes unis

rats arabes unis, en remplace de M. Charles Chrétien. [Né en 1941, diplômé de l'Ecole des lave en 1941, duponte de l'Ecole des hautes études commerciales et ancien élève de l'ENA, M. Colin de La Verdière a été premier secrétaire à Canberra et à Alger, avant d'être nommé à l'administration centrale en 1977 (Afrique du Nord et Proche-Orient), pais à Madrid en 1983, où il avait été prome premier conseiller en ien 1984 à

M. GALAS an Sierra-Leone

défense stratégique. Comme on lui rappelait que M. Weinberger, son collègue de la défense, avait jugé

récemment possible et souhaitable le déploiement accéléré d'un bouclier

Le Quai d'Orsay a également annoncé la nomination de M. Michel Galas comme ambassa-deur de France au Sierra-Leone en remplacement de M. Louis Domi-

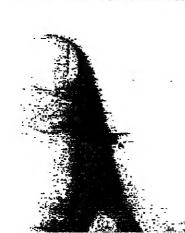
[No en 1928, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales.

M. Michel Galas a été troisième accrétaire à Bangkok, pais deuxième secrétaire à Katmandou en 1966. Nommé consul général à Karachi en 1971, puis en poste à l'Administration contrale de 1975 à 1980, il était depuis mai 1984 consul général à Londres. LIVRES

POLONAIS et livres français

sur la Pologne l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-File, PARIS-4" ■ Tél. : 43-26-51-09 ■



North a violé une règle ou l'autre, il

fera face (...) comme le combattant

des « marines » qu'il est, mais si le colonel North a détroussé l'ayatol-

lah, pris 30 millions et les a donnés

aux . contras . Dieu benisse le

colonel North . Quelques jours

plus tard, il partait à l'attaque

contre ceux des républicains qui, au

lieu de « tirer » voulaient forcer M. Reagan à « prendre place à une

table et dresser une liste de ses

erreurs ». Jour après jour, le polé-

miste d'extrême droite l'emportait définitivement sur le fonctionnaire

de la Maison Blanche. Ce provoca-

teur était de moins en moins à sa

place dans une équipe qui essaye en

ce moment d'éviter au maximum les

M. Shultz s'étant opposé à sa

nomination comme ambassadeur

auprès de l'OTAN, M. Buchanan

revient au journalisme, avec la

volonté proclamée d'aider les

conservateurs à ne pas perdre la pré-

sidence en 1988. La tâche est à la

CANADA

BERNARD GUETTA.

vagues superflues.

hauteur de ses talents.

Le président Reagan a adressé, mardi 3 février, un message à M= Aquino pour la féliciter de son succès au référenet réaffirmé l'espoir que les Phi-Eppines parviennent à « l'harmo-nie intérieure, la stabilité politique et la prospérité économique dont le pays a besoin et qu'il

MANILLE

ents d'étrangers

Marie on and

March Co.

Personal ...

Sister to

server description

10 · 11 · 11 · 11

Company of the same of the same An alexander

Per advanta

TO PETER SERVICE SERVI

The La Control of

The second second

Property - in

Control of the Contro

MAN SOMETHING TO THE TOTAL PROPERTY.

The state of the s

L'arrestation et les

A partosis in

维性的

M Course

A

Sept. of Contract of Sec.

10 m

ASE CONSTRUCTION

Mark of the

THE RESIDENCE OF THE PARTY.

※実施をもの

編集演員 多种的 人名英格兰人

Market and the second

The state of the s

Total State

THE RESERVE

Mar. 18 56 12 1 .

The Park of the last of the la THE REPORT OF THE PARTY OF

MARKET MALL **製造 小森を**なん。 2 。

Charles de la company

Water Market

The second

BANK 11

POLONAIS

Europe on Est

LIBELLA

-

PRINTER OF PRINTERS (100mm) (100

THE WAY IN THE PERSON NAMED IN Balling . Law.

THE REAL PROPERTY.

the state of the s

Fire many

Liber de la co

de notre envoyé spécial

Forte du nouveau mandat popuréférendum du 2 février, Mª Aquino doit aujourd'hui transformer sa légitimité en autorité. Une de ses premières tâches sera d'essayer de reprendre l'armée en main. Elle ne le fera sans doute qu'au prix d'une politique plus dure envers l'insurrection com

Conscient de la position délicate dans laquelle se trouve la guérilla, le général lleto, ministre de la défense, a appelé, mardi, ses chefs à repren-dre le dialogue suspendu par les communistes la semaine dernière. Le Front démocratique national (FDN, qui a négocié au nom de la guérilla) doit admettre qu'il n'a pas le soutien populaire comme il le prétend », a t-il déciaré, sur le ton d'un défi. Si les communistes ne reviennent pas à la table des négo-ciations, a précisé le général lleto, le gouvernement entamera des pour-pariers au niveau local avec les rebelles, et l'armée « lancera une offensive de grande envergure contre ceux qui ignorent les initia-tives de paix du gouvernement ».

Les communistes avaient appelé à voter contre la Constitution mais. même dans les régions où ils sont bien implantés, les «oui» out pré-valu, par exemple à Samal, bour-gade de la province de Bataan, où la Nouvelle Armée du peuple (NPA,

communiste) parada les armes à la main le lendemain de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le

Les dirigeants communistes réali-sent, pour leur part, que le gouverne-ment apparaît désormais en position de force pour négocier et que, en outre, les militaires sont en mesure de faire pression en Man Aguire de faire pression sur Mª Aquino pour que leurs recommandations soient suivies de fermeté. Les divergences au sein de la direction du PC sont renforcées. Les modérés peu-vent faire valoir qu'il vaut mieux négocier avec un gouvernement qui vient de prouver sa popularité. Mais cux aussi s'interrogent sur les intentions réelles du gouvernement, et craignent que les militaires n'aient la haute main sur la politique anti-insurrectionnelle. D'autre part, la base militante, notamment dans les syndicats KMU (ouvriers) et KMP (paysans), a une position radicale et admettra difficilement une reprise des négociations, à moins que le gouvernement ne donne des gages concrets sa » bonne volonté ».

> La carotte et le bâton

Plusieurs éléments font cependant hésiter les communistes à reprendre onvertement la hutte armée (des incidentent la initie armée (des incidentents se sont produits ces der-niers jours entre la NPA et l'armée, mais il semble qu'il s'agisse de cas isolés et non du début d'une offensive de grande envergure). D'abord, ils manquent de matériel pour pas-ser à un stade supérieur de l'insurrection. Its sont d'autre part préoccupés per un renforcement du dispositif militaire gouvernemental. Une source communiste sous a déclaré qu'avec l'aide des Etats-Unis l'armée philippine serait en train de créer des unités spéciales du type des « contras » au Nicaragua. L'opération serait dirigée par l'ex-

général Singland, ancien directeur

INDE: l'assistance aux réfugiés chakmas

Un Français interpellé dans un camp du Tripura

Un ressortissant français, M. Christophe Graison, en relation avec l'association dénommée Partage avec les enfants du tiers-monde. a été interpollé, hundi 2 février, dans l'Etat indien de Tripera, alors qu'il se trouvait dans un camp de réfugiés chakmas, sans être, selon des sources policières indiennes, muni étrangers pour voyager dans certaineszones du nord-est de l'Inde.

Pariage avec les enfants du tiersmonde s'occupe de l'accueil tempo-raire, dans des familles françaises, de soixante-douze enfants réfugiés chakmas, un programme en faveur duquel M Mitterrand, épouse du président de la République et présidente de la fondation France Libertés, est intervenue récommer à deux reprises auprès des autorités de New-Delhi et de Dacca.

Tribus en majorité bouddhistes, les Chakmas, établis dans la région de lacs et de collines du Chittagong, dans l'est du Bangladesh, sont confrontés depuis plusieurs années à l'établissement sur ces terres de populations musulmanes venues des plaines surpeuplées du pays et encouragées par le gouvern

local, les Shanti Bahini, a entrepris de résister à cette pénétration et réclamé l'autonomie. Depuis deux ans, il se heurte à l'armée de Dacca, dans des affrontements pariois sangiants. Les populations civiles chakmas ont, depuis, commencé à refluer vers la frontière indienne de du permis spécial nécessaire aux l'Etat du Tripura. 36 500 Chakmes ont trouvé refuse dans des camps provisaires en Inde.

Des consultations entre le Bangladesh et l'Inde se sont engagées pour le rapatriement de ces réfugiés qui deveit commencer le 15 janvier, à un rythme de 300 par jour et jusqu'à un total de 24 000. Le mouvem de rapratriement se heurte, semblet-il, au refus des réfugiés qui crai-gnent des représailles à leur retour.

Le plupart des camps de réfugiés sont installés dans le sud du Tripura, à Korbuk – cù M. Graison a été arrêté – Silachari, Kathalchari et Takbari. Les réfugiés présents dans ces camps ont souvent fait le récit d'exactions commises contre eux par les troupes du Bangladesh et des extrémistes musulmans, comme la mise à sac de leurs maisons ou des viols collectifs. - (AFP.)

AFGHANISTAN

Assassinat de deux responsables du programme de «réconciliation nationale»

Kaboul ont été assassinés depuis la proclamation, le 15 janvier, d'un ssez-le-feu unilatéral par les autorités afghanes. Selon l'agence Tass, inayatuliah, dirigeant du programme pour la province de Nanga-rhar (est de l'Afghanistan), a ôté élevé et tué, en compagnie de son fils, par des résistants le 28 janvier. Abdul Ahad Azerbigi, dirigeant du programme pour la province de Koundouz, frontalière de l'URSS, a également été tué par les résistants je 29 janvier.

D'autre part, nous signale notre correspondante à Genève, Isabelle Vichniac, le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) a été autorise, fin janvier, par Kaboul, à reprendre des visites sans témoin de détenus à la prison de Ponl-i-Charki, dans la capitale. Cette reprise coincide avec l'annonce par Radio-Kaboul mardi 3 février, d'une amnistic on faveur des prisonniers

Deux responsables du programme de guerre condamnés avant le de « réconciliation nationale » de 15 janvier, à l'exception de ceux 15 janvier, à l'exception de ceux condamnés à plus de dix ans de détention ou pour « crimes contre la sécurité intérieure et extérieure » de

Enfin, pinsieurs rencontres sont

prévues à Moscou dans les trois maines précédant la reprise, le 25 février à Genève, des négociations « indirectes » entre le Pakistan et l'Afghanistan sons l'égide de l'ONU. Un porte parole officiel, M. Guennadi Guerassimov, a confirmé mardi la visite, les 5 et 6 février, du ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Sahabzada Yakoub Khan, qui sera suivi, les 9 et 10 février, de M. Diego Cordovez, le médiateur de l'ONU, et du premier ministre de Kaboul, Sultan Ali Kechtmand. La . situation autour de l'Afghanistan » sera le point commun des entretiens qu'auront les trois hommes avec des responsables soviétiques, a confirmé

Mamile depuis dovembre et a ren-contré à quaire reprises le général Ramos, chef d'état-major général. Vingt-trois spécialistes américains seraient attendus la semaine pro-

du Parti du peuple (PNG), créé en août 1986 par le fondateur du Parti communiste philippin, José Maria Sison. Officiellement, ce parti n'a pas de lien avec l'organisation communiste claudestine, mais il n'en reflète pas moins son programme. Le PNG, qui devrait être reconnu incessamment comme un parti légal, est appelé à jouer un rôle de porte-parole officieux des communistes sur la scène parlementaire, en vue des élections législatives de mai.

nmunistes, M∞ Aquino, qui doit à présent choisir entre la carotte et le bâton, pourrait bien user momentanément de ce dernier, afin de don-ner des gages de bonne volonté aux

PHILIPPE POMS

CHINE Le chef de la propagande limogé

Les autorités chinoises ont confirmé, mardi 3 février, le limogeage du responsable de la propa-gande pour le Parti communiste, M. Zhou Houze, considéré comme un libéral, et son remplacement par M. Wang Renzhi, dans le cadre du recentrage idéologique en cours. Mettant fin à plusieurs semaines d'incertitudes (*le Monde* du 24 janvier), un porte-parole du parti s'est comenté de déclarer que M. Zhou avait été - mulé à un autre poste -.

Son successeur est, depuis 1982, rédacteur en chaf adjoint de l'organe théorique du parti, la revus Drapeau rouge. Il avait été un des animatours de la campagne idéologique contre la « pollution spiri-tuelle », fin 1983, qui brassait déjà les thèmes orthodoxes remis au goût du jour depuis l'éviction, le mois dernier, du secrétaire général du parti M. Hu Yaobang. Par aillours, nons indique notre correspondant à Pékin, Patrice

de Beer, la tension créée entre les autorités chinoises et les correspondants étrangers accrédités à Pékin par l'expulsion de l'un des journa-listes de l'Agence France-Presse, Lawrence MacDonald, n'est pas retombée. Le ministère chincis des affaires étrangères a refusé, mercredi, de prendre connaissance d'une protestation signée par une cinquantaine de correspon étrangers, y compris de pays du bloc de l'Est, demandant des explications sur les « activités inacceptables » reprochées au journaliste expulsé. - Cette affaire n'a rien à voir avec les autres correspondants (...). Vous auriez intérêt à ne pas vous en mêler -, a réponda un porte-parole.

adjoint de la CIA, qui séjourne à Manille depuis novembre et a ren-

chaine à Manille pour commencer l'entraînement de certaines unités de l'armée et de groupes para-Enfin, la reprise des hostilités risquerait de compromettre la tactique

Compte tenu des hésitations des phe conservateur.

LIMA

de notre correspondante

La nouvelle vague d'attentats ter-

roristes annoncée par le Sentier lumineux en décembre pour . déve-

lapper la guerre populaire en milieux urbain », a cu licu cu jan-

Onze policiers ont été tués, ainsi qu'un officier de l'armée, un impor-tant dirigeant de l'APRA, le docteur

Cesar Lopez Silva, un ingénieur et plusieurs civils. A deux reprises, en

une semaine, Lima et six départe-ments voisins ont été privés d'électri-

cité pendant quarante-huit heures

après le dynamitage de pylônes à

Laconique, un communiqué de

mort de vingt et un terroristes dans

du talion a-t-elle été une fois de plus

prouve que le couvre-feu en vigueur

dans la capitale depuis un an n'a guère freine le terrorisme. La police

estime que les attentats en 1986 ont angmenté de 56% par rapport à 1985. Mais les rafles nocturnes ont,

en revanche, permis la détention de centaines de suspects.

de renseignement ne sont guère effi-

Elle montre aussi que les services

Cette nouvelle vague d'attentats

haute tension.

Il a'avait pas rallié trois cents per-

Amériques

ÉTATS-UNIS

Le directeur de la communication de M. Reagan annonce, à son tour, son départ

WASHINGTON de notre correspondant

Cela devient une sorte de rituel. Lundi, M. Reagan acceptait, après bien d'autres, la démission du directeur de la CIA. Mardi 3 février, c'est son directeur de la communication, M. Patrick Buchanan, qu'il

s'est résigné à laisser partir. D'autres départs encore devraient suivre, dont, aux dernières nou-velles, celui du directeur du budget qui n'est, de fait, pas en charge d'un dossier aisé. Mais le retrait de Pat - Buchanan marque la fin d'une époque. Ce vibrant militant de quarante-huit ans, qui n'avait pas hésité, en février 1985, à abandonner les 400 000 dollars annuels que lui rapportaient ses éditoriaux de presse et de radio pour aller gagner cinq fois moins aux côtés de M. Reagan, symbolisait à lui seul le triom-

C'était un peu comme si M. Mitterrand avait pris Daniel Cohn-Bendit pour porte parole ou comme si M. Chirac avait chargé Louis Pauwels de façonner son image. Le 5 janvier dernier, on l'avait vu, lui, l'un des plus hauts fonctionnaires de l'entourage présidentiel, organiser devant les grilles de la Maison Blanche une «manif» contre la «gau-che libérale» aux cris de « l'Amérique avec Reagan! »

sonnes, et c'est sans doute ce qui l'a dissuadé de penser plus avant à se

PÉROU

Le Sentier lumineux a intensifié

ses actions terroristes à Lima

présenter à la présidence en 1988, mais ce fut néanmoins un grand moment plein de charme sépia. On se croyait douze ans en arrière, à l'entendre, un peu épaissi, tonner : Nous disons à la claque libérale du Capitole [le Congrès] : Vous ne serez pas tomber ce président. » On croyait le revoir, jusqu'au dernier jour du Watergate, désendre M. Nixon dont il a été le speechwriter - le - nègre ».

Convictions et fidélité

M. Pat Buchanan est homme de convictions et de fidélité, mais ce ne sont pas sculement ces deux qua-lités, si rares à Washington, qui le faisaient adorer de presque tout le monde politique américain. Non sculement, à l'entendre, ses amis conservateurs ronronnaient de plaisir, mais ses adversaires savaient aussi que, à chaque fois qu'il ouvrait la bouche ou prenaît la plume, le centre faisait une nouvelle embardée

En mars 1986, par exemple, le Congrès s'était étouffé d'indignation après qu'il eut ainsi résumé un débat sur l'aide à la guérilla antisandi-niste : - Avec le vote sur l'aide aux « contras », le Parti démocrate dira s'il se tient aux côtês de Ronald Reagan et de la résistance ou de Daniel Ortega et des commu-

Début décembre de la même année, il proclamait dans un dis-

caces et que les policiers ne sont nes

préparés pour faire face à la gué-rilla. Un document du Sentier dif-

fusé en décembre annoncait que des

« attaques allaient être lancées

contre les pays amis qui soutiennent le régime Garcia ». L'attentat contre l'ambassade de l'Inde, le

26 janvier, pendant le séjour du chef de l'Etat dans ce pays, a pourtant pris au dépourvu les policiers

chargés de la surveillance de

La police est démoralisée », dit général Hector Murneira, qui

vient d'être mis à la retraite, dans le

cadre de la réorganisation des forces

de l'ordre. - Cette réorganisation

tun, car il faut faire face au terro-risme et à la délinquance, ajoute-il. Elle a causé une grande

La purge a touché généraux et

subalternes. Et la plupart d'entre eux n'étaient pas corrompus. La purge a été réalisée avec des critères

Des dizaines d'affiches collées sur

les murs des bidonvilles et signées

par le Sentier ont annoncé que . le

grand saut [de la guerre populaire]

NICOLE BONNET.

ргеоссиран

manque de sécurité. »

plus politiques que moraux.

Le premier ministre de Terre-Neuve demande à Ottawa d'interdire l'entrée des ports canadiens aux navires français

Saint-Jean-de-Terre-Neuve (AFP). – Le premier ministre de Terre-Neuve, M. Brian Peckford, a demandé, mardi 3 février, au gou-vernement fédéral de rappeler son ambassadeur à Paris et d'interdire l'entrée des ports canadiers aux bateaux français afin d'essayer de contrôler la pêche française au aud de Terre-Neuve.

M. Peckford a également estimé qu'Ottawa « devrait réexaminer ses relations commerciales avec la France, ainsi que ses autres ententes économiques et culturelles » avec ce pays. Le Canada devrait recourir, selon lui, à d'autres moyens de pres sion commerciaux - comme le blé et les produits industriels - pour amener la France à freiner ses efforts de pêche et à négocier un nouvel accord. En cas d'échec, le Canada devrait faire entrer en jeu la marine, a-t-il déclaré.

La France et le Canada ont conclu, il y a une dizzine de jours, un accord intérimaire sur la pêche ovogué ici une le lique. Le gouvernement fédéral (conservateur) a été accusé de bra-der la souveraineté canadienne par l'opposition libérale et néodémocrate. Outre le recours à une - tierce partie » pour régler le conflit frontalier qui les oppose (au sud de Terre-Neuve et de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon). Paris et Ottawa sont convenus de négocier d'ici à la fin de l'année des quotas de pêche pour la période 1988-1991.

Afrique

TUNISIE

M. Mestiri proteste contre la suspension des journaux d'opposition

de notre correspondant

Le secrétaire général du Mouve-ment des démocrates socialistes (MDS), M. Ahmed Mestiri, a accusé le pouvoir « d'imposer une sorte d'embargo de fait » sur toutes les informations qui n'ont pas reçu l'imprimatur officiel.

M. Mestiri, qui tenait, mardi 3 février à Tunis, une conférence de presse à la suite de la suspension pour six mois d'Al Mostagbal, l'hebdomadaire publié par son parti (le Monde du 31 janvier), s'est livré à une sévère critique de la politique suivie par le gouvernement en matière d'information et a dénoncé le caractère » répressif » du code de la presse, dont les dispositions, a-t-il dit, sont plus draconiennes que celles contenues dans les textes de 1936, époque du protectorat francais, et de 1956, année de l'indépendance. Nous ne pouvons nous empêcher de nous demander si le régime a faibli et perdu son soutien populaire au point de ne plus supporter une opinion divergente et de

craindre la confrontation des arguments =, a-t-il déclaré.

Il fait observer que, après la sus-pension d'Al Mostaqbal, il n'y a plus, en Tunisie, un seul journal parlant au nom de l'opposition, situation qui revient à celle qui existait à la fin des années 70. Le journal du Parti communiste, Al Tarik Al Jedid, est en effet, lui aussi, suspendu pour six mois depuis le 19 décembre.

Le climat créé par la suspension des journaux d'opposition n'est apparenment pas pour favoriser l'amorce de décrispation que sem-blait annoncer l'intention exprimée par le chef de l'Etat d'ouvrir le Conseil économique et social aux représentants des courants politiques légaux. Interrogé sur ce point, M. Mestiri s'est montré très réservé. - Nous ne disons pas non d'emblée. a-t-il dit, mais faut-il encore que nous sachions de façon précise et officielle dans quel cadre, dans quelles conditions et dans quel consexte nous pourrons participer aux activités du Conseil, dont le rôle - il faut le rappeler - n'est que consultatif. .

MICHEL DEURÉ.

TCHAD

M. Kamougué rentre au pays dans l'espoir d'« un débat politique national »

L'armée tchadienne a abattu un chasseur-bombardier libyen de type Mig-25, le lundi 2 février, au-dessus de la vallée de Zouar, porte occiden-tale du massif du Tibesti, dans le nord-ouest du Tchad, a-t-on indiqué de sources indépendantes à N'Dja-

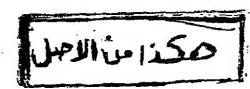
L'état-major tchadien, pour sa part, n'a pas précisé si l'appareil tou-ché s'était abattu à proximité des combattants tchadiens, ce qui aurait permis d'identifier le modèle avec certitude. Les informations fournies par l'état-major à N'Djamena sont souvent fragmentaires, sans doute parce que les unités tchadiennes du Tibesti limitent à l'essentiel leurs communications radio afin de ne donner aucune indication à l'armée libyenne sur leurs positions et leurs

Depuis le début de cette nouvelle campagne, les troupes du président Hissène Habré affirment avoir abattu au total trois chasseursbombardiers et deux hélicoptères

La radio officielle tchadienne a. par ailleurs, annoncé le retour au Tchad, jeudi, du colonel Wadal Abdelkader Kamougué, viceprésident du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) à l'époque où il était dirigé par M. OueddeL

Elle a ajouté que le ches sudiste serait accueilli à la mesure de sa décision - et a cité le commentaire de l'ambassadeur du Tchad en France, M. Allam-Mi Ahmad, qui avait déclaré que le colonel serait · le bienvenu au Tchad ». Dans une déclaration à la presse

mardi à Libreville, le colonel a affirmé que sa décision de rentrer dans son pays n'était assortie d'aucune condition préalable. Aucun accord obtenu à l'extérieur du Tchad ne me satisfera, 2-1-il dit. Seul un débat politique national peut amener à une entente entre tous les fils du Tchad (...). Seule la restauration de la paix et de l'unité nationale mettra fin aux ingérences et appétits extérieurs. » Sa décision a été prise afin de permettre · à ceux qui m'ont suivi de mettre fin à leur errance et à leurs souffrances », et pour éviter que « l'internationalisation du conflit » n'empêche de discerner « les contradictions nationales - qui doivent être - resolues dans le cadre d'un consensus politique global. -



Politique

Le premier ministre et la cohésion de la majorité

La grogne des députés RPR

Haro sur la télévision!

M. Jacques Chirac engagera la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale dès la reutrée parlementaire du 2 avril, en applica-tion de l'article 49-1 de la Constitution Le premier ministre a annoncé, le mardi 3 février, au groupe RPR du Palais-Bourbon dont il était l'hôte, que ce « vote de confiance » précéderait les discussions portant notamment sur la loi de programmation militaire, la loi sur l'épargue et celle sur l'aménagement du temps de travail, qui viendra suppléer « l'amendement Séguin » annulé par le Conseil

Les députés RPR n'ont pas mâché leurs mots pour dire leurs sentiments à M. Chirac et lui faire part des échos qu'ils ont recueillis dans leurs circonscriptions depuis la fin de la session parlementaire, le 20 décembre dernier. Ils ont reproché au premier ministre non son de savoir-faire mais son défaut de faire savoir. Les critiques ont été nombreuses sur la communication du gouvernement, jugée insuffisante et inefficace ».

Le reproche a été explicitement adressé au premier ministre de n'avoir rien changé en dix mois à la télévision. Plus précisément, cer-tains ont même souligné que le gou-vernement aurait été fondé à remplacer certains commentateurs politiques et certains présentateurs des chaînes de télévision.

De même, il a été souligné que, dans les chaînes destinées à demeurer publiques, comme Antenne 2 et FR 3, le ton n'avait pas été modifié rk 5, le con a vair pas ete mounte et que les changements n'étaient pas visibles. Plusieurs pariementaires ont fait remarquer que la politique du gouvernement n'était présentée ni complètement ni objective-ment » sur l'ensemble des supports télévisuels où en revanche « les contestations et les critiques étaient

L'inflation inquiète

Cette insatisfaction des députés chiraquiens envers la télévision n'est nas un phénomène nouveau. On se souvient de leur irritation lorsqu'en 1969 M. Chaban-Delmas, alors premier ministre, avait appliqué dans ce domaine les principes de sa « nouvelle société. Pas plus que son loin-tain prédécesseur. M. Chirac ne s'est laissé impressionner par ces cri-tiques. Le premier ministre a réplique à ses amis politiques avec deux arguments. Il a tout d'abord affirmé, selon M. Pierre Messmer, président du groupe, qui rapportait ses propos que « dans toute démo-cratie les médias doivent être libres par rapport au gouvernement ». Il a aussi assuré qu'il « se resusait à intervenir dans ce domaine aussi bien en ce qui concerne les orientations politiques que le choix des

M. Chirac a ensuite riposté directement aux parlementaires en leur disant que, - plutôt que de perdre leur temps à critiquer, ils devraient mieux agir par eux-mêmes et s'exprimer davantage », ajoutant : actifs, plus dynamiques et plus convaincants dans vos communications publiques. »

Le premier ministre n'a pas été le seul à être mis en cause. M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, qui participait à cette réunion, s'est vu reprocher son intervention télévisée dans laquelle il avait prévu que la hausse des prix en janvier serait de « 0.5 %, 0.6 %, et peut-être un peu plus ». Des parlementaires ont estimé que cette annonce prématu-rée avait été de nature à compromettre les négociations salariales avec la fonction publique qui étaient alors CE COMES.

Beaucoup d'élus se sont aussi faits l'écho des inquiétudes provoquées par la hausse des prix, chacun citant en exemple qui sa note d'épicier, qui sa facture de garagiste, qui sa quittance de loyer.

Certains, enfin, ont souligné la lenteur mise parfois par des caisses de sécurité sociale à appliquer les nouvelles dispositions arrêtées par le gouvernement, ce qui, selon M. Messmer, entraîne · incertitude

M. Chirac a cependant été approuvé quand il a affirmé que le code de la nationalité ne serait réformé que lorsque le ministre de la justice en aurait fini evec les consultations qu'il a entamées, également lersqu'il a justifié la publication du décret sur les maîtres-directeurs d'école et, surtout, lorsqu'il a rap-pelé que • le devoir de tout gouver-nement était de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts catégoriels ».

La nervosité et parfois la « gro-gne » — comme disait de Gaulle — exprimées par certains députés RPR reflètent en réalité leur inquiétude et leur incompréhension de certains comportements du chef du gouver-nement. Si la plupart ont admis le retrait du projet Devaquet, beaucoup ont ressenti comme une humi-liation restée sans riposte l'annulation par le Conseil constitutionnel de l'amendement Séguin. Les palino-dies dont l'UDF a été le théâtre récemment ont fait douter les députes RPR de la loyauté de leurs alliés ou tout au moins de certains de leurs dirigeants.

C'est pourquoi les élus chirequiens ont compris la décision de M. Chirac de demander un vote de confiance comme le moyen solennel et symbolique de vérifier que le soutien de ses partenaires est toujours tangible. Et cela au moment où les tentations centrifuges se manifestent de plus en plus ouvertement au sein de la majorité au fur et à mesure que s'approche l'échéance présiden-tielle.

ANDRÉ PASSERON.

• Le comte de Paris : au milieu. - Invité le dimanche 1° février de l'émission de TF 1 € 7 sur 7», le comte de Paris a déclaré qu'il ne se situait politiquement « ni à droite ni à gauche » mais « dans une position médiane visant à coordonner les efforts des pouvoirs publics et des citoyens pour se rencontrer et parler». Le comte de Paris a toutefois affirmé qu'il y avait à ses yeux « un souci de l'homme plus sincère à gauche », la droite lui semblant « trop désincamée ».

ches. Soyez plus présents, plus ARGUME

Abonnez-vous en telépho gratuitement au 05 20 08 30 ou en renvoyant ce builetin à B.A. FAITS ET ARGUMENTS

Abonnement France: 140 F

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de G.E.S.E.G.O.M.

Abonnement de soutien:

La double image de M. Chirac

(Suite de la première page.)

A presque mi-chemin entre les législatives et la présidentielle, l'actuel premier ministre obtient donc un meilleur résultat que ses

Certes, Jacques Chirac enregistre pour la trossième fois en dix mois une cote de popularité négative, mais la même mésaventure est survenue six fois sur vingt mesures à Laurent Fabius, vingt-trois fois sur trente-cinq mesures à Pierre Mauroy et... quarante-six fois sur cinquantedeux mesures à Raymond Barre. Il serait donc excessif de parler de « fond de l'abîme » pour une impo-pularité, somme toute, très limitée.

hypothèses sont avancées : le méconégal ou sapérieur à dix points parmi les sympathisants de l'UDF et du Parti socialiste (tableau I). Progres-

sivement, dans l'attitude de soutien à l'égard du gouvernement, le fossé se creuse entre les RPR et les UDF : l'écart était de six points en août, quatorze en octobre et il atteint ngt-deux points en janvier. Selon e classement des électeurs sur l'axe gauche-droite, ce n'est pas davantage parmi la droite extrême ou la droite modérée que l'on enregistre les reculs les plus nets, mais bien plutôt parmi les électeurs qui se situent au centre. En octobre, ils étaient 54 % contre 27 % à approuver l'action du gouvernement; en janvier ils ne sont plus qu'une mino-rité: 42 % contre 46 %. Contrairement à ce que croyaient certains observateurs, c'est parmi les élec-teurs situés le moins à droite de son camp que le gouvernement connaît les défections les plus sensibles. Si la détérioration se poursuit, le risque est grand pour la majorité de voir ces électeurs grossir les rangs de la

عكدا من الاصل

Tout serait donc simple si, à la différence de ses devanciers, Jacques Chirac n'était à la fois premier inistre et candidat à la présidence de la République dans une précam-pagne électorale qui bat son plein. Sur ce terrain, on enregistre un complet renversement du rapport de forces en faveur de M. Barre. En octobre, 46 % des électeurs qui avaient voté le 16 mars RPR, UDF on divers droite désignaient le maire de Paris comme le meilleur candidat contre 33 % qui se prononçaient en faveur du député du Rhône. En jan-

Le recul du soutien au gouvernement selon la préférence partisane Approuvent l'action du gouvernement

	Fin octobre	Mi-janvier	Ecart
	%	%	%
Essemble des Français	48	39	- 9
Parti communiste	13	5	- 8
Parti socialiste UDF	26 77	13 67	-13 -16
RPR	91 36	89 .45	- 2 + 9

Service: Sondage SOFRES/la Vie Française.

Pour expliquer la baisse, deux

tement des électeurs situés à la droite de la majorité devant le traitement qu'ils jugeraient trop laxiste du mouvement étudiant et des grèves des services publics on bien la déception d'électeurs situés au centre et estimant que le gouvernement ne tient pas assez compte des diverses catégories de Français. Entre ces deux interprétations, les sondages peremettent de trancher: la seconde est la bonne. Selon l'enquête SOFRES-la VIe française, l'adhésion à la politique du gouver-mement reste stable, voire progresse entre octobre et janvier au sein de l'électorat du RPR et celui du Front national. En revanche, le recul est

vier, les proportions se sont complè-tement inversées : 25 % pour Jac-ques Chirac, 51 % pour Raymond

L'examen des sondages révèle ici une nouvelle surprise : la baisse de popularité du gouvernement ne suf-fit pas à expliquer la montée de Ray-mond Barre. Parmi les électeurs RPR-UDF-divers droite satisfaits de l'action du gouvernement depuis son entrée en fonctions (ils représentent entre 55 % et 60 %), 56 % faisaient

centre et de vingt-sept points parmi les partisans de la majorité qui se rangent dans la droite extrême

Jacques Chirac subit par catégorie socio-professionnelle un recul d'autant plus marqué que le mives social, financier et culturel est élevé (tableau 2). Il est frappant de constater que la perte d'image de Jacques Chirac est faiblement corrélée avec le recul du gouvernement, qui est assez également réparti dans

Le recul de la dimension présidentielle de Jacques Chirac selon la catégorie sociale

Pensent que Jacques Chirac feralt un bon président

·	Fin novembre	Mi- jauvier	Ecart	Comparaison avec l'évolution du soutien an gouvernement
	%	*	%	%
Profession du chef de ménage: Cadre, profession intellect. Profession interm., employé Artisan, commerc, indust. Assiculteur	35 G 34 6 5 1 1	35 36 27 46 59 37 31	-3 -25 -7 -3 -1 -1	-9 -13 -11 +2 -14
Inactif, retraité Ouvrier	37 27	37 31	+4	-6 -9

Service: SOFRES/le Nouvel Observateur:

en octobre de Jacques Chirac le meilleur candidat, 30 % se prononcaient pour Raymond Barre. En janvier, dans cette catégoris pourtant favorable par définition à l'action du premier ministre, le rapport de forces s'est également inversé : 43 % pour Raymond Barre, 37 % pour Jacques Chirac. Tout se passe me si le mouvement entre les deux leaders tenait davantage à des phénomènes d'image présidentielle qu'an jugement des électeurs de la majorité sur l'action du gouverne-

Un autre élément conforte cette interprétation : si la popularité du gouvernement résiste bien dans les catégories les plus à droite de l'électorat, la montée de Raymond Barre comme meilleur candidat de la majorité est tous azimuts : entre octobre et janvier, il progresse de vingt-six points parmi les électeurs RPR-UDF-divers drofts. l'axe gauche-droite, se classent au

toutes les catégories sociales, à l'exception d'un gain chez les com-merçants et les industriels. A l'égard de Jacques Chirac, ce ne sont pas les catégories populaires qui manifestent une réticence plus élevée mais les catégories «bourgeoises», dont on sait le poids politique dans un combat interne à le droite.

Redontable équation pour Jacques Chirac : une nouvelle détériorstion de l'image du gouvernement dans l'électorat de centre faciliterait la réflection d'un candidat socialiste; à l'inverse une amélioration pourrait ne pas suffire à renverser le rapport de forces avec Raymond Barre. Aujourd'hui, le pari sur la gestion gouvernementale ne semble pas suffisant pour l'emporter. C'est sur l'image de « présidentiable » et sur le projet des candidats que se joue en grande partie la «primaire» au sein de la droite.

JÉROME JAFFRÉ.

Elections cantonales...

Trois conseillers généraux communistes du Val-de-Marne invalidés

Le Conseil d'Etat a annulé, le motivée par la découverte d'anomamercrodi 28 janvier, pour « irrégularités », l'élection de trois conseillers deux bureaux de vote. généraux communistes dans le Val-de-Marue lors des cantonales de mars 1985. Il s'agit de MM. Maurice Ouzoulias (Champigny-sur-Marne-Centre), Roger Grevoul (Ivry-sur-Seine-Ouest) et Louis Bayeurte (Fontenay-sous-Bois). En revanche, il a confirmé les élections de M^{mo} Hélène Luc (PCF) à Choisy-le-Roi et de M. Maurice Lamy (PCF) à Valenton.

Dans le premier cas, le Conseil d'Etat a suivi le jugement du tribu-nal administratif de Paris et dans les deux autres il a annulé des scrutins, qui, dans un premier temps, avaient été confirmés par le tribunal admi-nistratif. Le conseil général du Valde-Marne (quarante-neuf mem-bres) était composé, avant ces annulations, de vingt-six conseillers généraux de gauche (dix-neuf PCF et sept PS) contre vingt-trois de droite (huit UDF, buit RPR et sept divers droite).

A l'annonce de ces annulations, la fédération communiste du département a dénoncé « l'acharnement » du Conseil d'Etat et su « décision di Conseil d'Etat et sa « décision politicienne d'une injustice totale ». M. Roland Nungesser, député RPR et maire de Nogent-sur-Marne, a « pris acte avec satisfaction » de l'arrêt du Conseil d'Etat. M. Jean-Pierre Schénardi, député (FN) du Val-de-Marne, a, pour sa part, demandé au conseil général la suspension de sa décision « prise le 26 janvier 1987 et allouant une sub-vention de 1 million de francs aux 20 janvier 1981 et auquant une sub-vention de 1 million de francs aux grévistes terroristes de la CGT de la SNCF, qui avait été votée seule-ment par trois voix de majorité ».

en Corse-du-Sad et dans le Val-d'Oise

Le Conseil d'Etat a annulé, le Le Conseil d'Etat a annulé, le vendredi 30 janvier, les élections cantomales qui se sont déroulées en mars 1985 dans les cantons de Bonifacio (Corse-du-Sud) et Cergy-Sud (Val-d'Oise). Dans le cas de Bonifacio, le haute juridiction a annulé la décision du tribunal administratif de Bastia, daté du 15 juin 1985, rejetant la requête de M. Xavier Serafino, conseiller général sortant (div. g.), battu au second tour du scrutin g.), battu au second tour du scrutin de 1985 par M. Jean-Baptiste Lan-tieri (UDF-PR). Sa décision est

En ce qui concerne le canton de Cergy-Sud, le Conseil d'Etat a éga-lement annulé la décision du tribunal administratif de Versailles qui confirmait, le 7 juin 1985, l'élection de Mª Dominique Gillot (PS) face à M. Jean-Marie Chaussonnière (RPR) au second tour du scrutin de 1985. Compte tenu du faible écart de voix séparant les deux candidats (dix-neaf), le Conseil d'Etat a décidé que l'envoi d'un tract relatif anx activités de M. Chaussonnière au conseil municipal de Cergy, l'avant-veille du scrutin, était de nature à altérer la sincérité de celui-

... et sénatoriale

Deux demandes d'annulation rejetées dans le Rhône

Le Conseil constitutionnel a rejeté, le mardi 3 février, deux requêtes tendant à l'annulation par-tielle on totale des élections sénato-riales du 28 septembre 1986 dans le Palme.

L'une de ces requêtes, qui n'était assortie d'aucum moyen, n'était pas recevable. L'autre évoquait la distribution avant l'élection à 266 maires de communes de moins de 10 000 habitants du département d'un document intitulé « tableau de bord de votre commune » par une association que présidait l'un des concurrents en présence.

Le Conseil constitutionnel a considéré que ce document « ne contenait que des indications statistiques, présentées sous forme de tableaux et de graphiques, relatives tableaux et de graphiques, relatives à l'évolution des recettes et des dépenses et aux caractéristiques financières de ces communes; que, même si certaines données relatives à l'exercice 1985 avaient été communiquées à l'association en question, à sa demande, par des agents des services de l'Etat avant que ces chiffres ne fossent l'objet d'une difchiffres ne fassent l'objet d'une dif-fusion générale, la distribution de ce document, établi à partir de don-nées légalement accessibles au public, n'a pas été de nature à alté-rer la sincérité du scrutin ».

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Pons défendra son projet de loi électorale le 18 février devant le conseil des ministres

Dès son arrivée en Nouvelle-Calédonie, le mardi 3 février, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, a indiqué qu'il rencontrerait les différentes composantes de la commu-nanté calédonienne, à l'exception des indépendantistes du FLNKS. Nous avons décidé, presque d'un commun accord, que nous n'avions plus rien à nous dire, a-t-il notamment déclaré. Lorqu'il y a un dialo-ment déclaré. Lorqu'il y a un dialo-gue de sourds qui se poursuit pen-dant de nombreux mois, il n'est plus utile de continuer à se rencontrer. Il n'y a pas d'accord possible. » M. Pons a ajouté qu'il n'y anraît« aucun contact par personne interposée entre le gouvernement et M. Tjibaou ». Le président du mou-Me. I produi ». Le president du mou-vement indépendantiste avait sou-haité en effet que le gouvernement nomme un « médiateur » pour la préparation du prochain référendum d'autodétermination.

Le ministre des DOM-TOM a précisé que le projet de loi électorale serait présenté au conseil des ministres du 18 févirer.

Ce texte serait ensuite examiné par l'Assemblée nationale « dans les tout prenders jours d'avril », la consultation étant prévue « en juil-let ou au plus tard dans les premiers jours d"août »,

M. Pons a expliqué que la réfé-rence au référendum d'autodétermination de 1976 à Djibouti, et en particulier la décision du gouvernement d'exclure du scrutin les électeurs résidant dans le territoire depuis moins de trois ans, visait « à répondre à un certain nombre de procès d'intention, surtout au niveau inter-national ». « Il faut, a-t-il affirmé que l'on ne puisse pas dire que la France va amener lci ses militaires pour les faire voter; il faut que notre dossier soit présenté convenablement sur le plan international. »

Le ministre des DOM-TOM nous a également fait savoir qu'il avait trouvé en arrivant dans le territoire une Calédonie paisible », ainsi qu'en témoignent, assure-t-il, « la sympathie et la reconnaissance » récemment manifestées « par de nombreux Mélanésiens » au 3º RiMa, basé au camp de Phun, au cours de fêtes organisées par cette es par cette unité avant la fin de son séjour en Nouvelle-Calédonie.

De toute évidence, M. Pons cher-che à isoler le FLNKS dont les positions hii paraissent «irréalistes».
«Ils voulaient, souligne-t-il, que forganise avec eux une table ronde sur le contenu de l'indépendance, c'est-à-dire que je reprenne à mon compte le projet de M. Pisani... Cela est totalement inacceptable (...). On assiste à un renforcement de la tendance dure du FINES...

Désaccord total

Prenant acte de son désaccord total avec le FLNKS, le ministre compte sur la présence dissussive des troupes dispersées sur le territoire ainsi que sur son action psycho-logique personnelle pour que le scru-tin se déroule dans le calme malgré les consignes de boycottage que pourrait lancer l'état-major indépendantiste. Il mise gussi sur une participation électorale de la comm nauté canaque assez forte pour que le résultat de la consultation ne soit pas vidé de toute signification par une trop grande abstention volon-

M. Pons nous a précisé que le M. Poss nous a prècise que le référendum comprendrait deux questions : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie reste au sein de la République française avec un statut d'autonomie interne et une régionalisation adaptée? », et l'autonomie que le Necolle. « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie soit indépendante ? »

Interrogé sur l'appel lancé par M. Tjibaou à M. Mitterrand (le Monde du 30 janvier), le ministre des DOM-TOM nous a répondu :

« J'aurai l'occasion de parler de la Nouvelle-Calédonie au conseil des ministres, à mon retour, et je serai à la disposition du président de la République....

· Polynésie : le port de Papeate bioqué. - La tentative de conciliation menée mardi 3 tévrier auprès des dockers de l'apeete, à nouveau en grève depuis une semaine, per le président du gouver-nement de la Polynésie française, M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat, a échoué. Les accès aux quais et aux bloqués et il est à craindre que cette situation ne se prolonge, comme en

化 医髓

4

www 📆

أعلاق المنتج بردار

- 5 Bar

್ಲ್ ಕೇಳ್ ಘ

المجارية

THE SPEC

and the second

The second of the

17.10年 🦀 🖺

o 36/24 美。

والمجاونة والمرادات

المجاورة الماء الماء

Société

L'affaire du Carrefour du développement THE Darton

- EFFERN STATE OF THE PARTY OF

district to the same of the sa Section 15

PERSONAL VALUE AND ASSESSMENT OF THE PERSONAL PROPERTY ASS

Serious Charles In the

Marie Plate

the stand do by the security of the second

the Charles Spring on their property

of Charles before to the bear to bear a

Personal Contract

de Jacquer China atte

CONTRACTOR OF THE PARTY OF

lent une transferent ...

機器 カラーニール

Company to the Contract of the

Bedruter : training

Con de Campo de 195

Marin Perentan and America

See . 1 Transaction and an

BRIT AND THE

を表現となる。 着くないという こうしょりょ

Park sufficiently provident

SHOW THE REAL PROPERTY.

THE ME COUNTY IN THE SECOND

一直を発力を対象がある。これは、これ

glatgatus ain de est de d

ART THE CORPORATION OF THE

Carlotte Barbara Carlotte

🚅 🗃 september 2000 - 1995

Personal of the Control of the Control

Description:

1.44

Comment of the Comment

THE STEEL OF

LONG COMP

September 18672

E 22 26 C

STAR SET

→ ****** - '

gas side -

244 17 F

C

FEEDOST 151 Carren a Ester- 4"

See the late of

BANG PARTIES

SOME SALES

chemica his pro-

THE RESERVE OF SECTION ASSESSMENT

California de

Denne de la Nouvelle-Calci.

delegaz son projet de la eko

reter derant le conseil des mus

REPORTED :

he water or an area

LIVE THE

Maria Cara

hor, is expended de

The lit pur

mad Gerspage i des Cinqui produces d'ac 21 des dels surs de la

And the second of the second o

de de Raffiend Patri

ALEM ATT

Service .

See M. Committee of the Judge Com

M. Campana, ancien chef de la police civile de Rio-de-Janeiro 🤫 dément avoir remis un « vrai-faux » passeport à M. Chalier

L'ancien chef de la police de Rio-de-Janeiro, M. Arnaldo Campana, a démenti, mardi 3 février, avoir remis à Yves Chalier son « vrai-faux » passeport établi au nom d'Yves Navaro durant le séjour de ce dernier. au Brésil en 1986 (le Monde du 4 février).

Ce démenti de M. Campana survient le jour même où était annoncée sa prochaine audition à Rio par le juge, M. Jean-Pierre Michau. M. Campana a rejeté en bloc toutes les accusations de complicité avec l'ex-chef de cabinet de l'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci. De plus, il a annoncé son intention de dissoudre la société d'importexport, Terrarum créée au mois de septembre dernier avec Yves Challer.

De son côté, M. Nilo Batista, chef actuel de la police civile, a répondu favorablement à la demande de M. Michau d'entendre M. Campana à Rio à une date non encore fixée et cela

par l'intermédiare d'un commissaire brésilien, conformément à la loi locale.

A Paris, la chambre d'accusation de la cour d'appel statuera, le 10 février, sur le maintien en détention d'Yves Chalier. Mardi, devant cette juridiction, les conseils de l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci ont demandé son élargissement, tandis que M. Philippe de Caigny, représentant du ministère public, a requis le rejet de cette demande de mise en liberté. De plus, on a appris qu'une confrontation entre M. Chalier et M. Nucci, partie civile, est prévue prochainement par M. Michau.

De son côté, le groupe RPR de l'Assemblée nationale a arrêté l' attitude » qu'il adopterait « dans le cas où l'instruction en cours sur l'affaire du Carrefour du développement se traduirait par une décision d'incompétence

du juge d'instruction, ce qui signifierait une suggestion de renvoi devant la Haute Cour. selon M. Pierre Messmer. . Dans l'hypothèse de la réunion de la Haute Cour, nous sommes unanimes, a dit le président du groupe RPR, pour penser que les ministres et les parlementaires ne sont pas au-dessus de la loi. Par conséquent, a-t-il ajouté, faisant allusion sans le nommer à la situation de M. Christian Nucci, député socialiste de l'Isère, « si, dans un dossier, il y a un ensemble de présomp-tions précises et graves qui visent un ancien ministre, même s'il est entre-temps devenu parlementaire, il revient à l'instance compétente - même si c'est une instance lourde comme la Haute Cour - de le juger ». « Le moment venu, a dit M. Messmer, nous

prendrons toutes les dispositions pour que cette procédure s'engage et se déroule avec toute l'impartialité et tout le sérieux néces-

M. Michau pourrait, en effet, décider d'inculper M. Gérard, considérant qu'il s'est rendu indi-

rectement complice, en fournis-sant un « vrai-faux » passeport à

M. Chalier, des délits reprochés à

celui-ci. Ce serait très injuste,

DST se mettrait peut-être alors à

parler... Ce scénario est envisagé

parmi d'autres au Palais de jus-

tice, où M. Michau impressionne

Le risque est grand malgré tout pour lui d'être accusé d'acharne-

ment. Il a déjà été l'objet de tels

reproches dans certains journaux, suscitant une mobilisation sans

précédent au palais. Jusqu'où cette solidarité se manifestera-t-

elle? Rarement un juge d'instruc-

tion aura paru, paradoxalement,

La décision du parquet de cou-

vrir l'affaire du voile du secret

n'est pas juridique; elle est politique. A la fin de l'année 1986, M. Michel Jéol, alors procureur de Paris, avait estimé, dans une

note confidentielle citée dans le

Monde du 24 janvier, que le secret défense n'était pas applica-ble à cette affaire de « vrai-

faux ». C'était aussi l'avis de

M. Jean-Louis Debré, ancien juge

d'instruction, et aujourd'hui député RPR. Depuis, cependant,

par sa détermination.

aussi seul.

Devant une cour composée de sept magistrats

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah s'ouvrira le 23 février aux assises de Paris

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) en Europe occidentale, s'ouvrira le lundi 23 février devant la cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats. L'annonce de cette date, précédée

le 2 février par les propos du garde des sceaux, M. Albin Chalandon, déclarant à «Soir-3» que l'audience s'ouvrirait avant la fin du mois, a été faite au palais de justice de Paris, mardi 3 février, c'est-à-dire aussitôt écoulé le délai de cinq jours francs, durant lequel Georges Ibrahim Abdallah pouvait se pourvoir en cassation (contre l'arrêt de la chambre d'accusation), qui avait ordonné son renvoi devant les assises le 28 janvier (*le Monde* du 30 janvier).

Déjà jugé à Lyon et condamné le 10 juillet 1986 par le tribunal correctionnel de cette ville à quatre ans de prison pour association de malfaiteurs, Georges Ibrahim Abdallah, que défend Me Jacques Vergès, doit épondre cette fois de complicité d'homicides volontaires avec préméditation dans l'assassinat à Paris, le 18 juillet 1982, de Robert-Charles Ray, attaché militaire adjoint à l'ambassade des Etats-Unia, ainsi que dans celui de Yacov Barsimen-M. Gérard ayant toujours laissé entendre qu'il avait agi sur ordre. Cependant, le directeur de la tov, deuxième consciller à l'ambas-

sade d'Israel, tué le 3 avril suivant, et de complicité de tentative d'assassinat contre M. Robert Onan Homme, consul des Etats-Unis à Strasbourg, grièvement blessé dans cette ville le 26 mars 1984. La chambre d'accusation ayant

considéré que ces faits étaient - en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur », aux termes de la loi du 9 sep-tembre 1986, le chef présumé des FARL se trouve justiciable de la cour d'assises dite - sans jurés -, ce texte, modifié le 30 décembre 1986, étant désormais applicable aux accusés de faits commis antérieurement à sa promulgation. Les débats, qui seront présidés par M. Maurice Colomb, conseiller

à la cour d'appel de Paris, sont prévus pour au moins une semaine. C'est M. Pierre Baechlin, ancien premier substitut au tribunal de Bobigny, récemment nommé et instailé dans les fonctions d'avocat général à la cour d'appel de Paris, qui occupera le siège du ministère public, M' Georges Kiejman, représentant pour sa part l'ambassadeur des Etats-Unis en France et la famille de Robert-Charles Ray, constituée partie civile depuis le mois de juillet dernier.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Le parquet, le juge et le secret défense du Canard enchaîné. A moins pénale, le parquet présère lui faire

savoir pour la suite des événe-ments qu'à son avis M. Gérard a

M. Michau ne l'entend pas

plus tard, une ordonnance souli-

gnant qu'à ses yeux, au contraire,

le secret-défense n'est pas opposa-

ble. Le parquet fait aussitôt appel

de ladite ordonnance. La chambre

La partie est aussi subtile que

complexe. Juge du siège, dont

l'indépendance est garantie per la

Constitution, la magistrat instruc-

teur mène ses investigations à sa guise, entend et inculpe qui bon

hi semble. Aux diverses phases

de la procédure, il doit cependant

demander l'opinion du parquet.

Celui-ci n'émet qu'un avis, mais si

le juge ne s'y conforme pas, le

ministère public peut faire appel. C'est ce qui se passe aujourd'hui.

La chambre d'accusation

donnera-t-elle raison à M. Michau

ou an parquet? Le jeu est inégal en réalité, car si les magistrats de

la chambre d'accusation donnent

tort au ministère public, celui-ci

ou l'une des parties à l'affaire pourra saisir la Cour de cassation,

ce qui n'est pas le cas pour le

Déterminaton

On mesure à ces précisions la situation de M. Michau. A tout

d'accusation tranchera.

(Suite de la première page.)

renfort attendu – mais jamais rer le juge d'instruction sur l'arti-notifié jusque là officiellement – cle 109 du code de procédure

(State de la premiere page.)

apprend en effet au Palais de jusMardi 3 février, ils reçoivent le tice de Paris que, au lieu d'éclai-

entièrement raison de s'abriter derrière le secret défense (nos dernières éditions). Un préfet ayant été «oublié» dans le dossier sinsi. Il rend, quelques beures

La Cour de cassation devrait annuler l'instruction de l'affaire Papon

tion de l'affaire Papon. Ancien ministre RPR, secrétaire général de la préfecture de la Gironde de juin 1942 à août 1944, M. Maurice Papon a été inculpé, per deux fois, de crime contre l'humanité sur plainte des familles des victimes du pariere. M. Paron est soupcomé nazisme. M. Papon est soupcomé d'avoir joué un rôle dans l'arrestation et la déportation de mille six cent quarre-ringt-dix juifs depuis la région bordelsise pendant l'Occupe-

L'instruction confiée jusqu'à une date récente à M. Jean-Claude Nicod, magistrat à Bordeaux, risque d'être bientôt annulée par la chamre criminelle de la Cour de cassation. Celle-ci aurait du en effet être saisie de l'affaire dès que le nom de M. Maurice Sabatier, préfet régio-nal de Bordeaux sons l'Occupation, est apparu dans le dossier.

Ainsi le veut le code de procédure Ainsi le vent le code de procedure pénale, dont l'article 681 prévoit que lorsqu'un préfet on un maire « sont susceptibles d'être inculpés d'un crime ou d'un délit commis dans l'exercice de leurs fonctions », le procureur de la République doit sai-sir la Cour de cassation pour que sir la Cour de cassation pour que celle-ci confie l'instruction à une chambre d'accusation. Dans le cas de M. Sabatier, nonagénaire et aujourd'hui malade, cette formalité n'a pas été respectée.

n'a pas ete respected.

Il y a deux explications possibles
à cet « oubli ». La première consiste
à remarquer que le rôle de M. Saba-tier n'est clairement apparu au juge
d'instruction qu'au cours de l'ultime
d'instruction qu'au cours de l'ultime audition de M. Papon en octobre 1986. Si l'on retient cette explication, le parquet n'avait aucune raison de saisir la Cour de cassation avant cette date. L'autre interprétation se réfère aux fonctions exercées sous l'Occupation par M. Sabatier. Supérieur hiérarchique de

La justice va très probablement ceptible d'être mêlé un jour ou devoir reprendre de zéro l'instrucl'autre à cette affaire judiciaire. Le parquet aurait donc du en référer immédiatement à la Cour de cassa-

> Celle-ci est maintenant saisie du dossier. Si l'on s'en tient à sa juris-prudence, il ne fait guère de doute qu'elle annulera les actes d'instruc-tion annuels M. Nicod a procédé

Cinq ans

La chambre criminelle devra alors décider quelle chambre d'accusation sera chargée de la nou-velle instruction. Selon toutes probabilités, celle de Bordeaux sera choisie plutôt qu'une autre afin de ménager les familles des victimes qui ont suivi pas à pas et avec impa-tience cette enquête qui dure depuis cinq ars.

Même en cas de nouvelle instruction, M. Papon resterait incuipé. Il l'avait été une première fois en 1983, puis une seconde fois en 1984 après de nouvelles plaintes, toutes faisant suite à un article publié en mai 1981 dans le Canard enchaîné cause son rôle sous

Un jury d'honneur réuni à la demande de M. Papon et où siégnaient des résistants avait estimé à l'amanimité, en décembre 1981, que l'ancien secrétaire général de la préfaction de la contrait de la préfaction de la contrait de la préfaction de la contrait de fecture de la Gironde « avait du concourir à des actes apparenment contraires à la conception que le jury se fait de l'honneur » et qu' « il aurait du démissionner de ses fonction au mois de juilleqt 1942 ».

M. Nicod, qui était jusqu'ici chargé de l'instruction de l'affaire Papon a été récemment nommé conseiller à la cour d'appel d'Aix-en-

M. Jéol a été remplacé par M. Michel Raynaud, qui, sur les consignes de la chancellerie, mène la vie dure à M. Michau, lequel coup, l'affaire risque de s'enliser dans les méandres de la procéne semble toujours pas disposé à isser compter.

dure. Elle n'est pas, en ce sens, sans rappeler l'épisode des micros posés par la DST dans les locaux Les magistrats divisés sur la réforme de l'instruction

Le prochaine réforme de la procé-dure d'instruction (le Monde du 3 février) suscite des réactions dans

· L'Association profes

L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) « accueille avec grand intérêt la réforme de l'intruction envisagée par M. Chalandon ». L'idée d'un « référé de la liberté », souligne l'APM, « lui semble d'autant plus intéressante qu'elle a elle-même étudié et proposé une telle mesure, qui constituera une garantie majeure et effective pour la protection de la liberté de chacun ».

Pour l'APM. « une telle disposi-

Pour l'APM, - une telle disposi-

tion sera en effet aux antipodes des mesures poudre aux yeux qui ont été trop souvent la règle jusqu'en 1986 et qui n'ont eu d'autres résui-

la magistrature :

l'instruction puissent être rapide-ment levées ».

BERTRAND LE GENDRE.

 L'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) se déclare « hostile à toute modification du statut du juge d'instruction ». L'association est notamment opposée à « toute solu-tion visant à écarter des fonctions de l'instruction les magistrats sor-tant de l'Ecole de la magistrature. L'AFMI est sussi extrêmement réservée face au projet de réforme actuellement à l'étude tendant à retirer au juge d'instruction les attributions qui sont les siennes en matière de détention provisoire ».

Elle souhaite que « soit amélioré le fonctionnement des chambres d'accusation dont le rôle de juridica accusation aont le rote de juridic-tion de second degré pourrait être plus efficace, notamment si les délais de décision de cette juridic-tion étaient considérablement rac-1900 et qui nont eu a utilies resul-tats que de paralyser davantage les procédures d'instruction pour le seul profit des délinquants endurcis ». Enfin, l'association souhaite que, « dans un projet plus large, certaines ambiguités et difficultés provenant de l'application des lois de 1984 et 1985 relatives à

L'AFMI a depuis quelques jours un nouveau président, M. Domini-que Marro (Nanterre) qui remplace M. Marcel Lemonde (Lyon).

Un juré pas comme les autres lequelle M. Braunschweig fut

Aux assises de Paris

Parmi les vingt-trols jurés qui composent la liste de la session de février de la première section de la cour d'assisse de Paris, il en est un dont on peut dire qu'il n'est pes tout à fait comme les autres. C'est M. André Braunsch-

Désigné sur cette liste avec la seule mention de magistrat honoraire, qualité qui, depuis un arrêt de la chambre crimine le Cour de cassation du 19 mai 1842, n'est pas incompatible avec la fonction de juré, M. Braunschweig, en la circonstance, retrouve une juridiction dont it eut le présidence durant dix ans, dans les années 70, après avoir occupé les mêmes fonctions dans des cours d'assises du ressort de la cour

d'appel de Paris. C'est dire qu'il n'avait pas à découvrir, comme un juré ordinaire, una procédure qui lui fut si longtemps familière et au bon déroulement de laquelle il eut, en maintes circonstances, la charge de veiller. C'est lui qui ainsi préle procès de Lucien Léger, dit «l'étrangleur», puis à Paris le premier procès de Pierra Goldman, dont l'arrêt devait être cassé, pour ne citer que deux dossiers difficiles parmi la multi-

période précédente au cours da

tude de ceux dont il eut à connaî-

Si l'on ajoute à cela la longue

juge d'instruction et celle où, ultérieurement, il devint prési-dent de la chambre criminelle de la Cour de cassation, après avoir été, durant quelques mois, directeur de cabinet de M. Robert Badinter au ministère de la justice, c'est assurément un homme qui, professionnellement, fut familler des affaires pénales, qui se retrouve su rang peu ordi-naire, en l'occurrence, de juré. Cette situation ne semble, au reste, pas lui déplake. Le sort, pourtant, lui a joué un petit tour, mardi 3 février, en 'appelant à sièger, mais au titre

de juré supplémentaire, dans la première affaire de la session premiere arraire de la sessichi prévue pour deux jours, car, si aucun des neuf jurés titulaires n'est défaillant, M. Braunschweig n'aura pas à participer à la délibération. Cela ne l'a pas empêché de se montrer fort attentif à l'histoire de Michaël Adiaé, originaire des Antilles, qui Aglaé, originaire des Antilles, qui devint meurtrier le 10 novembre 1985, faute d'avoir su rompre avec Evelyne, à qui il préférait Corinne. Cette demière lui reprochant son irrésolution, il finit par se mettre en colère et lui porta un coup de couteau mortel, alors que, dans l'ordinaire des jours, Áglaé, a-t-on appris, devant n'importe quelle difficulté se réfugiait soit dans la fuite, soit dans les larmes.

Deux des auteurs du hold-up de Champigny ont été retrouvés

Les obsèques de Stéphanie David, treize ans et demi, mortellement blessée samedi lors du hold-up de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) auront lieu vendredi 6 février, à Champigny.

Moins de trois jours après ce hold-up au cours duquel un convoyeur de fonds, Pierre Gaudin, a également été tué, les policiers ont presque ter-miné leur enquête : deux des trois malfaiteurs ont été retrouvés.

D'une part, Philippe Mallouk, trente-trois ans, déjà condamné à huit ans de prison pour agression à main armée, a été arrêté mardi près de Valenciennes. Il serait passé aux

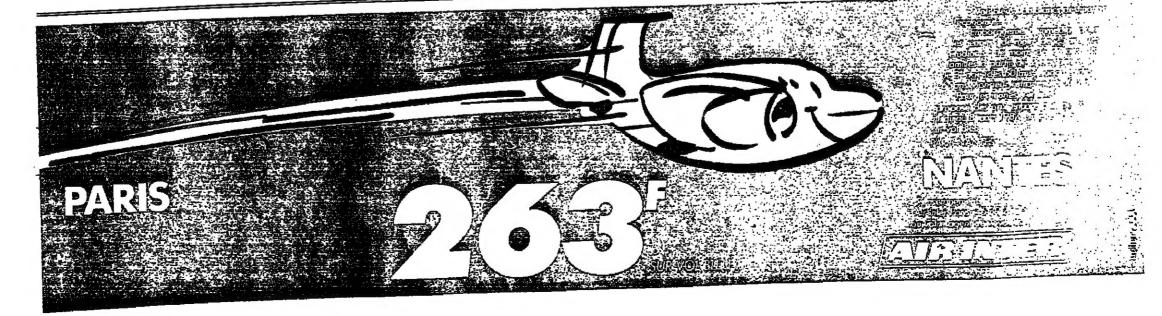
avenz. D'autre part, le corps d'Akli Assouna, mortellement blessé par un convoyeur de fonds, a été retrouvé dans l'arrière-cour d'un café de Bruay-sur-l'Escaut où il avait été sommairement enterré. Un ambu-. lancier, Patrick Lefebvre, qui gérait le café et sa compagne, Ouardia Assouna, sœur d'Akli ont été arrêtés ainsi, que le frère de celui-ci, Rabah (nos dernières éditions du 4 Sévrier). · Les policiers recherchent mainte-

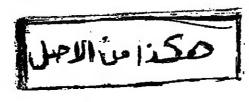
nant le troisième homme, qui serait identifié. Il s'agirait d'un Gitan d'une cinquantaine d'année.

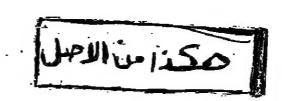












8 Le Monde • Jeudi 5 février 1987 •••

Si vous choisissez du nouveau VPC2 de Victor, vous êtes vraiment le roi.

leu



Si vous choisissez aujourd'hui un **seith**, on ne peut pas dire que vous

faites le choix du siècle. Parce que le nouveau VPC2 de Victor existe. Avec toujours le microprocesseur Alors la meilleure chose à faire și vous avez déjà choisi un la choisi un de choi

de courir chez l'un des 650 revendeurs spécialistes Victor.

Deux unités de disquettes 360 Ko - 640 Ko RAM: 11990 F.**
Disque dur 30 Mo et une unité de disquettes 360 Ko - 640 Ko RAM: 18990 F.**
Ecran monochrome graphique vert.
En option: monochrome ambre ou "paper white", couleur graphique ou couleur ECD (EGA).

* Marques déposées. ** Prix publics H.T. conseillés.

VICTOR

Comme moins cher qu'

حكذا من الاصل

Une firme bavaroise aurait eu l'intention d'exporter de la poudre de lait irradiée vers le tiers-monde

de notre correspondant

La découverte, il y a une semaine, en gare de Brême et de Cologne, de cent cinquante wagons de poudre de petit lait irradie, provenant de Bavière et apparemment destinée à l'exportation dans le tiers-monde provoque en RFA un scandale qui prend chaque jour des allures plus inquiétantes pour le gouvernement bavarois de M. Franz Josef Strauss, le ministre sédéral de l'environnement, M. Walter Wallmann (CDU), qui a constitué un groupe de travail pour tirer l'affaire au clair, a indiqué, mardi à Bonn, être en possession d'informations selon lesquelles d'importantes quantités de cette poudre auraient dejà été

Cette poudre présente un taux de radioactivité de 6 000 becquereis, alors que le taux maximal autorisé pour le petit lait, selon les normes européennes, est de 600 becquerels. Achetée par une mystérieuse firme de Giessen, la société Lopex, elle provient d'un stock produit peu après la catastrophe de Tchernobyl par une laiterie du sud de la Bavière, située près de la ville de Rosenheim. Selon un porte-parole de la laiterie, cité par le Süddeutsche Zeitung, celle-ci avait été à l'époque chargée par le ministère bavarois de l'agriculture de transformer en poudre d'importantes quantités de petit lait irradié provenant de toute la région. Le même ministère se serait ensuite chargé de trouver les moyens de l'écouler. Le ministère fédéral de l'environnement a pourtant confirmé qu'une somme de 3,8 millions de deutschemarks avait été versée à la laiterie pour l'indemniser des pertes dues à la catastrophe de Tchernobyl.

La découverte des wagons, qui contiennent 3 000 tonnes de cette poudre, avait provoqué la fureur des länder de Breme et de Rhénanie-duNord-Westphalie. Jugeant cette car-gaison impropre à l'utilisation, même pour être transformée en ali-ment du bétail, les responsables de ces deux lander sociaux-démocrates exigent qu'elle soit renvoyée en Bavière pour y être détruite. Ils se sont heurtés jusqu'à présent à un refus catégorique du gouvernement de M. Franz Josef Strauss.

Reçu mardi 3 février par M. Wallmann, le ministre de l'envi-ronnement de Bavière, M. Alfred Dick, a estimé qu'il s'agissait d'une affaire strictement commerciale à laquelle son gouvernement n'enten-dait pas se mêler. Il a affirmé qu'il n'avait jamais été question d'exporter la poudre dans son état actuel, et que son ministère en avait autorisé la vente seulement sous la condition qu'elle soit transformée en produits alimentaires dont le taux de radicac tivité ne dépasse pas la limite autorisée de 600 becquerels.

Contredisant ces déclarations. M. Wallmann, a indiqué mardi qu'il avait l'impression que l'on avait voulu toucher deux fois le prix de la poudre préalablement indemnisée. Le ministre fédéral de la santé et de la famille, M= Rita Süssmuth, avait elle-même publié, lundi, une déclaration mettant en cause la responsabilité - d'hommes d'affaires et également certaines administrations ».

Relevant que cette poudre irradice n'était pas utilisable en RFA, M≃ Süssmuth avait souligné qu'elle ne devait pas non plus être exportée dans le tiers-monde, ni comme composant alimentaire ni comme composant d'aliment du bétail. « Pour des raisons éthiques il n'est pas acceptable, avait-elle ajouté, de faire une différence entre ce qui est bon pour la santé des Européens et (ce qui est bon pour) celle des hommes vivant dans le tiers-

HENRI DE BRESSON.

SPORTS

CRANS-MONTANA

de notre envoyé spécial

Deux beures après la fin du super-

géant dames, Jean-Jacques Lutten-bacher boit tranquillement un café au bar de l'hôtel Saint-Georges où loge l'équipe de France féminine. Comme si tout avait très bien mar-

ché pour les Françaises sur les pentes glacées du Shetzeron. Le calme de ce Vosgien contraste avec

le désarroi du reste de l'encadre-

ment. Encaisse-t-il mieux que les

autres parce que c'est le premier mauvais coup qu'il prend depuis qu'il dirige les skieuses? « Cela ne

sert à rien de paniquer. Il faut pré-parer les prochaînes courses. Les

rats continuent jusqu'au

Les championnats du monde de ski alpin

Femmes battues

مكذا من الاصل

Même plaqué sur une médaille, l'or est un métal précieux : le «pool» des fournisseurs de l'équipe suisse a payé au total 200 000 francs susses (1 FS vaut environ 4 FF) les cinq titres gagnés par les skieurs helvétiques depuis le début des championnats du monde de Crans-Montana. Avec les primes versées pour les quatre médailles d'argent (15 000 FS) et celles de bronze (7000 FS), le triomphe des coureurs de Karl Frehsner et des coureuses de Jean-Pierre Fournier a coûté 267 000 FS.

Les plus grosses parts de cette impression-mante mise sont revenues, chez les garçons, à Pir-min Zurbriggen (70 000 FS) et chez les filles à Maria Walliser (80 000 FS). Remarquée par un producteur de cinéma américain qui lui a proposé

> avait été très bien à l'entraînement le matin. Elle aurait du être dans les cinq premières. Depuis le début de la saison elle fait quatrième, deuxième et première en super-

L'idée d'incriminer le matériel n'a pas effleuré la Mégevane. Alors, n'at-elle pas supporter d'avoir à gagner l'une des rares médailles envisagea-bles par les Françaises? « Au cours de l'été, les filles ont fait des séances de préparation psychologique avec un spécialiste de l'Institut national des sports, Luis Fernandez. Catherine en a blen profité. Elle semblait particulièrement d'aplomb depuis le début de la satson. Aujourd'hul, on dirait qu'elle a eu peur de se faire mal. Dans ces conditions, ce n'est pas possible de réussis. >

Manque d'endurance

Reste que la dix-huitième place de Catherine Quittet, qui s'est fait dépasser par Carole Merle, don-zième, et Maigorzata Mogore (eci-zième), a priori moins à leur affaire dans cette discipline, est un sévère échec. « La piste était très dure, très raide. Il fallait être en position d'attaque. Catherine est restée sur la défensive, le buste cassé en avant, en annui sur les deux pieds. Elle Coment les Suissesses y Coment les Suissesses y parviennent-elles? « Walliser et Figint ont des conditions physiques extraordinaires. Quand on se sent fort physiquement on peut prendre beaucoup de risques. Or, en France, les filles qui arrivent à dix-sept, dix-huit ans en équipe nationale sont médiocres sur le plan athlétique. Cela explique leurs très fréquentes blessures. Elles ont du mal à supporter les doses d'entraînement et les efforts de la course. en appul sur les deux pieds. Elle Pourtant, il va falloir en faire plus encore pour en sortir. Plus question par exemple d'arrêter la préparation entre la fin de la Coupe du monde et le début des stages. Elles

de faire un «bout d'essai», la championne du monde de descente s'est à nouveau impomardi 3 février, dans le supergéant où elle a encore devancé sa compatriote Michela Figini.

Quant au pool français il n'a pas eu à se poser ce genre de question : incapable de se détendre sur la piste gelée du Shetzerou, Catherine Quittet, qui est pourtant en tête du classement de la Coupe du monde de supergéant, a terminé en dixhuitième position à 3 sec. 38 de la gagnante. Un résultat « économique » qui a créé la consterna-tion parmi les dirigeants. Jean-Jacques Luttenba-cher, qui dirige l'équipe féminine depuis le début de la saison, cherche ici à comprendre ce que Georges Coquillard, président du Comité alpis national, a qualifié de « débâcle ».

> mai il faut développer l'endurance la force et la coordination pour attaquer le ski à cent pour cent. Sinon elles seront toujours en

Cette génération de coureuses en équipe de France pourra-t-elle jamais combler Jean-Jacques Lut-tenbacher?. « Catherine a montré en début de saison qu'avec du tra-vail et du sérieux elle peut rivaliser avec les meilleures. Anne-Flore Rey a aussi un potentiel physique qui lui permet de briguer les premières places. Pour y parvenir, elles doivent s'employer au maximum dans toutes les circonstances. Mais, maintenant, il faut donner la prio-risé à la formation des jeunes, »

Cette incon de retarder encore les échéances, c'est à dire le gain de médailles qui seul importe finalement, ne risque-t-elle pas de provoquer une nouvelle crise de l'encadrement? « Il y a ict beaucoup d'officiels qui font grise mine et qui pensent à faire tomber des têtes pour sauver la leur. Des médailles, ce serait bien pour tout le monde. Il me servirait à rien de tout chambarder. Former un athlète de haut der. Former un athlète de haut niveau, cela prend cinq ans, et j'ai envie d'avoir des résultats pour les

L'heure est maintenant venue pour Jean-Jacques Luttenbacher de retrouver entraîneur et coureu rer le sialem géant du février. Toujours calmement. « Pas la peine de pousser un coup de gueule. Tout le monde sait qu'on a pris une claque. S'énerver, c'est tendre l'autre joue. »

ALAIN GIRAUDO.

Le PDG des skis Rossignol accuse

les entraîneurs

tées sur le matériel des skieurs français, M. Laurent Boix-Vives, PDG des skis Rossignol, présent à Crans-Montana, e déclaré : « Le rapprochement entre la misa en cause du matériel par les entraîneurs français et la baisse des cours à le Bourse est abusif. » Pourtant, le ton du PDG de Rossignol est nettement moins calme quand on évoque la substitution des skis de Philippe Vernerat, substitution lui ayant permis de se classer à la onzième piace de la descenta : « On n'a rien prouvé. En revanche, Rossignol a gagné au total trente-sept médailles d'or, dont huit evec des Français dans ces épreuves. C'est ce qui compte pour l'opinion publique. Et tous les techniciens sevent bien que nos coureurs étrangers font d'excellents temps. 3

Enfin, le PDG de Rossignol s'an ast pris à Roland Francey, de France, qui a pris l'initiative de demander l'ouverture du pool des fournisseurs aux étrangers : « La Fédération oublier une industrie nationale qui la soutient financière depuis trois décennies et qui a créé deux mille emplois. Qui oversit compromettre cela ? L'entraîneur dont nous avons hérité il y a trois ans, les Suisses ne doivent pas le regretter au vu de leurs résultata actueis, Roland Francey a dit que, s'il ne réuscissait pas trait en question, qu'il démis sionnerait. J'attends donc de voir ce qu'il ve feire. »

REPÈRES

Espace

La station américaine plus chère que prévu

La station orbitale américaine sere-t-elle construita ? Un rapport budgétaire du Congrès, encore offi-cieux, propose l'abandon du projet. Témoignant mardi 3 février devant M. James Fletcher, administrateur de la NASA, a laissé entendre que la station ne sera pas, comme prévu opérationnelle en 1994, mais « au milieu des années 1990 ». M. Fletcher a aussi indiqué qu'elle coûtera « autour de 13 milliards » de dollars au lieu des 8 milliards qui figurent dans les estimations officielles. Un nouveau devis sera présenté par la NASA dans quinza jours. — (AFP.)

Nucléaire

Fermeture d'un atelier de retraitement à La Hague

La Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) a ordonné la fermeture définitive à La Hague (Manche) de l'atelier (UP-2), vieux de vingt ans, de retraitement des combustibles irradiés dans les réacteurs graphite-gez. Pour cette raison, le retraitement des graphite-gaz sera donc regroupé à Marcoule (Gard) où fonctionne, depuis 1958, une unité de 800 tonnes/an. Quelque 4 900 tonnes de combustibles ont été retraité dans l'installation de La Hague dont les capacités seront désormais utilisées pour le retraitement des combustibles provenant des centrales à eau légère qui constituent l'essentiel du parc électronu-

Les besoins sont tels dans ce dernier secteur que la COGEMA a lancé la construction de deux nouvelles unités de retraitement. La première, UP-3 A, d'une capacité de 800 tonnes/an, sort actuellement de terre à La Hague. Elle devrait entrer en service en 1989 et retraiter 7 000 tonnes de combustibles irre-diés étrangers. La seconde, de même capacité, réalisée à partir d'une refonte de l'atelier UP-2, devrait fonctionner vers 1992. Coût de ce chantier : 40 milliards de francs aux

Paris

Le «plan neige» redécouvert

capitale durant le mois de janvier, M. Jacques Chirac a annoncé aux élus, le 2 février, l'adoption d'un « plan neige ». Ce dispositif, qui avait existé avant 1982 mais auquel on avait bien imprudemment renoncé, permettra, en cas de besoin, de mobiliser autour des responsables du déneigement les personnels et les véhicules de plusieurs services municipaux différents at ceux des entreprises privées avec lesquelles la Ville a l'habitude de travailler. En outre, un certain nombre d'engins municipaux opérant sur les chaussées et sur les trottoirs vont être équipés de lames chasse-neige. Enfin, il est demandé à EDF de renforcer les réseaux électriques des quartiers qui ont été affectés par des coupures de

Sciences Réglementation des produits de biotechnologie

Bactéries protégeant les végétaux contre le gel, plantes résistantes aux maladies, etc. Les exemples ne manquent pas, dans les laboratoires, de nouveaux produits renfermant des organismes « manipulés » génétiquement. On ne saurait toutefois autori-

ser la mise sur le marché de telles substances sans tenir compte de la sécurité des consommateurs et de la protection de l'environnement. Ce sera l'un des rôles de la commission du génie biomoléculaire, récemment créée par le ministre de l'agriculture, M. François Guillaume, qui s'est réunie pour la première tois, mardi 3 février. Présidée par M. Pierre Royer, président honoraire du conseil d'administration de l'Institut Pasteur, ce groupe, composé de quinze membres, est chargé d'expertiser les demandes d'homologation ou de mise sur le marché de produits nouveaux à usage agro-alimentaire. Mais il sera aussi, selon son président, « une instance de réflexion, de déontologie et d'orientation de la juridic-

SIDA

Les Européens veulent

aider l'Afrique

L'Europe veut aider l'Afrique à lut-ter contre le SIDA. M. Lorenzo Natali, le vice-président de la Commission européenne chargé de la politique de coopération, vient de l'annoncer à Tirant les leçons de la vague de coopération, vient de l'annoncer à froid qui a partiellement paralysé la Arusha, en Tanzanie, où se tient du 2

au 6 février l'Assemblée paritaire perlementaire ACP-CE (les soixantesix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la convention de Lorné).

L'idée est que la Communauté contribue aux programmes de prévention et d'information que plusieurs pays africains ont décidé de mettre en œuvre. On souhaite. à Bruxelies, que ce concours prenne sible : contrôle des banques de sang existant en Afrique, fourniture de matériel médical et, pour commencar, de seringues jetables ; mais on souhaite aussi promouvoir la coopération entre laboratoires suropéens

Aucun montant n'est encore officiellement annoncé, mais on parle, à titre indicatif, de 50 millions d'ECU environ, soit 345 millions de francs. M. Natali a demandé à ses services de déterminer, parmi les différents postes de l'aide financière qui est accordée au titre de la convention de Lomé, où l'argent pourrait être pré-

Université

Un professeur communiste

refusé à Nantes

Six mois après le scandale de la thèse de M. Henri Roques, sur les chambres à gaz, l'université de Nantes est à nouveau au centre d'une affaire controversée : le reier de la demande de mutation d'un professeur d'histoire, M. Alain Croix, membre du Parti communiste. Actuellement professeur à l'univer-sité de Paris-XII-Créteil, habitant Nantes depuis plus de vingt ans, ce spécialiste reconnu de l'histoire moderne de la Bretagne était pourtant le seul candidat au poste vacant à Nantes. Cela n'a pas été suffisant pour la « commission de spécialité d'histoire », qui a rejeté sa candidature, le 24 octobre dernier.

Le rapporteur de cette commis sion était M. Yves Durand, à cette date professeur d'histoire à l'université de Nantes, ancien vice-président de l'UNI (Union nationale interuniversitaire, antimarxiste ») et actuelle-ment conseiller du premier ministre pour les questions d'éducation.

M. Alain Croix estime que ce sont ses « options philosophiques, son engagement syndical ou politique » qui ont joué dans ce refus. De son côté, le président de la commission explique qu'il fallait un candidat « travaillant sur un champ géographique plus large ».

VOILE : la victoire de Conner dans la Coupe de l'America

Laver l'affront

FREMANTLE de notre envoyée spéciale

doivent comprendre au'en avril et

Depuis ce jour de décembre 1983 où il dut s'incliner devent Australia-2, Dennis Conner avait une idée fixe : redonner aux Américains la coupe qu'il leur a fait perdre vollà quetre ens.

Quand on sait qu'en 1978 Dennis Conner avait écrit un livre un classique pour les profes-sionnels de la voile - qu'il intitula Un perdant est sans excuses, on imagine l'énergie qu'il met depuis trois ans à réparer sa défaite. Or l'énergie est sa qualité principale, avec la loyauté et la détermina tion, ai l'on en croit son épouse Judy. Né dans une famille e, fils de pêcheur, it commença à naviguer à onze ans, mais ne fut propriétaire de son premier bateau qu'à l'âge de

Dennis Conner a toujours soutenu qu'il n'avait pes de dons naturels pour la voile, et que donc il avait toujours du pellier ce han-dicap par un excès de travail. La capacité de ce champion de arante-quatre ans à apprendre, à se concentrer et à enregistres est phénoménaie. On s'étonne chaque fois à Fremantie, lorsque de sa voix monocorde et puis sante, il retrace dans le plus infirme détail son parcours du jour et celui de son adversaire. On croit entendre parler un ordinateur à la peau cuivrés par le soleil où trainent sur les oreilles et les lèvres des restes de « zinc », une pommade contre les ultravi Un ordinateur aux yeux cui tombent et aux lèvres qui remontent

Quand, lundi seir, un journa-liste demandait à Conner com-ment il avait appris à dominer mieux qu'un enfant du pays les vents et les mers de Fremante, et que celui-ci lui répondait : « En regerdant faire l'équipage du Koo-kaburra », il ne plaisantait pas.

Récemment, on l'a vu se pessionner pour un jeu électronique, les Envahisseurs de l'espace, dans une de cas salles qui hurient et abondent dans toutes les villes modernes. Posté derrière un joueur exceptionnellement doué, ij lui demande s'il vouleit bien continuer, introduisant lui-même des pièces dans la machine et observant. Puis Corner, à son tour, se mit aux commandes. Au bout d'un mois, plus personne dans la salle de jeu ri dans son équipe ne pouvait le battre au jeu des Enveeurs de l'espace,

Un caractère trempé

Quand les Australiens ont

retrouvé leur adversaire de 1983, cette année à Fremantie, ils n'ont pas reconnu le « grand méchant Dennis » qui, à Newport, leur lançait des insultes par-dessus bord. La défaite semblait avoir arrondi les angles de ce caractère impitoyable. Ou est-ce l'œuvre d'une habile campagne de relations publiques dirigée par une Austra-lienne qui, en 1983, veiliait sur l'équipe d'Alan Bond ? En tout cas, les Australiens ont fondu quand le « bad guy » d'hier, surnommé plus volontiers aujourd'hui e le grand vaillent Dennis », a pris sous son aite et fait monter à son bord un petit vendeur de journaux de douze ans, et lorsqu'il a payé des leçons de voile à trente jeunes garçons glanés dans les yacht-clubs des

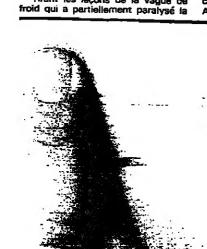
C'est ce caractère trempé, catte rage de vaincre et une expé-rience inégalée dans le sport du 12 mètres qui font triompher Conner en février 1987. Cela plus que tout autre facteur, plus qu'un beteau révolutionnaire, plus que des accessoires techniques. Même si le bateau du champion, Stars-and-Stripes, est devenu rapide de la Coupe.

Seign Maline Burnam, président du syndicat de Conner Sait America, la qualité aujourd'hui du 12 mètres américain ne tient pes à quelques attributs exotiques, à une quille unique, ni à une voilure exceptionnelle en soi. La perfor-mance formidable du beteau dans ses régates finales - qui surprend l'équipe même du défi américain - est le fruit d'une série d'ajustements pratiqués au fil des lecons enseignées par les innombrables régates de cette coupe : le fruit d'une « évolution constante » du bateau : des allettes ajoutées à la quille, un gouvernait dont les techniciens de Stars-and-Stripes ont changé la forme; un nouveau film plastique pourvu de toutes petites rayures susceptibles de limiter les effets de tourbillons sur la coque lisse, un spinneker dit Colty >, en hommage à la plantureuse vedette américaine.

Ce spinnaker qui est encore à un stade très expérimental n'a été déployé jusqu'ici que lors des essais qui ont précédé la finele. Il seulement servi d'instrument

& Si Stars-and-Stripes aujourd'hui était le bateau dont nous disposions en novembre nous n'en serions pes arrivés là », nous déclarait Maline Burnam. Succinctement toutefois, les techniciens expliquent ainei le supériorité de Stars-and-Stripes : le bateau a été modifié de manière à atteindre sa performance missimale avec des vents de 8 à 9 nœucis, les conditions atmosphériques les plus fréquentes au large de Fremantie. Par ailleurs, usant des ordinateurs, ses techniciens ont cherché à réduire l'effet freinant des vagues, à faire que le bateau se comporte avec des vents forts comme un bateau puissant, tout en ayant la légèreté et la surface en voiles d'un bateau

SYLVIE CROSSMAN.



onde de ski alpin

des skis Ro

of dame la Coupe de l'America

La maison des BIBLIOTHEOUES

vous offre son mouveau catalogue



VISITEZ NOS MAGASINS

A PARIS 61 RUE FROIDEVAUX 75014

SRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Latrade, Tél. 55740732. CLERMONT-FERRAND DLJON 100, rue Mongs, Tél. 80450248,

DRAGUIGNAN (Point Expo) ZAC de St Hermentairs, Tel. 94 67 33 19. Saint-Laurent, T41, 78425575.

LIMOGES LYON 9, rue de la République tro Hôtel de Ville / Louis Pradet

MARSEILLE 109, rue Paradis (metro Estrangia Tel. 9137 6054. MONTPELLIER

Tel. 78283851.

MANTES Tel 40745935.

Tel. 93801489. **POITIERS** 18, quai Emile-Zola (près du Musés).

NOLES STRASBOURG

TOULDUSE

TAL 47388388.

84 pages

toutes en couleurs

350 photos et illustrations 14 lignes et styles 500 modèles (vitrés ou non) 53 coloris teintes ou essence de bois

nombreux accessoires

CATALOGUE

NOS MAGASINS

OU RENVOYEZ CE COUPON

		-	100		40.00
	GR	A	711	1	
					(Q-40)
tourant co	compos à	LA MAI	LON DES	TOLLOT	HEQU
BOO PARES	EBEX 14				MO 1
					-

N mal de prisons, les pays occidentaux sont malades aussi de leurs prisons. L'augmentation de la délinquance a provoqué une surpopulation inquiétente des établicantes de fabilité. tiaires. Conséquence : aucum pays on presque n'a été épargné ces dernières années par des mouvements de révolte dus à des conditions d'incarcération souvent intolérables.

A situation explosive, solutions souvent insuffisantes. On construit certes un peu partout de nouvelles prisons ; trop peu cependant pour rattraper un retard aggravé par les réticences des contribushles à remédier à cette situation.

Le débat sur les prisons privées lancé en France par M. Albin Chalandon se nourrit d'interrogations perceptibles aussi à l'étranger. Afin de justifier son plan, le garde des sceaux fait état, pour la France, d'un taux d'incarcération jugé par lui particulièrement bas. An mois de février 1986, ce taux était de 80,7 pour cent mille habitants, contre 215 aux Etats-Unis, 109 en Autriche, 96 au Portugal, 94,2 au Royaume-Uni et 92,2 en Allemagne fédérale.

Pour M. Chalandon, ces chiffres justifient pleinement son projet. Ils prouvent que le nombre de détenus va inéluctablement augmenter pour atteindre le niveau observé ailleurs. Jusqu'ici, argumente-t-ll, les tribunaux ajustaient les condamnations prononcées sur les places disponibles. C'était évidemment inaccentable. Grâce au plan Chalandon, la justice aura de nouveau les mains libres... C'est en tout cas l'ambition du garde des sceaux, qui prévoit 65 000 détenus en 1990 contre 51 000 anjourd'hal.

L'augmentation de la délinquance est-elle inéluctable comme celle des détenus? L'exemple des Etats-Unis le laisserait penser. Dans ce pays, la population pénale croît de manière vertigineuse. C'est l'Inverse en Allemagne fédérale, où elle diminue, et aussi au Japon, qui comptait 60 000 détenns en 1965 contre 50 000 aujourd'hui pour une population deux fois supérieure à celle de la France.

Dans les pays où le tissu social est moins solide, le nombre de détenus a augmenté, parfois, dans de telles proportions qu'il a fails trouver des soupapes. C'est le cas en Italie, où les amnistles succèdent aux amnisties. C'est le cas aussi en Grande-Bretagne, où M™ Thatcher a fait libérer, en 1984, 2 000 détenus. Aux Etats-Unis, où la tendance n'est pas au laxisme, certains Etats se sont maigré tout résolus à réduire la durée des peines, afin de désencombrer les prisons.

Paralièlement, certains pays font appel au privé ou envisagent de le faire. S'il n'est pas question de s'engager dans cette voie en Italie, le gouvernement britannique étudie, prudemment, cette solution. Circonspects, eux aussi, les Etats-Unis ont recours au privé, mais de manière marginale. Selon des parlementaires français qui en revien-nent, les prisons privées n'accueillent là-bas que 2 500 détenus sur 750 000 au total.

À regarder ce qui se passe ailleurs, la France apparaît ainsi comme une exception. C'est le seul pays où, à la fois, l'augmentation du nombre de détenus est encouragée par des consignes de fermeté ; où il n'est pas question d'ammistie et où les prisons privées font

ÉTATS-UNIS

Les contribuables renâclent

مكذا من الاصل

WASHINGTON correspondance

EPUIS 1970, la population carcérale américaine a plus que doublé. Délinquants et criminels détenus dans les prisons fédérales on des Etats atteignent aujourd'hui environ le nombre de sept cent cinquante mille. La Californie devance les autres Etats, et, au plan national, les Etats-Unis arrivent tout juste après l'Union soviétiétait de 40 % supérieure à calle des les prisons des comtés... années précédentes.

D'autre part, depuis 1977, treatesept Etats ont adopté une législation interdisant des remises de peine pour certains crimes. Quelques Etats ont même abandonné le système de la liberté surveillée, qui, aux Etats-Unis, prend deux formes : la « probation » qui se substitue à



Prison de Walls-Walls (Etat de Washington). Plus de 1 000 déteurs y

que et l'Afrique du Sud pour le nombre de ses prisonniers. Au rythme actuel de son accroissement, la population carcérale pourrait de nouveau doubler d'ici quelques

Cet accroissement a diverses causes, dont essentiellement la pression d'une opinion publique alarmée par l'augmentation de la criminalité. Jusqu'à ces dernières années, compte tenu des exigences du public, les tribunaux ont imposé des peines d'emprisonnement plus lonqui réduit les peines ayant déjà été partiellement purgées. D'autre part, le nombre des petits délinquants (escroqueries, vols, possession de drogue, etc.) a augmenté, suriout chez les femmes. De 1978 à 1983, selon le ministère de la justice, la population carcérale

Ainsi, les prisons américaines sont surpeupiées. Dans les prisons fédérales, ce surpeuplement est évalué aux deux tiers de la capacité, et à réduisant la durée des peines. Dans

gues. Par exemple, dans le New- 9 % dans les prisons des Etats. Dans le Michigan, une loi permet d'abré-Jersey, la durée moyenne des dix-buit Etats, les petits délinquants condamnations prononcées en 1982 doivent être maintenus internés dans

> L'espace dont dispose chaque prisonnier dans sa cellule est en diminution. De 1975 à 1984, selon les statistiques officielles, il a chaté de 11 %, pour tomber au-dessous de 2 mètres carrés. Où et comment trouver de la place? Construire de nouvelles prisons on agrandir celles existantes paraît la formule la plus évidente. Ainsi, selon les statistiques officielles, les dépenses pour la construction et l'expansion des prisons sont passées de 133 millions de dollars en 1980 à 800 millions de dollara en 1982.

Des réductions de peixe

Mais, partout, le nombre des prisonniers augmente plus rapidement que la construction ou l'agrandissement des établissements pénitentiaires. Dans l'Etat de New-York, per exemple, les dix mille places supplémentaires créées au cours des quatre dernières années sont occupées, et la construction de deux nouvelles prisons de cinq cents places chacune n'est pas pour tout de suite. D'autre part, les contribuables, même les plus ardents à réciemer des châtiments exemplaires, renâclent devant l'effort financier nécessaire à la création de prisons.

Faute de pouvoir augmenter les capacités d'accueil, les officiels font porter leurs efforts sur la réduction du nombre des déterres. D'abord en auteurs de crimes violents, cilentèle des prisons fédérales et des Etats, et les petits délinquents. Ces derniers sont souvent condamnés à des travaux d'intérêt général. Ensuite, en

ger de quatre-vingt-dix jours une condamnation. Dans l'Illinois, les autorités ont assouph les critères requis pour accorder une libération anticipée à des prisonniers.

Enfin, les tribunaux sont enconragés à prononcer des peines d'amendes ou bien de « probation ». On évalue à plus de 1 900 000 ces sumitaires. Mais la formule est de plus en plus controversée, étant donné la nombre relativement élevé de ceux qui, après leur mise en liberté, sont arrêtés et condamnés pour de nouveaux délits. L'insuffisance des moyens financiers ne permet pas aux « probation officers » d'exercer leurs contrôles. Dans certains Etats, on en compte un seul pour surveiller trois cent cinquante « clients ». Mais le surpeuplement des prisons est tel que 74 % des auteurs de crimes et délits bénéficient aujourd'hui d'une mesure de liberté surveillée.

Etant donné le coûteux fardeau de la construction et de l'administration des prisons, les Etats favorisent maintenant la privatisation, en passant des contrats avec des entreprises privées (le Monde daté 14-15 avril 1985). On compte anjourd'hui deux douxaines de ces prisons privées, surtout chargées de garder les immigrants illégaux ou de jeunes délinousints. Les entreprises privées réduisent sensiblement les frais d'entretien et d'administration et offrest parfois des formules plus modernes de réhabilitation: Mais leur création soulève de vives critique et morel, mais d'un simple point de vue économique : une fois dans la place, qui empêchera ces entreprises privées d'augmenter leurs prix ?

BERTRAND LE GENDRE.

GRAND CONCOURS

GRANDE-BRETAGNE

Bientôt l'appel au privé?

LONDRES de notre correspondant

A population carcérale britannique est l'une des plus nom-breuses d'Europe occiden-tale : 47 800 détenus, selon les

dernières données fournies fin novembre 1986 par le Home Office (ministère de l'intérieur). Un record en chiffres tant absolus que relatifs. Le phénomène est d'autant plus notable que, au début du siècle, la Grande-Bretagne se trouvait au dernier rang des pays européens; ses prisons étaient les moins peuplées et les plus modernes... Elles sont aujourd'hui parmi les plus vétustes : la plupart sont centenzires ou pres-

Entre 1918 et 1958, aucun établissement pénitentiaire n'a été construit, de sorte que la surpopulavent, les prisonniers doivent s'entasser à trois ou quatre dans des cellules autrefois considérées comme « individuelles ». Malgré des normes sans cesse révisées, le Home Office admet qu'il ne dispose que de 41 000 places. Près de 6 000 détenus sont donc officiellement en surnom-bre. La moitié des pensionnaires de la prison de Leeds sont dans cette

Grèves des gardiens et mutineries

Depuis les dernières élections, en 1983, le gouvernement de Mª That-cher a lancé un vaste programme d'équipement qui prévoit la création d'une vingtaine de nouvelles prisons et qui devrait être achevé au début de la prochaine décemie. Mais cela n'apportera que 8 000 places supplétaires. Or, entre-temps, la population careérale pourrait augmenter d'environ 10 000 détenus, selon diverses estimations. En 1986, le Home Office a dû avoir recours à des palliatifs tels que la réquisition d'anciens camps de l'armée pour y installer des centres de détention

Bien que le gouvernement That-cher soit le champion des privatisa-

s'est montré jusqu'à présent très hésitant à propos des prisons. Toute-fuis, una commission parlementaire vient d'être chargée d'examiner l'«éventualité» d'un appel au sec-teur privé. Une première étude devrait être rendue publique en mars 1987. Si la solution devait être retenne, l'expérience sera vraisem-blablement limitée à la détention

des personnes en attente de jugo-ment, qui représentent un peu plus d'un cinquième du total de la population carcérale. L'accroissement rapide des effectifs de détenus au cours des dix dernières années va de pair avec celui de la criminalité. De 1979 à 1985, le

nombre des vols qualifiés a ang-menté de 100 % et de 81 % pour les cambriolages. D'autre part, les juges ont actuellement tendance à se montrer plus sévères, conformément au vœu manifeste d'une grande partie de l'opinion publique et à la politi-que de M. Thatcher, qui fait du maintien de l'ordre et de la sécurité l'une de ses priorités. L'administra-tion pénitentiaire reconnaît éprouver des difficultés à faire appliquer des consignes récentes visant à favoriser

réduire les incaroérations avant

La surpopulation, l'excessive promiscuité et la détérioration de l'ensemble des conditions de détention ont eu, en outre, pour consé-quence de provoquer en 1986 un profond malaise chez les gardiens (qui out déclenché un mouvement de grève periée) et une vague de violence de la part des détenus. De graves mutineries ont éclaté en mei dans une quinzaine de prisons, y causant d'importants dégâts, puis, en novembre, dans deux établissements écossais. Dans l'un d'eux, un cardies a fais attant de la company de l gardien a été retenu en otage pendant plusieurs jours par les prison-

Trois autres gardiens ont comm le même sort le 6 janvier dans la prison de Glasgow. Ils devaient être pro-gressivement libérés, le dernier cinq jours plus tard. Comme dans les deux précédents cas en Ecosse, les mutins, pour la plupart condamnés à de longues peines, se plaignaient non seulement des conditions d'incarcération, mais encore de brutalités de la part des gardiens.

FRANCIS CORNU.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le nombre des détenus diminue

de notre correspondant

A situation dans les établissements pénitentiaires en Allemagne fédérale s'est améliorée ces derniers temps, en grande partie en raison d'une diminution notable du nombre des détenus. Pour 63 170 places, le nombre de détenus étaient de 54 082 à la fin septembre 1986. Par comparaison, il vavait 61 179 détenus nour y avait 61 179 détenus pour 62 779 places en février 1985.

Le nombre de détenus excédait légèrement, début 1985, dans de nombreux Laender, le nombre de piaces disponibles, ce qui n'est plus

le cas actuellement qu'en Sarre (893 détenus pour 778 piaces), où l'on hésite à construire un nouvel ent moderne.

Le diminution du nombre des détenus, qui s'explique en grande partie par la stabilité de la délinpartie par la stabilité de la délin-quance, ne doit pas faire oublier qu'un effort suivi a été réalisé depuis une dizaine d'années par les Laen-der pour moderniser et accroître leur parc d'établissement péniten-tiaire, notamment en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où il est allé de pair avec une large réforme du régime pénitentiaire.





The State of the S

and the second

-

Committee affilia

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF

one to the

and the Alberta William

440

L SHI WO PARTS avigua Duit

and the state of the

s material 2. 化多种类 THE PERSON OF THE والمناور والماري · War State THE REAL PROPERTY.

· With the last Contain year may they The State of the S 教育のなりので

* ***

ENQUÊTE

malades de leurs prisons

er renaclent :

veetlenta

Breat Street, it rivates de la comprante e le sa AN MOREL DANS TO THE SAMPLE BOX APAR MINISTER the territory to the latter Marchet ben bereiten geben auf beiter. tions delinquis a comme with the court of the beauty the Correct of the land W. officers parties are order

AND DESCRIPTIONS OF THE PARTY. de tree habrenten auf aber mit **連続は、単数数数が、中・二十五元**

Del au privé?

ESPAGNE

Isoler les grands criminels

MADRID de notre correspondant

DAPTER le vétuste univers carcéral, hérité du fran-quisme, anx exigences du nouveau système démocratique : tel

est aujourd'hui le difficile (et con-teux!) objectif des autorités péni-teuxiaires espagnoles. Un objectif qui implique non seulement de réduire l'entassement des prisonniers dans les zones urbaines, mais aussi de séparer davantage les détenus en fonction de leurs antécédents, pour éviter que les établissements pénitentiaires ne constituent de véritables « écoles du délit ».

L'Espagne compte acmellement quelque vingt-six mille détenns, soit soixante-huit pour cent mille habitants, un pourcentage proche de la moyenne européenne. Si le réseau carcéral semble répondre globale-ment aux besoins en milien rural, Il n'en va pas de même dans les grandes villes, où l'augmentation de «petite délinquance», liée en grande partie à la consommation de drogne, a été particulièrement spec-taculaire durant ces dernières

La surpopulation est notamment préoccupante dans les établisse-ments qui accueillent les personnes en détention provisoire à Madrid (Carabanchei), Barcelone et Valence. Chacun de ces établissements compte anjourd hui un nombre de détenus deux fois supérieur à celui pour lequel il avait été conqu. Et l'entassement ne fait que favori-ser les vices traditionnels du système carcéral; règiements de comptes violents entre détenns (plus d'une centaine assassinés en trois aus !), consommation généralisée de dro-que, réseaux de prostitution mascu-line, enlèvements de gardiens.

Par ailleurs, 46 % des prison ne sont pas encore jugés. Ce pour-centage élevé est dû à la proverbiale lenteur de la justice espagnole. En 1983, le gouvernement socialiste avait réformé la législation afin de réduire le temps maximum de déten-tion provisoire. Il avait du faire mar-

che arrière peu après : la machine judiciaire ne fonctionnant pas plus vite pour autant, la réforme avait duit à remettre en liberté nombre de « préventifs » avant qu'ils ne puissent être jugés, ce qui avait relancé d'autant la délinquance !

Rorizon 1994

Comment éviter qu'une personne en détention provisoire ou condam-née pour un petit délit ne soit victime de la « contagion » de délinquants considérés plus dangereux? Telle est aujourd'hui la principale préoccupation des autorités pénitentiaires espagnoles, qui ont lancé un ambitieux programme d'investis-sements destiné à permettre, d'ici à 1994, une refonte giobale du sys-

La réforme est fondée, suivant

l'expression de ses promoteurs, sur une « conception modulaire » du système carcéral : la priorité consiste à « compartimenter » au maximum les détenus en fonction de leur caractère plus ou moins dange-reux. Les « préventifs » (et surtout les jeunes) devraient dorénavant bénéficier dans chaque établisse-ment d'un « module » séparé (un au moins dans chaque capitale de pro-vince suivant le plan). Quant aux prisonniers déjà condamnés, ils sont désormais divisés en trois catégories. La troisième est celle du « régime ouvert », qui permet an détenu de travailler chaque jour à l'extérieur et de pesser les fins de semaine en

Seion les responsables de la réforme. Il s'agit de garautir l'étenchéité entre les différents - modules », mais de permettre en même temps qu'un maximum de prisonniers puissent progressivement accéder au « module ouvert ». Autant d'objectifs ambitionx si l'on songe que près de la moitié des quatre-vingt-huit prisons espagnoles ont plus d'un quart de siècle, et qu'en cette période de crise les cré-dits alloués au ministère de la justice sont majeres.

THIERRY MALINIAK.

BELGIQUE

Pas de surpopulation maigre queiques points noirs

BRUXELLES

de notre correspondant

ANS les trente-deux prisons du royaume (1) – capacité d'accueil : sept mille parsonnes au total – sont actuellement détenns environ six mille cinq cents prisonniers. L'infrastructure belge est donc a priori satisfaisante. Pourtant les plus grandes prisons sont surencombrées, du fait notamment da nombre important de détenus provisoires.

Le total des personnes incarcérées chaque année est cependant en dimi-nution : vingt-trois mille en 1984, vingt mille en 1985. Le budget annuel – tout compris – est voisin de 4 milliards de france belges (environ 600 millions de francs francais) et quatre mille cent personnes sont employées par l'administration nitentiaire (trois milie trois centa

Un mouvement de révolte, parti de la centrale de Louvain en 1976 et qui aboutit, trois ans plus tard, an saccage d'une prison de Liège, avait débouché sur la mise en œuvre d'expériences permettant une cer-taine humanisation de la vie carcérale. Les partisans de la sévérité out cependant repris les choses en main. Un exemple : les portes des cellules sont maintenues systématiquement fermées, alors qu'on avait tendance à en laisser ouvertes de nombreuses.

Enfin, un projet de nouveau code pénal vise à réduire le nombre des condamnés à de courtes peines, en prévoyant des peines de substitu-

(1) Dix-huit en Flandres, douze et Wallenie et deux à Bruxelles.

ITALIE

Des amnisties à répétition

de notre correspondant

A situation dans les prisons italiennes est des plus man-vaises, comme l'avait rap-pelé une fois encore, l'été dernier, un mouvement de grève de la faim qui avait touché des milliers de détenus de plusieurs dizaines d'établissements, protestant contre les conditions de leur incarcération. L'étonnant, d'ailleurs, scrait plutôt qu'il en fût autrement, vu l'état lamentable, dans la péninsule, de nombre d'hôpi-tanz ou lycées – alors même que la santé et l'éducation sont des secteurs évidemment plus importants aux yeux du grand public que la justice.

yeux du grand public que la justice.

Il y a aujourd'hui en Italie un peu plus de 40 000 détenus pour une capacité carcérale de 30 000 places dans les 220 prisons nationales. C'est dire que la surpopulation est en maints endroits cruciale. On songe aussitôt, cela dit, à la tristement célèbre prison de Poggio-Reale, à Naples, où l'entassement est la règle. Mais la florissante Lombardie a'est pas nécessairement bardie n'est pas nécessairement mieux lotie, comme le prouve l'exemple du pénitencier San-Vittore de Milan.

L'administration a bien mis en service, ces dernières années, des établissements nouveaux conçus selon les normes les plus contempo-raines de sécurité et d'humanté. Mais le besoin d'espace carcéral galope depuis des décennies loin devant l'offre. A cela, deux raisons :

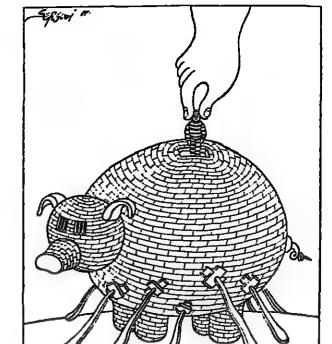
la première est que la population pénitentiaire a eu tendance, ces der-niers histres, à se diversifier de plu-sieurs façons. Les fameuses « années de plomb », tout d'abord, ont conduit derrière les barreaux des centaines de terroristes.

La Mafia sous toutes ses formes est également un phénomène qui remplit les prisons, notamment depuis que l'Etat s'y est résolument attaqué. Des « maxiprocès » contre des membres présumés des « honorables sociétés » ont actuellement lieu à Palerme, Naples, Messine, Reggio-de-Calabre.

Enfin, l'explosion du trafic de la drogue naturellement liée à la criminalité organisée est également un facteur de surpopulation carcérale.

Deuxième explication « structurelle. beaucoup plus importante que la précédente : la lenteur de la justice, traduction dans ce accteur particulier de la tristement célèbre faiblesse de l'administration italienne. L'instruction de tous les procès traîne, les dossiers en attente s'accumulent (50 000 devant la Cour de cassation)... Et les per-sonnes détenues à titre préventif attendent : 23 000, soit plus de la moitié des prisonniers. Une affaire pénale met en

moyenne trois années pour être jugée, même si une loi de 1985 a réduit, en principe, à une année la durée maximale de la détention avant procès. La libération condi-tionnelle sous caution, qui fait partie du droit positif italien, pourrait-elle aussi contribuer à soulager la situa-



tion des établissements péniten-tiaires : mais la formule n'est pes encore véritablement entrée dans les

Le remède? Imaginer le recours à un système de prisons privées apparaîtrait ici à l'opinion tout bon-nement un retour à la barbarie! Alors, on utilise la méthode éprou-vée de l'amnistie et de la remise de peine. Elle a déjà servi vingt-cinq fois depuis la fin de la guerre. La plus récente mesure de ce type a été approuvée par le Parlement le 12 décembre. Elle devrait conduire à l'élargissement progressif de 7 000 personnes environ condam-nées pour des délits mineurs leur ayant valu moins de trois ans de pri-son. Un million de - petits » procès pénaux ont par le même texte été annulés, ce qui contribuers, en quoi-que sorte et par anticipation, à sou-lager également l'institution careé-rale italienne.

SERGUEL

JEAN-PIERRE CLERC,



meis ha

re des détenus d'mis Marie I de

DÉMOCRATIE ET SÉCURITÉ

L'arrivée d'une nouvelle équipe gouvernementale à interrompu une politique novatrice dans le domaine de la sécurité. En effet, cette politique avait permis, pour le première fois depuis quinze ans, de faire reculer la délinquance. Dans le même temps, le respect de l'État de droit, l'extension des fibertés, la modernisation et la professionnalisation de la police, la mise en œuvre d'actions complénentaires dans les domaines de la prévention, de la répression et de l'aide aux victures out valu à notre pays d'être cité en exemple dans le monde entier. On ne peut que constaler combien actuellement les discours, les lois et les pratiques sur la sécurité s'en éloignent.

La sécurité des personnes et des biens n'a rien à y gagner et les principes républicaires qui ont inspiré la politique conduite de 1981 à 1986 sont mis à mai.

Plus que jamais la réflexion sur ces problèmes s'impose pour dégager des solutions propriétate.

Constituée notamment de policiers, de magistrats, de juristes et de journalistes, l'association Démocratie et Sécurité entend réunir tous ceux qu'intéressent ces questions à des titres divers. Elle se propose d'organiser une réflexion pluridisciplinaire sur le champ veste et complexe que couvrent les problèmes de sécurité, et d'intervenir dans le débat public aussi souvent qu'elle le jugera accessaire. PRÉDÉRIC POTTECHER,

Le Monde **EDUCATION**

Branle-bas de combat chez les instituteurs

Les trois principaux syndicats d'instituteurs, le SNI (FEN), le SGEN-CFDT et le SNUDI-FO. ont appelé leurs adhérents à manifester en nombre, mercredi 4 février à Paris et en province, pour exiger le retrait des décrets créant la fonction de maître-directeur dans les écoles. Ces organisations, qui ont rassemblé 92 % des suffrages lors des dernières élections professionpelles, prennent rarement des initiatives com-

Aujourd'hui, elles dénoncent ensemble la provocation - du gouvernement que constitue selon eux la publication des textes contestés, à la veille de leur journée de manifestation. Elles envisagent un défilé national à Paris pour le mercredi

11 février et appellent à la reprise des grèves tour-nantes dès jeudi.

Les propos tenus, mardi 3 février, par le ministre de l'éducation nationale, répétant qu'il n'était pas question de retirer les décrets, ont contribué à faire monter la tension. «Je n'ai jamais envisagé et je n'envisagerai pas pour ma propre action la pause», a déclaré M. Monory sur Antenne 2. « Je n'ai pas comme conception de mon travail de ministre de m'arrêter (...). Si j'étais entré en période de pause, je serais rentré chez moi. Si je suis là, c'est pour essayer de faire bouger les choses avec l'accord du plus grand nombre », a ajouté le ministre, se référant à un sondage effectué par le ministère et non publié, selon lequel plus de 70 % des parents approuveraient sa réforme sur les maîtres-directeurs.

Un vrai directeur sans casquette

LORS, vous n'étiez W A pas un vrai direc-teur? - La question fuse chaque matin de la bouche des parents d'élèves, désorientés depuis que le débat sur les maîtres-directeurs de M. Monory occupe la place publique. Elle agace M. D., le « vrai » directeur de cette école tranquille du quartier de Plaisance à Paris. Directeur il est depuis treize ans, directeur il restera, décret ou pas. « Je n'ai pas besoin d'une casquette pour ça », rétorque ce mili-tant du SNI à ceux qui en douteraient encore.

Fils d'ouvrier, il s'est trouvé propulsé, en 1955, à dix-huit ans, à la tête d'une classe de quarantehuit élèves du onzième arrondissement avec pour tout bagage son baccalauréat tout frais et ses souvenirs d'écolier. Une vocation découverte sur le tas et un dynamisme débordant ont fait le reste. Aujourd'hui, avec son bureau moquetté, équipé d'un microordinateur (qu'il a lui-même financé), la trentaine de personnes qui travaillent dans « son » école, et, comme tous les directeurs parisiens sa décharge complète de classe, il pourrait se sentir dans la peau d'un patron de PME. Mais ses origines modestes et sa sensibilité en ont décidé autrement. S'il se déclare voiontiers « du côté des instituteurs », ce n'est pas seulement par calcul

Pourtant, reconnaît M. D., l'animation de l'équipe enseignante est la plus difficile des missions du directeur d'école.

Après leurs six heures de classe, les maîtres n'ont pas l'esprit frais pour participer à des réunions pédagogiques. Ils s'engouffrent dans le métro ou filent pour éviter les embouteillages. Avec seulement trois réunions du conseil des maîtres par an, l'animation pédagogique est une sorte de mythe encore inaccessible.

Le complément d'objet direct

Mais le directeur n'abdique pas : grâce à l'informatique, qu'il a introduite dans son école avec les parents d'élèves avant même la grande vague d'équipement, il a repris du service devant les élèves. En cas de gros pépin, il remplace aussi un collègue pendant quelques heures, et il lui est arrivé de demander aux instituteurs de se mettre d'accord sur le choix des manuels scolaires afin que la définition du sujet et du complément d'objet direct enseigné aux élèves ne varie pas d'une année sur l'autre.

Et puis, avec les absences à relever, les formulaires de médecine scolaire à distribuer, il a mille occasions de prendre la température des classes et de s'entretenir avec les maîtres.

Mais d'autres tâches attendent notre directeur à tout faire du quartier de Plaisance : responsable administratif, il discute avec les instituteurs de l'utilisation du budget des fournitures - 159 francs par élève cette année - rappelle inlassablement

au candidat boursier qu'il a toujours oublié de joindre les deux enveloppes timbrées indispensables à son dossier, téléphone à l'inspectrice pour obtenir le rem-placement d'une maîtresse grippée, négocie avec la mairie les travaux de modernisation déjà très

« Si je voulais, je pourrais passer tout mon temps en táches administratives », note M. D. Si certains directeurs, lassés de l'enseignement et des contacts avec les parents, se retirent derrière leurs livres de comptes, ce n'est pas son cas. M. D. se fait un devoir d'être présent à chaque entrée et sortie de classe pour dialoguer avec les parents. Par téléphone, ces derniers lui annoncent la rougeole de leur fils ; dans son bureau, ils se plaignent des coups de poings reçus dans la cour ou lui annoncent qu'ils sont en instance de divorce

Mais en cas de conflit à propos du travail d'un maître, l'ambiguité régne : certains parents pensent à tort que le directeur a un pouvoir hiérarchique et il ne les détrompe pas. Devant eux, il se place toujours du côté de l'enseignant, ce qui ne l'empêche pas de faire passer le message en dou-Ceur. Après trente-deux ans de carrière, M. D. gagne 9 654 francs par mois, sans compter, il est vrai, ses primes de cantine et, suprême privilège, un appartement de fonction de 120 mètres carrés, situé dans l'école. Mais il paraît insensible aux 300 francs supplémentaires proposés par M. Monory avec ses maîtres-directeurs. « Si je n'étais pas dans le même camp que les instituteurs, je ne pourrais pas fonctionner avec eux », explique-

A cinq ans de la retraite, M. le directeur garde au moins deux angoisses : qu'un gamin s'ouvre le crane sur le bitume de la cour de récréation et que ses collègues ne cessent, soudain, leur conversation lorsqu'il pénètre dans la salle

PHILIPPE BERNARD.

Ecoliers du troisième âge

Les retraités sont de plus en plus nombreux à prendre le chemin des universités. Et pas seulement pour passer le temps.

A taient a la reualle.

offrait jadis un fauteuil. taient à la retraite, on N'était-ce pas l'heure du «repos bien mérité» ? Un tel cadeau passerait aujourd'hui pour une plaisanterie ou une insulte... . Mol, l'ai recu un vélo de course », précise, avec un clin d'œil, Robert Baguet, président de l'Institut national pour la retraite active (INRAC), l'un des premiers en France à avoir accolé ces deux termes apparemment antinomi-Qua.

Les «retraités actifs» ne se contentent pas de voyager, de bricoler ou de militer dans des associations: ils sont de plus en plus nombreux à reprendre le chemin de l'école. Un... mouvement étudiant sans bruit, sans vagues. Les universités du troisième âge, qui fleurissent un peu partout en France deviennent un véritable fait de société.

Il y a toujours eu des étudiants aux cheveux gris. Et même très blancs ! Un Parisien de quatrevingt-cinq ans, Elie Clément, s'est mis « en formation continue » depuis sa retraite, en 1970, avec un enthousiasme extraordinaire. Cet ancien cadre commercial, qui anime plusieurs associations, fait du théâtre, participe chaque lundi à un cours de peinture, vient de suivre une session de l'INRAC sur la pratique de la vie communale et se rend deux fois par an à l'université des sciences sociales de Grenoble pour étudier la gérontologie et la gériatrie... « // l'environnement, souligne ce. champion de la retraite active. Sinon, on prend du retard, on est complètement déphasé et on risque de devenir inutile. »

Apprivoiser l'ordinateur

Les étudiants retraités ont touiours existé, mais ce qui est nouveau, c'est le caractère massif du phénomène. Depuis la création de la première université du troisième âge à Toulouse en 1973, ces structures n'ont cessé de se muitiplier. On en compte désormais une quarantaine, regroupées en association nationale, avec des annexes dans de nombreuses petites villes.

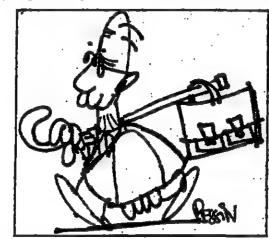
Et, déjà, l'appellation évolue. Ne voulant pas refaire le ghetto des clubs du troisième âge, ces organismes accueillent des représentant de toutes les générations (à commencer par les mères au foyer) et ont été rebaptisées universités inter-âges, universités

UX employés qui par- ouvertes, universités pour tous, universités du temps libre ou de la culture permanente... Mais ce ne sont dans certains cas que des prolongements d'associations, n'ayant d'université que le nom.

Subventionnée par la municipalité, l'université inter-âges de Créteil est très bien intégrée à Paris-XII. Des enseignants lui sont délégués, des salles allouées; ses adhérents peuvent assister aux mêmes cours que les autres étudiants, et même participer aux travaux pratiques. Ils sont quatre cents (un quart de plus qu'en

apprécient beaucoup les auditoires de retraités. Quelle joie de pouvoir s'adresser à des élèves attentifs, ayant choisi les études comme un loisir et nullement obsédés par les examens! « Les retraités disposent de beaucoup de temps pour lire et appronsondir les cours, dit Marie-Françoise Fave-Bonnet, qui a été pendant trois ans la coordinatrice de l'université de la culture permanente de Nanterre. Ils ne se contentent pas de poser énormément de questions: ils apportent leur propre expérience de la vie. C'est une sorte de communauté éducative qui finit par se former. Et les eutres étudiants profitent de cet apport quand des auditeurs du troisième age participent à leurs groupes de travail. »

Généralement, les enseignants



1986). C'est un public qui rajeu-nit et se masculinise d'année en année, avec un fort batailion d'enseignants à la retraite, mais aussi d'anciens cadres, des employés et des ouvriers. Les matières étudiées vont de l'informatique à l'art médiéval, en pas ment le moyen de futter contre le gie, les langues et la mécanique auto. . Nous cherchons à attirer des gens à qui le terme d'université fait peur », explique le secrétaire de l'association, René Duflot, ancien ingénieur autodi-

Les universités du troisième age se donnent volontiers pour slogan un proverbe japonzis : « On commence à vieillir quand on a fini d'apprendre. Leur succès dément définitivement le vieux schéma selon lequel les jeunes étudient, les adultes travaillent et les vieux se reposent. Il n'y a plus trois étapes dans l'existence, mais trois dimensions — formation, activité, loisirs — à répartir le mieux possible tout an long de la

Cette nouvelle conception est due évidemment à l'émergence d'une nouvelle classe d'âge. Ou, plutôt, de plusieurs classes, car le public des retraités s'est agrandi par les deux bonts : si les Français vivent de plus en plus vieux, ils ont tendance à cesser le travail de plus en plus tôt. On se trouve done devant trois publics différents, presque trois générations : les grands vieillards; les soixantecinq-soixante-quinze ans; et les jeunes retraités, en pleine force de... l'age.

Les retraités des années 80 sont en bien meilleure santé que les vieux » de jadis. Ils ont souvent des revenus convenables et une certaine ouverture au monde. grâce aux voyages et à la télévision. Suivre des cours ou des conférences est d'abord, pour eux, un moyen de « rester dans le

Une communanté éducative

On le voit bien avec l'informatique, qui suscite un engouement inattendu. « Certains de nos élèves » font un troisième degré d'informatique, dit Robert Baguet, président de l'INRAC.

Nous refusons des candidats (1). Apprivoiser l'ordinateur est à la fois un défi, un moyen d'exorciser la peur du monde moderne et de nouer un dialogue avec ses petits-enfants.

Les «universités ouvertes» portent bien leur nom : pour y entrer. aucun diplôme, aucune condition d'age n'est exigée. Et l'enseigne-

Pour une partie de ces étudiants, les conférences, les cours ou les ateliers sont surtout un moyen de sortir de leur isolement. Quitte à y découvrir d'autres avantages. Car les universités du troisième âge ne sont pas seulesant par la médecine, l'égyptolo- vieillissement grâce à des exercices intellectuels : elles permettent aussi à leurs adhérents de trouver une certaine identité, une image d'eux-mêmes plus valori-

La compétence des bénévoles

Un stade supplémentaire est franchi lorsque les étudiants retraités utilisent les connaissances acquises soit dans une association, sort pour devenir formateurs à leur tour. A Grenoble. les membres d'un stage informatique out été chargés de copier et de contrôler des programmes sco-laires : seuls des bénévoles pouvaient faire un travail aussi long. Au Havre, un groupe de retraités formés à la vidéo ont pris en charge l'animation audiovisuelle des logements-foyers municipaux. Et, à l'université inter-ages de Créteil, le groupe d'informatique va lancer une vaste enquête sur les cinquante-cinq - soixante-cinq ans du Val-de-Marne qui permettra au conseil général de définir la politique future du logement dans le département...

Les retraités ne réussissent vraiment une formation que lorsqu'ils ont un objectif. . Notre premier rôle est de susciter des motivations », déclarait en avril 1985 le rapport final des Assises nationales des universités du troisième âge. Les débouchés sont nombreux dans le bénévoiat, qui permet d'échapper à la quadra-ture du cercle : « Si les personnes âgées restent passives, elles sont une charge; si elles deviennent trop actives, elles sont une

menace pour les actifs » (2). Le bénévolait exige des compétences, donc une formation. Et cela s'organise. Or, souvent réduites à quémander des subventions, portées à bout de bras par... des bénévoles, les universités du troisième âge vivent encore dans la précarité et la marginalité. Un pays dont un quart de la popula-tion a plus de cinquante-cinq ans peut-il se permettre de les igno-

ROBERT SOLE.

(i) Depuis sa création en 1973, l'INRAC a déjà accueilli quelque 50 000 personnes. 57, avenue Franklin-Roquevelt, 75008 Paris. Tel.: 43-59-

(2) Dan Ferrand-Bechmann, Gérontologie et société, 🗈 26. octobre 1983.



Le Monde

LA FONDATION NATIONALE *POUR L'ENSEIGNEMENT* **DE LA GESTION** DES ENTREPRENEURS

organisent un colloque :

« AU-DELA DU DIPLOME : LA QUALIFICATION »

Frédéric Gaussen, rédacteur en chef de Campus et Jean-Marie Doublet, secrétaire général de la FNEGE, animeront plusieurs débets.

9 h 30 : les diplômés dans les entreprises, présentation de l'enquête FNEGE/Campus : « Que deviennent les diplômés en gestion trois ans après l'obtention de leur diplôme ? » ; : importance et limite des diplômes ;

12 h 30 : déjeuner à l'hôtel intercontinental ;

15 h 30 : diplômes, gestion des compétences et nouveaux profils : 16 h 30 : stratégie de formation et de gestion des compétences en 17 h 30 : fin du colloque.

Pour tous renseignements et inscription : Contacter : Anne Kostromine, téléphone : 47-66-03-08.



plonge les jeunes dans la vie de la langue choisie

Multiples formules de séjours en : leterre, Allemagne, Espagne, Irlande, cosse, Autriche, Italie, Malte, USA,

Australie, Canada, etc...

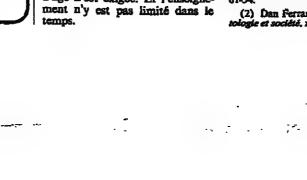
Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels " (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréments Jeunesse et Sports (n- 16.64) et Tourisme (n. 70.027), offre toutes possibilités de "Bain Linguistique" de toutes durées et à toutes époques de l'année : séjours en famille avec ou sans cours ; séjours avec pratique de sports ou séjours spéciaux informatique ou musique ou art dramatique ou vidéo ou maths ; séjours school langue; séjours junior ou cap 5ème

locaux, France, D.O.M., T.O.M. et

Pour tout connaître sur ces réalisa tions présentant toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir la formule correspondant à vos désirs, demandez la documento tion complète et gratuite.

S.L.C. (service 85) 16022 ANGOUL ENE CEDEX Tél : 45,95,83,58 (service 85) 16022 ANGOULEME CEDEX Tél : 45.95.83.56
PARIS Mime Beinse 45.48.58 66 - Mime Vauzelle 46.56.81.15
Mime Bastelica 45.20.21.49 - Mime Waze 47.09.53.50
NORD 27.86.30.21 - 22.47.31.19 - 20.93.58.30 - EST 83.96.11.74
88.31.03.10 - RHONE 78.25.65.91 - 78.95.28.59 - 74.22.31.95 - ALPES
78.42.74.76 - 76.51.12.13 - SUD-EST 42.27.88.42 - 90.25.40.00 - 66.23.06.29
SUD-OUEST 61.23.98.53 - 56.92.83.45 - 61.21.68.17 - 59.24.33.17
53.65.51.51 - BRETAGNE 51.94.41.25 - 98.87.05.85 - 40.70.46.71 - 43.85.82.50
99.58.51.66 - 40.83.04.55 - NORMANDIE 35.88.63.70
LANGUEDOC 67.69.25.97 - CENTRE 55.06.10.70





Language Figure

100 Apr 1775

and Alberta

A 24 THE LEWIS

1 mg 250 656

الله به الموسود وليك المنسونية الموردات

्राक्षा क्षेत्र है। अक्षा कि

. San Tab

· Superior

a regulation des

. مقا نهابسان

1. 10 sen 4. 18 44

· ARTE A

ange de Agrando de

. يُهُالِحِكُ البِينَوْدُ عِي

in gainstings

一 华华 东至 in making & - 12 - ec - and 24 - च्या चित्रका The morning

---e concerne & 50 - m. in appeal of · was a substituted 7.17.70

Locate Fall 2m 4m 岩下 藏海 The by Space

marin design THE PART OF THE PARTY · · · · 2044 62 the K mark control THE THE N

+170 C 1 1

i are

where it is some of

- 14 - 14 : . ?

RRW VIII TO THE RESERVE

Section 1997 and 1997 more statement

William &

1000

10 mm

to gran " er partie to the THE POST OF THE RESERVE

2 8 . . . -54K+ + + +

医型性性 "

BE TO THE STATE OF AND STATE OF STATE OF

plus d'entrées qu'aucun autre film canadien. le film-phénomène de Denys Arcand arrive. N doit sans doute à un moment d'aveuglement

mercantile la bande-

au Québec,

faisant, dans le monde.

annonce désastreuse, l'affiche graffitée puérilement de nichons et de zizi, censées « promouvoir » le dernier film de Denys Arcand. Sans parler du slogan, de la plus crasse plouquerie, qui emballe le tout: « Un film de cul qui se regarde avec les oreilles. » Est-ce à dire qu'on doive fermer les yeux sur ce qui aurait été tourné avec les pieds? Et dans l'affaire avec quot se mouche-t-on? Il faudra que soit remercié promptement, sur le marché de l'emploi cela

s'entend, le subtil et badin « commercial » qui a conçu ce calem-bour calamiteux. Fort heureusement, le travail de Denys Arcand ne ressemble à rien de tel. Ce n'est pes du tout ce qu'on appelle un film de cul, su sens où l'on n'en voit gnère - pour sains di to in the tent guier — pour sinsi dire pas besuccup plus qu'au journal télévisé, — ce qui devrait décourager les amateurs d'un genre qui attend toujours ses lettres de noblesse. Au contraire, les personnages se déshabillent très

peu, ils sont bien trop occupés à parler. Et faute de se rincer l'œil, on se décrasse en effet le tympan. C'est même le principal charme de l'entreprise d'Arcand, cette abondance de dialogue, ces gens qui rivalisent de confidences et d'anecdotes croustillantes oudéconfites, qui sont absolument intarissables sur ce sujet abordé

sons tons ses angles évolutifs, en

toutes sortes de culottes et de cir-

Dans un port sans horizon,

des adolescents battent

le pavé et se droguent.

Ce n'est pas nouveau,

mais il y a ces regards

qui vous poursuivent

et qu'on n'oublie pas.

EPT heures du matin, petit

matin tremblant. Sur le port de San-Sebastian, le

ciel est gris, comme un mur. Si les

adolescents qui trainent dans

l'attente d'un « petit boulot » fris-sonnent dans leurs vêtements

râpés, ce n'est pas tant de froid

que du manque. Dans le port de San-Sebastian l'héroine circule

facilement, le tout est de pouvoir

payer. Les petits boulots sont là

pour ça, on se débrouille, on se

Dans 27 Horas, son second

long métrage (primé en 1986 au festival de San-Sebastian),

Mantxo Armendariz suit les pas

d'un garçon qui va mourir. A sept

heures, ce matin-là, Jon, comme

tous les jours, s'est levé, a mis à

neuf heures le réveil pour son

oncle, est alle charger du poisson,

a battu le pavé jusqu'au moment d'aller voir Malté (Maribel

Verdu) et de prendre ensemble la

première dose de la journée. Elle vit avec un jeune dealer suffisam-

ment amoureux d'elle pour lui

Par la fenêtre de sa maison, Jon

regarde sa famille, qu'il a quittée,

et poursuit sa route. Quand par

hasard il rencontre son père, ils ne se parlent pas, il n'y a plus rien à

dire. « Regarde-moi, j'al solxante ans et tu ne les auras jamais ». dit l'oncle, qui, lui, est accroché à

l'alcool. « Arrête-toi », supplie Patri, le meilleur ami de Jon.

· Est-ce que tu serais avec moi si

on ne se droguait pas? =,

demande Jon à Mané. Question

fournir ce qu'elle demande.

rend mutuellement service...

sans doute,

La langue verte et le cœur juste Triomphant à New-York, constances, et selon les fortunes dépassant en recettes E.T. diverses qu'a bien voulu lui don-

> un déjeuner à la cuisine en attendant le retour des femmes. Deux sont professeurs d'histoire, de chauds lapins qui ne dédaignent pas de bousculer l'étudiante et ne laissent jamais s'endormir la secrétaire en debors des heures de travail ni la femme du voisin; le troisième est tout jeune, un étudiant; le quatrième, le cuisinier, est homosexuel et tolérant, il drague comme un défoncé de temps à autre, mais rêve bien sûr d'avoir un gosse à lui. C'est à ses soins que l'on doit un beau poisson en

jacassent à l'office sur les dames qu'ils ont renversées, ici ou là, dans tel congrès, tel séminaire, leurs épouses, leurs maîtresses (dans un cas l'une s'est offerte à l'expérience des deux dons Juans) on celles qui le deviendront, nagent dans la piscine, soulèvent des haltères, font du vélo de gymnastique, du cheval d'arçons, aussi bavardes que leurs compères - on en apprend de belles sur le karaté verbal, les phrases coupantes, les petits mots qui ont l'art de ramener la congestion virile des mâles à zéro et leur orgueil à plat du même coup, - tout cela pour leur plaire, rester jeunes et minces surtout, avant d'entamer

attend à la maison. Evidenment, les deux sexes, si prolixes et déboutomés chacun de eur côté, restent cois et convensbles en présence l'un de l'autre. On voit même reparaître des sentiments qu'on croyait fichus, envoyés à la casse: la jalousie, l'envie de garder l'autre à qui l'on s'est donné. On frôle un tout petit

ner le Seigneur dans son infinie

« Le Déclin de l'empire américain », de Denys Arcand

Ainsi quatre hommes préparent

tionné au fil des blagues. Pendant que les messieurs

le très calorique repas qui les

drame, à peine, rieu qu'une A une trentaine angoisse, deux cachets de tran-quillisant pour endormir un des Casanovas pris la main dans le sac et qu'un remords étreint (comme c'est bête d'attraper ça, dans une saison si facile, une époque si libé-rale...), mais ça passe. Tout passe,

parce que - un personnage en expose la théorie, celle d'Arcand - tont casse, a déjà commencé de casser. Notamment, la toutepuissance de l'empire américain. Ce grand voisin, la Rome de ce siècle, n'a plus l'âme qu'il avait sous Roosevelt. Il s'est enlisé dans des guerres condamnées, sous des présidents corrompus, des gui-gnols. Et quand vient le moment du déclin d'une civilisation, tout se gâte, les femmes obtiennent l'égalité avec les hommes, on ne crofite amourcusement confecsait plus attendre, ni même ce

> très doux, propice au libertinage qui précède l'indifférence et la Les comédiens d'Arcand sont tous remarquables et ne forcent pas leur accent québécois vers trop de pittoresque. On n'entend qu'un grossier « ciboire! » à la place d'un homête « merde! », mais c'est la couleur locale minimum. Pour le reste, les mots sont les mêmes. Simplement, les Québécois d'Arcand ont la langue mieux pendue et dégourdie que les Français et ne reculent devant

qu'on veut ; l'air du temps devient

aucune précision pour faire com-prendre ce qu'ils ont à dire. On sort de là l'oreille rincée, réjonie, le cœur un peu serré tout décadence ne sont pas trop tristes, ni la chair, mais Denys Arcand moyens digne d'un des contes moraux de Rohmer, à nous donner la nostalgie d'un temps bérofque où l'on s'aimait fort, sans par-

tage et tout entier. MICHIL BRAUDEAU. Au Festival de Soleure

Le cinéma suisse chez lui

de kilomètres au nord de Berne, Soleure, où depuis 1965 se retrouvent, autour de la production nationale cinéphiles, journalistes et professionnels suisses, -par quelques dizaines

de confrères

des pays voisins,

Europe de l'Est comprise. tographiques de W Soleure, explique leur directeur Stephan Portmann (1), sont nées de la volonté de prouver que « les bergers, l'emmenthal et le chocolat » ne pouvaient résumer à eux seuls 'image d'un peuple et d'un pays

libéral et industrialisé. " Les preuves sur pellicule existaient déjà, nombreuses, et il suffisait de sortir des boîtes les œuvres d'Alain Tanner, de Claude Goretta ou de Henry Brandt par exemple, pour que l'affaire soit entendue. Avec dixsept heures de films réunies la première année, l'ancien cinéma suisse était mort et enterré, le

nouveau allait commencer à vivre. Pourquoi à Soleure? Parce que, au début des années 60, le ciné-club de la ville, animé notamment par Stephan Portmann. de même : les perspectives de la comportait un bon millier d'adhérents, signe évident d'une cinéphini la chair, mais Denys Arcand lie galopante, particulièrement réussit, avec une sobriété de favorable au succès de l'entreprise. Ce fut une petite révolution en son temps. Vingt-deux ans plus tard et maigré des fortunes diverses, il n'est pas exagéré de penser que, sans le formidable tremplin qu'ont représenté les

Journées cinématographiques de Soleure, le cinéma suisse ne serait pas tout à fait ce qu'il est. A Soleure, il n'y a pas de compétition. Une commission sélec-

tionne les meilleurs crus (TV exceptée) réalisés par les cinéastes suisses et étrangers résidant dans la Confédération. Quatre-vingt-dix productions sur cent soixante-dix ont été retenues cette année: une quinzaine de longs métrages de fiction, autant de documentaires, le reste se partageant entre les courts métrages en tout genre et la vidéo, présente pour la première fois.

De l'avis général et en l'absence des vedettes (Tanner, Goretta, Soutter, Schmid, Godard...), la production 1986 n'est pas de très grande qualité. Pas ou peu d'œuvres fortes, pas ou peu d'innovations formelles. Si quelques films dénoncent encore les travers de la société helvétique (das kaite Paradies, de Bernhard Safarik, un regard sensible sur le problème du droit d'asile), se confirme la tendance prise au début des années 80 d'un retour

au classicisme psychologique. Un genre qui n'a rien de honteux surtout s'il est illustré par Léa Pool (Anne Trister, déjà sorti en France), Markus Imboof (die Reise, à propos du terrorisme en Allemagne), Markus Fischer (der Nachbar, un polar nocturne et glauque avec héros vieillissant) ou même Ueli Mamin (die schwarze Perle, l'incertitude

devant les choix de la vie). Mais la vraie bonne surprise est venue d'un film en noir et blanc, cosigné par trois jeunes réalisateurs (Helmut Bergern, Daniel Levy et Anja Franke) héritiers de Godard et de Jarmusch, qui ont trempé leur caméra 16 mm dans l'air du temps : liberté de ton, mélange des genres, jeunesse en vadrouille. Du mich auch est un film que les distributeurs français, très absents de Soleure, devraient

Les documentaires, qui cherchent leur inspiration autant hors des frontières (Amérique latine, immigration entre Suisse et pays d'origine) que chez les artistes helvétiques au travail dans leur

atelier, ont retrouvé les allures de

produits standards de télévision. En réalité, c'est plutôt du côté des courts et moyens métrages, toutes catégories confondues, que se trouve la possible relève du cinéma suisse. C'est là que se nichent l'audace et la recherche de nouvelles formes. Si Christoph Schaub, qui a réalisé Wendel (une belle errance dans la ville noire et blanche), emprunte encore au style de Du mich auch, la très jeune Anka Schmid, étu-diante à Berlin, témoigne à travers les quatre courts métrages présentés à Soleure, d'une solide

capacité d'invention. Dans les cafés du Landhaus, au Kreuz et au Löwen, pleins jusque tard dans la nuit, on n'en finissait pas d'évaluer les chances d'un nouveau souffle du cinéma suisse, de regretter l'intérêt encore trop timide, même s'il est croissant, des autorités confédérales pour le septième art qui oblige les cinéastes à s'épuiser dans la recherche d'argent pour la production.

Mais, comme le rappelait Alfredo Knuchel, le tout nouveau directeur du Centre suisse du cinéma, cette situation porte sa propre contradiction. « Le cinéma est pauvre, mais il est à l'abri du marché. Et un certain type de films qui pourrait être négligé ailleurs trouve ici son financement grace aux subventions muitiples, aides des cantons, des villes, du mécénat, des Eglises et des coproductions TV. Le sys-

tème n'est pas sans avantage. JEAN-LOUIS MINGALON.

Après vingt-deux ans de service, Stephan Portmann vient de laisser la direction des Journées à une équipe de six membres, dont certains étaient déjà

« 27 Horas », de Mantxo Armendariz

Survivre, c'est tout



Martinale Relate, Martini Versia et Jen Donos food dans le brouillard de ce port,

de cet océan, de cet horizon faux comme un mirago. Jon, Marté et Patxi vont se balader dans une île proche. D'un coup, Jon parle d'un copain devenu aveugle. Une fois dans l'Ile, Malté les quitte. Ils la retrouvent, assommée par une overdose. Elle ne survivra pas. Jon n'a plus d'argent, il a froid, il a besoin de sa poudre. Il retourne à l'Île cher-

cher le sac de Marté, qu'elle a laissé tomber et qui contient les sachets. Il en a besoin pour mou-Le thème du film, c'est l'absence d'alternative pour un garçon de dix-neuf ans, dans un port qui n'ouvre sur mille part, une ville très belle et, en dehors des circonstances politiques, soumises à l'ordre établi. » Après Tasio (prix du festival de Biarritz en 1984, prix Sadoul en 1986),

qui raconte l'obstination à vivre d'un braconnier basque, Mantxo

Armendariz et son producteur,

sans réponse, toute réponse se Elias Querejeta, ne se sont pas déchirante le « Werther

spécialement penchés sur le « pro-blème de la drogue », ils ont parlé du mai de vivre de la jeunesse, de

son insatisfaction organique. Pendant quatre ans. Mantzo Armendariz a enseigné l'électronique à des garçons de seize à dix-huit ans, « dont pluz de la moitlé étaient totalem étaient totalement passifs ». Il s'est souveau de leur indifférence désespérée. Avec Élias Querejeta, il a longuement discuté autour d'un poème de Rilke qui se ter-mine par « survivre c'est tout », et aussi d'un poème d'Hölderlin qui

commence par : « Je sors chaque jour, cherchant quelque chose de Jon est claquemuré dans la solitude de sa détresse, et les bruits du monde lui arrivent assourdis. Il est comme un enfant qui ne par-vient pas à naître. Son visage garde l'arrondi de l'innocence, porte une sorte de transparence de clarté vaciliante. Son regard est un appel auquel personne n'a la possibilité de répondre. Martxelo Rubio est de façon

d'aujourd'hui » qu'a voulu

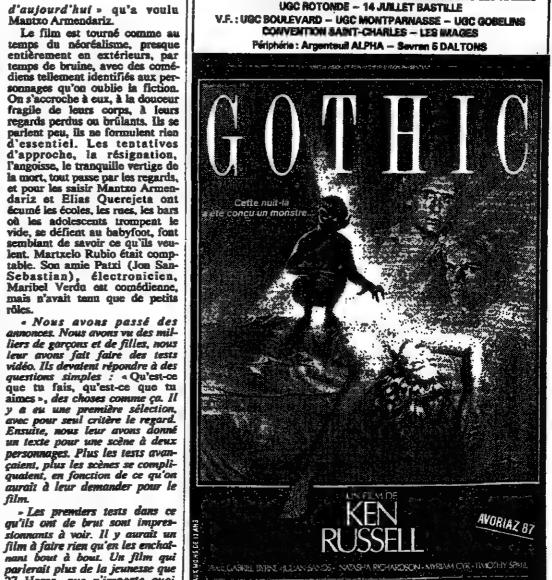
Mantxo Armendariz. Le film est tourné comme au temps du néoréalisme, presque entièrement en extérieurs, par temps de bruine, avec des comédiens tellement identifiés aux personnages qu'on oublie la fiction. On s'accroche à eux, à la douceur fragile de leurs corps, à leurs regards perdus ou brûlants. Ils se parlent peu, ils ne formulent rien d'essentiel. Les tentatives d'approche, la résignation, l'angoisse, le tranquille vertige de la mort, tout passe par les regards, et pour les saisir Mantzo Armendariz et Elias Querejeta ont écumé les écoles, les rues, les bars où les adolescents trompent le vide, se défient au babyfoot, font semblant de savoir ce qu'ils voulent. Martxelo Rubio était comptable. Son amie Patri (Jon San-Sebastian), électronicien, Maribel Verdu est comédienne,

mais n'avait tenn que de petits - Nous avons passé des annonces. Nous avons vu des milliers de garçons et de filles, nous leur avons fait faire des tests vidéo. Ils devaient répondre à des questions simples : « Qu'est-ce que tu fais, qu'est-ce que tu aimes », des choses comme ça. Il y a eu une première sélection, avec pour seul critère le regard. Ensuite, nous leur avons donné un texte pour une scène à deux personnages. Plus les tests avançaient, plus les scènes se compliqualent, en sonction de ce qu'on

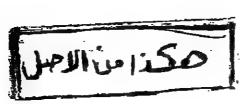
film à faire rien qu'en les enchat-nant bout à bout. Un film qui parlerait plus de la jeunesse que 27 Horas, que n'importe quoi

COLETTE GODARD.

film.



DOLBY STÉRÉO dans les salles équipée V.O. : UGC BIARRITZ - UGC DANTON - Ciné BEAUBOURG-LES-HALLES



EXPOSITIONS

A la FNAC

Vive la photo créative!



Les zoos imaginaires de Den Hollander, les égéries mystérieuses de Houcmant, les portraits-synthèses de Pruszkowski : autant de preuves de l'éclectisme, de l'invention et de la vitalité de la jeune photographie européenne.

EUX bleus et crinière bouclée blonde, c'est en travaillant durant ses vacances d'été à cueillir des fraises que Paul Den Hollander put s'acheter son premier appareil photo. Aujourd'hui, ce jeune homme ultrasympathique de trente-six ans, à l'air juvénile, Breda, où il enseigne la photographie, est considéré comme un des meilleurs représentants de la nouvelle photographie hollandaise, organisée principalement autour de la galerie Canon, du Stedeliyk Museum d'Amsterdam et de la revue *Perspektief*, animće par Baas Vroege.

Révélé par son livre Moments in Time (1972), où il exprimait une méditation sur la mémoire par un traitement théâtral de l'espace, ce technicien du rêve a délaissé la froideur graphique de ses débuts, et l'on peut suivre son évolution par deux superbes expositions conjointement présentées à Paris. D'une part, chez Jean-Pierre Lambert (1), où, dans des images statiques et silencieuses, indépendant et très organisé, né à ordonnées par un regard de jardi-

tante quiétude des parcs et jardins anglais, scrutant la taille et le dessin, et enregistre les traces et influences de l'intervention humaine sur la végétation.

Totalement aboutis, ces vingttrois tirages noir et blanc sont un tremplin magnifique à l'émerveillement que procurent ses recherches récentes, réalisées en 1984 et 1985 après une année d'abstinence, au format carré (6 × 6) dans le décor factice des zoos, des serres, des jardins botaniques et des musées d'histoire naturelle en Europe (2). Dignes de Lafontaine et Grandville, ces vues magiques et envoûtantes, brossées dans des teintes sorbet, qui pro-duisent un bonheur visuel instantané, sont pourtant éminemment complexes sous leur apparence mutine.

Les amaigames révélateurs

Faussement enfantines, elles traitent des rapports de la nature et de la culture et, par leur combinaison de formes, de matières, de surfaces et de reflets, dénoncent avec ironie l'illusion théâtrale du trompe-l'œil, créant de toutes pièces une réalité fausse que dépeint la couleur.

Si Den Hollander témoigne à la perfection du dynamisme inventif de la photographie néerlandaise, révélée en France par le Studio 666, c'est la diversité d'expression de la photographie belge, et même régionale, que présente sous le titre « Devoirs libres, libres de voir » (3) une sélection de quatre jeunes opérateurs formés à l'Institut supérieur des beaux-arts Saint-Luc, à Liège, par Hubert Grooteclaes. Passons sur les chromos néo-pictorialistes

nier, il déambule dans l'inquié- du « maître », les séquences criantes de Hustinx, les clapotis aquatiques de Deru, qui sont décidément trop désuets, illustratifs on déjà vus pour qu'on leur prête attention. En revanche, les tableaux Polaroid d'Alain Janssens, qui décadre en gros plans mutilants des portions anodines du corps de son épouse (aisselles. genoux, cuisses, cou), sont parfois stupéfiants d'audace. Suggérant l'irruption du sexe masculin à partir d'un lobe d'oreille, dans des tons sursaturés, il tire des visions équivoques et dérangeantes qui reposent jusqu'au malaise sur le fantasme inavoué du regardeur.

مكذا من الاصل

Allant au-delà de la subjectivité, cette fascination perverse, née du trouble de la vue, de l'incertitude objective de cerner ce que l'on voit, fonde aussi l'approche du représentant le plus connu de cette école liégeoise, Pierre Houcmant. Captivé par le regard féminin, avec un expressionnisme distant inspiré d'Hausmann et de Dritkol, il en observe depuis des années la singularité. Procédant à la lisière de l'abstraction, par pans ombragés, détachant un œil, une bouche, une mèche, de superpositions indécises en reflets brisés, le visage féminin, souvent happé de profil, en se multipliant, se perd et crée une sorte de figure imaginaire idéale, galvanisée par le désir, prétexte à d'intrigants jeux de

La maturité de cette génération venue à la photographie à l'aubs des années 70 s'épanouit aussi dans les «Photosynthèses» (4) accomplies depuis 1975 par Krzysztof Pruszkowski, quarantequatre ans, polonais d'origine, personnalité excentrique et



« Deroirs libres, Bbres de voir... »

remuante. Par des movens autres que Den Hollander ou Houcmant. c'est à une même subversion des images qu'il s'adonne par la mise en cause de l'apparence unique. Se livrant à une réelle opération de chirurgie esthétique, cet héritier lointain de Bertilion, mais aussi de l'Anglais Francis Galton, surimprime le visage d'individus différents et aboutit au profil-type ou portrait-robot d'un être composite. Ainsi en est-il des membres du burezu politique du comité central du PC de l'URSS, des six présidents des Etats-Unis, de J.-F. Kennedy à Reagan, ou du portrait-modèle des présidents de la V. République. Effrayant lorsqu'il superpose les traits d'une

même personne à des âges diffé-

rents, l'amaigame est révélateur

lorsqu'il compose celui, cohabita-

tionniste, de Chirac et de Mitterrand, ou celui, plus intime à proprement parler, confondant, de Jacques-Henri et de Florette Lartigue.

Link Marie marine a single distriction

-24 - C.

Section 2 . Property

1/1 WA EXPE

and in the same

- .. a player

and the second

A SHOP THE PART OF

2-1152-3045

ing photograph

many many

and the second

er og for frikkel

1. 医一种

· Juganit

and the second

أعزيجت مجوريتين

الحاجكيين والداجس وال

للافاء توانهيلاني الدا

The state of the s

الهواليسة بهين

* M

against Jagger (1994)

w Contract

the S

and the office of

المنطقة المستوادية المستوادية المنطقة المنطقة المنطقة المستوادية المنطقة الم

er er menn f

المرازية المشاءاء

8 3

- 24 A BAR

The Control of the Control

وراج ال

·---

-- Storing

الجيائية إدادا

Full a Committee of the Committee of the

1.00

and the state of

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

PATRICK ROEGIETS.

(1) Paul Den Hollander, galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine, Paris-4-

(2) Paul Den Hollander, photogra-phies en coulcurs, FNAC Forum, Forum des Halles, Paris-1", jusqu'an 28 février.

(3) «Devois libres, libres de voir », Deru, Grooteclaes, Houcmant, Hustinz, Janssens, FNAC Montparnasse, 136, rue de Resmes, Paris-6*, jusqu'an

(4) Krzysztof Pruszkowski, «Photo-synthèses», FNAC Etoila, 26, svenue de Wagrem, Paris-8*, jusqu'as 7 mars.

sont choisies en tenent compte

« Soies de Chine » au Musee en nerbe

Des enfances enchantées

Au Jardin d'acclimatation et veste Mao, dont le premier rait ainsi les idées de la multià la halle Saint-Pierre, les modèle date d'ailleurs de 1759 : tude •. demeure, ne quittez pas le cortège pour prendre un chemin de traà la halle Saint-Pierre, les enfants ont leur musée, où sont exposés les vētements des petits Chinois avec le mode d'emploi.

YE n'est peut-être que justice : le musée de Paris présenté et animé avec le plus de soins, d'attentions de cœur et de poésie est le musée qui accueille les enfants : le Musée en

Il est situé dans deux lieux. L'un, le plus grand, qui comprend des espaces verts, le Musée en herbe proprement dit, est dans l'enceinte du Jardin d'acclimatation (une grande exposition sur les mammouths et les éléphants s'y ouvrira au printemps). L'autre, la halle Saint-Pierre, au pied de la butte Montmartre, présente dès ce mois de février une grande exposition sur les costumes des Chinois,

Trois jeunes femmes de talent. Sylvie Girardet, Claire Merleau-Ponty et Anne Tardy, ont composé cette exposition, et elles ont aussi donné carte blanche à un « artiste des espaces », Alain Batifoulier, qui a passé des mois en Chine on 1986.

L'idée première avait été de faire une exposition de jouets chinois, mais le principe sine qua non était, bien sûr, de mettre ces jonets à la disposition des jeunes visiteurs – on n'allait pas leur infliger un supplice de Tantale. Or ces jouets étaient trop fragiles. D'où l'idée de choisir platôt les vêtements, qui permettent d'ailleurs bien mieux de faire vivre aux enfants l'histoire et les choses de la Chine, car le vêtement chinois n'est pas seulement un moven de se protéger du froid et du chaud, et de se rendre plus avenant. Le vêtement, là-bas, est un véritable langage complet, en image animée, « portée », qui indique à peu près tout de cha personne : âge, emploi, état d'esprit...

Ou plutôt était, puisque nom-bre de Chinoises et de Chinois portent aujourd'hui la célèbre

un édit obligea alors tous les membres de la Cour impériale à le porter, puis tous les fonctionnaires. Mais l'actuelle veste Mao fut dessinée par Sun Yat-tson à la fin du siècle dernier.

Jusque-là, le vêtement chinois de base était, dans l'ensemble, masculin comme féminie, une longue robe, droite et ample. Seule la largeur des manches variait nettement d'un siècle à l'autre. Mais, pour tous les accessoires, chapeaux, épingles de cheveux, chaussures, ceintures, etc., un code vestimentaire était promulgué à l'avenement de chaque

On ne plaisantait pas à ce sujet. Le grand livre des Li Ki, ou Mémoires sur les bienscances, commencé au douzième siècle avant J.-C., nous dit que - l'on met à mort celui qui introduirait des vêtements inédits, et trouble-



¶ Dès qu'il fut né, l'enfent se dressa debout sur ses pieds, fit sept pas dans chacune des dix directions de l'espace, et dit avec une voix semblable au rupisse-ment du lion : « Je suis l'être le plus noble qui soit au ciel et sur » la terre. »

Les règles qui regardent le vêtement sont innombrables. Les enfants de huit à quinze ans portent une tunique de toile noire avec des bordures de soie à fleurs. Et, de même, chaque tranche d'âge a ses étoffes, ses couleurs, ses ornements. Sur l'autre penchant de la vie, le Li Ki nous dit : - Un homme, à soixante-dix ans, a droit, le jour, à des vêtements de soir, quelle que soit sa sortune, afin d'avoir chaud. - Et le texte ajoute, ce qui n'est plus vestimentaire mais mérite d'être su : « A quatre-vingts ans, il a droit, la nuit, à un compagnon de lit, afin d'avoir chaud. A quatre-vingt-dix ans, même avec ces secours, de jour comme de muit, il n'a pas chaud.

Les lois du Li Ki

L'empereur portait des vêtements verts ou bleu ciel au printemps, rouges en été, blancs en automne, noirs en hiver. Et, toute l'année, une ceinture de soie blanche unie, bordée de rouge, avec une doublure rouge. Les princes portaient la même ceinture, mais sans doublure. Le Livre des cérémonies précise qu'e un lettré sans emploi portait une ceinture de

soie à sleurs ». Les jeunes filles mettaient une épingle dans leurs cheveux lorsqu'elles atteignaient vingt ans, ou des quinze ans si elles étaient fiancées. La longueur de la robe changeait avec les décennies. · Lorsqu'on vous demande l'âge d'une femme, dit le Li Ki, répondez évasivement : j'ai cru enten-dre dire qu'elle porte des robes de telle longueur. >

A propos des vêtements comme de toutes les choses de la vie, les courumes de la Chine étaient dictées fermement, mais avec un raffinement exquis. A preuve, ces rèsies du *Li Ki* parmi des milliers d'autres :

« - A table, si vous êtes invité, évitez de pousser des soupirs en mangeant. Le moment serait mal choisi.

- Lorsque vous accompagnez un mort à sa dernière verse. Il ne convient pas non plus d'éviter les flaques d'eau : seule la douleur doit vous habiter.

» – N'entrez pas dans le palais de l'empereur avec un bâton ou des vêtements de deuil. » - Pour bâtir un édifice, si modeste soit-il, ne coupez pas les arbres qui sont auprès d'une

» - De l'empereur, pour dire qu'il est mort, on dit qu'il est tombé comme la cime d'une montagne. D'un prince, qu'il s'est écroulé avec fracas. D'un grand ministre, qu'il est arrivé au terme de sa carrière. D'un homme parmi d'autres, pour dire qu'il est mort, on dit qu'il est mort. Mais d'un homme mort de vieillesse,

tombe.

on dit qu'il a fini ses jours. » L'exposition chinoise de la halle Saint-Pierre, réalisée avec autant de délicatesse et de beauté que le Li Ki, fait une grande part à la soic. Elle est d'ailleurs intitulée « Soies de Chine ».

La soie a été longtemps une richesse de la Chine. Elle n'était pas seulement la base de multiples vêtements, elle était la matière des bannières, des cordes d'instruments de musique et d'arca, des filets de pêche, des rênes de cheval, da papier, etc. Elle servait aussi de monnaie

Modelée et rythmée par Alain Batifoulier, cette exposition est un labyrinthe enchanté, une fête de couleurs et de lumières. Comme dans chaque exposition du Musée en herbe, nombre d'objets, de jeux, de meubles particuliers, sont préparés pour une information tout à fait « vécue » des enfants.

A la halle Saint-Pierre, les mamans chinoises, mais aussi afri-caines, ou françaises, ou maghrébines, ou autres, qui viennent tout à côté faire leurs achats au marché Saint-Pierre, peuvent laisser leurs enfants sous la conduite d'animateurs. Bonne visite chinoise, et, ensuite, faites de beaux rêves!

MICHEL COURNOT.

* Soies de Chine , halle Saint-Pierre, 2, rue Rozsard, 75018 Paris,

Petit bilan

ORSQU'EN 1975 GII Mijangoe, evec l'appro-bation d'André Essel, restructure les galeries de photo de la FNAC, son intention est claire : donner à voir au plus grand nombre, à Paris et en province, les cauvres produites par une technique qui en même temps qu'un moyen d'expresaion est un art.

Poureulvie depuis 1983 per François Hebel, devenu directeur des Rencontres d'Arles, et aujourd'hui per Laura Serani, qui tui succède en 1985, cette politique grand public, visant à faire dan FNAC un outli de circulation des images, est menée sans souci de rentabilité.

Dans les vingt-deux établisements de France et de Belgique (le vingt-troisième s'ouvrira en avril prochain, à Liège), chaque exposition est montrée en moyenne cinq ou six fois, durant six semaines, ce qui représente une rotation continue de cent soixante expositions par an, dont trente sont des créations. Celles-ci sont entièrement prises en charge (transport, encedrement, assurance, promotion, frais de développement), et il convient d'y ajouter, comme aide au photographe, l'achat d'un ou deux tirages pour la collection, qui contient près de quatre cents œuvres, notemment de Saudek, Hosoe, Capa, Doisneau, Blu-menfeld, Bill Brandt, Michals.

Sans parti pris esthétique, alternant les genres (recherche et document, inconnus et grands noms, création originale et rétrospective), les exposi-tions, présentées en exclusivité,

d'un spectateur qui souvent découvre la photographie. Quoique malaisément chiffrable, la moyenne de fréquentation est de 100000 visiteurs, et 14 % des clients viennent régulièrement pour les expositions. A cette politique intenes de diffuaion, différente de celle des ries, musées et Institutions, il faut ajouter l'aide apportée aux manifestations comme le Mois de la photo, les Rencontres d'Aries, les Journées internationales de la photographie à Montpellier ou Metz pour la photographie. Mais aussi les coéditions (récemment l'Anonyme de Raioh Gibson) et les réalisetions propres comme la acirée € Rock et photo ».

Seul regret : l'édition des coffrets images interrompue après dix-sept numéros en 1985. Quant aux lieux, auxquels on reproche d'être exigue, sans recul et trop passants, peu propices à la contemplation et imposant un alignement des tirages au format standard, ils seront, à l'exemple de la galerie de l'Etoile, originalement réaménagés, un à un, par des differents.

Menée par une équipe réduite de deux personnes et demie, disposant d'un budget global de 1400000 francs, l'action de vulgarisation pratiquée depuis vingt et un ans en faveur de la photographie devrait être consolidée par la création, à l'initiative de Michel Baroin, d'une Fondation FNAC internationale de la communication et de la culture.

— BIBLIOTHÈQUE NATIONALE — 58, RUE DE RICHELIEU, PARIS (2) 47-43-81-10

REMBRANDT

La figuration humaine Tous les jours, de 10 à 19 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures

DU 22 JANVIER AU 3 MAI

MARIE de HOLMSKY

Galerie 80, rue Bonsparte, Paris-6º - 43-29-08-90 Fred ZELLER - Gustave ALAUX jusqu'au 28 février _



John Huston tourne James Joyce

Les Irlandais dans la maison

Une longue et profonde complicité existe entre l'œuvre de James Joyce et John Huston, mais c'est la première fois que le cinéma les réunit. Non loin de Los Angeles, les Gens de Dublin.

ALENCIA, dans la Vallée, à une heure de voiture de Los Angeles, Dans la zone industrielle, le hangar 24843 est devenu une usine de cinéma. En haut, les bureaux de la production; en bas, le plateau. Au centre, une nuée de charpentiers érigent les murs d'une maison bourgeoise de Dublin au début du siècle. Sur le côté, des cloisons, des racks, des tables de camping, des chaises pliantes.

Dans moins d'une heure, ce sers l'allée des loges pour les comédiens, l'atelier de maquillage, celui des costumes. John Huston donne le premier tour de manivelle de son nouveau film, les Morts, d'après une nouvelle de soixante pages de James Joyce, tirée des Gens de Dublin et adaptée par John Huston et son fils Tony, avec, en vedette, Anjelica

Dans une salle du premier étage, les comédiens - blue jeans et polo - répètent un quadrille. Pas à pas, passe par passe. Ils sont tous irlandais, de Donal McCann (qui a joué Godor avec Peter O'Toole) à Kate O'Toole (la fille de), en passant par Anjelica Hus-ton, qui a grandi auprès de son père dans le comté de Galway et parle sans une trace d'accent.

« Gens de Dublin » au programme

Le décor est construit en deux parties : le rez-de-chaussée d'un côté, pratiquement terminé. Une maison bourgeoise, panneaux de bois et tentures, un vestibule, une entrée, un demi-escalier débouchant sur le vide. Raccord avec le décor voisin, représentant le premier étage de la maison. Un demiescalier qui part de nulle part et aboutit au palier, sur lequel donnent la salle de bains (la baignoire et les lavabos sont déjà en place), la salle à manger (la table est dressée mais pas l'argenterie) et le salon-sallé de musique-salle de bal. Sur le côté, une rampe qui tiel: atteint d'emphysème, John Huston se déplace le plus souvent en fauteuil roulant, avec sa bouteille d'oxygène.

lan

v com i d

44 8 000

Space of the Con-

per mage single si

17,20,000 - 1

regar while

Age of the Con-

PH 2 N 11

10 May 188

& Karre

F. 222 F Salter No.

100 8 16 15 24 2 2 1 1 1 1 1 1

getical in the 20 No. 30 1 4 g(x) = g(x) + g(x) = 0

a Lymbol Fre

Meditra Sarris

Charlest Age 3. 40 Carlo

Attigation : WALKED VALUE OF

校 欧新海 生て Parts ...

Carlot Carlot

School 14

Harman and a second

直瘫的扩张

Mountain 1.1 Mary .

etanyan ing P de la la final de Application of the Park

 $(g_{k},g_{k}), k \leq g_{k}(g_{k})^{-\alpha_{k}} \geq$

Arte Comment

Tony Huston a la quarantaine terriblement britannique. Son premier souvenir de cinéma? Gregory Peck unijambiste, accroché à une montagne de caoutchouc blanc, un harpon à la main, une brigade de pompiers qui l'aspergealent de leurs lances d'arrosage, et lui qui plongeait en hurlant le harpon dans le caoutchouc. J'avais trois ans et mon père tournait Moby Dick.

Sa rencontre avec James Joyce ? - Palms Penny Each, que j'avais acheté pour six pence ou I shilling, je ne sais plus, Quand nous avons émigré en Irlande, j'ai convaincu mon père de collectionner les livres anciens, en particulier ceux des auteurs irlandais ; Yates, Synge, O'Casey et Joyce, naturellement. Et puis, j'avais Gens de Dublin au programme du baccalauréat.

La méthode de travail de John Huston est simple. Estimant qu'une bonne partie de la mise en scène consiste à bien choisir ses acteurs, une fois la troupe réunie, il leur laisse dans un premier temps la bride sur le cou. Ils répètent entre eux, donnent leur conception de la scène. Puis Tony et Tommy Shaw, son premier assistant - une trogne à le Hemingway, - la mettent en forme. Dans les décors. Lorsque la scène ou la séquence est bouclée, elle est enfin présentée au maître - qui remettra tout à plat.

Midi. John Huston arrive. Les deux producteurs vont à sa rencontre. Chris Sievernich a produit, ontre autres, le Paris, Texas de Wim Wenders, Wieland Schultz-Keil avait déjà coproduit Au-dessous du voican.

Huston est conduit jusque devant la façade de la maison, qu'il examine attentivement. Les marteaux se sont arrêtés de cogner, tout le monde s'est tu, suspendu à sa décision. La façade est une réplique exacte de celle d'une maison dublinoise qu'il connaît. Les extérieurs à tourner en Irlande concernent cette maison et cette façade. Un temps. Il approuve de la tête.

Les acteurs sont prêts. John

Huston est conduit au pied de

l'escalier, devant la porte de la

cave. Il a vue sur la porte d'entrée, le vestibule, le vestiaire. La scène : l'arrivée des premiers invités. Trois jeunes femmes, deux jeunes gens. La petite bonne les accueille : « Le vestiaire des dames est en haut », et les annonce, puis conduit les hommes, juste à gauche de Huston. « Je vous remercie. » Huston remercie toujours ses acteurs. « Puis-je la revoir, s'il vous tent en place. Les jeunes femmes antrent, la bonne les accueille. « Un instant, s'il vous platt. Queis vêtements porteront-elles ? Des capes ? Elles mettront plus de temps que ça à s'en défaire. Très bien, merci. Continuez, je vous prie. » La petite bonne conduit les hommes vers leur ves-



Tony Huston, John Huston, Apjelica Huston

Les hommes ne remontent jamais? A quel moment sortentils du vestiaire? . Il règle la cadence des sorties et la montée des hommes dans l'escalier. On reprend la scène. Anjelica pose son blouson de duvet sur les genoux de son père.

« C'est typique de ses méthodes, dit-elle. On ne discute jamais avec lui des motivations du personnage. Vous faites votre job, il regarde, il sait son job. C'est un minimaliste. Il met immédiatement le doigt sur ce qui est à saire, et les choses tombent naturellement en place. =

La scène a pris sa bonne allure. Elle sonne juste. • Très bien. Je vous remercie. • John Huston se penche vers le directeur de la photo, Fred Murphy, un tout jeune homme. - Quelle lumière envisagez-vous? - Murphy : - Sombre... pas trop. Il faut que l'on puisse voir. . Murphy propose : « Un rond de lumière dans l'entrée, quelques rayons du bec à gaz de la rue, le reste de la lumière venant du premier étage ». Un temps. « Très bien.

A-t-il dans sa jeunesse comu James Joyce? . Non, mais il a certainement été l'auteur le plus déterminant de ma vie. Ulysse a ouvert les fenêtres, et la lumière est entrée. C'est le premier livre de lui que j'ai lu. Ma mère m'en avait rapporté un exemplaire de la Shakespeare Press de Paris. soit exercée par un Américain : se coucher, je crois », répond le

J'avals vingt et un ans, je venais de me marier... et c'est ma femme qui m'a lu Ulysse à haute voix. L'impact a été énorme. J'ai voulu tout lire de Joyce, Avant et après Ulysse, de Gens de Dublin à Finnegans, dont je ne comprends pas tout mais... ce n'est pas nécessaire de toujours tout compren-Tony. dre. Le style de Gens de Dublin est d'une clarté absolue. Limpide. Les nouvelles de Joyce sont à l'Irlande ce que celles de Tchekhov sont à la Russie. Ça m'étonnerait que Joyce n'ait pas été

Le masque mortuaire de Joyce

influence par Tchekhov. Je crois

bien qu'il le dit lui-même quelque

Le nom de John Huston se trouve déjà associé à celui de James Joyce. L'architecte qui avait restauré sa maison de Galway possédait un terrain sur lequel se trouvait érigée la tour de Martello, dont Joyce parle dans son livre. • C'est l'escalier de la tour que montait Buck Mulligan... J'al d'ailleurs bien connu Olivier Saint John Gogarly, qui était le vrai Mulligan et qui appelait Joyce « le Dante de Dublin. » Huston et l'architecte prennent présidence du comité est offerte à Huston... qui refuse. « Je trouvais

elle devait revenir à un Irlandais. Ce dont ils sont convenus, à leur grand soulagement comme au mien. Mais, pour me remercier du rôle que j'avais joué dans la création de ce musée, ils m'ont offert le deuxième moulage du masque mortuaire de Joyce. Une pièce rarissime, que j'ai donnée à

Le lendemain, John Huston est là très tôt. Les costumes sont arrivés, les acteurs s'habillent sous le regard acéré de Dorothy Jeakins, une amie d'Alexandre Trauner, créatrice des costumes sur douze films de Huston. Des tenues somptueuses, sorties des musées ou des greniers, dont un corsage tout en dentelle. Il appartient à Dorothy Jeakins, elle le portait il y a plus de cinquante uns, quand elle était jeune fille, elle ne l'avait jamais ressorti. De même, le décorateur prêtera au film sa maison de poupée victorienne. Une pièce unique.

Huston passe tout le monde en revue. Aucun détail ne lui échappe. « Les gants me semblent une fausse note. - « Trop rugueux -, murmure Dorothy Jeakins. Exeunt les gants. - Quelle coiffure envisagez-vous pour Lili, la petite bonne? » Le coiffeur se précipite : « Peut-être un nœud à l'arrière des cheveux? » Huston réfléchit. « Des j'al dit oui. Tout de suite. » nattes? Portait-on des nattes à inconvenant que cette présidence l'époque? « Uniquement pour chain.

coiffeur... mais il va verifier. Tommy Shaw passe : - Alors? Les tresses ? - Huston : - Ce n'est pas encore sur. . Le coiffeur revient ; pas de tresses. Huston réfléchit : - Un chignon serré et une petite frange friseiée comme celle qui dépasserait d'un bonnet? .

Plus tard, au premier étage, dans la salle de bal. John Huston examine attentivement le décor. Il aimerait ajouter une dimension supplémentaire à la scène : peutêtre des souvenirs, des bibelots. sur lesquels la caméra s'attarderait pendant une des séquences de piano. Il échange quelques souvenirs d'Irlande avec Maric Kean, qui jouait la mère de Barry Lyn-

Tous deux ont bien connu Nora Fitzgerald et John, qui tenait le Red Bank, ce pub où, par tradi-tion, les pères emmenaient leurs fils pour leur apprendre à manger des huîtres. Le Red Bank a aujourd'hui disparu, remplace par une eglise (!), mais Marie Kean a assisté au dernier banquet – qui a daré deux jours.

Deux bouteilles de porto en cadeau

Huston lui raconte un des plus beaux cadeaux qu'il ait jamais reçus : deux bouteilles de porto. Il en avait offert un fut à un de ses amis pour célébrer la naissance de son premier garçon (c'est la tradition). Cet ami a eu des revers de fortune, il a du vendre peu à peu le porto — ce qui a payé toute la scolarité du fils, qui fait le voyage pour offrir les deux dernières bouteilles à Huston.

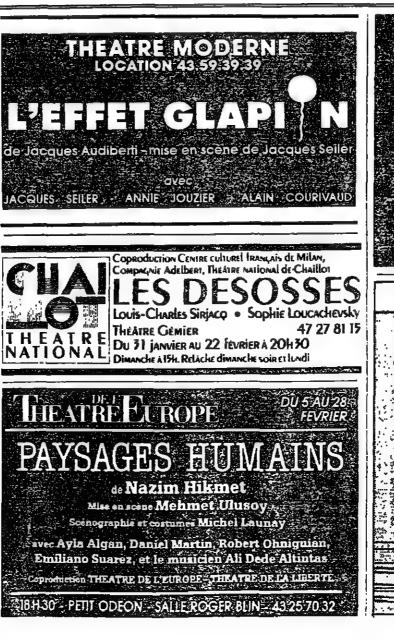
Dans un recoin, le metteur en scène Karel Reisz (la Maitresse du lieutenant français) observe. Sa présence est exigee par les compagnies d'assurances qui, inquiètes de l'état de santé de Huston, n'ont accepté d'assurer le film que si un metteur en scène de renom était là, prêt à prendre la relève et à finir le film.

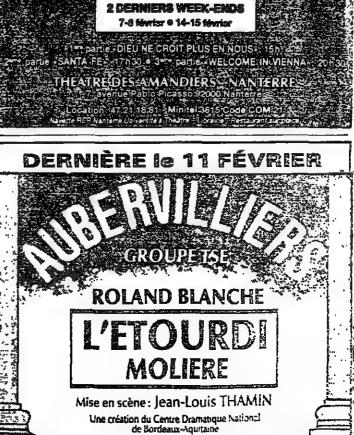
Pourquoi donc John Huston a-t-il attendu si longtemps pour porter au cinéma une œuvre de Joyce? - Il y a longtemps que je voulais tirer un film des Morts. Mais ce n'est pas véritablement une opération commerciale. S'ils gagnent de l'argent, tant mieux, mais ils le font par amour. Quand Wieland Schultz-Keil m'a contacté pour tourner les Morts,

Le film sera prêt en mai pro-

HENRI BÉHAR.



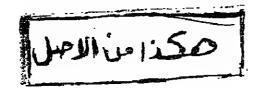




THEATRE DE LA COMMUNE

Location: 48.34.67.67 et FNAC

VIENNE POUR VEMOIRE



Le film de David Cronenberg, de loin le plus fascinant du Festival d'Avoriaz...

(F Forestier)

... Qualité du jeu, justesse de la mise en scène. Le résultat vole haut.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

FLORA DANICA

ARMAND

DARKOUM

RELAIS BELLMAN

37, rue François-l=, 8

DOUCET EST

CRACOVIA

YVONNE

EL PICADOR

BABOTCHKA

LE JOCKEY

CHEZ FRANÇOISE

9, rue Belidor. 17

13, rue de Bassano, 16º

80, bd des Batignolles, 17º

RIVE GAUCHE .

LE MAHARAJAH 43-5 72, boulevard Saint-Germain, 5

AU PETIT RICHE 47-70-68-68/47-70-86-50

Restaurant de la TRINITÉ 45-26-30-08

l, r. de la Trinité, 🦫 (angle 7, r. Blanche)

8, rue du 8-Mai-1945, 10 Tous les jours

AUX DEUX CANARDS 47-70-03-23 8, rus Faubourg-Poissonnière, 10

33, av. Philippe-Augusts, 11° Me Nation CLOSERIE SARLADAISE Ts les jours 94 hd Didarot. 12° 43-46-88-07

ANNICE & FRANCIS VALLOT = SANTENAV

LE REST. ALSSA 45-48-07-22 devient LA BONNE TABLE DE FES

Aérogare des Invalides, 7 F. dim. soir et landi

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre je dimanche (42-77-)2-331. 7-12-33). JAPON DES AVANT-GARDES 1910-

1970. Architecture, design, um appliquis, arts du graphisme et de l'affiche. Grando galerie, 5 étage. Jusqu'au 2 mars.

KOTOBA. Parolles et ferturas japonaises, Grand Foyer. Jusqu'au 9 février. JULIAN SCHNABEL, RICHARD BAQUE, MARCEL ODENBACH, Galeries contemporaines du MNAM. Jusqu'an 22 mars.

NONCOS THE December 1996 3 1936. Salle d'ant graphique (4º étage), husqu'au 22 mars.

43-59-20-41

42-96-83-76

47-23-54-42

F. sam., dim.

42-06-40-63

43-70-36-72

47-20-98-15

43-87-28-87

45-72-60-76

46-34-23-00

ALSACE A PARIS 43-26-89-36

pl. Saint-André-des-Arts, 6. Salons, CHOUCROUTES. Grillades. POISSONS.

stations d'huitres et comillages

47-05-49-03

F. dim.

F. lundi, mardi

F. mardi

6, rue Beaujolais, 1= F. sam. midi et dim.

LE JAGUAR DE DARTWOOD. Atcher des enfants, Rez-de-chaussée.

LE VESTEUR ET SON DOUBLE Salle
d'actualité BPI et Centre d'information CCL d'actuaine BPI et Centre à dictimaine CCI Jusqu'au 16 mars. LE CENTRE POMPIDOU, UNE ARCHITECTURE QUI S'EXPOSE Gale-rie du Ferum, Rea-de-chaussée. Jusqu'au 16 mars.

16 mars.

HISTOIRE D'IMAGES. Use sélection de la production graphique du Centre depuis dix aux. Galerie des Brèves CCL Jusqu'an

Musées. LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SIÈ-CLE DES LUMIÈRES, Grand Palais, Gale-

a Ambianca mesicale a Orchestre - P.M.R. : priz moyea du repas - J., H. : ouvert jusqu'i... beures

DINERS AVANT SPECTACLE

DINERS

VOTRE TABLE

19 1 & 22 h. Vue agréside est le jardin. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. Hors-d'auvir-dancie. FESTIVAL DE SAUMON, CANARD SALÉ, MIGNON DE RENNE.

Dans une ancienne et belle cave voûtée du XVII^a a., la mer livre ses trésons : poissons finn, turbot, bur, homard... Gibier. Menu 120 F. Accueil j. I h du matin. Recomm. per Ganit et Millan. Tél. 42-60-05-11.

Spécialités MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MÉCHOUL Cadre

Jusqu'il 22 h 30, Cadro élégant et confortable. Sallo climatisée, Cuisine française traditions

Les RAVIOLES DU ROYANS. Sole aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON, Gâteau du jour.

Son étounant menu à 100 F s.n.c. Vin de Loire. Décor 1880. Salon de 6 à 30 personnes. Déjeuners, diners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.

Spécialités foie gras, saumon cru mariné, filet mignon Renaissance et sa belle carte « CORDON BLEU 85 ». Salle pour repas d'affaires. Cadre fieuri. Diner aux chandelles.

J. 24 h. Ambiance sympathique. Brasserie, menus 60,95 F et 91,40 F s.c. et carte. Restaurant gastronomique au 1 ... Spec. : POISSONS, choucroute, FOIE GRAS frais maison.

Ouv. dim. midi. F/dim. seiz, de 12 à 14 h et 19 à 23 h : coin. française de tradition MENU DÉGUSTATION (20 F. Une authenticité et un rapport qualité-prix sédements. 1^{er} regunarant non frameur de Paris. Paris. 2, rue Honterriffe.

Spécialités polonaises et alaves. Ouvert tous les soirs sauf dimanche. Ambisace avenusiciens.

SPECIALITÉS DU PERIGORD Déjeuners d'affaires - Diners - Salou pour groupes

VIEILLE CUISINE FRANÇAISE, HUITRES. Spéc. de POISSONS, Plats régionaux. Carte 150 à 200 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche.

Déj., diner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuela, gambos, bacalao, calamares tinta. Environ 150 F. Formule à 79,80 F a.n.c. avec spécialités.

LE NOUVEAU RESTAURANT RUSSE

de la porte des Terres (entre les hôtels Méridien et Concorde)

A trois pas de l'Etoile, dans leur décor Napoléon UI. Salon particulier. Spécialités de poissons. Vins de propriétaires. Diner aux chandelles. F. dim soir et lundi.

J. 23 h 30. Spéc. INDIENNES, PAKISTANAISES : Biriani, Tandoori. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paria, «GRILL D'OR 86» de la gastronomie indienne.

Au 5, rue Sainte-Beuve, 6. MÊME DIRECTION, MÊME CUISINIÈRE DEPUIS 1963. Pastilla, couscons-beurre, tagines. Réserv. à partir de 17 h. F. dim.-lundi. C.B. Déjeuner, diner. Tous les jours jusqu'à 2 heures du matin. Fois gras. Poisson, Hultres toute l'année. Plats traditionnels. PARKING en sous-sol (sortie rue de Chevreuse.)

Tonjours son MENU PARLEMENTAIRE à 95 F s.a.e. et au diaer MENU exceptionnel à 170 F. Vin et service compris Parking assuré devant le restourant : face su of 2, rue Faber.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 à 30. Ouven dimanche. Fermé landi.

CHARLITT, « ROI DES COODELLAGES »

12, place de Clicby - 48-74-49-64
Accueil jusqu'à 1 h de matin
GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE
DANS CE RESTAURANT VOUÉ A TOUTES LES
SPÉCIALITÉS DE LA MER. L'UNE DES
MEILLEURES BOUILLANAIRSSES DE FARIS.

typique et raffiné. Déj. d'affaires et diners. Accueil jusqu'à 23 h 30.

ries nationales, av. Winston-Churchill (42-89-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. mercredi jusqu'à 22 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 9 février. LE TROISIÈME CEIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies cu relief. Grand Palais, avenne Winston-Churchill. Sauf mardi et mercredi. Tij. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai. JEUNE PEINTURE. 38º Salon. Grand Palais. Avenue Winston-Churchill (42-56-45-06). Tous les jours de 10 h à 19 h. Entrée: 22 F. Jusqu'au 22 février. LES DOSSIERS DU MUSÉE

LES DOSSIERS DU MUSÉE

DOSSAY. La vie de bohème ; L'ouverture de l'Opéra ; La carrière de l'architecte an dis-neuvième siècle ; L'industrie Thomet : Les journalistes au dix-neuvième siècle ; Stars et, monstres sacrés ; Autour d'une aculpture de

RIVE DROITE

Maillol Musée d'Oessy, 1, rue de Bellechasse (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h 30 à 18 h; le jetuli, noctume jusqu'à 21 h 45; le diman-che de 9 h à 18 h. Entrée 21 F.

مكذا من الاصل

che de 9 h à 18 h. Éntrée 21 F.

LPS MACHINES SINGULIÈRES DE
PIERRE ANDRES. Jusqu'au 26 avril. ART
ET CREATION TEXTILE. Jusqu'au
1" mars. RÉTROSPECTIVE ARP (18861966). Jusqu'au 8 février. Musée d'art
moderne de la Ville de Paria, 11, avenue du
Président-Wilson (47-23-61-27). Sant handi,
de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30.
Entrée: 15 F.

Entrée: 15 F.

LOTHAR BAUMGARTEN, PHILIPPE
CAZAL, RICHARD TUTTLE, ARC.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir
ci-dessus). Iusqu'au 8 février.

L'ARCHE DE NOÉ, Jusqu'au 3 mars;
12S ACQUISITIONS DES XVIII^e et
XIX^e sécles, Jusqu'au 22 mars; Musée des
arts décoraitis, 107, rue de Rivoñ (42-6032-14). Sanf hindi et mardi, de 12 h 30 à
18 h; dimanche de 11 h à 18 h.

DONIGAN CILMAUNG. Jusqu'au

DONIGAN CUMMING. Jasqu'au
mars. LES COMMUNS DES MORTELS, photographies de William Klein.
Jusqu'au Z mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du
Président-Wilson, tij., sanf le mardi de 9 h 45
a 17 h 15 A 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. Créateur textile.

Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli
(42-60-32-14). Jusqu'au 1= mars.

LES ORS HELLENISTIQUES DE
TARENTE. Musée Jacquemart-André,
153, boulevard Haussmann (42-89-04-91).

Sauf landi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au
13 février.

J PARIS-TOKYO-SECRAM. Housinge à Joseph Hackts (1886-1941). Musée Grimet, j, place d'Iéva (47-23-61-65). Sauf le mardi, je 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45.

Jusqu'an 2 mars.

L'ILLUSTRATION, UN SIÈCLE DE.

VIE PARISIENNE, Musée Carnavalet,
23, rue de Sérigaé (42-72-21-13). San' le
lendi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'an 26 avril.

GAUMONT S'AFFICHE. 99 ses d'affiches de claéma. Conciergerie, 1, quai de
l'Horloge (42-74-22-22). Jusqu'an 3 mars.

DESSINS DE RODIN. A l'occasion de la
présentation du troisième volume de l'inventaire. Musée Rodin. 77, rue de Verenne (4705-01-34). Jusqu'au 16 mars.

COTÉ FEMMES. Musée de l'homme.
Palais de Chaellot (45-53-70-60). Sauf mardi
de 9 h 45 à 17 h 15. Emrée 16 F. Jusqu'au
15 l'évrier.

15 lévrier.

CENT CINQUANTE ANS DE RESTAURATION EN PICARDIE. Musée des monaments français. Palais de Cavillot, place du Trocadéro (42-27-35-75). Seuf le mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 16 marti.

FRANCOIS DESPATIN et CHRIS-TIAN GOBELL Jusqu'au 24 janvier, Biblio-thèque nationale. Galerie Calbert, 2, rue vivierne; REMERANDT, les étapes de la création. Jusqu'au 3 mai. Galerie Mazarine et Mansart. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures; le mercredi jusqu'à 22 heures. Entrée: 22 F.

ALPHABETS. Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf dimenche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

LA TÊLÊ A CINQUANTE ANS. Jupqu'au 15 man. LES ALLUMOS DE LA TELÊ. Jusqu'au 22 février. Sauf kundi, de 11 h 30 à 19 h 30; mardi jusqu'à 21 beures, Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corestio-Carlos (42-78-70-00).

LE TRÉSOR DE GARONNE. IP siècle après Jésse-Christ. Des monssies dans la Grave. Hôtel de la Monssie, 11 quai Costi (43-29-12-48). Sauf dimanche, de 11 houres à

HERMES. Musée de la Publicitá, 18, rus de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'an 23 mars.

AUGUSTE SANDER. Autoportrait de l'ABenagne. Pavillon des Arts, 101, rue Rambutean (42-33-82-50). Jusqu'an 8 l'évrier.

Centres culturels

MOBILIER MINIATURE-OBJETS DE MORILIER MINIATURE-OBJETS DE MATRISE XVI-XX°. Le Louvre des antiquaires, 2. place du Palais-Royal (42-97-27-00). Jusqu'an 1º mars.

OUVERTURE. Un musée d'art construparais as château de Rivoli (Tarin). Hall du CNAP, 27, avenue de l'Opéra. Du lundi su vendredi, du 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 mars.

15 mars.
JUDITH BARTOLANI; HÉLÈNE
DELPRAT; LUC LE GROUMELLEC.
Hôtel de Ville de Paris. Salle Saint-Jean. Sanf
le hundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 15 mars.
SIMPLICESSIMUS. 160 colore de
transfer 1918-1933. Jusqu'au 10 février. Contre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (4723-61-21).

ÉRIC GRATE, Sculptures et dessint; TAGE HEDQVIST, peintures et colleges.

Centre culturel suédois. Hôtel de Marle, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Jusqu'an 19 février. JOSEF FELIX MULLER. Centre cultus

JUSEF FELIX MULLER. Cestre culturel suisse, 32-34, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 22 février.

QUATRE AMÉRICAINS A LA
MANUFACTURE LE SEVRES Américan
Center, 261, boulevard Raspail (43-35-21-50).

Du lundi au samedi de 12 heures à 19 heures.

Transman 21 mars. ou'au 21 mats.

Jusqu'au 21 mars.

RÉALITÉ ET FANTAISIE DANS LA
PENTURE NAPOLITAINE DU XVIIAU XIX SIÈCLE Institut celturel italica,
50, rue de Varenne. Sauf dimanche, de 10 h à
13 h et de 15 h 30 à 19 h. Sam, de 10 h à 13 h.
Jusqu'au 21 février.

CECI N°EST PAS UN CARRÉ BLANC.

Centre national des arts plastiques. 17, rue Berryer (45-63-90-55). Sauf mardi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'an 22 février. NÉGRIPUB. L'image des Noirs dans la publiché depuis un siècle. Bibliothèque For-ney, hôrel de Sens, 1, rue du Figuist (42-78-14-60). Sauf dimanche et hadi, de 13 h 30 h 20 heures. Entrée: 10 F. Jusqu'au 28 mans.

Galeries

LES SOURCES JAPONAISES DE L'ART OCCIDENTAL Galerie Janetta Ostier, 26, place des Vosges (48-87-28-57). Jusqu'au 28 février.

ARIE POVERA. 1965-1971. Galerie Liferie et Michel Durand-Dessert. 3, rue des Haudriettes (42-77-63-60). Jusqu'au DIX PHOTOGRAPHES AMÉRICAINS CONTEMPORAINS. Galerie Zabriakie, 37. rue Quincampoix (43-73-35-47). Jusqu'au

POÈMES A VOIR (Jasa Tardisa, Pierre Alechinsky). Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'an 15 février. LETTRISME: Les débuts (1944-1966). Galerie Rambert, 4, rue des Beaux-Aris (43-29-34-90). Jusqu'an 14 février.

EXPOSITION DE GROUPE pour le 9 anniversaire de la galerie. Gelerie Alain Ondin, 28, boulevard de Sébastopol (42-71-83-65). Jusqu'an 21 février.

LE NOIR EST UNE COULEUR. (Arp. Dewane, Hartung, etc.). Galerie Lahamière, 38, boulevard de Courcelles (47-63-03-85). Jusqu'au 31 men.
FONTANA, HARTUNG, MATTA.
Gelerie Di Meo. 5, rue des Besux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 28 février.

VALERIE POCOCE, FOUAD BELLA-MINIE. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jimqu'su 2) févoier.

UNION DES ARTISTES MODERNES. UNION DES AKUSTES PRODERNES.
Osvrage d'Aricus Barré-Despond. Galeria
VIA, I, rue Sainto-Opportune (42-33-14-33).
A PROPOS DE DESSIN. Bossnard,
étudet et carnets; Choix de dessins de dinbut; jusqua artistas. Galerie Adrien Maethe,
42-46, rus du Bao (45-48-45-15). Jusqu'an
10 mans.

ALANTAR. Pulatures, gravares. Galexia Passage. 1, passage des Ménétriers (Quartier de l'Horloge) (42-77-92-33). Du 6 février au

ALSEN. Galerie Pierre Penzi, 76, roz. Vieille-du-Tempia (42-77-44-24). Jusqu'au 20 février.

ARCANGELO. Galerie Maeght Lelong. 14, rue de Téhéran. Jusqu'an 21 fevrier. 4, rue de Téneran. Junqu au al sorrie. MICHAEL BASTOW, Galerie Jean France. 23-25, rue Guénégand (43-26-

Corentin-Carlon (42-73-70-00).

CRÈCHES ET TEADITIONS DE NOEL. Musée national des arts et traditions populaires, é, avenue du Mahatuna-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mandi de 10 h à 17 h 15. Entrée: 11 F (9 F le dimanche, l'expession seulement). Jusqu'un 16 février.

SIX PEINTRES TUNISIENS CONTEMPORAINS. Musée des arts africaises et ocioniers, 233, avenue Desmessai (43-43-14-54). Sauf marti, de 9 h 45 à 12 heura et de 13 h 30 à 17 h 20, Jusqu'un 23 mars.

MRCHAEL BASTOW, Galeria Jean Brimse.

BRGOT. L'expérience de la modification.

Galeria Convergence Paris. 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'un 16 février.

LOUIS CANE. Graveure at des la modification.

Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'un 14 mars.

ENNST CARAMELLE Geologie Bame, 40, rue Quincampok (42-77-38-87). Jusqu'an 23 mars.

CHRISTOPHE CARTIER Pelacere. Galerie Efté, 7, rue de Bourgogne (45-51-45-89). Jusqu'an 6 mars.

LE GOUIC. Galerio Charley Chevaller, 27, no de la Farrannecie (45-08-58-63). Jusqu'au 28 février. GRATALOUP, Levignes Bestille, 27, res Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au

PAUL-ARMAND GETTE Galerie Chire Burns, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90), Jusqu'an 27 février. MORIS GONTARD, Galerie Erval, 16, rue de Scine (43-54-73-49). Jusqu'an 21 février. ROBERT GRONONINE Culture Resundan Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 14 février.

JEAN-PAUL JAPPÉ. Peintures, Galeria Bellina, 28 bts, boulovard Schessopol (42-78-01-91). Jusqu'an 21 février,

JEAN-LOUIS KOLR Printers recesses. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 15 février.

JOSEPH KOSUTH. Galerie Crossel-Finnscant, 5 bis, rue des Handrichtes (48-87-60-81). Jusqu'au 12 février. JEAN-MARKE KRAUTH, Galerie Barra, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'an

TED EURAHARA Galarie Leit Snille, 37, rue de Cheroma (48-07-24-78). Jusqu'en

WILFREDO LAML Galerie Marght Lelong, 13, rue de Tébéran. Insqu'au ROBERT MALAVAL Blam Galerie, \$2-54, roe du Temple (42-72-39-84).

HENRI MATESSE. Galerie de France, 52, roe de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 22 Germet. V 3 -- 0

The same

و المنطق المالية المالية

The second second

10 m 19 mg

بهوانيك

12 12 يانية: - المستجيدية التي تانيدايي

17年の大学

A 28 - 1864

1 - 1275 197

organisation and the second

The second second

and the second

Andrewson Company

一次的一个 计图像编辑

مهجه آميش ميد. او داد دود. پروانه کانو او هو آمرا

and department

a saga . Tag

nggigarata 1995

at partition of

#1.44 mm 144

神学本科

`--^- - - -

م کشمشان

•

Section 2

. No 1966

MICHAUX. Galerie Patrice Trigano, 4 bG, rae des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'an 28 février.

JUDY MILNER. Sculptures. Galerie Samia Sacuma, 2, impasse des Bourdomais (42:36-44-56). Jusqu'an 7 marz.

JEAN LE MOAL. Densins, peintures et grammes. Galerie Galarte, 13, rue Mazarine (43:25-90-84). Du 5 au 28 février.

ANNE MOREAU. Gelerie Jacob. 28, rae Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 7 mars. EACEM NOUA. Gelerie Lacies Dutand, 19, rue Mazarino. Jusqu'au 15 févriez.

PIERRE PAPALCEZOS Sadponno. Galerie Sculptures, 11, rue Viscouti (46-34-13-75). Jusqu'au 28 févrior. ANDREAS PFEIFFER. Galerie Gulharodulla 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 28 février.

32-10). Jusqu'an 28 février.

HAN-PHIDRE PHOEMIN. Commes,
Galerie Bean Lézard, 7, rue Pecquay (42-7772-77). Jusqu'an 21 février. L'ausée de l'Inde,
Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (4275-38-00). Jusqu'an 28 février.

SEECE PLACKOL Calorie Feure Lescot, 153, rue Saine-Martin (48-87-81-71).
Jusqu'an 14 mars.

ROLAND SABATTER, Galerie Michel

Broomhead, 46, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'en au 14 février. JULIEN SCHNABEL, Colerie Your Lambert, 108, rue Vicillo-de-Temple (42-71-09-33), Jusqu'an 19 février. SULBERMANN, Calerie Cinute Samuel,

18, place des Vosges (42-77-16-77) et Galerie Gilbert Brownsman et Cr. 17, ner Sales Gilber (42-78-43-21). Jusqu'an 28 février. ATSUKO TANAKA. Galerie Studler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 7 mars.

THIBALG.T - Prologue ». Galerie Polaria, 5, rue Michel-Le-Comme (42-72-21-27). squ'as 21 février. TIROUFLET. Galerie Jean Peyrole, 14, rue de Sévigné (42-77-74-99). Jusqu'an 28 février.

THIERRY SIGG, Galerie Dorthan Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 28 février.

28 février.

JAMES TURRELL. Gelerie Yvon Lambert. 5. rue du Gronien-Saint-Lagare (42-71-04-25). Jusqu'au 19 février.

FLORENCE VALAY. Sculptures. Gulerie Regards, 11. rue des Bianco-Mannenux (42-77-19-61). Jusqu'au 28 février.

BRAM VAN VELDE. Littographies. Galerie Mario Paccard, 3. rue Jacques-Callot (40-46-03-08). Jusqu'au 28 février.

DIFFER WETES. Galerie Montecom.

PIERRE WEISS, Galerie Mostenay-Delsol, 31, rue Maturine (43-54-65-30). Du 5 an 28 février,

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Le bois gravi en Chine et en Occident. Contre cultu-rel. 22, rue de la Belle-Feuille. Jusqu'au. 29 mars.

CHELLES. Méroriogies « romantinearitime siècle « romantique ». Foyer du Centre régional d'animation entrarelle, place des Martyrs-de-Châteaubrians.

LA DEFENSE. Un siècle de réclames al-mentaires. Calerie de l'Espinande. Entrée ibre. Jusqu'au 22 mars. Samouret, l'Art guerrier de Japon. Galerie Art 4. Patrimoire du Monde (49-00-15-96). qu'an 10 avril.

FRESNES. Mémaires de 34. Econosio. 41, rue Maurico-Ténine (46-68-08-05). Entrês rite. Jusqu'au 6 avril.

JOUY-EN-JOSAS, Deminique Gauthler, Jiedene Mazzerat, Steren Politick, Jean-Philippe Auband, Paul Collins, Footstion Cartier pour l'art contemporain, 3, roe de la Manufacture (39-56-46-46). Jusqu'au 20 Comité LEVALIOIS-PERRET. La publiché par Phange d'Epinal. Hôtel do Ville, 46 ter, rus Gabriel-Péri (47-31-11-35). Jusqu'au

MONTROUGE. Le deseiu minit à Hol-lywood. Originanz de densins, caprissea, cellos... Bibliothèque, 32, rus Gabriel-Péri. MONTREUIL BREYTEN, RAIN

tire. Bibliothèque municipale R. Desnos Jar-dins de l'Hôtel de Ville. Jusqu'au 27 février. dins de l'Hôtel de Ville, Jusqu'au 27 février, PONTOISSE. Hommange à Serge Chart-choma. Patchworth d'aujourd'ind. Jusqu'au 22 février. Musée de Punioise, 4, rue Lerner-cier (30-38-02-40); Harribhement ressemblant (Les Officiels vas par Anché Minhanat). Musée Pissarra, 17, rue du Château (30-32-06-75). Jusqu'au 28 février.

SAINT-DENIS. Despisara. Musée d'art et d'histoire, 22, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). Jusqu'au 26 avril.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. La Logundae d'arent l'Histoire. Jusqu'au 23 février.

nune d'irent l'Histoire, Jusqu'au 23 février. Les chanceurs de la Préhistoire en Picardie. Musée des antiquités nationales (34-51-

53-65). Jusqu'an 2 mars.

Vous y dégusterez des fruits de mer de toute première fraîcheur. La brasserie du Tout-Paris.

6. rue Coquillière - 42-36-11-75
-LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES Un monument panisgruélique de la vie nocturne parisieune. Hnîtres et fruits de mer toute l'amée. **OUVERTS MÊME LE JOUR** LE GRAND CAFÉ CAPUCINES

LES RESTAURANTS DE LA NUIT

SOUPERS APRÈS MINUIT

AU PIED DE COCHON 4, bd des Capucines - 47-42-75-77
- LE RESTAURANT DE LA MER DE L'UPERA »
La Inicheur des poissons. La Înesse des cuissons.
Magnifique banc d'huitres.
EPOUSTOUPLANT DÉCOR 1900.

LA MAISON D'ALSACE Champs-Elysées - 43-59-44-24
AMBASSADE GASTRONOMOGIE D'ALSACE

AUJOURD'HUI



SORTIE NATIONALE 4 FÉVRIER

UN FILM DE DENYS ARCAND

PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE (Festival de Cannes 1986) PRIX DE LA PRESSE ITALIENNE (Festiva! de Taormina) PRIX CINÉMA GEORGES BRASSENS

(Festival de Sete)

SÉLECTION OFFICIELLE (Festival de New York)

SELECTION CANADIENNE NOMINÉ POUR LES OSCARS 87 DU MEILLEUR FILM EN LANGUE ETRANGERE

PRIX DU MEILLEUR FILM CANADIEN (Festival des festivals, Toranto) PRIX DU FILM LE PLUS POPULAIRE (Festival des festivals: Toronto)

MEILLEUR FILM ETRANGER 1986 (Association de la critique new-yorkaise)

NOMINATIONS

CÉSARS 87

AUX

THEATRE

MART MARKANAL BASE COMMANDAL STREET, S

The Board State of St

M. Single Complete Labor Labor

Market State State

Maria Maria Caraba Sarah Anggara Maria Caraba Sarah Anggara Maria Caraba Sarah

THE PERSON NAMED IN THE PARTY OF THE PARTY O

AND RESERVED

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LES DÉSOSSÉS, Chaillot (47-27-81-15) (lnn.), 20 h 30 ; dim. 15 h. LA CERISAIE, Odéon (43-25-70-32) (lun.), 20 h 30; dim. 15 h (4). PAYSAGES HUMAINS, Petit Odéon (43-25-70-32) (mer., lm.), 18 h 30

ADORABLE JULIA, Arts Hébertot (43-87-23-23) (dim. soir, len.) 21 h; dim. 15 h et 18 h 30 (5). LA FEMME SAUVAGE, La Bruyère (48-74-76-99) (dim. soir, lam.), 21 h; dim. 15 h.

. .

٠.

...,

• • • • •

*1, *1,

 $\tau \leftarrow \omega_{A} \tau$

IE RÉCENT, Théatre de la Ville (43-74-22-77) de vendredi à mardi, 20 h 45 ; dim. à 14 h 30 (6). CEST ENCORE MIEUX L'APRÈS.
MIDI, Théâtre des Variétés (42-3309-92) (dim. soir, hm.), 20 h 30;
sam. 18 h 30 et 21 h 30; dim. à
15 h 30 (6).

HORS PARIS CRÉTEIL, Maison des Arts (48-99-90-50) : les 6, 7, 10 à 20 h'30 ; le 8 à 15 h 30 : Tunnels. NANTERRE, Th. des Amandiers (47-21-18-81). (dim. soir, hm.), 21 h; dim. 17 h : Dens in solitude des chames de codes

SAINT-DENIS, Th. O.-Philipe (42-33-17-17) (jez. dim. soir), 20 h 30; dim. 16 h; Les essorceife; salle II; les 6, 9, 10 à 18 h 30; le 7 à 18 h 30 et 23 h; Les grenouilles 1987.

Les salles subventionnées

Les jours de réliche sont indiquée entre OPÉRA (47-42-57-50), jeu. à-19 h 30; sem. à-14 h 30 + 20 h 30 : Bellet Van Dantzig Belenchine; vec. + mar. à 19 h 30 : Elektra (Dir. musicals :

SALLE FAVART (42-96-06-11), jen. + ven, à 19 h 30 : Atys ; Baffet : mer. à 19 h 30 : Bal à la cour de Louis XIV (Dir, musicale : William Christie) ; mar. à 19 h 30 : The Paul Taylor Dance com-pany ; Concert : mam. à 20 h : comest Richard Immus.

COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), mer., sam. à 14 h 30; ven., dinc., mar. à 20 h 30: Turcaret; merc., ian. à 20 h 30; Esther; jeu. à 20 h 30 et dim. à 14 h : la Songe d'une mui d'été; sam. à 20 h 30 : la Parisionne et Venvo! (Dern.).

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Thistire: relâche jusqu'au 11 février; Thistire Gémier: lam. à 20 h 30, dim. à 15 h : les Décossés; lam. à 20 h 30 : Récitations-Couverantions: Poècie : lean Grosjean. ODÉON (43-25-70-32), hm. 20 h 30 : la Cerisale, de Tchakhov + sam. à 18 h : Sergnel Yourski.

PETIT ODÉON (43-25-70-52), mer., han. à 18 h 30 : Payseges humeins, de Nazim Hitmat.
TEP (43-64-80-90), mer., ven., sam., mer.
à 20 h 30; jen. à 19 h; dim. à 15 h : les
Voix intérieures; Cinéma : sam. à
14 h 30 ÷ dim. à 20 h : Tono, apôtre et
marryr, de A. Palermi (v.n.); Macaroei,
d'E. Scola (v.o.).





BEAUBOURG (42-77-12-33) (mar.):

Disc l'écronntres: mer. à 21 h; le
Japon: parole et discoura; jen. à 21 h;
Séminaire: aspects de la pensée au Japon
(la notion de beau Japon); 18 h 30: Le
débat des débats (bilan de dix années de
débats au centre G. Pempidon); von. à
21 h: Séminaire: Aspects de la pensée
au Japon (la langue et la société japonaises); sam. à 19 h: Shiki, le poète et
Séseki, le ronancier; 21 h; Paroles sur le
ville: expression urbeine au Japon; dim. Scient, le romancer; 21 h; Paroles sur le ville: expression urbeine au Japon; dim. à 17 h; 24 M3 de silence; lun. à 18 h 30: Introduction au Japon des avant-gardes; 21 h; Littéraure arabe traduite (littérature populaire); 18 h; Création-graphisme et les institutions publiques; Cinéma/vidéo: men: Cinéma et littérature. Cinéma/1900 : mer. : Lineann et mirra-bare an Japon : se reporter à la rubrique Cinéma thêque/Cinéma ; Vidée-latoranation : mar. : à 13 h : Le bébé est une personne, de B. Martino ; à 16 h : Les une personne, de B. Martino; à 16 h: Les animaux malades de l'homme, de F. Enderin; 19 h: de la sainteté, de J.M. Berzosa; Vidéo-Masiques; mar. à 13 h: The Weavers, de J. Brown; à 16 h; les Contes d'Hoffmann, d'Offenbach; 19 h: The Catherine Wbell, de D. Byrne; Concerts/Spectacles: ven. à 20 h; 30: Saburo Teshigawara; sam. à 15 h: Atellers musique et micro-informatique; diun. à 16 h: Saburo Teshigawara; les. à 20 h; 30: Séminaire de composition à l'Ircam; 18 h; 30: Saburo Teshigawara; les. à 20 h; 30: Séminaire de composition à l'Ircam; 18 h; 30: Saburo Teshigawara; les l'Allers MISKAI. DE PARIS (42).

THEATRE MUSICAL DE PARIS (42-

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), mer., jeu., ven., sam. à 20 h 30.; dim. à 15 h : l'Opéra de quat'sous; Concert : lun. à 20 h 30 : S. McNair/H. Schwarz (Mozart).

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), ven., sam., mar. à 20 h 45 : dim. à 14 h 30 : le Régent, de Jean-Christophe Bailly, mise en schne de Georges Lavaudant ; mar. à 18 h 30 : Trovante et C. Paredes (Parugal) ; Théâtre de la Ville am Th. de PEscalier d'or : lm. 20 h 45 : La Prinszus Unische. CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34), lun. à 20 h 30 ; dim, 16 h : Yld-

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), les 4, 5, 6, 10 à 20 h 30 : Musique bouddhiste du temple de Zhihata : le 9 : Musique traditionnelle chinose ; le 7, de 22 h à l'ambe : Musique compleire estima.

Les autres sailes

AMANDIERS (43-66-42-17) (D., L.). 20 is 30: is Divine Coverin NTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.) 20 h 30, som. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Hisroid et Manda. ARCANE (43-38-19-70), mar., sam. 20 h 30: Contes de Maspessant; mer., jen., ven. 20 h 30: la Sonate au clair de hune.

ARTESTIG-ATHEVAINS (43-55-27-10) (mer., D. soir) 21 h, sam, 17 h et 21 h, dim, 17 h : Circuits clandestim.

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23)) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h sc 18 h 30 : Ado-suble Julia (8 partir du 5).

ATELIEZ (46-06-49-24), 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : Adriana Mond. dim. 13 a 30 : Adriens magne.
ATHÉNÉE (47-42-47-27), salis L. Joseph (D. soir, L.), 20 h 30, mar. 19 h : le Désir sous les crimes; salis Ch. Birnet (D. soir, L.), 20 h 30, mar. 18 h 30 : Je l'embrasse, poir le vis.

Tembrane, potr is vis.

BATACLAN (47-00-30-12) (L.) 20 h 30:

Kabaret de la dernière chance.

BOUFFES PARISHENS (42-96-60-24) (D. soir, L.), 21 h, sam. 18 h at 21 h 30, dim. 15 h 30: le Nègre.

CARTOUCHERIE, Th. de la Temples (43-28-36-36) (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h 30: la Dernière Bande; II: (D. soir, L.) 20 h 36, dim. 16 h; Home; Assurium (43-74-99-61), 20 h 30: le Procès de Jesme d'Ara, veuve de Mao Trétomp.

EPÉE DE BOES (48-08-39-74), jou., von., pare. 20 h, dien. 15 h 30 : Callgula. CITÉ INTERNATIONALE (45-89-

38.60), Galerie (D., L., mar.), 20 h 30: le Rafigieuse; le Ressoure (D.), 20 h 30: la Lecen des ténèbres; Grand Théâtre (D.), L. Mar.), 20 h 30: la Nuit des rois. (47-20-08-24) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Clérambard.

Oriendo Furiosa.

COMÉDEE DE PARES (42-81-00-11),

(D., L., 19 h : Mam'redie Julia.

DAUNOU (42-61-69-14) (Mer., D. soir),

20 h 30, dim. à 15 h 30 : Y s-t-il un otage
dens l'immouble?

COMEDE CAUMARTIN (47-42-43-41)
(Mex., D. solr), 21 h, dim. 15 h 30:
Reviens dormir à l'Elysée.
COMEDE ITALIENNE (43-21-22-22)
(D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h 30:
Orlando Furioso.

L.). 20 h 30, dim. 15 h ; Un enfant dans la guerre.

DIX HEURES (42-64-35-90) (L). 20 h 30 : la Magie d'Abdul Alafrez. THEATRE-18 (42-26-47-47) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : SOS. EDOUARD VII (47-42-57-49) (D soir, L.) 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : les Clients.

ESCALIER D'OR (42-74-22-77) (D. soir, L.) 20 h 45, dim. à 14 h 30 : le Princesse ESPACE KIRON (43-73-50-25) (D.). 20 h 30 : l'Arrêt de mort, dern. le 5 ; 22 h 30 : Une femme légère.

ESSAION (42-78-46-42) (D. soir, L.), 19 h. sam. 17 h. dim. 17 h : le Chemin d'Anna Bargeton, dern. le 8 (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h; Lili, dern. le 8. PONTAINE (48-74-74-40) (D soir, L1, 20 h 30, sam, 17 h, dim. 15 h 30: Un men entrad

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-20-60-56) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h:

Benson minute.

GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : Sir Gawain and the Green Keight; 21 h : Master Harold and the boys.

GRAND EDGAR (43-20-90-09) (D.1, 20 h 15 : la Drague: 22 h : la Marise mise à un par sea céibhataires, mème.

GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61) (D., L.), 19 h : le Gaichet: 20 h 30 : Neitre ou ne pas naître.

HUCHETTE (43-26-38-99) (D.) 19 h 30 : la Cantatrice chauve: 20 h 30 : la la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Legon; 21 h 30 : Sports et divertisse-

JARDIN D'HIVER (42-55-74-40) (Mer. soir, D. soir, L.), 21 h; mer. 18 h 30; dim. 16 h: Arromanches. LA SEUYÈRE (48-74-76-99) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : la Femme sauvage, à partir du 5.

LIERRE THEATRE (45-85-55-83) (D. soir, L., Mar.), 20 h 30, dim. 16 h : Electre. LUCERNAIRE (45-44-57-34) (D.), 1: 19 h 30: Baudelaire; 21 h 15: Kou par Kou, — H: 20 h: Thérèse Dosqueyroux; 21 h 45: On répète Bagatelle.

MADELEINE (42-65-07-09) (D. soir, L.), 21 h, sem. 16 h 30, dim. 15 h 30 : Description (42-78-03-53) (D.), 20 h 30 : la

Comédie sans titre.

MARIE-STUART (45-08-17-80) (D. soir,
L.), 20 h 15, dim. 15 h 30: Fool for love;
22 h: Savage love.

MARIGNY (42-55-04-41) (D. soir, L.),
21 h, sam. 18 h, dim. 15 h: la Galipetta. MATHURINS (42-65-90-00) (D. solr, L.), 20 h 45, sam. 18 h st 21 h, dim. 15 h 30 : l'Idiot.

MECHOEL (42-65-35-02) (D. soir, L.) 21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30: Pyjama pour siz. MICHODIÈRE (47-42-95-22) (D. soir), 20 h 30, dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h :

Double Mirre. MOGADOR (42-85-28-80) (D. soir, L.), MOGADOR (42-85-28-80) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : l'Avare, dera. is 8.

MODERNE (48-74-10-75) (D. soir, L.), 21 h, dim. 13 h : l'Effet Glapion.

MONTPARNASSE (43 - 22 - 77 - 74), Grande salle (D. soir, L.), 30 h 45, sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Ce sacré bonheur. Petite salle (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h : Conférence au sommet.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-99) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : les Your d'Agathe, dern. le 8. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) (D. scir, L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mats qui est qui ?

CEUVRE (48-74-42-52) (D. soir), 20 h 45, dim. 15 h : Léopoid is bien-aimé. L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11) (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h 30 : la Pour-PALAIS DES GLACES (46-07-49-93)

(D), 2) h: Une mouche dans la tête. 20 h 45 : l'Amuse-gueule, Rencontres, le 9 à 20 h 30, le 10 à 14 h 30 : De Gaulle... Phonyme des tempétes.

Fhonms des tempètes.

PLAINE (42-50-15-65) (D. soir, L., mar.), 20 h 30, dim. 17 h : Images de Muscolini en hiver. POCHE (45-48-92-97) (D. soir, L.), 21 h, dim: 17 h 15: Amédée ou comment s'en débarrasser (D. soir, L.) 18 h 30, dim 17 h 15: Dernières lettres d'uns mère juive à son fils.

PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20) (D. soir, L., Mar.), 20 h 30, dim. 16 h : Edda Gabler (dern. le 7).

POTINIÈRE (42-61-44-16) (D. soir, L.), 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h : Chat en PANELAGR (42-88-64-44) (D.) 20 h 30: dans l'immouble 7 DÉCHARGEURS (42-36-00-02) (D. soir, Saint Enk Sane.

POSEAU THÉATRE (42-71-30-20) (D.), 19 h : Brèves inquiétudes dans une chaise longue, dern. le 7

SAINT-GEORGES (48-78-63-47) (D. sour, L.), 20 h 45; sam. 19 h + 21 h 30; les Seins de Lola. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h 30 : Voyage au bout de la nuit.

TA! TH. D'ESSA! (42-78-10-79), lun., mar., sam. 20 h 30; dim. 15 h; Antigone; Jeu., ven., 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h: l'Ecume des jours; sam., lun, mar. 20 h 30, Dim. 17 h: Huis clos: mer.

20 h 30 : Maitres et valets. TH. DE L'EURE (45-41-46-54), mer .
jeu., ven., sam 20 h 30 : Visites à la jeune

TH. D'EDGAR (43-22-11-02) (D.). 20 h 15 : les Babas cadres : 22 h, + sam. 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de THL 13 (45-88-16-30) (D soir, L.) 20 h 45, dim. 15 h : Derniers masques.

TH. 14 J.-M.-SERREAU (45-45-49-77) (D. soir, L.1. 20 h 45. drm. 17 h : le Rèves de Loina et Laverdure, dern. le 8. TH. DU LIERRE (45-86-55-83) (D. soir, L., Mar.) 20 h 30, dim. 16 h : Electre. THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39) (D. soir, L.) 20 h 30 : dim. 14 h 30 et 18 h 30 : les Brumes de Manchester.

TH. PARIS-VILLETTE (42-03-0-68) (D. soir, L.), 21 h. dim. 16 h 30: Conversations agrees un enterrement.

TH. DES 50 (43-55-33-88) (D.), 20 h 30:

Parle pas comme ça pu t'lais du mai, dem. le 7. THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88), mar., jeu., sam. 20 h 30 : Antigone, mer., ven. 20 h 30 : Electre.

TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande sulle, le 4 à 20 h 30 : les Salons, les 5, 6, 7, 10 à 20 h 30, le 8 à 15 h : Mon Fanst; Petite salle (D soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : les Enchainés. TOURTOUR (48-87-82-48) (D., L.), 20 h 30 : Babibaum, (D., L.) 18 h 45 : la Fète à E. Guillevic.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40) (D.), 21 h, sam. 18 h : les Taupes giveaux VARIÉTÉS (42-33-09-92) (D. soir, 1.) 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : C'est encore mieuz l'après-midi, (à partir du 6).

Festival d'automne

(42-96-12-27) THEATRE DES BOUFFES DU NORD (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : is Récit de la servante Zerline, à partir du 5. En région parisienne

AUBERVILLIERS, Th. de la Commone (48-34-67-67) (D. soir, L.), 20 h 30, D. 16 h 30: l'Étourdi. ANTONY, Th. F.-Gémier (42-37-31-19), le 7 à 21 h: Furia Andalouse; le 10 à 21 h: l'Éternet mari.

BAGNEUX, Th. V.-Hugo (46-63-10-54) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Coinci-BEZONS, CAC (39-82-20-88), le 6 à

21 h : Chrysamanie.

BOULOGNE-BILLANCOURT, Tali
(46-03-60-44), les 4, 5, 6, 7 à 20 h 45 :
Antigone.

LE BOURGET, CECB (48-38-44-85), le 7 à 21 h : E. Leiann Quartet.

BORIGNY, MC 93 (48-31-11-45) (D., L.), 20 h: Risotto. Salle 2 (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h: Paysage sous surveil-lance CERGY-PONTOISE, Th. des Arts (30-30-33-33), le 10 à 21 h ; la Cité invisible.

CHATILLON, Th. (46-57-22-11), is 10 à 21 h; le Compagnie de la Grenetia.

CHEVILLY-LARUE, CC (46-86-54-48), le 8 à 16 h; Clown Kompanie. le 8 à 16 h ; Clown Kompanie. CHOISY, Th. P.-Eksard (48-90-89-79), les 7, 8 à 17 h et 20 h 30 : Cirque de bar-

CLAMART, CCJ Arp (46-45-11-87), is 4 à 20 h 30 : R. Devos. COMBS-LA-VILLE, CAC (64-88-69-11), le 7 à 20 h 45 : Antiquités !!.

COLOMBES, MJC (47-82-42-70), le 8 à 17 h 30 : le Trouvère. CORBEIL-ESSONNES, CAC P.-Neruda (40-89-00-72), les 5, 6 et 7 à 20 h 45 : les

CRÉTEIL, Maison des arts (48-99-90-50), Les 6, 7, 10 à 20 h 30, le 8 à 15 h 30 : Tunnels. ELANCOURT, CAC (43-57-84-58), les 6. 7 à 21 h, le 8 à 17 h : Roma amore.
FONTENAY-AUX-ROSES, Th. des
Sources (46-61-30-03), le 10 à 20 h :
V Comme Voltaire.

ISSY-LES-MOULINEAUX, Auditorism (38-97-60-04), le 6 à 21 h.: B. Rigutto (Chopin, Debussy, Luszy). Institution Saint-Nicolas (46-42-70-91), le 7 à 21 h.: Madame Sans-Gêne.

JUVISY-SUR-ORGE, salle A.-Varda, le 8 à 17 h 30: Ensemble instrumental de Juvisy, dir. J.-L. Vicart (Sibelius, Rodrigo, Brouwer...).

Rodrigo, Brouwer...).

MANTES-LA-JOHIE. CC G.-Brassens
(30-33-20-43), le 6 à 20 h 30 : M. Jolivet : le 7 à 20 h 30 : F. Bebey.

MARLY-LE-ROI, Maison J.-Vilar (49S8-74-87), le 7 à 21 h : J.-F. Gardell,
B. Eidi (Roussel, Debussy, Ravel...),
C. Le Coz et S. Cyferstein (Mozart,
Wolf, Strauss).

MELUN, Gymnase de l'Almont (64-5210-95), le 6 à 21 h : Orchestre national
d'ile-de-France, dir. J. Mercier (Gerschwin, ives, Berustein).

MONTREUIL. Th. Ecole (48-58-65-33).

MONTREUIL, Th. Ecole (48-58-65-33), les 4, 5, 6, 7 à 21 h, le 8 à 15 h : la Ruée vers l'ordre. wers Fordre.

MONTROUGE, Egiise Saint-Joseph (45-55-83-91), le 6 à 20 h 30: Orchestre national de France J.-P. Paillard (Schabert, Haydn, Haëndel...).

Dert, Hayun, Hachdet...).

NANTERRE, Th. des Amandiers (47-21-18-81) (D soir, L), 21 h, Dim 17 h:

Dens la solitude des champs de coton.

NEUILLY, Théirre (47-45-75-80), le 10 à
20 h 30 : TAvare.

ORLY, CCC (48-92-33-66), len 4, 5, 6, 7 à
21 h : Zinc.

PORT-MARLY, Egline Saint-Louis (39-58-94-94), le 7 à 21 h; Orchestre de chambre de France. PLESSIS-ROBINSON, amphithéitre P.-Picasso (46-31-15-00), le 10 à 21 h; Salomé.

RAMBOUILLET, CAC (30-41-11-69), is 6 à 21 h : la Cruche cassée. RIS-ORANGIS, CC R.-Desmos (69-06-72-72), la 8 à 20 h 30 : Théâtre charègre-

phique de Rennes. RUNGIS, CC L'arc-en-ciel (45-60-54-33),

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, La clé (39-73-38-13), le 6 à 21 h; Angelo, L. Bejata. SAINT-MAUR, auditorium J.-P.-Ramean (48-89-99-10), is 6 à 21 h : Ensemble Bartok (Milhaud, Brahms,

Beethoven). SAINT-OUEN, châicau, le 8 à 16 h 30 : Entemble instrumental Audonia.

SARCELLES, forum des cholettes (3419-54-30), le 9 à 21 h : la Traviata. Entemble instrumental Aut

SARTROUVILLE, Théâtre (39-14-23-77), les 5, 6, 7 à 21 h : l'Esprit des bois : le 10 à 21 h : E. Lamandier.

(48-61-09-85), io 7 à 20 h 30 : F. Les.

VERSAILLES, Th. Montannier (39-50-71-181, les 6, 7 à 21 h : le Dindon ; le 8 à 15 h : Fête de la danse en Yvelines ; le 10 à 21 h : Antigone.
VIILIERS-LE-BEL, salle M.-Pagaol (39-90-54-86), le 4 et 5 à 21 h : Oul, mais

VITRY, Th. J.-Vilar (46-82-84-90), le 5 à 18 h 30 : Hall-Jazz ; le 6 à 21 h : Rou-lettes d'escrose ; le 8 à 16 h : le Barbiar de Séville.



Le Monde Informations Spectacles (de 1) h à 21 h sauf dimanches et jours fénési

rvation et prix préférentiels avec la Carte Club

MEILLEURE REALISATEUR MEILLEUR ACTEUR V.F. : IMPÉRIAL PATHÉ - REX - MONTPARNASSE PATHÉ - FAUVETTE - MISTRAL - WEPLER PATHÉ - UGC CONVENTION - UGC LYON-BASTILLE

MEILLEUR FILM

MEILLEUR

MASCULIN

MEILLEUR DECOR!

MEILLEURE PHOTO

V.F. : VERSAILLES Cyrano • ENGHIEN Français • THIAIS Belle Épine Pathé • VÉLIZY 2 • CRÉTEIL Artel • MARNE-LA-VALLÉE Artel PAUL HOGAN

V.O. : MARIGNAN CONCORDE PATHÉ - FORUM LES HALLES - HAUTEFEUILLE PATHÉ - MAYFAIR

NATION . MAILLOT

TWENTIETH CENTURY FOX presence PAUL HOGAN "CROCODILE DUNDEE" LINDA KOZLOWSKI - MAPK BLUM DAVID GULPILIL - MICHAEL LOMBARD or JOHN MEILLON Musique originale PETER BEST - Directious de la priotographie RUSSELL BOYD, A.C.S. Histoire originale de PAUL HOGAN : Scénara de PAUL HOGAN, KEN SHADIE et JOHN CORNELL Producteur exécutif JANE SCOTT SAUL-DIMON POR PRODUIT POR JOHN CORNELL: RECIESÉ POR PETER FAIMAN DETRIBUÉ PAR TWENTETH CENTURY FOX FRANCE

, 🍂

ماكومهم ويدود

70 8

: 42

1

199

49

الشورشاط

. 3.1

the street was a

1.00

Something that

٠,

100

Barrel .

. . . .

. "-"

Paragonal States

Contract of the

many to the second second second second

and the second

* Fe

and the second

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24) MERCREDI 4 FEVRIER 16 h. Mam'zelle mitraillette, de P. Sturges; 19 h. Je l'ai été trois fois, de S. Guitry; 21 h. Managuvre, de F. Wise-

JEUDI S FEVRIER 16 h, Vacances, de G. Cukor; 19 h, A bout de souffle, de J.-L. Godard; 21 h,

Modèle de F. Wissenson VENDREDI 6 FEVRIER

16 h. Barry Lyndon, de S. Kubrick; 19 h 30, la Femme à abattre, de R. Walsh; 21 h, The Store, de F. Wiseman. SAMEDITY FETRIER

15 h. G. Men, de W. Keighley; 17 h. la Révolte des vivants, de R. Pottier; 19 h 15, le Carrefour de la mort, de H. Hathaway; 21 h 15, Seraphita's Diary, de F. Wiseman. DIMANCHE 8 FÉVRIER 15 h. Manon, de H.-G. Clouzot ; les Misérables (1= partie) : Une tempête sous nu crâne, de R. Bernard : 19 h 30, la Reine

africaine, de J. Huston; 21 h 30, la Reine Track, de F. Wiseman. LUNDI 9 FÉVRIER 19 h. Deaf and Blind, de F. Wiseman (séance réservée aux abonnés).

MARDI 10 FÉVRIER 16 h. les Insurgés, de J. Huston; 19 h. Thicut Follies, de F. Wiseman; 21 h. Bert Schierbeck/la Porte, et la Forteresse blan-che, de J. Van der Keulen.

BEAUBOURG (42-78-35-57) MERCREDI A FEVRIER 15 h. Anna Karenine, de E. Goulding; 17 h. les Bas Foods de Frisco, de J. Dassin; 19 h. Anna Devlin, de P. Murphy.

JEUDI 5 FEVRIER 15 h, les Dannés de l'océan, de J. von Sternberg; 17 h, les Cinq Survivants, de A. Oboler; 19 h, Our Boys et Pigs, de C. Black.

VENDREDI 6 FEVRIER 15 h, Horror Show, de R. Schickel; 17 h, Famour an pramière page, de T. Garnett: 19 h. Silence to Silence, de Sean O'Mor-dha, et Eh Joe, de A. Gilsenan.

SAMEDI 7 FEVRIER SAMEDI TEVRICE

15 h, Gilda, de Ch. Vidor; 17 h 15,
Désira humaina, de F. Lang; 19 h, Our
Country, de L. O'Leary et Liam O'Leary at
the Cinems Paisce, de D. Taylor Black;
21 b, O'Connell Bridge et Départ de la
gare, de L. Lumière; The Lad from Ireland, de S. Olcott; Knocknagow, de

DIMANCHE 3 FÉVRIER 15 h, la Folle Parade, de H. King ; 17 h, Des souris et des hommes, de L. Milestone ; 19 h 15, Return of the Islander, de J. Mul-ferns et l'Homme d'Aran, da R. Flaherty; 21 h 15, The Prisoner, de T. Booth et

LUNDI 9 FÉVRIER 15 h. Billy the Kid, de K. Vidor: 17 h. Les damnés, de J. Losey; 19 h. The Woman who Married Clark Gable, de T. O'Sullivan et The End of the World Man, de B. Misicily.

MARDI 10 FEVRIER

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) Cloims et littérature su Japon MERCREDI 4 FEVRIER

14 h 30, Cinéma pour les jounes : His-toire de l'école Aoba, de Y. Osawa ; 17 h 30, les Oies Sauvages, de S. Toyoda ; 20 h 30, l'Intendant Sambo, de K. Mizoss-

JULIDI S FEVRUAR 14 h 30, le Cœur, de K. Ichikawa; 17 h 30, Je suis un chat, de K. Ichikawa; 20 h 30, Pins tard, de Y. Morita.

VENDREDI 6 PEVRIER 14 h 30, Labyrinthe d'herbes, de S. Terayama; Osen aux cigognes, de K. Mizoguchi; 17 h 30, Nihonbashi, de K. Ichikawa; 20 h 30, Brumes de chaleur,

SAMEDI 7 FEVRIER 14 h 30, le Repas, de M. Naruse; 17 h 30, Chronique de mon vagabondage, de M. Naruse; 20 h 30, Nuages flottants,

de M. Narusc DIMANCHE 8 FÉVRIER

14 h 30, Cinéma pour les jeunes : His-toire de l'école Aoba, de Y. Osawa ; 17 h 30, Feux dans la plaine, de K. Ichi-kawa ; 20 h 30, le Temple des cies au-vages, de Y. Kawashima. **LUNDI 9 FÉVRIER** 14 h 30, la Danseuse d'Izu, de H. Gosho ; 17 h 30, M. Merci, de H. Shimizu ; 20 h 30,

Une page folle, de T. Kimugasa. MARDI 10 FEVRIER

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.c.): Studio de la Contrescarpe, 5º (43-25-78-37); Parpus-siens, 14º (43-20-32-20). AJANTRIE (Ind., v.g.) : Républic Cinéma, 11 (48-05-51-33).

L'AMIE MORTELLE (A., v.f.) (*): Hollywood Boalevard, 9* (47-70-10-41); Images, 18* (45-22-47-94). L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16); Gaumons Convention, 15 (48-28-42-27).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 5" (43-25-19-90). AUX FRONTIÈRES DE LA VILLE (Ans., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).

LES BALISEURS DU DÉSERT (funi-sien, v.o.): Utopia, 5 (43-26-84-65). sen, v.o.): (43-26-84-65).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.):
Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Montparsesse, 6: (45-74-94-94); UGC Gobelins,
13: (43-36-23-44); Napoléon, 17: (4267-63-42).

BEAU TEMPS, MAIS GRAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, S

BIRDY (A., v.o.) : Lucerasire, 6 (45-44-REPSSURES LÉGÈRES (Hon., v.o.) : Reflet Logos, 5 (43-54-42-34).

BLUE VELVET (A., v.o.) (*): Gaumont Halles, 1* (42-97-49-70); Gaumont Opera, 2* (47-42-60-31); Hautofouille, 6* (46-33-79-38); Publicis Saint-

Germain, & (42-22-72-80); Pagedie, 7-(47-05-12-15); Colisée, 8- (43-59-29-66); Escurial Panorana, 13- (47-07-28-04); Gaumont Parnase, 14- (43-35-30-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79). — V.f.: Paramoant Opéra, 9- (47-42-56-31); Bastille, 11-(43-42-16-80); Panwette, 13- (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); MONS BAISERS DE LIVERPOOL

(Ang., vo.) : Laxembourg, 6 (46-33-97-77) : Elysées Lincoln, 3 (43-59-36-14).

BRAZII. (Brit., v.n.) : Epée de Bols, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68). CHAMBRE AVEC VUE (Brit, v.o.) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); 1Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); Gaumont Colisée, 8º (43-25-9-46); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50);
Montparnos, 14º (43-27-52-37).

CHARLOTTE POR EVER (Fr.) (*) : Forum Orient Express, I* (42-33-42-26), COMME UN CHIEN ENRAGE (A., v.o.) (*): 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); UGC Ermitage, 8* (43-63-16-16).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Cinoches, & (46-33-19-82) ; Triomphe, & (45-62-45-76). CREATOR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 3-(45-63-16-16).

DOWN BY LAW (A., v.o.): Gaumont Halles, 1= (42-97-49-70); Saint-André-des-Arts. 6* (43-26-48-18); Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DIAMANTS DE L'AMAZONE (A., v.f.) : Galté Rochechouart, \$\mathbb{P}\$ (48-78-81-77) DOUBLE MESSIEURS (Fr.): Républic Cinéma, 11° (48-05-51-33); Denien, 14° (43-21-41-01).

EMMANUELLE V (Pr.) (**): Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Maxéville, 9 (47-70-72-86); Montparanese Pathé, 14 (43-20-12-66) 20-12-06).

20-12-06).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.):
La Géode, 19 (42-05-06-07).

L'ETAT DE GRACE (Fr.): Forum
Orient-Express, 1" (42-33-42-26):
George V, 5 (45-62-41-46); Mercury, 5
(45-62-96-82); Français, 9 (47-7033-88): Parnassiens, 14 (43-20-32-20). L'ETRANGÈRE, (Brit., v.o.): Porum Orient-Express, 19 (42-33-42-26): Saint-Germain Village, 59 (46-33-63-20); George V. 89 (45-62-41-46); Lamière, 59 (42-46-49-07); Parmaniens, 149 (43-20-

FAUBOURG SAINT-MARTIN (Pr.): Utopia, 5 (43-26-84-65).

Utopia, 9 (43-26-84-65),

LA FENIME DE MA VIE (Fr.): Clusy
Palace, 9 (43-25-19-90); UCG Biarritz,
8 (45-62-20-40).

LES FUGITIFS (Fr.): Gammont Opéra,
2 (47-42-60-33); Bretagne, 9 (42-2257-97); 14-Juillet Odéon, 9 (43-2559-83); Ambassade, 8 (43-59-19-08);
Fauvette, 13 (43-31-56-86); Gaumont
Alésia, 14 (43-27-86-50); Gaumont
Convention, 15 (48-28-42-27); Maillot,
17 (47-48-06-06); Path6-Clicby, 18
(45-22-46-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52). HIGHLANDER (A., v.o.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85); Templiers, 3° (42-72-94-56).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.): JEAN DE FLORETTE (Fr.): Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Ambassade, 8º (43-59-19-08); Montpersos, 14º (43-27-52-37).

32-37).

JUMPIN JACK FLASH (A., v.a.): Ciné
Besubourg, 3º (42-71-52-36); UGC
Danton, 6º (42-25-10-30); UGC
Rotonde, 6º (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40). - V.J.: UGC Boulevard, 9º (45-49-95-40); UGC Gobolius, 13º (43-36-23-44).

LA LEGENDE DE LA PORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.): 14-Juillet Parmasse, 6 (43-26-58-00).

Parmasse, 6 (43-26-58-00).

LÉVY ET GOLIATH (Fr.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Ren, 2: (43-36-23-44); Bretagne, 6: (42-22-51-97); UGC Danton, 6: (42-25-10-30); Ambussade, 8: (43-59-19-08); St-Lazare Pasquier, 8: (43-87-35-43); Publics Champe-Elysées, 8: (47-20-76-23); Bastille, 11: (43-42-16-80); Nation, 12: (43-43-01-59); Fautotte, 13: (43-31-56-86); Galaxie, 13: (43-80-18-03); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Maillet, 17: (47-48-06-06);

LES FILMS NOUVEAUX

LES ADIEUX A MATIORA, film soviétique de Elem Klimov (v.o.): Ciné Beaubourg. > (42-71-52-36); Epés de Bois, > (43-37-57-47); Cosmos, & (45-44-28-80); Gaumost Parnasse, 14 (43-35-30-40); v.f.: Gaumost Parnasse, 14 (43-33-30-40)

CROCODILE DUNDEE, film austrafies de Peter Fairman (v.a.): Forum
Horizon, 1= (45-08-57-57); Hautofeuille, 6= (46-33-79-38): Marignan,
8= (43-99-92-82); v.f.: Impéral, 2=
(47-42-72-52); Rex, 2= (42-3683-93); Nation, 12= (43-43-04-67);
UGC Gare de Lyon, 12= (43-4301-59); Fauvette, 13= (43-31-60-74);
Montparnasse Pathé, 14= (43-2012-06); UGC Convention, 15= (4574-93-40); Mayfair Pathé, 16= (4525-27-06); Maillot, 17=
(47-48-06-06); Pathé Cheby, 18=
(45-22-46-01); Wepler Pathé, 18=
(45-22-46-01).
CROSS (*), film français de Philippe

(45-22-46-01).

CROSS (*), film français de Philippe Setban: Forum, 1= (42-97-53-74); St-Germain Huchette, 5= (46-33-63-20); George-V, 5= (45-62-41-46); Mangana, 5= (43-59-92-82); Mazéville, 9= (47-70-72-86); Paramoust Opéra, 11= (47-42-56-31); Bastille, 11= (43-42-16-80); Fauvette, 13= (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14= (43-20-12-06); Convention Secharles, 15= (45-79-33-00); Pathé Clichy, 15= (45-22-46-01).

LE DÉCLION DE L'EMPTER AMÉ-

Clichy, 19 (45-22-46-01).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN, film canadien de Denya
Arcan: Claé Beaubourg, 3 (42-7152-36): UGC Odéon, 6 (42-2510-30): Rotonde, 6 (45-74-94-94):
Pagode, 7 (47-05-12-15): UGC
Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40):
UGC Gare de Lyon, 12 (43-4301-59): UGC Gobelins, 17 (43-3623-44): Oaumont Alérie, 14 (4327-84-50): Grunnost Convention,

15 (48-28-42-27); 14 Julilet Beaugrencile, 15 (45-75-79-791; Images, 18 (45-22-47-94).

18: (45-22-47-94).

GOTHIC (*), film britamique de Ken Russell v.o.: Ciné Beanburg, 3: (42-72-52-36); UGC Danton, 6: (42-25-10-30); UGC Botonde, 6: (45-74-94-94); UGC Biarritz, 2: (45-62-20-40); 14 Juillet Bestile, 11: (43-57-90-81); v.f.: UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-494); UGC Boulevard, 9: (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44); Convention St-Charles, 19: (45-79-33-00); Images, 18: (45-22-47-94).

GHATDE AVENTINES DE BEL

QUATRE AVENTURES DE REI-NETTE ET MIRABELLE, film français d'Eric Rohmer : Gammont Halles, 1 = (40-26-12-12); St-Germain-des-Pris, @ (45-24-7-2); Balzec, & (45-61-10-60); Parma-siens, 14 (43-20-32-20).

SABINE KLEIST, SEPT ANS, film allemand de Helmat Deinba: v.o. Républic Cinéma, 11° (48-05-61,72)

51-33).

LE TEMPLE D'OR, film américain de J. Lee Thompson, v.o.: Forum, 1" (42-97-53-74): George-V, 9 (45-62-41-46): Triomphe. 8 (45-62-45-76): UGC Ernitage, 9 (45-63-45-76): UGC Ernitage, 9 (45-63-45-76): Promount Open, 9 (47-42-56-31): UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); Mistral. 14 (43-39-52-3): Convention, Sc-Charles, 19 (45-79-33-00): UGC Convention, 15 (45-74-93-40): Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01): Scrétan, 19 (42-06-79-79): Gambetta, 20 (46-36-10-96).

27 HORAS, film espagnol de Montzo Armendariz, v.o.: Lasina, 4 (42-78-47-86); Lincoln, 8 (43-59-36-14).

10-96).

mont Parasse. 14 (43-35-30-40); 14-Juillet Bezugrenelle, 15 (45-75-79-79). — V.I.: UGC Momparasse, & (45-74-

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-011: Secrétan, 19 (42-06-79-79); Gambetta, 20 (46-36-10-96). LE MAL D'AIMER (Fr.-IL) : Forun

Orient Express, 1" (42-33-42-26).

MANON DES SOURCES (Fr.): Forum
Orient-Express, 1" (42-33-42-26); Impérial, 2" (47-42-72-52); Montparnos, 14"
(43-27-52-37); Gaussian Convention, 15" LE RAYON VERT (Fr.) : Parmenticus, 14 (43-20-30-19). LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Comos, 6º AT 28-42-27).

94-94).

33-10-821

ches. 6" (46-33-10-82).

(48-28-42-77).

MASSACRE A LA TROPCONNEUSE 2

(A. v.o.) (**): Foram Orient-Express,
1* (42-33-42-26). - V.f.: Gaité Rochechouart, 9* (48-78-81-77).

MAUVAIS SANG (Fr.): Ciné Beanbourg, 3* (42-71-52-36): UGC Odéon, 6*
(42-25-10-30): UGC Biarritz, 3* (45-6220-40): Lamièro, 9* (42-46-49-07): Escurial, 13* (47-07-28-04): Gaumon, Parnasse, 14* (43-35-30-40).

METO (Fr.): 14. buillet Odéon, 6* (43-25-

MELO (Fr.): 14-Juillet Odon, & (43-25-59-83); 14-Juillet Parmuse, & (43-26-58-00).

LA MESSE EST FINIE (Iz., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaamont Parasse, 14 (43-35-30-40); 14-Juillet Beaugrenolie, 15 (45-75-79-79).

(45-73-79-79).
MISSION (A. v.o.): Forum Orient-Express, 1* (42-33-42-26); Lucarnaire, & (45-44-57-34), George-V. & (45-62-41-46): Parnassiens, 14* (43-20-32-20). - V.f.: Français, 9* (47-70-33-88).

MISS MONA (*): Gaumont Halles. l* (42-97-49-70); Hautefcuilla, 6* (46-33-79-38); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Publicis Elysées, 8* (47-20-76-23); St-Lazare Pasquier, 8° (43-87-35-43); Français, 9° (47-70-33-88); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Mistral, 14" (45-39-52-43); Parmassiens, 14" (43-20-30-19); 14 Juillet Beaugro-nelle, 15" (45-75-79-79).

MORT OU VIF (A. v.f.) (*): UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paris Montparnasse, 6º (45-74 Ciné, 10º (47-70-21-71).

Ciné, 10° (47-70-21-72).

LA MOUCHE (A. v.o.) (°): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); Marignan, 3° (43-59-92-82); 14 Juillet Beaugrenelle, 19° (45-79-79-79); Maillot, 1° 47-48-06-06); (v.f.) Rex, 2° (42-36-83-93); UGC Monsparmance, 6° (45-74-94-94); Français, 9° (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Mistral, 14° (45-39-Lyon, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelius, 13° (43-36-23-44); Mistral, 14° (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14° (45-20-12-06); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Wépler, 18° (45-22-46-01); Secrétan, 19° (42-41-77-99); Gamberta, 20° (46-36-10-96). LES MURS DE VERRE (A., v.o.) : Epéc

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8º (45-62-45-76). NOIR ET BLANC (Fr.) : Epée de Bois, 5º

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TETE (A., v.o.): Gaumont Haller, 1º (42-97-49-70); Saist-André-des-Arts, 6º (43-26-48-18); Colinée, 8º (43-59-29-46); Gaumont Parnasse, 1
(43-35-30-40);

Images, 18t (45-22-47-94). LE NOM DE LA ROSE (Fr., va): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Hau-tefeuille, 6: (46-33-79-38); Marignan, 8: (43-59-92-82); UGC Normandie, 8: (45-(43-95-95-95-95); OCC Information, (45-63-65-161); Rimopanorama, 15: (43-06-50-50); PLM Saint-Incquet, 14: (45-89-68-42); Blenventle Montparnasse, 15: (45-44-25-02); V.f. : Rez. 2: (42-36-83-93); St-Lazare Pasquier, 8: (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9: (47-42-65-24); Nacional 35-43); Paramount Uprn, 9 (47-43-56-31); Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Montparamout Afsia, 14 (43-27-84-50); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé

Clichy. 19 (45-22-46-01). ON SE CALME (v.f.): Maxéville, 9- (47-

50-31).

OUT OF AFRICA (A., v.o.): Publicis
Matignou, 9: (43-59-31-97).

PAIEMENT CASH (A., v.o.): Marignan,
9: (43-59-92-82); V.f.: Hollywood Boulevard, 9: (47-70-10-41).

LE PASSAGE (Fr.): UGC Normandie, 9:
(45-63-16-16); UGC Boulevard, 9: (4574-95-40); Montparaos, 14: (43-2752-37).

PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.o.):

Gaumont Halles, 1° (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); 14-Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elystes, & (43-59-04-67); 14-Juillet Bezille, 11^a (43-57-90-81); Gan-

MUSIQUE

Les concerts MEDCRETH 4 FEVRIER

Saile Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. A. Schiff (Bach). LA PURITAINE (Fr.) : Cinoches, 6' (46settint nierlandels, 20 h 30 : H. Ter Schegget, H.J. Schwitters, S. Taylor (Parcham, Carr, Roismortist...). melitorium das Balles, 12 h 30, 15 h : P. Fonyanarosa (Bach, Yasye) ; 20 h 30 : Octnor à vent de Paris (Mozart, Boetho-ROSA LUXEMBURG (AIL, v.o.) : Cinoinison de l'Amérique Sutina, 20 h 30 : A.I. Rossi,

alle Gavees, 20 h 30 ; S. Hovers, A. Lamasse (Boccherini, Villa-Lobes,

VINDREDI 6 FEVRIER

titut peerlandals, 20 h 30 : T. De Leons.

Sagus).
Centre Bisendorfer, 19 h ; easemble
M.-Th. Does (Chausson, Fauré).
FIAP, 20 h 30 : Ensemble international des
jeunes musicions (Bolling, Aguirre, Villa-

Selle Gevens, 20 h 30 : A. Demsy, P. de Hooghe (Mozart, Beethoven, Ravel...).

SAMEDI 7 FÉVRIER

Salle Gavean, 20 b 30 : D. Gourdon (Ravel,

Eglice Saint-Merri, 21 h : Ca. Charoyron

Thestre 18, 16 h 30 : Quatuor de clari-acties d'Ile-de-France (Mozari, Bach, Albinoni...).

Th. de Music Guimet, 20 h 30 : Chryss-

Eglise Saint-Gervais, 16 h 30 : S. Claravolo

DIMANCHE II FRVILLER

Egise Seins-Merri, 16 h : Orchestre du.
Val-de-Marse, dir. B. Mayas (Mozari,
Vivaldi, Griog...).
Centre culturel suisse, 17 h : Solistes
suisses (Mozari, Schneider, Cornell...).

hapelle Saint-Louis de la Sainttrêre 17 à : Chuser F. Poulone, dir. : C. Chus-

Egiise des Billettes, 10 h : J. Amade (Durufié) ; 17 h : Ph. Muller, L. Wright (Boethoven, Brahms, Ginastera).

LUNDI 9 FEVRIER

Combile des Changs-Elysées, 20 h : P. Martinelli, Quateur Flammer, D. Abramovitz (Fauré).

Crypte de l'Eglise de la Madeleine, 20 h 30 : Quarmor Razzmowsky (Scha-bert, Ravel).

Th. 14 J.-M. Serrena, 20 h 45 : Orchestra de chambre B. Calmel (Mozart, Stra-vinski, Tchafkovski).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. P. Dervanz (Mozart, Beethoven).

Ché internationale, Grand Thélètre, 20 h 30 : Atelier-musique de Ville-d'Avray (Roussel, Debussy, Ravel...).

MARDI 10 FEVERER

Crypte Soints-Agais, 20 h 30 : voir le 4.

Crypte Statuto-Agade, 20 h 30 : voir le 4.

Salle Gaveau, 20 h 30 : L. Rev (Boethovea, Mondelssohn, Debossy...).

Egline Saint-Ruch, 20 h 30 : Ensemble vocal J.-P. Lore, Orchestre français d'oratorio (Sallieri, Mozart).

Egline de la Madeleine, 21 h : Ensemble instrumental J.-W. Andoli (Vivaldi).

Contre culturel canadien. 10 h : M. Andol

Courte culturel canadies, 19 h: M. Arel. R. Hazu (Bach, Bochm, Paganini...). Auditorinus des Halles, 20 h 30 : A. Tzmayo, D. Erlih (Ives, Yoshida, Weill...).

Th. Darmon, 20 h 30 : A. Devorsine, O. Roberti, A. Louwerne (Hazudel, Brahms, Schumann.).

Festival de l'Ile-de-France

(34-12-40-50) PLASSIR, Refine Saint-Pierre, le 5, à 21 h : Ensemble instrumentai A. Stajic (Janacok, Suk, Smetara...).

SOUTENAY-AUX-ROSSIS, Th. des Sources, ie 6, 20 h 30, AULNAY-SOUS-BOIS, Espace J. Pré-vert, ie 7, à 16 h : ia Grande Écurie et in Chambre du Roy (Mozart, Zelenia). MONTIGNY-LE-BRETONNEUX, salle J. Brel, ie 5, à 21 h, PERSAN, salle P. Brossolette, le 6, à 21 h, PARIS, sousée Caravalet, le 7, à 15 h 30 : ia Cameruta de Versailles (Smetana, Dwarak, Mahler...).

TORCY, église, le 5, à 21 h. FONTENAY-AUX-ROSES, Th.

Porte de la Solme, 20 à 30 ; Germ.

Athenee, 20 h 30 : P. Capnocilli.

Crypte Sainte-Agnès, 20 h 30 : voir le 4.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.a.): Grand Pavois, 15' (45-54-46-85); Chinder-Victoria, 10' (42-36-12-83). LE SACRIFICE (Franco-Snéd., v.a.): Bonaparte, 6' (43-26-12-12). Crypte Saluta-Agade, 20 h 30 : A. Kremski. JELION S FEVRUER SALE DESTIN (Fr.) : UGC Booleward, 9 Crypte Sainte-Aguès, 20 h 30 ; voir le 4.

مكذا من الاصل

nelitorium des Hulles, 12 h 30 : P. Fonta-tarona (Paganini, Reisler) ; 20 h 30 : W. Manz (Schument, Brahms...). SED ET NANCY (*) (A., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65). Saile Pleyel, 20 h 30 : voir le 4.

Grande Halle de la Viliette, 20 h 30 :
Orchestre de chambre d'Europe, dir.
G. Kremer (Moust). STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13- (47-07-28-04).

Escurial Panorama, 13 (47-07-28-04).

STANCER THAN PARADISE (A., v.a.): Reflet Logos, 5' (43-54-42-34).

TERMINUS (Fr.-All.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Rez. 2" (42-36-33-93); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Galaxie, 13" (45-80-18-03); Mintral, 14" (45-39-243); Mompurama Pathé, 14" (45-29-12-06); Convention St-Charles, 15" (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18" (45-24-46-01).

THÉRÈSE (Fr.): Saint-André-des-Arts, Centre Bisendorfer, 21 h : A. Gillieron (Scarlatti, Bonda, Dussek...). Eglise Saint-Germaio-des-Prés, 20 h 30 : Chorale de la Fondation Principausé des Gile A. Marcinel, 20 is 30 : S. Reich, Ch. Corea, F. Narboni, O. Stacatto, Centre ceiturel canadieu, 19 h ; C. McWillian, R. McMillan (Blavet, Leciair, Cun-

THÉRÈSE (Fr.): Saint-André-den-Arts, 6 (43-26-80-25); Lucernaire, 6 (45-44-57-34); Elysées Liacoln, 8 (43-59-

36-14). 372 LE MATIN (Fr.): Saint-Mickel, 5 (43-26-79-17); George-V. 3 (45-62-41-46); Bicavenile Montparasse, 15 (45-44-25-02). Grande Halle de la Villetta, 20 h 30 : Orchestre de chambre d'Europa, dir. G. Kremer (Mozart, Schnittke). Saffe Gavens, 18 h 30 : A. Nanashima, J. Gauthier (Mozart, Bartok, Saim-Saffas).

TRUS HOMNIES ET UN COUFFIN (Fr.): George-V, & (45-62-41-46). TOP GUN (A., v.a.) : George V, 8* (45-62-41-46). – V.L. : Parmanions, 14* (43-20-32-20). UBAC (Fr) : Forms Horizon, 1= (45-08-

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLO-QUE (Fr.): Forum, 1st (42-97-53-74); UGC Odéon, 6st (42-25-10-30); Ambassade, 8st (43-59-19-08); Goorge V, 8st (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8st (43-87-35-43); Nation, 12st (43-43-04-67); Fauvette, 13st (43-27-84-50); Miramar, 14st (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15st (48-23-42-27).

WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Forem, 1-Grande Halle de la Villetta, 20 h 30 : W. Christis (Mosseverdi, Hasadel, Lem-(42-97-53-74); Parnessions, 14 (43-20-WELCOME IN VIENNA (Antr., v.o.): Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20). Anditorium des Halies, 21 h : Sympho-nicus, Orchestre régional de Picardie, dir. A. Myrat (Roussel, Koechlin, Mozart...).

Les festivals CHAPLIN, ŒUVRES INTEGRALES (v.o.), Accion Booles, 9 (43-25-72-07).
Mer.: les Lumières de la ville; jen.: les Temps modernes; ven.: le Kid; sam.: l'Emigrant; dim.: la Ruée vers l'or; lun.: le Cirque; mar.: Charlot boxeur, fait une care; Au ammio-hall: Marin; CELTE; ALL

Charlot demois Charlot demoiselle.

HITCHCOCK - LES ANNÉES D'OR
(v.o.), Action Christine, 6 (43-2911-30). Mer.: Fenèure sur cour; jeu.:
L'homme qui en savait trop; ven.: les
Oiscaux; sam.: Sueurs froides; dim.:
Pas de printempa pour Marnie; lun.:
Mais qui a tué Harry; mar.: la Corde.
COCABED Designe 144 (42-21-31)

Crypte Sainte-Agnès, 17 h : voir le 4.
Notre-Dame, 17 h 45 : M. Moudes
(Vierne, Litaire, Lehmann...). GODARD, Denfert, 144 (43-21-41-01).
Dim. 10 h du mat.: Je vons salue Marie;
sam. 12 h : Sauve qui peut la vie; jou.
19 h 20, dim. 20 h : Deux ou trois choses
que je sais d'elle; sam. 22 h 20, mar.
22 h : Pierrot le Fou. Saile Pleyel, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Lamoursox, dir. J.-P. Rampal (Weber, Mozzar, Beethoven). LOUIS JOUVET, Reflet-Médicis, 3 (43-54-42-34). Mer.: Forfaiture; jes.: Hôtel da Nord; ves.: les Bas-Fonds; sam.: Education de prince; dim.: Topaux; hun.: Entrés des artistes; mar.: Quai des Basilique du Sacré-Cour, 17 h : P. Cogen (Franck, Tournemire, Langlais...). Eglise Sains-Cabriel, 15 h 45 : Ensemble vocal et instrumental de Paris Antas (Bustebude, Saint-Saéns, Haendel...).

BUSTER KEATON, Studio 43, 9 (47-70-63-40). En alternance : le Mécano de la
General » ; Collège ; Ma vache et moi ; les Lois de l'hospitalité ; Sheriock
Junior ; le Dernier Round ; Steambout
Bill Jr ; Fiancées en folie : les Trois Ages.

LOUIS MALLE, 14-Juillet Paranne, 6-(4-26-58-00). En alternance: Zazie dans le métro; Place de la République; le Fou follet; Humain trop humain; Black Moon; God's Country; Ascenseur pour l'Echafaud; Lacombe Lucies; le Souffle au ceur; les Amants; Calcutta.

Souffle au cœur; les Amants; Calcutta.

MONTY PYTHON (v.c.), Grand Pavols,
15° (45-54-46-85). En alternance: Sacré
Granl, la Vis de Brian, Jaberwocky.

E. ROEIMER, Républic-Cinéma, 11° (4805-51-33). En alternance: les Nuits de la
pleine lune: la Marquise d'O; Perceval
le Gallois: Panline à la plage, — Deafen,
14° (43-21-41-01). En alternance: les
Nuits de la nieine june: la Beau Nuits de la pleine fune ; le Beau Mariage ; la Marquise d'O ; la Fenne de

J. ROUCH, Panthéon, 5 (43-54-15-04). En aheranoe : la Pyramide humine; Jaguar : la Chasse au lion à l'arc ; Petit à petit : Moi un Noir ; Cocorico M. Poulot ; Dionysos.

TRILOGIE DE LA GUERRE DES ÉTOILES (v.o.), Gound Pavois, 13º (45-\$4-46-85).

TRUFFAUT, Denfert, 14 (43-21-41-01).
Mer., dim. 14 h: les 400 Coups; dim.
12 h: Jules et Jim; mar. 13 h 40: Tirez
sur le pianiste; sum. 13 h 40: l'Enfant
sauvage; mor. 15 h 40: l'Argent de
poche.

poche.

TAREOVSEII (v.o.), Républic-Chéma, 11º (48-05-51-13), Jen. 15 h 20: Nostalghi; mer., ven. 21 h, dim. 17 h 10: Andrei Roublev; jen., ann., len. 21 h; Stalker; lun. 14 h: FEnfance d'Ivan; he Roulean comprenseur et le Violon. — Denfert. 14º (43-21-41-01). Mer., mar. 19 h 40, dim. 15 h 40: Nostalghin; ven. 14 h, dim. 21 h 50: Solaris; ven. 21 h 10, mar. 15 h: Stalker; jen., len. 21 h, sam. 17 h 20: Andrei Roublev; ven., 16 h 40: FEnfance d'Ivan; le Rouleau comprenseur et le Violon.

VISCONTI (v.o.) Le Levine de (42-78-

VISCONTI (v.o.), Le Larine, 4 (42-78-47-86). Jou., sam., lun. 16 h 30, 19 h ; Finnoccest ; mez., ven., dinn., mez. : Bellis-

20 ANS DU STUDEO ACTION (v.o.).
Action Rivo-Granche, 5 (43-29-44-40).
Salle 1: mer.: le Jardin du diable; jen.:
On anermore dans la ville; ven.: la Belle
sur la balançoire; nam.: los Implacables;
dim.: Le noteil se lève aumi; lun.: le fini
des nandits; mar.: Curtnen Jones. —
Salle 2: mar.: Ningara; jen.: le Chitene
du dragmi; ven.: l'Enigme du Chitene
du dragmi; lun.: Adien ma jolie; mar.:
l'Homme nat bus d'or.

Jazz, pop. rock, folk

(Voir steel th. subvent)

ARC, Petit Androrium (47-23-61-27) le 5 à 20 h 30 : Z. Namys Lowaki, J. Stanks-wicz, D. Oleszkiewicz, J. Glod. BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : Sal Bernardi, dern. le 8, le 9 : Combrend, le 10 : Jazz brésiljen.

BERCY, Paleis Omelaports (43-46-CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 22 h 30: M. Senry.
CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30, mez : Africa Follies; jou.: Black Samba; ven., sam.: La Manigua.

Manigua.
CITHEA (43-57-99-26), le 5 à 19 h 30:
Donhie Zéro; le 6 à 19 h 30: P. Newski;
le 7: Savage Circles et No Man's Land;
le 10: Oni Oni/Junior et sa soix d'or.
CITY BOCK (43-59-52-03), Zh 30, le 4:
Ranczen; le 5: Studs; les 6, 7: Look de
Paris; le 9: Betty Boop Rockability.
DUNOIS (45-84-72-00), le 5 à 20 h 30:
D. Haner, F. Cahen; les 6, 7: S. Lacy; le
8 à 19 h: Warhead; le 10: Décalage
Hornire.

GIBUS (47-00-78-88), 22 h, les 4, 5 ; Oul Oni ; les 5, 6, 7 à 22 h 30 : Netweight ; le 10 à 23 h : Saraki ; le 6 à 20 h : Legenry Pink Dots

LOCOMOTIVE to 8 à 17 à : Epsylos. MAGNETIC TERRACE, (42-36-26-44), 22 h: S. Grosman Trio, detn. is 7; le 10 : Woody Show. MÉCENE (42-77-40-25), 22 k, les 5, 6, 7, 8 : Scydina lass Wade ; les 9, 10 : Reinz tlo Eres.

MONTGOLFIER (40-60-30-30), lea 4, 5, 7 à 22 à : Irakli, ; le 9 : Brie Cool. NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30, lo 5 : H. Texier ; le 9 : Soirée Cim ; le 10 : Jazz et Polar ; les 7, 8 : Conmion Latins. OLYMPIA (47-42-25-49), le 9 à 20 h 30 :

J. Winter. PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h, mer., jed.: G. Laf-fitte; ven.: Tabac Jazz Bend; sam.: Metropolitan Jazz Band; hm.: Kangourou Swing Orchestra; mar.: B. Waters. PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : mer., jen. : Golden Guse Quartet; ven. : Big Boss Band; sen. : Royal Tencopates Orchestra; mar. : M. Edelin Quartet.

PETTI OPPORTUN (42-36-01-36) (mer.), 23 h : B. Dorough, B. Takas. LA PINTE (43-26-26-15), 21 b, let 4, 5 : Quartet Fickelson; let 6, 7 : Jason King; let 9, 10 : Trio Deixonne.

KADIO-FRANCE, Audioctors 105 (45-24-15-16), is 15 à 20 à 30 : M. De Vil-lers, J.-Cl. Fobrembech. PEX CLUB (42-36-83-93), les 4, 5, 6, 7, 9 à 20 à 30 : A. Bestrang. SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 à 30 : J. Lacroix, dern. le 7 ; le 10 : Magnes no Jam Five. SUNSET (42-61-46-60), 23 h: F. Lock-

TROTTORS DE BUENOS-AIRES (42-13-58-37), les 4, 5 à 22 h, les 6, 7 à 22 h et 24 h : Josefina. UTOPIA CLUB (43-22-79-66), 22 h, le 4: Remoit Bins Boy; he 5: Bins Wave; he 6: P. Verbeke; he 6 h l h J.-L. Mongin; he 7 h 22 h: Ch. Lasory, h l h: Ch. Segu-ret; he 10 h 22 h: A. Girouz, J.-J. Mil-

Festival Jazz Valley 1986

CERGY, Maisse der Toulenser (10-30-35-48), la 5, à 21 h : Trio Barret, Romand, Texier. DOMONT, Salle des Rese (39-91-04-90), le 7, à 15 h : Trio Bocker + Quartet L'ISLE-ADAM, Maison de l'Isle-Adam (34-69-21-38), le 6, à 21 à : Quartet B. Willen, Ph. Petit.

TH. DU MUSÉE GUEMET (42-81-23-44), la 7 à 20 h 30 : Chrysams

RANELACH (42-88-64-44) (D. soir, L.), 20 h 30, sam, dim, 15 h 30 : les Marios-settes de Salzbourg.

FIAP, 20 h 30 : D. Farrington (Liszt, Debusy, Beethoven). Orstoire de Louvre, 16 h : Quatuor de saxophoues de Tours (Vellones, Bach, Glazounov...). Opérettes

ELYSEES-MONTMARTRE 25-15), mec. 14 h 30, sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : Fandango. TH. DE LA PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53) (D. soir, L.), 20 h 30, aum. 18 h et 21 h : la Petita Bostique des

Le music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), k 9 à 21 h : Ligue d'improvisation française. CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22), le 9 à 20 h 30 : M. Perroge. OTHEA (43-57-99-26) (D., L.), 22 h 15: Jonathan Quer; le 4 à 19 h 30: W. Anico ESCALIER D'OR

you thinke subvention it. ESPACE P. CARDIN (42-66-17-81). (D. soir, L.), 21 h, dim, 15 h: Rufus.

GALERIE DE NESLES (43-25-11-28), (D., L.), 20 h 45: O. Piro.

COETHE INSTITUT (47-23-61-21), la 5 à 19 h : C. Sauvage. GYMNASE (42-46-79-79), von., mar. 20 h 45, von. 15 h, sam. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30 : F. Pernin. LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 b 30 : Los Macistacambos (derm. is 7). OLYMPIA (47-42-25-49) (D. stir, L.), 20 b 30, dim. 17 b st 20 b 30 : P. Schus-tien

PALAS DES CONCRES (47-52-40-45), 21 h, dim. 17 h; M. Sardon. PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), (Mer., D. soir), 20 h 30, dim. 15 h; S. Joly.

PENICHE (47-34-89-08), is 6 h 22 h : TH. GRÉVIN (45-23-01-92) (D. soir, L.), dim. 18 h 30 : B. Mabille... TLP DÉJAZET (42-74-20-50), los 4, 5, 6, 7, 8 à 20 h 30 : Bes.

(Veir thickness subvantionnies.)

EASTHLIE (43-57-42-14) (D. soir, L.).
21 h. dinn. 17 h: Privilèges (dern. le 7);
19 h 30: Projections (dern. le 7).

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35) (D.,
L.). 20 h 30: Voyage mémoire solo.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-48)
(Mor., J., D. soir, L.). 20 h 30, dim.
14 h 15 et 18 h 15: l'Ange blen.

Mark Sulf

Annual State TARTEMENT A The last THE MANAGEMENT OF THE PARTY OF

建筑地 第二十二

~ <u>"</u>

84 18 tg

 $\leq z_{1, p, \sigma_0}$

 $\mathcal{O}_{\mathbb{P}(\mathcal{R}_{k, \log k})}$

5 of 2 2

 u_{t-1}

The Copy

The Property of $\tau \sim_{\mathcal{B}_{\mathbf{k}} \sim_{\mathcal{B}_{\mathbf{k}}}}$

11 225

5 1 z;,

100

 $z = z_0$

144442

The state of the state of

400

with the state of

"Richard Sa

1000

- 1125

" " (jee) 1.00

 $(e^{i \alpha} - \delta)_{\alpha} e_{\alpha}$

1.5%

200

~ 写集 y

3 10 10 2

1 1 4 4 1 1

100

1.15

25.75

1.000

1.72.00

500

10000

3000

1. 4.45

- 3

 $(x,y)_{x\in X}$

LA LEE A PROPERTY OF ALLEY LOW SERVICE TO SERVICE THE PARTY OF AND THE WAR TO A STREET

THE PARTY OF A 1. Company of the second s

Company of the Compan

SEE Sales 140 (A) Company of the Compan

of Manager Clark

net form I wine 1940 The second second -

THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE

POP COMMENSATION OF STREET ALEXAN WATER A COMPANY OF MANY THE CONTROL OF THE PARTY OF THE

M. S. C. S. S. S. S. S. S.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanchehundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre dès films expriment notre appréciation :

A éviter

On peut voir

Ne pas manquer = = Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 4 février

PREMIÈRE CHAINE : TET

20.35 Série : Marie Pervenche.

La déruière petrouille.

21.35 Magazine : Médecine à la Une.
D'Igor Barrère, présenté par Robert Namiss.
Le corps et l'esthétique.

23.05 Patinage artistique : chempionnate d'Europe à Sarajevo. Pigures libres, coaples.
23.40 Documentaire : Centre Pompidou, 10° anniversaire. 23.45 Journal.

0.05 Magazine : Premier plan.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20.30 Jeu: Des chiffres et des lettres.

Finale, en direct de Monte-Carlo.

21.45 Patinage artistique : championnets d'Europe
à Sarajavo. Figures libres, couples. 22.45 Histoires courtes. 23.10 Journal,

TROISIÈME CHAINE: FR3

20.35 Varietés : La nouvelle affiche.

Avec Catherine Lara, Daniel Lavois, Caroline Loeb,
Touré Kunda... 21.55 Magazine : Thainssa.
Emission de Georges Pernond.

22.40 Journal. 23.10 Cinéma du tiers-monde.

23.35 Prétude à la nuit.

21.60 Clarena : L'ée magiante. M Film américain de Michael Richtle (1980), avec Michael Caine, David War-ner, Angela Punch McGregor, Frank Middlemann, Jeffrey

Frank, 22.45 Flash d'informations. 22.55 Cinéma : Ginger Franc. 2245 First a informations. 22.55 Cinema: Congeret Fred. 18 18 18 Film italien de Federico Fellini (1985), avec Giulietta Masina, Marcello Mastroianni, Franco Fabrizi (v.o.). 1.00 Cinéma: Grizzly, le monstre de la forêt. 11 Film américain de William Girdler (1976), avec Christopher George, Andrew Prine, Richard Jacckel, Joan McCall, Joe Dorsey. 2.25 Magazine: Vidéo plaisir.

LA 453

20.30 Série : L'Inspecteur Detrick. 21.40 Série : Lou Grant. 22.35 Série : Kojak. 23.35 Série : Supercopter. 0.30 Série : L'Inspecteur Detrick. 1.40 Série : Lou Grant. 2.35 Série : Star Trek.

29.30 Skrifes: La grande vallée; Les chevallers du ciel; Destination danger, 23.20 The London Rock' n' roll Show. FRANCE-CULTURE 20.30 Autipodes. Les Ibus de l'Amélie, de Françoise Thésée. 21.39 Mesique. Piein volume. La sélection du mois : Eclats/Boulez; La revue critique. 22.30 Nuits magnétiques. La nuit et le moment; Sur le vil. 0.10 Du jour an leademain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 26 janvier 1987 à Sarrebruck): La chute de la maison Usher, de Debussy; Les eloches, pour solistes, chœur et orchestre, op. 35, de Rachmaninov, par l'Orchestre radiosymphonique de Sarrebruck, les chœurs de la radio de Sarrebruck, les chœurs de la radio de Manbourg, dir. Myung Whun Chung, avec Rachel Yakar, Eberhard Buechner, Siegfried Larens, Waiter Groenrom: Philippe Huttenlocher. 22.30 Les soirées de France-Musique. A 23.08, Jazz-cinb. En direct du Petit Opportun; Bob Dorough et Bill Takas.

Jeudi 5 février

PREMIÈRE CHAINE: TF1

13.50 Série : La croisière s'emuse.

14.40 Feuilleton : leaure (24 épisode). 15.15 Quarté à Vincennes.

15.30 Rayi de vous voir. 16.00 Série : Alfred Hitchcock présente...

16.30 Ravi de vous voir (suite). 17.00 Variétés : La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevzan.

17.25 La vie des Botes. 17.50 Feuilleton : Hult. oz suffit. 18.20 Mini-journal, pour les jeunes.

De Patrice Drevet. 18.40 Jeu : La roue de la fortune. 19.05 Feuffleton : Santa-Barbara.

19.40 Cocorloppoboy. 20.00 Journal.

Série : Columbo. La femme oubliée. Magazine : Infovision.
Emission d'Alain Denvers, Roger Pic, Maurice
Albert, Jacques Decoracy et Bernard Lainé.

Documentaire: Centre Pompidou, 10º anniversaire.

23.40 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE: A2

13.45 Faulilaton : La riche et la pauvre.

14.35 Magazine : Ligne directe. Enquête : cancer et emplei (3º partie). 15.35 Fauilleton : Lill, petit à patit.

15.05 C'est encore mieux l'après-midi.

17.35 Recré A2 : 18.05 Feuilleton : Madame est servie.

18.30 Magazine : C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théêtre de Bouverd.

20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord. 20.35 Cinéma :

La môme Vert-de-gris.
La môme Vert-de-gris.
Film français de Benard Borderie (1952). Avec
Eddie Constantine, Dominique Willms, Howard Verson, Jean-Marc Temberg, Derio Moreno. 22.15 Patinage ertistique : championnets d'Europe

à Sarajevo (figures libres, messieurs). 23.20 Journal

TROISIÈME CHAINE: FR3

14.00 Magazine : Thelasse (rediff.). 14.30 Espace francophone (rediff.). 16.00 Documentaire : Hautes curiosités.

16.50 Les médias-peintres.

17.00 Feuilleton : Demain l'amour. 17.25 Dessin animé : Lucky Luke.

17.30 Dessin animé : Belle et Sébastien.

18,00 Fauilleton : Edgar, détective cambricleur

18.20 La cuisine des juniors. 18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.

18.57 Juste ciel, petit horoscope.

19.00 Le 19-20 de l'information. 19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.04 Jeux : La classe.

20.30 D'accord, pas d'accord.

20.35 Cinema : Le flic ricanant. Film américain de Stuart Rosenberg (1973), avec

Walter Matthan, Bruce Dem, Lou Goeset, Albert 22.25 Journal.

22.55 Magazine : Montegne. 23.25 Prélude à la nuit.

14.00 Le cavier rouge. BE Film français de Robert Hossein (1986), avec Robert Hossein, Candice Paton, Ivan Desny, Maurice Anfair, Constamin Kotlarow. 15.40 Ciséma: L'édocation de Rin. E Film anglais de Lewis Gilbert (1984), avec Michael Caine, Julie Waters, Michael Wilisans, Jeanne Crowley, Maureen Lipman, Malcolm Douglas. 17.25 Série: Triungle en bermadas 18.60 Flash d'informationa. 18.65 Dessins animés. 18.15 Jeu: Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Fentileton: Objectif nel. 28.65 Starquizz. 20.35 Cinéma: Pean Casga. E Film français de Jean-Louis Daniel (1985), avec Robin Reoucci, Alexandra Stewart, Vétonique Delbourg, Jean-Paul Much, Jeffrey Kime, Aguès Cassandre. 21.50 Flash d'Informations. 22.60 Cinéma: Turreur dans la selle. Estimon, Faye Duraway, Sylvester Stallone, Jane Fonda, Dustin Hoffman, Anthony Perkins, Elliot Gould, Bette Davis, Sissi Spacek. 23.20 Cinéma: Faye est su voyage d'affaires. Ellim 23.20 Cinium: Papa est en voyage d'affaires. Em Film yongoslave d'Emir Kusturica (1985), avec Predgrag-Miki Manojlovic, Moreno de Bartolli, Mirjana Karanovic, Mustafa Nadarevic, Mira Farian, Davor Dujmovic (v.o.). 1.35 Série : Espien à la mode.

LA « 5 »

14.10 Série: L'Importeur Derrick. 15.20 Chips.
16.15 Série: E 2000. 17.15 Série: Shérié, fais-moi peur.
18.10 Série: Supercopter. 19.05 Série: Happy days.
19.30 Série: Star Trek. 20.30 Cinéma: Le plus sauvage
d'entre tous. mm Fiko américain de Martin Ritt (1963),
avec Paul Newman, Melvya Dougha. 22.30 Série: Kojak.
23.30 Série: Supercopter. 0.25 Série: Baretta.
1.20 Série: Kojak. 2,15 Série: Star Trek.

14.09 6 Tonic. 17.00 Système 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la mesace. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Cinéma : Bel ordure. Il Film français de Jean Marbour (1973), avec Bulle Ogier, Claude Brassour.

FRANCE-CULTURE

28.39 Les noces de platins, de Franz Bartelt, avec Denise Gence et Michel Robin. 21.30 Musique : Emotionmotation. La dame du canard ; Tympan sorcier ; Lettre d'Amérique ; Nouvelles musiques de Tokyo.

20,30 Concert (en direct de la Grande Halle de La VIIlette): Concerto pour violon et orchestre nº 1 en si bémol majeur K 207; Concerto pour violon et orchestre nº 2 en ré majeur K 211, de Mozart, par l'Orchestre de chambre d'Europe, dir. et violon: Gidon Kremer; après l'entracte: Concerto pour violon et orchestre nº 3 en ré majeur K 216 et Adagio et fugue pour cordes en ré mineur K 546, de Mozart. 23.00 Les soirées de France-Musique. Jeanne d'Arc 3 Roveu : la combustion (Purcell, Riboni, Honegger, Stockhausen). 24.00 L'air du froid : Britten, Chostakovitch, Hindemith, Brahms, Leken,

CANAL PLUS

22.30 Naits magnétiques. La nuit et le moment ; Armons. 6.10 Du jour au lendemain.



Informations «services»

EN BREF

a COLLOQUES : un symposium du Collège des études juives. - Le Collège des études juives, créé par l'Alliance israélite universelle, organisa les 7, 8 et 9 tévrier un symposium : « Israél face aux nations ». Image biblique, approches talmudiques, représentations de l'Orient et de l'Occident, visions du christianisme, seront envisagées par un grand nombre d'orateurs dont Shmuel Trigano et Marc-Alain Ouaknin. Du samedi 7 février à 20 h 30 au lundi 9 tévner au soir, à l'Ecole normale israélite orientale, 6 bis, rue Michel-Ange, 75016 Paris. Pour tout renseignement, tél.: 42-80-35-00, poste 146.

• SÉMINAIRE : au sevil de l'an 2000. - L'Association française des femmes diplômées des universités (AFFDU) organise, le vendredi 6 février, un séminaire d'une journée ouvert au public, sur le thème «Espoirs et inquiétudes au seuil de l'an 2000 ». Trois sujets de réflexion ont été retenus ; « Informatique », «Santé» et «Nucléaire», Inscriptions : 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris. Tél : 43-20-01-32 (de

 STAGE : séromodélisme. Le Centre audiovisuel d'information sur le pilotage des aéronefs (CAVIPA, association régie par la loi de 1901) organise du 16 au 21 février un stage gratuit d'initiation à l'aéromodélisme (c'est-à-dire la technique de construction et la pratique d'utilisation des modèles réduits d'avion), pour les jeunes qui souhaitent s'orienter vers les carrières aéronau-DOMES.

CAVIPA, 83, rue Michel-Ange, 75016 Paris, tél. : 46-51-29-77.

• STAGES : ARACQ. -L'Association de recherche et anima-tion culturelle de quartiers (ARACQ), régie par la loi de 1901, propose des stages d'expression orale et de for-mation aux techniques radiophoniques aux personnes qui se destinant aux cerrières de speaker, de réalisateur, d'animateur, ou qui, simple-ment, souhaitent acquérir plus d'aisance et d'assurance dans leur via quotidienna et professionnalla. Deux formules sont proposées : un stage longue durée de deux mois à pertir du 17 mars, à raison d'une séance de trois heures per semaine, au choix, du mardi au vendredi de 19 heures à 22 heures, ou un stage intensif de cinq jours à raison de 6 heures par jour du 16 au 20 mars

★ Inscriptions: ARACQ, 3, rue du Mont-Louis, 75011 Paris, tôl.; 43-70-54-48.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 6 FÉVRIER Le nouveau Musée d'Orsay », 9 h 45, 1, rue de Bellochasse (Acade-

France et Russie au dix-huitlème slècle », 13 h 30, Grand-Palais (J. Angot); on 16 h 30 «Paris et son histoire».

«Les salons de l'hôtel de Lauxun», 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bou-

«Trisors de la cathédrale russe. Fas-meux mariage de Sacha Guitry. L'alchi-mie de l'or», 15 heures, 12, rue Daru (L Haulier).

*Evocation de Victor Hugo en sa maison », 13 heures, 6, place des Vosges. S'inscrire an : 42-60-71-62; après 18 h 45 au 45-48-26-17 (A. Fer-rand).

« Le faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis église de la Madeleine

- Du Sentier au Palais-Royal ». 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pitto-resque et insolite).

« Exposition l'orfèvrerie hellénistique de Tarents », 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art). · Le musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse (Paris passion).

« Hôtels de l'île Saint-Louis ».

14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries). « Hôtels et jerdins du Maraia. Place des Vosges». 14 h 30, sortie mètro Saint-Paul (Résurrection du passé). « Hôtels du Marais (nord). Place des Vosces. Le manoir de Clisson. Les der-nières restaurations», 14 à 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Bot-

toau). · Les Capétiens en leur dernière demeure : la basilique de Saint-Denis », 14 h 30, façade église. "Le batean-levoir, peintres d'hier et d'aujourd'hui», 15 heures, 6, rue Gar-

- Saint-Séverin et son quartier -, 15 heures devant église et « Au Marais l'hôtel des Maries et l'hôtel Libéral-Saint-Séverin (Caisse nationale des

CONFERENCES

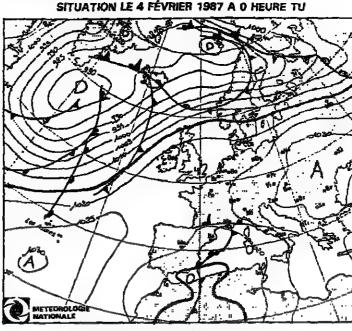
Saile Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V. 15 houres, « Domaines extravagants de milliardaires, domaines coloniaux : le long du Mississipi »

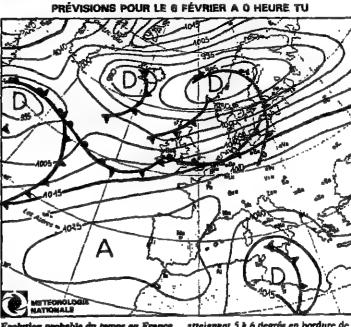
10, avenue Saint-Mandé, 14 h 30. auditorium - Alternatives entre le bois et les autres matériaux dans la construction . (Association française des eaux et forets).

11 bis, rue Keppler, 20 h 15, - La recherche du divin au-delà des reli-

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 FÉVRIER 1987 A 0 HEURE TU





Evolution probable du temps en France entre le mercredi 4 février à 0 beure et le jeudi 5 février à 24 houres.

Au cours des journées des 4 et 5 février, le temps en France restern en général calme et très brumeux du fait de la présence sur notre pays d'une large zone anticyclonique. Ces hautes pres-sions rejettent vers le sud la dépression méditerranéenne, marquant ninsi la fin des pluies dans le Midi ; dans le Nord-Ouest, une nouvelle onde perturbée atlantique touchera faiblement la France le 5 en soirée.

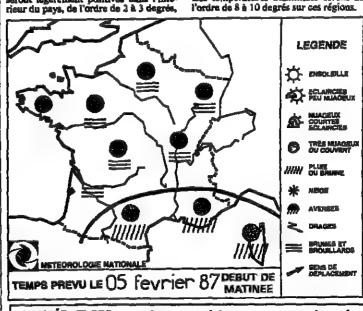
Jendi : le matin, le temps sera gris avec des brouillards denses en de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, le Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine. Il gèlera modérément en Alsace, - 2 degrés, où les brouillards seront persistants ainsi que dans sout le quart nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'inté-rieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés,

atteignant 5 à 6 degrés en bordure de la Manche, et 7 à 9 degrés près de la Méditerrande et en Corse, où le ciel restera convert en matinée avec encore quelques faibles pluies.

Dans la journée, le ciel deviendra variable et des éclaircies se déseloppe-ront entre la Loire et les Pyrénées ainsi que près de la Méditerranée, où un vent de nord se lèvera. A la faveur des éclaircies, les températures atteindront 7 à 10 degrés dans l'intérieur, 12 à 13 degrés près de la Méditerranée.

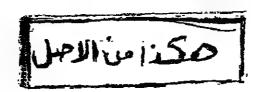
Sur les Ardennes, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace et le Jura, le temps restera gris et couvert dans la journée avec des maxima de 3 à 5 degrés.

Le long de la Manche et en Bretagne. dans l'après-midi, les vents s'orienteront au sud-Ouest, le ciel restera couvert et quelques bruines côtières se produiront. Les températures maximales seront de



		rs ext	rémé	s relevé	es entre 87 à 6 h				nps 0 a 4-2-1		-é
	FRANC	E		TOURS	., 8	1	С		125	30 10	
AJACCIO			N	TOULOUSE	10	8	P		One III	L 6	
BLARRITZ .			P	POINTEAP	30	20	D	MADRID		10 5	ŀ
BORDEAUX		0 7	Č	E	FRANGE	R			KO:	15 9	
BOURCES .	!		В	ALGER	19	10	c	MEXICO	,	24 9	•
BREST	10		Ċ		X 3	IU L	P			1 - 1	
CAEN		74	В				Č	MONTRE	L	0 - 6	ó
CHERBOUR	G (8 6	8	BANGKOK			D	MOSCOU		1 - 8	ì
CLERMONT	PERR.	6 2	В	BARCELON		LÜ	2	NAUKON		29 13	2
DLION		32	P		0		Ē	NEW-YOR	Ś	11 3	ì
GRENOBLE		4 1					Ñ				ó
LILLE		4 2	1	BRUXELLES		- 10 1	þ		MAL		•
LDMOGES .		9 3	•	LE CAURE .		•	ם	PÉKEN		2 - 10)
LYON			_		E 2		B	RIO DE LA	NEIRO .	33 25	i
MARSEILLE NANCY		1 9			25	17	Ď	ROME		14 6	ś
NANTES					24		Ď	SINGAPO	R	30 23	4
				DJERBA			N		LM	1 - 3	4
NECE Paris-Mon		7 2	_		3		R			24 19	
PARIS-MUN PAU			B	BONGKONG	20		D				
PERMIGNAN					6		č			18 11	
RENNES		7 6			13	ŝ	P				•
KENNES STÉTTENNE		8 4	Č	LISBONNE			r D				
STRASBOUR		• •	Č			-	C		-		
2 ITY 2800	Ju (0 - 1	Ľ	LONDRES .	9	•	_	I ATEMPE.		3 - 13	<u>'</u>
A	B		;	D	N	0		P	T		*
aversa	brune	1		ciel	ciel	orag	- 1	plaie	tempér	in un	eiş
a-case	dimine	COT	vert	dégagé	nuageux	Oraș	-	pie.	10,	- } -	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Metéorologie national



« Services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4414

123456789 1 m IA AI A11 IX X

HORIZONTALEMENT L Dont le fruit est bien juteux. -II. Tour de champ. Carte de crédit.
III. Un vrai poison. Hors-jeu ou out. - IV. Peut nous pendre au nez. - V. Homme d'affaires. -VI. Enveloppe de charme. Personnel. – VIL Dans le coup. Mot d'esprit. - VIII. Etat de manque. -IX. Vicil éclat. Animal. - X. Abréviation universitaire. Bien mûr. -XI. Dure ce que dure l'Eros.

1. Voit on est vu d'un mauvais ceil. Lettre grecque. - 2. Bolte de métal. - 3. Couvert de noir. -4. Cause de feu et parfois de froideur. Personnel familier. -5. Forme d'avoir. Très amer. -Etablissement de « créance ». Personnel. - 7. Meneuse de jeu. A peut-être demandé le menu ou refusé la carte. - 8. Accessoire de pêche. Science naturelle. -9. Forme d'être. Bien exposée.

VERTICALEMENT

Solution de problème at 4413 Horizontalement

I. Sommier. — II. Trier. Air. — III. Requins. — IV. U.R.S.S. RQ. — V. Prète. Eau. — VI. Tel. Rangé — VII. Economie. — VIII. Ain. Nègre. — IX. ST. As. Mal. — X. Ci. Sein. — XI. Dentiste. Verticalement

1. Strip-tease. - 2. Orc. Récit. -Miquelon. Ce. - 4. Meurt. Ain. -Iriserons. - 6. NS. Ame. Si. -7. Ras. Enigmes. - S. Ragerait. -9. Braque. Elos.

GUY BROUTY.

EN BREF

AVENTURE : formmes sur la banquise. - En février 1987 (/e Monde du 29 janvier 1986) six femmes entreprirent la conquête du Pôle Nord, il s'agissait de traverser la banquise de l'océan glacial Arctique de l'archipel de Spitzberg au Pôle Nord. Après un périple de soixante joure sur la glace et six cents kilomètres elles durent abandonner. Leur aventure n'en reste pes moins une première et un exploit physique et sportif. Dans le cadre du Forum de l'aventure, Madeleine Griselin et l'équipe des « Femmes pour un pôle a présenteront un diaporama. relatant leur expédition le dimanche 8 février à 13 h 30 au CNIT la Défense et répondront aux questions des spectateurs.

★ Femmes pour un pôle, 1, rue Saint-Epvre, 54000 Nancy, tél. 83-32-08-03.

• EXPOSITION: voyage au centre de la terre. - Qu'y a-t-il sous nos pieds ? Bien des choses : des plantes, des animaux, des câbles, des galeries, des carrières, des murs et pillers souterrains etc. ; le « Monde souterrain et ses mystères ». La première partie est consataupes, renards, lombrics jacinthe, Paris, (20 F).

championons dont certains doivent âtre observés à la loupe). La deuxième partie traite des divers aménagements du sous-soi, en particulier dans la région parisienne : restes archéologiques, distribution et stockage du gaz et de l'eau, réseaux de câbles (télévision, téléphone, electricité), canalisations, etc. Pour les visites de groupes, il est indispensable de s'inscrire par téléphone.

★ Maison de la nature, 9, quai du 4-Septembre, 92100 Boulogue. Rensei-gnements et réservations de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures au

■ VIE PRATIQUE : déconcubinage. - Contrairement à la femme légitime, la concubine abandonnée après des années de vie commune n'a aucun droit sauf un hypothétique ment sans cause» si, per son activité, elle a contribué au développement de l'entreprise ou du commerce du concubin. Mais après un procès dont l'issue est hasardeuse car la preuve difficile à apporter. Ni pension alimentaire ni pertage des biene n'est' jusqu'au 15 mars une exposition sur . Un petit guide pratique, la Vie à deux en 1986, conseille utilement les couples vivant maritalement. On peut se crée aux plantes et animaux vivant le procurer auprès de la Chambre des sous terre (cloportes, hannetons notaires, 12, avenue Victoria, 75001

• Du 3 février 1987 portant pro-

motions et nominations dans la pre-

mière section, nomination dans la

deuxième section du cadre des ingé-nieurs généraux de l'armement.

Du 26 janvier 1987 interdisant, en application de l'article
L 552 du code de la santé publique,

JOURNAL OFFICIEL

Sout publiés au Journal officiel du mercredi 4 février

DES DÉCRETS :

 № 87-57 da 2 février 1987 modifiant le décret nº 74-515 du 17 mai 1974 portant statut particulier des corps militaires des médecins, des pharmaciens-chimistes et des vétérinaires-biologistes des

• Nº 87-60 du 3 février 1987 portant modification des prix du service des télécommunications dans le régime intérieur.

la publicité pour un objet, un appa-reil ou une méthode présenté comme bénéfique pour la santé lorsqu'il n'est pas établi que le dit objet, appareil ou méthode, possède les propriétés annoncles.

UN ARRÊTÉ

laterie nationale TRANCHE (N'11) DU



TIRAGE DU MARDI 3 FÉVRIER 1987 LE NUMÉRO [0][9][3][1][1][5]

BAONE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 700

1 500,00 F

loterie nationale | TRANCHE (N'11) DU



TIRAGE DU MERCREDI 4 FÉVRIER 1987 LE NUMÉRO (0)7(0)8(5)0

1 000 000,00 F LES BILLETS SE TERMINANT PAR 277 AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

VENTE AUX ENCHÈRES CHARTRES - GALERIE DU CHARTRES DIMANCHE'S FÉVRIER à 14 h 30 ARMES, pistolets 18, 19 set, exp. 43-27-51-27 DIMANCHE 15 FÉVRIER à 14 b CABINET de PROFES. X.,

Instr. de physique et chimia. Horlogerie
Exp. M. Randier – 45-48-36-24
M. Anthony Turuer, expert
M. LELIEVRE, com. pris. 288
1 bis, pl. du Général-de-Guulle
28000 CHARTRES. T. 37-36-04-31. Catalogue

FONTAINEBLEAU

HOTEL DES VENTES DIMANCHE 8 FÉVRIER à 14 h

Obj. d'art et d'ameublement argent. bij., tabl. anc. et mod., mob. anc., tapis d'or, tapisserie Mr. J.P. OSENAT, comm.-prison Tél. (1) 64-22-27-62

Le Carnet du Monde Communication

Naissances

-- Jean et Sylvie BICHON-CALDAIROU

Marion.

le 19 janvier 1987, an foyer de Jean-Marc et Anne Protey-Biches.

Saint-Baldoph, 73190 Challes les East.

- Domhique, Brano SCHWAB et leurs cafants, Julie, Thomas

sont heureux d'annoucer la missance de Oteration.

le 28 janvier 1987.

12, avenue Baudard, 92270 Bois Colombes

- Roy ADZAK,

Décès

est décédé le 30 janvier 1987.

Le service religieux sera célébré le vendredi 6 février, à 10 h 30, en l'église St-Michael's, 5, rue d'Agussieu, à

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Les familles Arfeuil, Gaubert, Pogrouch, Sudre, Parents et amis,

M** Jean ARPEUIL,

out la douleur de faire part du décès de

survenu le 3 février 1987, à l'âge de

Brazis-Faic, 81500 Lavaur.

Le président, it le conseil d'admis Et le conseil d'admis versité de la Réunion, ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Thérésien CADET, doyen honoraire de la faculté des sciences officier dans l'ordre

le 3 février 1987, à l'Age

Ses obsèques out en lieu à Saint-Denis-de-la-Réunion.

· Le président,

Le vice-président, Le conseil d'administration, Et le personnel de la Société natio-nale Elf-Aquitaine,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean FEGER, ancien directeur genéral adjoint de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine.

O a dui un plounier du dévelo

iu gisement de guz de Lacq.

 Jacques et Françoise Lautman, laubelle, Alice, Jean Sébustien, Olivier et Madeleine Lautman, Olyser et Madeleme Lautman, Sophie, Sabina, Albert, Bruno, Nathalie, Olivier Cosnier, Les familles Mathiez, Aumeunier, Krivine, Lautman, Perquel, Samuel-

Lajeunesse, Parents et alliés, ont la tristesse d'ammonter le décès, le 30 janvier 1987, à Chamonix, de

Suzy LAUTMAN, née Perreas-Détrie, agrégée de l'Université, fesseur honoraire au lycée Fénelon, raiser de l'ordre national du Mérica

Conformément à son désir, elle sers sasevelie sux côtés de son mari,

Albert LAUTMAN, (1908-1944), résistant, mort pour la France,

dont le souvenir est îci rappelé, le vendredi 6 février, à 10 h 30, s tière de Dourdan (Essanse).

- M^{ac} Diana Ferenczfy, Ses enfants et petits-enfants, Les familles Riso-Levi, Orxini et

Gaido RISO-LEVA

arrussa le 3 février 1987, à Paris.

5, rue de Bois, 92000 Amiliaes.

- MM. Nemz Sadoul, père et fils,
M. Maurice Borloz
et at famille,
Les familles Ferrando, Peytrignet et

out la douleur de faire pert du décès de M- Albina SADOUL,

aveza à Nice, le 31 janvier 1987, dans

- M= Raymond Schwartz, son éponse, Mª Mossique Schwartz,

Et toute le famille.

out la douleur de faire part du décès de M. Raymoni SCHWARTZ,

survens à Cagnes-sur-Mex, le 29 junvier 1987. Les chaèques out ou lieu le mardi 3 février, au cimetière parisieu de Pan-

La famille remercie tous cour qui lui out tétutigné leur affection. 52, bonlevard Rochechouart, 75018 Paris.

- M=Gilberte Sebes. M. Claude Sebag et ses enfants, Nathalic, Jean-Pierre et Ludovic, M. et M™ Jean-Claude Perichen

et leurs enfants, Laurent et Jean-Ywas, M. Daniel Se M. Daniel Schag,
Les familles Chemla, Tartour,
Codan, Hagiage, Naccache et Sebag,
Parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de M. Ernest SEBAG,

survenu le 2 février 1987, dans sa

5 février. Le convoi partira de l'hôpital Bouci-caut, à 13 à 15. On se rénnire à la porte principale du cimetière parisien de Thiais, à

47, rue de l'Eglise, 76015 Paris.

M= Simone Seigneur,
 M. et M= Claude Geoffroy

et leurs enfants, M. Francis Miseres

et ses enfants,

Mª Evelyne Seigneur,

Mª Mario-France Espagnet

et ses enfants, Le docteur et Man Bernard Dardelet et leurs enfants, Le docteur et M= Patrick Seigneur

et leurs enfants,

M= veure Jean Seigneur

et ses enfants,

M= veure Pierre Bondevillain

M. et M= Pierre Woelfin

et leurs onfants, Ses frères et sœurs, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SEIGNEUR,

survenu le 1º février 1987, su Cap d'Antibos, dans sa quatro-vingtième

Cet avis tiest lieu de faire-part.

- Avec immense regret, en souvenis

Anniversaires

Paul BOUCHON.

(4 avril 1908-4 février 1971),

una pensée est demandée. « Thou wast not born for death... »

(John Kests 1821 †.) Tu n'étais pos né pour la mort... »

Communications diverses - Cercle Bernard-Lazare : « La némoire on l'oubli ? », début autour de l'affaire Waldheim, de B. Cohen et L. Rosenzweig, en présence de Luc Rosenzweig, journaliste au Monde, le 5 février, à 20 h 30, 10, rue Suint-Claude, à Paris-3.

- Les orphelins apprentis d'Auteuil résenteront les 10 et 11 février prochains as cirque d'Hiver, à Paris, une comédie municale Jonathem. Réserva-tion : châtean des Vaux, 28240 La Loupe. Tél. (16) 37-37-02-02.

Soutenances de thèses

- Université Toulouse-II, 5, allées Antonio-Machado, 31000 Toulouse, vendredi 6 février, à 9 heuras, salle da Château, M™ Jacqueline Gasquet, épouse Boniffay: « La promotion du français scientifique et inchnologique dans l'enseignement supérieur. Problèmes généraux et recherches appli-

— Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saimt-Denis Cedex 02, samedi 7 février, à 14 h 30, aulle G 201, M. Jean-Claude François : « Le théâtre allemand de l'après-guerre (1945-1950) : traditions et novations. »

- Université Paris-Val-de-Marne, jeudi 19 février, à 15 à 30, salle des thèces, M= Evelyne Garnier, épouse Sillam : «Rôle des termites dans le pro-cessus de transformation et d'humidification de la matière organique des sols

restiers tropicanz.». Université Paris-I, mercredi
 Sièvrica, à 14 heures, saile Liard,
 M= Solange Montagne : « L'industric
 da prêt-à-porter en France ».

- Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526, Saint-Denis Codex 02, samedi 28 février, à 14 h 30, salle G 201, he Marianne Courg : Le mattre et Margnerite, une couvre sui-

Nas aboanés, bénéficiant d'une réduction sur les innertions du - Carnet du Moode -, sont priés de joladre à leur avoi de texte une des dernives bandes pour justifier de cette qualité.

Patron de la FNAC et de la GMF

M. Baroin candidat au rachat de TF 1

M. Michel Beroin, président de la GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires), s'apprête à poser sa candidature pour la reprise de TF 1. Face au tandem Hachetto-Havas, à l'associaton Remanue. l'associaton Bouygnes-le Point et au personnel de TF 1, voici donc un nouveau challenger dans une compé-trion difficile et dans laquelle, sux yeux de certains, les jeux sont déjà faits.

Si la soudaine entrée sur scène de M. Baroin paraît bousculer un peu les cartes, l'initiative du patron de la GMF - un empire contrôlant une soirantaine de sociétés et dont le chiffre d'affaires dépasse les 10 milliards de francs - n'est pas non pius une surprise. A la fin novembre, ce dernier avait clairement laisté catendre son intérêt pour la « Une », laquelle, selon lui, peut se révéler « une très bonne affaire ». La dis-crétion était, depuis, totale, mais une équipe solide travaillait au pro-jet en refusant « toute stratégie de

pression et d'effet d'annonce ». Le dossier sera soumis à la Commission nationale de la communica-tion et des libertés, au nom de la GMF et de la FNAC, l'une de ses filiales, dont M. Baroin est le PDG. Une candidature que ce dernier envisage sous la forme d'une « lete-raction » entre le grand public, le personnel de la chaîne et les sociétaires de son groupe. Un principe de pertenariat cher à M. Baroin qui n'exclut pas pour autant le « réalisme financier ».

La répartition de 50 % de TF! accessible aux repreneurs privés s'organiserait de la façon suivante : 20 % pour la GMF-FNAC, 20 % pour d'autres partenaires tels que le magnat de la presse britannique Robert Maxwell et la société qué-becquoise de télévision par cable, Vidéotron, deuxième cáblo-distributeur du Canada, fort de 850 000 aboznés.

Il resterait encore 10 % à répartir nour boucler le tour de table. La GMF-FNAC sonhaite la participation de titres de presse français « indépendants, nationaux et régio-« interpendants, ministrat es regio-naux », sinsi que celle de sociétés d'édition, elles aussi « indépendantes ». Des contacts ont été pris avec l'Evénement du jeudi et Libération. Le groupe Baroin voudrait également approcher l'hebdoma-daire économique Valeurs actuelles.

Le projet ? M. Baroin s'abrite, pour le moment, derrière deux lignes forces : assurer la continuité de la chaîne et - maintenir la paix sociale ». L'apport de Vidéotron lui permet, toutefois, d'envisager de nombreuses coproductions, celui de la FNAC ouvrant maintes possibilités en matière culturelle. La régie publicitaire, quant à elle, sera inté-grée à TF I, les bénéfices étant répartis entre les associés an prorata de leur participation, une démarche « fidèle à l'esprit GMF ».

ANITA RIND.

PUBLICITÉ

Mamie et ses sponsors

Les mamies sont à la mode i Les premiers à s'en rendre compte ont été les responsables des machines à lever Vedette avac teur « mère Danis ». D'autres entreprises ont pris le reisis : Nova - yaourts st crèmes dessert - et se offèbre e mamie », les pâtes Lustucru et leur bonne-mamen qui apprend à de petits hommes verte-à cuiré des pâtes.

Les calés Grand-mère propoent aujourd'hui d'honorer ceiles qui font leur fortune en instituent une fête à leur nom, la « fête des grand-mères » célébrée tous les ans le troisième dimenche avant Pâques (cette année le 28 mars) et de leur consecrer une fleur : la jonquitle. Une fleur qui pousse è cette époque et qui, assure M. Pierre Jecquesson, directeur général des carés Grand-mère, inspire e dynamisma, guieté et journesse J. `

Elle n'était en tout cas pes triste du tout cette conférence de presse organisée, lundi 2 février à Paris, pour lancer la campagnia. Une vingtaine de mamies recplendiesentes - parmi lesquellès

la comédienne Bernadette Lafont, la réalisatrice Camerine Molinaro, Francise Gomez ex-PDG de Waterman - avaient été convides à un cocktait puis à un déjourer, toutes émoustifées à l'idée d'être fêtées une fois de plus entre la fête des ferrmes, le S'mers, et le fête des mères, en

Medame Michaux-Chevry, accretaire d'Etst auprès du precophonie, s'est associée à l'initiative. Sur ses conseils, les maires de Peris ont organisé en jenvier un après-midi « Racontemoi grand-mère », au cours doquel des conteuses professionnelles, des grand-mères de quertier et des enfants des centres de loieirs ont échangé des histoires contiues ou inédites. Le succès a été inégal, l'expé-

rience sere toutefois étendue aux autres mairies de France et l'association, pour la promotion. ceffe, publiers un recueil des ures histoires de mère-

SOLIDARITÉ

Les associations caritatives françaises ont fait largement appel aux stocks de la CEE

BRUXFLLES (Communautés européennes) de notre correspondant : . .

Les associations caritatives francaises font assez largement appel à la possibilité qui leur a récemment été offerte par la Commission euro-péenne de puisse dans les excédents agricoles de la Communauté. Ainsi, à la date du 2 février, 500 tonnes de beurre et 479 tonnes de viande leur avaient été livrées.

La procédure est assez simple ; les

La procédure est assez simple: les associations s'adressent au ministère de l'agriculture, qui les reuvoie aux organismes de stockage. Cenx-ci fournissent gratuitement le beurre, la viande de bourf, mais très bientôt aussi la farine, la semoule. La commission prend ea charge les frais de transport (plus de 200 francs par toune de beurre, comme pour la viande), mais aussi ceux de conditionnement et de distribution. Dans le cas du beurre, ce derniers sont remboursés à la hauteur de 1 100 france par toune. 1 100 france per tomes.

nautaire aux victimes de l'hiver met un certain temps à se mettre en place. S'agissant du benrre et de la viande, c'est en France que les quan-tités livrées ont été de loin les plus importantes. Ailleurs, notamment en RFA, l'opération démarre à neine.

Il faut parfois surmonter des difficultés inattendues. Dans neuf pays, dont la France; les organisations d'assistance ont fait savoir qu'elles manquaient de sucre; mais des stocks d'intervention n'existent qu'en Italie... Les experts étudient le moyen d'acheminer ces stocks dépuis la péninsule jusqu'anx cen-tres de consommation.

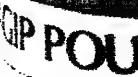
tres de consommation.

C'est la distribution de produits frais qui pose évidemment les problèmes les plus difficiles. La Commission l'a envisagée tant pour les fruits et légames que pour le poisson. On ne dispose pas encore d'informations sur les quantités qui out pu être effectivement distri-

METEO Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.

36.15 TAPEZ LEMONDE





e tele

1

Sales Sales Sales

THE WAY SHOW THE

Acres 12-14

F112

A STATE OF

The State of State of

システム 新華選

and the second second

 $(x_1, \dots, y_n) \in \mathcal{H}$

* * *

and the second

Same of the state of the same

and the same which are the same

· Proprietor State of the last

Charles Carry age-

11、海海南流海南省 南

· WHITE HE

- mariene see

一声(花1万

المعالمة المعالمة المست

Communication

Le ministère du budget et le financement de l'audiovisuel

Le satellite de télévision contesté

La publication per le Pigere d'une lettre de M. Alsin Jappé su premier ministre remettant en ques-tion la politique des pouvoirs publics sur le satellite de télévision directs (le Monde du 4 février) plonge le gouvernement dans l'embarras. La ministre du badget rallume en effet une polémique qui avait été tran-chée personnellement par M. Jac-ques Chirac en juillet 1986.

iccuse

itraine

4 SCHARAN

COLUMN DE M

Ceretary

2 section 10.6

@ CON : 217 Steam I land

Con integral

more than b

S SUPERIN

ppe verege

IARA DEA

Marie Section

-

I form treat

of. com

ERIE CAN 467 CP DE DE on particular in

--

en étranger

Berry 1

POS to Rep

A Rosed in

Buche de C

SE SES PROPERTY.

M DUMPH

Dath. Litter. e de Feses

Mill the pay

Marking 🚗

MALE CONTRACTOR

decerrace es

fleid office.

British 3

dent had a

MOLES

Salaring.

St. Dr. Water

Supplies

Bir ala FOR STRIPE SE di fare a

M. Burger

Le premier ministre avait alors confirmé le programme des estel·lites TDF 1 et TDF 2, entrafaint l'évolution du système de télévision européen vers la norme industrielle D 2 MAC qui doit remplacer le PAL et le SECAM. Si l'Eust assorait le financement du premier satel-lite, M. Chirac avait demandé que coini de TDF 2 soit pris en charge par le privé. M. Claude Contamine, charge d'étudier le problème, a charge d'étudier le problème, a remis son rapport il y a quinze jouns. Il y préconise l'apport de 600 millions de france, un premier tiers du financoment de TDF 2, par une société composée d'industriels (Thomson, Philips, Aérospatiale, Alextel, etc.) et des candidats aux chaînes du satellite : Hachette, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et le groupe britanni-que de M. Rapert Murdoch.

Depuis, certes, la CLT a « suspendu » son accord à ce montage.
Candidate à la reprise de la Cinq, le
satellite devait lui servir à étendre
son réseau. Mais devant la défection
de son partenaire Havas, la CLT, a
dit se rabattre sur la sixième chaine
et n'envisage plus de monter sur le

nouveautés

L'Auberge de Jérusalem Alexandre Vialatte

L'envers vant l'endroit Raymond Coasse

Éditions LE DILETTANTE

T&L 45-80-08-71 ___

reprise de la Cinq, M. Robert Her-sent, n'a pas fait connaître ses inten-tions vis-à-vis du satellite. A moins que la publication de la lettre de M. Juppé par la Figure soit une sorte de réponse déguisée.

Une exigence

Le ministre du budget s'inquiète aussi d'un autre point du plan de M. Contamine : la garantis demanté à l'Bfat des prèts bancaires sollicités par la société d'exploita-tion du satellite. Une garantie qui devrait courir jusqu'an lancement et de mise en service de TDF 1. L'exigence semble logique puisque l'Etat assume toute la première phase du programme. Mais les retards du lapouts Ariens les malériques et la lagrant de la programme de la cour Ariane, les polémiques sur la fragilité technique du satellite de télévision directe se rassurent guère M. Juppé.

Enfin, le ministre du budget som-ble très sensible aux arguments de son collègne M. Gérard Longuet,

jets concurrents de sa propre administration, la direction générale des télécommunications, qui s'intéresse fort sux transport des chaînes de télévision par ses propres extellites Telecom 1 A et 1 B. Les bénéfices de la DGT servant traditionnellement à renflouer les caisses du bud-get, rien d'étonnant à ce que MM Juppé et Longuet fassent, pour

On ne connaît pas excere la réac-tion de M. Chirac à la domande de rénnion d'un conseil interministériel sur le sujet. Mais les industriels de l'électronique out déjà fait avoir leur détermination à poursuivre le programme TDF 1-TDF 2. Pour enz, il s'agit, su travers du satellita, de protéger tout le marché européen en téléviseur dans une collaboration européenne sur la norme D 2 MAc Paquet. Un enjeu considérable sur lequel les industriels na sont pes prêts de céder.

JEAN-FRANÇOIS LACANL

La reprise de la 6º chaîne Accord entre la CLT

et la Lyonnaise des eaux

La Compagnie hutembourgeoise de rélédiffusion (CLT, messon mère de RTL) et la Lyonnaire des caux seront ensemble candidates à la reprise de la sixième chaîne de télévision. Lours conseils d'administration respectifs ont donné leur accord, vendredi et lendi derniers. Les deux partenaires disposerent de 25 % chacon du capital de la société exploitante. Les 50 % restants sont

actuellement proposés à leurs anciens pertonaires dans des tours de table devenus caducs à cause des characments de stratégie. Paribes (pour la CET), les Bditions Ameny, le Compagnie fines-

cière de Suez, Pathé-Images et la maison de production MK 2 de M. Maria Karmitz, NRJ (pour la Lyonnaise), sont donc actuellement sollicités pour rejoindre le nouveen regrospement. Les résultats de ces nitimes tractations devraient être rendus publics jendi.

Mais sans attendre de confirmetion officielle, le rapprochement de le CLT et de le Lyonnaise des esux rend le titche plus difficile pour les autres candidats repreneurs de la chaîne municale : UGC et son projet TFM, ainsi que les actuels proprié-taires de TV 6 s'ils confirmaient leur volonté de concourir à nouveau.

La SEPT en panne de redevance

M. Georges Daby, président de la Société d'édi-tion de programmes de télévision (SEPT), et M. rené Han, président de FR 3, devalent présenter à la presse ca mercroid 4 février, les grandes lignes d'un accord concin entre les deux entreprises. La SEPT le ababas entreprises accumens la responses billiés la cheîne culturelle — assumera la responsabilité éditoriale et financière de six journées thématiques diffusion our FR 3,

La première, le 1^{et} mui, sera consacrée au XX^e atmiversaire de Beaubourg. Parallèlement, les deux sociétés out couclu un raste accord de copro-

A leur grand étonnement, les res- sie et minimise l'affeire. Le ministère ponsebles de la Société d'édition de la culture et de la communication, programmes de télévision (SEPT) sans saire ce que l'attitude du minissans taire ce que l'attitude du minis-tère de budget pourrait avoir de trou-blant, assure officiellement que « tout est sur le point d'être réglé » et que les premiers versements dovraient interprogrammes de telévision (SEP1)
s'aperçoivent, début janvier, que le
premier versement de la quote-part de
redevance, à laquelle cette société
publique peut légalement prétendre,
n'a pa eu lieu. Remeignements pris, ils
apprement que la comptabilité publimes a mon l'ordre du ministère du wenir incessamment. Le cabinet de M. Edouard Balladur affirme qu'il na faut. « en aucun cas voir dans ce pro-blème une remise en cause du projet ». que a reçu l'ordre du ministère du budget, de na pes l'effectuer.

Vendredi dernier – jour théorique de « pais », – la SEPT n'a toujours rien perçu. Melgré les inquiétudes de ses dirigeants et leurs demandes d'explications, ancune consigné, aucun contro ordre n'était encore parvern au contre-ordre n'était encore parvenn au service de la redevance. A l'automne dernier, pourtant, le Pariement avait, dans le cadre de vote annuel du bud-get de l'audiovisnel public, accordé 300 millions de francs de redevance à la société. Une décision qui aurait de mattre cette dernière à l'abri de toute

«Le mais de janvier est traditionnellement un gros mois d'encaisse-ment de la redevance, explique la directeur général, Jean-Loup Arnand. Ce sont donc plus de 25 millions qui Ce sont donc post de 25 militors que ne nous ont pas encore été versés. » Une somme importante, même si elle ne plonge pas la trésorerie de la SEPT dans le rouge. Les débuts difficiles, les échéances électorales, les changements schences electorates, les changements consécutifs d'équipe et de politique, out gelé son développement. L'an dernier, les deux tiers du budget sont restés inemployés : une situation inhabituelle qui s'est conclus par une pondition — exceptionnelle — de 40 millions per le selés avez le conclus par une pondition — exceptionnelle — de 40 millions sur le solde pour boucler le finance-ment du... satellite français TDF 1.

Avec les retards dans les versements de la redevance, cette « ponction exceptionnelle » deviendrais-elle la règie? An gouvernement, checun le duction pour 1986 et 1987. Chaque sociéé mettra au « pot » commun 116 millions de francs. Une somme non négligeable, paisqu'elle représente par exemple de 10 à 11 % de ce que la troisième chaîns consacre ausuellement à ses programmes. Mais cet accord, aunci blouveum soit-il pour checune des partenuires, ne lève pas toutes les hypothèques pesant sur la SEPT, chargée par ailleurs de préparer le lancement d'une chaîns de télévision culturelle et suropéeans

> prisque la définition correspond asset fidèlement aux missions de la SEPT. Alors, le Rue de Rivoli a diargi son attaque en déplorant le «flou» du pro-jet, l'augmentation récente des effectifs de la société, et en s'interrogeant sur « la place que ha serant faite dans le futur paysage audiovisuel ».

Cétait, sans le dire, s'inquiéser de sort du système satellite TDF 1-TDF 2 pour lequel la société doit * préfigure - la programmation d'une chaine. Un système auteillite que le ministère du budget juge anjourd'hui condamné. En pesant sur la SEPT, a-bil «anticipé» un abandon qu'il juge nécessaire? Tout le laisse croire... Le représentant de M. Léotard au consoil en reame, le ministre du outifier par une argurie juridique : la SEPT était-elle la « société nationale de programme (...) chargée de la conception et de la programmation par satellite » prévue à l'article 45 de la lei sur la communication et de la programmation par satellite » prévue à l'article 45 de la lei sur la communication par satellite » prévue à l'article 45 de la lei sur la communication par satellite » prévue à l'article 45 de la lei sur la communication de la lei sur la lei s d'administration de la SEPT somble déjà en avoir tiré les conséquences: il a vivement encouragé, mardi 3 février, les responsables de la société à passer un accord avec TV 5, la chaîne fran-

PIERRE-ANGEL GAY.

Licenciements à l'ACP

Le souveau patron de l'Agence contrale de presse (ACP), M. Ian Maxwell, a décidé le licenciement économique de seize salariés, quelques jours après son accession à la présidence de l'agence, dont il est le principal actionnaire (le Monde du 29 janvier). Cette mesure concerne huit employés, dont un cadre administratif, et huit journalistes, parmi lesquels trois chefs de service, sur un total d'environ cent trente salariés.

Le plan de rachat de l'ACP par le

Un argument

qui ne tient pas

En réalité, le ministère du budget a

tion? Que la réponse soit non, et le versement direct du produit de la

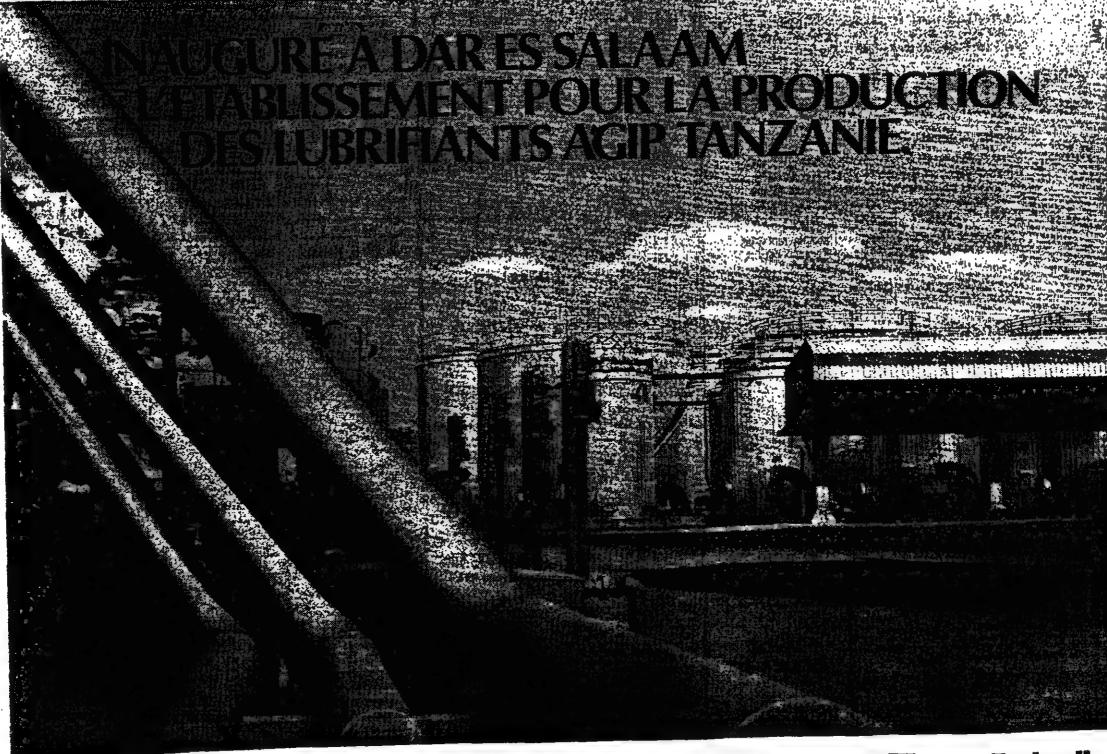
redevance devenait impossible.

L'argament n'a pas sens longtemps,

Le plan de rachat de l'ACP per le fils du magnat de le presse britauni-que, M. Robert Maxwell, prévoyait une réduction de la masse salariale grâce à des suppressions d'emplois. Coux-ci devaient se traduire par des

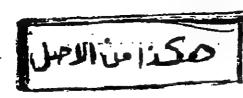
départs volontaires ou par des prére-traites. Le personnel de l'agence avait donné son avai à ce plan. Tou-tefois, le nombre de salariés licenciés (deux journalistes de plus que prévu) gêne los syndicats de l'agence.

Un délégué de Force ouvrière (syndicat majoritairs) estime copondant que « les syndicats ne peuvent rien objecter à ces licenciements puisqu'ils ont accepté le plan de M. Maxwell ». La CFDT, pour sa part, proteste contre une méthode « qui plège le personnel malgré le contrat de conflance passé ».



AGIP POUR L'AFRIQUE.

AgipPetroli



Cameroun

DIRECTEUR USINE 400 000 F +

Cette entreprise industrielle, d'environ 1000 personnes, filiale d'un important groupe français, est spécialisée dans la fabrication de contreplaqués destinés aux industries du bâtiment et du meuble. Renforçant ses structures, elle crée la poste de Directeur usine pour assumer le

shilité de son unite camerounai Rattaché au Directeur Général et en autorité sur six cents personnes, il sera chargé des programmes de fabrication en quantité, qualité et délais. Responsable de ses budgets et de ses objectifs, il veillera à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production.

Pour ce poste base dans une petite ville du Cameroun, nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplome (Centrale, A.M., E.N.S.L., ...) géneraliste, plundisciplinaire, agé de 35 ans minimum, homme de terrain et personnalité afirmée, pouvant justifier d'une expérience réussie de 5 ans acquise à ce même riveau de responsabilités en tant qu'expairié. La connaissance de l'Afrique constituera un atout supplé-mentaire. A la rémunération annuelle brute pourront s'ajouter des avantages en neture (logement, congès retour en métropole, ...).

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV complet, photo et rému-nération actuelle sous référence M 17/1543 A à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE 15, rue Charles Monselei - 44000 NANTES

egor PARIS BORDEAUX LYON HANCES SCRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



Interpreter/Translator (English/French)

The International Institute of Tropical Agriculture (IITA) with headquarters in Ibadan, Nigeria, is an international agricultural research and training center. It is one of 13 centers supported by the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR) whose secretariat is at the World Bank in Washington D.C., U.S.A.

The institute has a vacancy for an Interpreter/Translator (English/Franch). Salary is negotiable and will depend on qualifications and experience. The appointee will be based in Ibadan on the IITA campus that has residential areas and excellent working and recreational facilities.

The requirements of the position are: University degree in conference interpreting, translation, or modern languages. The ideal candidate would

preferably have been educated in French. Candidates should have proven ability to interpret English into French as well as French into English. Experience in word processing would be an advantage.

Applications should be addressed to: Manager, Human Resources, IJTA, c/o Ma Maureen Larkin, L.W. Lambourn & Co. Ltd., Carolyn House, 28 Dingwall Road, Croydon CR9 3EE, England.

Société d'établissements gastronomiques de hauté réputation de Basse-Saxe et du Hanovre recherche pour son "Park-Restaurant Bristol-Grill" un jeune

Chef de Cuisine

disponible rapidement.

Notre clientèle touche autant la société qu'internationale. Nous recherchons un chef dynamique et responsable; capable de composer une cuisine variée, imaginative et moderne à base de produits trais. Apte à assurer achâts, contrôles des produits et comptabilité,

Une étroite collaboration avec le gérant du restaurant vous garantit la plus large indépendance et votre responsabilité vis-à-vis du seul conseil de direction.

Nous vous offrons une rémunération correspondant a votre position. Merci d'adresser c. v. et lettre de candidature à





Theodor-Heuss-Platz 1-3 D-3000 Hannover 1 RFA

CONSEILLERS **POUR PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Notre Société Internationale de Conseil

spécialisée dans les institutions financières et la restructuration d'entreprises dans les pays en développement recherche régulièrement des candidats de haut niveau pour des missions à court ou long terme.

Niveau minimum licence (anglais sonhaits) avec au moins 5 ans d'expérience des pays en développement dans les spécialités suivantes :

— banques de développement et d'affaires/évaluation de projets (économistes, financiers, ingénieurs industriels); ructuration et privatisation d'entreprise

Envoyer C.V. chronologique détaillé à : DEVELOPMENT FINANCE CONSULTANTS S.A. 17, rue Georges-Bizat, 75116 PARIS.

Société recherche

POUR GESTION PORTUAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Directeur financier de port

expérience. Anglai ilé, contret expatrié

Earline sous to nº 8,320 LE MONTE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7°.

Organisme Européen recherche pour détaches े ट्यारे सराप्राचेड Commission Communautés européennes

économiste international trilingue

Profil: formation universitaire et post-universitaire approfondie, expérience de recherche et de travail dans l'analyse intersectorielle d'aires (CEE, USA, Japon) et de produits industriels et financiers. Capacité élevée d'analyse et de synthèse. Rédaction maîtrisée en anglais.

Age: 30/35 ans. 5 ans d'expérience minimum.

Fonction: assistant d'un responsable international élevé.

Contrat: 1 an renouvelable sur 3.

Lieu de travail: Bruxelles.

Salaire: 270.000 FF annuel brut.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite à M. Thomas Haringer

19, RUE DUPONT-DES-LOGES, 75907 PARIS.

vidéastes, infographes, etc.) pour une division

Sent requis : aptitude pédagogique, connaissance approfondie des techniques et du marché de la production audio-visuelle.

Activité de 12 h à 20 h par semaire. Engagement dès THEOREM 1987.

Faire offres manuscrites, avec curriculum vitas, références et prétentions de salaire sons chiffre 22-115 510 à PUBLICITAS, 1211 Genève 3/Suisse.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Empiel vous propose une sélection de collaborateurs :

 INGENIEURS toutes spécialisations CADRES administratifs, commercialix

JOURNALISTES (presse écrite et pariée)

DIRECTEUR FILIALE COMMERCIALE 47 and ICG CNAM trilingue Anglais-allemand, 16 ans exp. Vente marketing France Export produits industriels. Biens d'équipements. Direction d'un centre de profit Développe-ment du CA. Création Animation d'un réseau de vente international Europe USA, Asie. Ouverture de nouveaux marchés. Lancement nouveaux produits.

RECHERCHE fonction similaire ou Direction commerciale dans société à vocation internationale. BCO/MAB 967. INGÉNIEUR FORMATION UNIVERSITAIRE. Chef de

service. Domaine électronique. Responsabilité technique et commerciale. Négociation à hant niveau. Relations internationales, Exp. multinationales, BCO/BD 968.

INGÉNIEUR. Exp. 20 ans de gastion. Anglais courant. Compétences technico commerciales électronique professionnelle, clientièle industrielle et scientifique. Commissances approfondies comptabilité l'inance marketing distribution droit des entreprises micro-informatique. Ouvert à toutes propositions. BCO/MS 969.



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09 TÉL.: 42-85-44-40, poste 27.



Antiquités

Restauration d'objet et de mobilier à domicile, Rens. de 14 à 19 h. au 43-59-73-55. Nots CHARBONNER, PARIS-8-.

Particuliers

(offres)

A VENDRE JUKE-BOX modèle Consul 1989 stérée 120 sélections, rustique, bols massif, portes et abst-tant décorés en outr formé, 4 300 F. 764 : 88-40-83-09.

Artisans

MENUISERIE artisanale Tous agencements at rénove-tion, travail sérieux et soigné. Paris, province, étranger. D.M.I. Tél. : (1) 43-83-82-29.

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus grand
et formidable choix
« Que des effaires
exceptionnelles » écrit le
femeux guide « Paris pas cher »
en alliances, brillants, so staires, etc. bagues, rubis,
sophirs, émeraudes, toute la
bijoutarie or, argentarie FERRONO OPÉRA

angle bd des kallens 4, Chaussée-d'Antin. Achats ts bij. ou échan Autre magasin autre gd d Etoile 37, av. Victor-He

Brevets

GILLET ACTUELLEMENT - 20 % SUR TS LES BLJOUX ANCIENS begues romantiques, broches, bracelets... Divers

LT.S. Vous conneisses / 42-24-46-66

Moquettes MOQUETTE 100 %

PURE LAINE PRIX POSÉE : 99 F/m2. Té.: 46-58-61-12.

régionales (vins)

Spécialités

SAUMUR 75° FOIRE AUX VINS

les 7 et 8 FÉVRIER 1987. Vacances

Tourisme

Loisirs relais temps prések

63, r. N.-D.-des-Chemps 75006, 43-29-94-78, offin s6j. 21/28-2 à Chemonix (part. de 1 280 Fl. du temps (soi, avec d'autres, amb. ferr soi, avec d'autres, amb. ferr

COTE D'AZUR

06230 Villefranche HOTE. PROVENCAL ** 50 chambres, beins ou douches, w.-c., terresse, jerdin ascensey, till, direct, PRIX SPECIALIX HIVER

19° arrdt

PALAIS ROYAL

1= arrdt

مكذا من الاصل

5° arrdt PRÈS OLIAI SEINE **VUE PITTORESQUE**

lere gd 2 p. rénové, gualitá, sola Px 1.160.000 F 45-67-66-16.

PARTHEON 2 p., cuia., beins, 39 m² REFAIT NEUF GARSI 45-87-22-88.

RIVE GAUCHE RUE DE BEAUNE Duplex 60 m², 1.400.000 f. RUE DE LE LE 70 m², 1.800.000 F, RUE MOUFFETARD p. 80 m² + jerd., 2.100.000 F, PARC MONTSOURIS

7° arrdt

3 p., 70 m², 1.200.000 f. SOULEVARD BRUME Duplex 60 m², 900.000 f. RUE VASCO-DE-GAMA 3 p., duplex, ter rar de 550.000 f.

8° arrdt EUROPE 95 m²

SAINT-AUGUSTIN

Calme, possibilité prof. lib. MICHEL BERNARO, 48-02-13-48. 11° arrdt

Imm. p. de telle, secenseur, gr liv., 2 chbres, entrée, gde cui sins, bains, W.C., chr genz indiv. Pau de ch. 18, RUE CES BOULETS Marrie grans 2 1-12 h

14° arrdt

Mr JAVET

Imm. récent, ti cft, periord, gd liu, 2 chibres, gde entrés, cuies, beins, wc. 98 m² + belcon. Peu de charges. 22, ex. limite-2ois, ecc. A2 Samedi, dim., kindi 14 h-17 h.

Mr BUPLEIX

imm récent, tt cft, perking, go living, 3 chbres, entrée, cuis. 2 bns, 2 wc, 120 m², 2 gdes loggies. Tél. meth 46-44-21-97.

17° arrdt 17° PEREIRE bon imm. + 2 chbres cft, r.-de m², clair, charme, s/cc vs 90 m² prof., Sb. pos-45-74-73-77.

représentation

iffusion produits péri

Dynamique et motivé. Pixe + commission prime.
Pour Paris et sa banti
Adreser C.V. + photo

capitaux

commerciales PLACEMENTS

PLACEMENTS ITÉRETS 15 %. Garanties /immeubles. 43-48-77-53.

ventes

appartements ventes

CRIMÉE CURIAL Récent beau 2 p., 56 m², 7º ét. a/jerd., balc., sotail, 160, r. d'Aubervillers, Jeu. 14/17 h. 16l. 42-02-57-79 av. 10 h.

Megnifique 2 PIÈCES cais., a. de bna, 35 m² Refait neuf. A SAISIR 265.000 F - 43-21-49-12. URGENT PARIS

PORTE DES LELAS Imm. récent, studio cuis. beins, 27m² + terrasse 10m². Parfait état, cave, parlong, 330 000 F. Tél. 48-07-38-54.

20° arrdt PROPRIÉTAIRE VEND PARIS 20 HOTEL PARTICULIER, 7 p. ger. 5 volt., s/s sol total, s/3 niveaux avec acc. Possib, ccial, 10 lignes til. REPAIT A NEUF, 3.000.000 F. 42-89-12-10.

IMMEUBLE STANBING Gd 8v., 3 chbrus, 2 beins, gde culs, beic., sec., solell. 130 m², perking 1.300.000 F. 48-05-58-70.

Province

Tel.: 38-69-30-78.

Minitel :

2911te 000 0E

Peris-province 36.15 Teper

appartements

achats

RECHERCHE URGENT

Appertements the surfaces, même à rénover. 42-52-01-82.

Recherche 1 à 3 p. Paris préfère 5-, 6-, 7-, 12-, 14-, 15-, 16- avec du sens travacur PAE COMPTANT chez riozaire. 18-73-20-67 : même le soir.

Cherohe 4/5 PIÈCES rive gauche de préférence Téléphone : 43-21-48-12.

GROUPE DORESSAY

PAIE COMPTANT chez notaine 48-73-20-67, même le soir

AGENCE LITTRE

appartements

occupes

CAMBRONNE

locations

non meublées

offres

Région parisienne

MALAKOFF Pay. 4 p. it oft refeit neuf. 5.500 F manauel. Tél. : 46-55-70-82.

locations

non meublées

demandes

EMBASSY SERVICE

3. avenue de Messine 75008 PARIS. Recherche en location ou à l'achert APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTELE ÉTRANGÈRE COME. GENERALE

TEL: 45-62-78-99.

5. 30 ans, sér. réf. ch. appt louer quarder mairle 18°. Tél. : 47-07-55-39.

SERVICE AMBASSADE

Rech. pour clientille Françi et étrangère appts et hô part, dans quartiers résid

Hauts-de-Seine ALAIN BIRN, NEURLY MARLOT Bel appt 170 m², r.-de c., jerd privé, box chibre de service 47-22-48-20 eu 46-34-07-87, 42-67-85-38,

AV. CHARLES FLOQUET S/CHAMP MARS appt except. 300 m². Eur. nº 125 MLRATET, 15, r. Teltbout, 8°. Sureanes: part. vend appt 2 p., 40 m², emol., dem. ét., tt cfr.; ktch., cab. toš. (douche), w.o. sépar., chauff. per conveac., 2 cese. Comm., écol., bus. tr. Pris: 350 000 F. Tél. 47-72-24-98 apr. 20 h.

DÉFENSE/VISION 80 Duplex, 150 m², 6º 4c., 2 chbres 2 brs. iropeomble, 48-02-13-43.

Val-de-Marne Liv. dibie + chare, 80 m² Cheonevières (84) Pert. vd appt Bon état, rest. stand., calme, perc, extrée, quie amfosgée, ell., belt., 2 chtree, s.d.b., save, 2 pert., tannic, com., bus-foote, LPRG. 480.000 F. H.B. 48-79-82-76.

BASTILLE 300 m² DUPLEX, belle surface à amé-neger, 20 fenêtres, poss. prof. lib., 8 600 P is m². Egrire ACP 8, rus de l'Arcade, Paris-8-. Magive 300 m. des pistes ands 47 m², séjour, chore -ie, bain, w.c., orve, 1 case

12° arrdt M NATION

ALÉSIA RÉSIDENTEL. 8 P. CONFORT, BEL MANSUAL 780,000 F. 46-26-98-04.

15° arrdt

16° arrdt -

30 AV. G.-MANDEL

offres NOSSY BE

COMMERCIAUX Homete ou femme 20-26

NOSY BE 39, no GODOT-DE-MAUROY 75009 PARIS.

propositions

TERETS 15 %, Geranties s immeubles, 42-89-12-10,

automobiles

de 5 à 7 C.V. Part. vend SUPER 6 GTS, 7 cv. Année 87, 5 portee, Peinture métalisée, beige antilope, indéteur tissu beige, vitres teinées, siège rabattable, amonne et pré-équip, radio. (6 700 km + garantie 6 mois).

locations meublées offres

Paris ÉTOILE/GDE ARMÉE

> locations meublées demandes

Paris Part, rech. 2 poss ti cit, bon dast, dans les 67, 7°, 14°, 15° arrol. Pris 2.500 F [charges compress]. 49-78-78-87, h. salv. 15/20 b, da mandi en sem. M. MOSQUATO SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS per Stás em AMBASSADES. 45-26-18-86.

particuliers

PANTHEON MAISON INDÉPENDANTS 255 m² sur 3 nivesux poesis, Gd r.-de-a. en plus idéel pou cesupation state profession GARSI: 45-67-22-66.

pavillons PROPRIÉTAIRE VEND CRÉTER, Mª Créosi-l'Echet pav. de ceractère, sg. dble, 3 shires, cols. équipée, 2 s. de bns, se/sol, garage 2 volt. ENTEREMENT RENOVE 1.500.000 F. 42-89-12-10.

MONTFERMELL Magnifique pavillon sur sque-ed Culaine, grande salle de eljour, 3 chembres, w.e., salle de beins + flogerie, graner emé-nogatible, garage 2 voltures, Turnin 800 m²

PRIX: 800.000 F

Tel.: 43-30-76-71. villas

ARRECY, vs ville tr. b. coestr., 2 niv., 147 m² hsb., gde cris., 3 ch., gren., a/ aci annis., just. ach. 1200 m² 200 m les, we accomique. 2.100.000 F. 86-23-31-08. propriétés TOURS (Indre-et-Loire), Contre villó, guarder Prilbundes, parti-culier vend maison très agris-ble, excel, état, 12 cft, 7 poss,

beeu jurdin, perking. Till. sc. 18 h 30 mu (76) 47-20-97-68 _ A FOLKS, DCSPTIONNEL Sure et-loi. prox. Chânsudon SUPERINE MASSON récents de 800 m² e/terzein boisé et clôturé 12 hs, pluseurs réceptose 11 chiras, 6 s. baira + bés-

Px 2-020.000 F 42-47-00-82. A VENDRE 130 km Paris A 13, propriété de curactive de pare 1 he 18 a. Dépard derross. S'art, M'Red-Cacheleus Routet, Tél. r. 32-66-60-66.

terrains KAUFMAN DE BROAD ICHERCHE TERRANS, Peris I risilisation immembles cel-lle. Deside Raza 48-00-18-15 6, cours Michelet, 92:084 La Défense.

bureaux

Locations

fech. Dour CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ETRANGÈRE MARAIS-RIVE GAUCHE, 18-NEURLY APPTS 4-8 P. REHOTEL PARTIC, ACHAT GU LOCATION. 48-24-83-33. echerche 2 à 4 P. PARIS presser RIVE GALICHE SIEGE SOCIAL szux, secrétariat, téles CONSTITUTION STÉS

> ISPAC 42-93-60-50 +. SIÈGE SOCIAL étariat + bureaux neufi Démarches RC et RM SODEC SERVICES Nps-Dysées : 47-23-58 Nation : 43-41-81-81.

av. des Champs-Byases (Excile Rue Saint-Honoré (Concorde) Rue Cronstadt, PARIS-15-27 bis, rue de Tout, Paris-12-Constitution SARL 2.000 F. H.T. INTER DOM TEL. 43-40-68-60. DOMICILIATIONS

emiciliation depuis 80 F/mois L des Champs-Bysées (Ecolle)

orum des Helles — Bureeux Constitution de sociétée Glausscrétzeux — 40-26-16-12 VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL — RC — RM Constitutions de sociétés marches et tous servic ermanences séléphoniques

43-55-17-50. DOMECILIATIONS Location Barx et ataliers emmance téléph, (Téles, létex, téléople, photocopia, secrétarist). CONSTITUTION Sociétés

commercants, artisans CENTRÉ D' AFFAIRES MITIATIVE 2000 — Parla-1" nu St-Honor tilióphono : 42-80-91-63 — Parla-18" 40-56-02-8; — 96 Genesos : 42-60-41-6

industriels Ventes

10' Paris per A4, 2i bent. Est, Champigny, à ATTRIBUER 700 m²-800 m²-1700 m². 88t. ind. et burx of entinegés à in demande. 48-82-18-86.

and the second control of the control of

and the second A Server de La Company Control of the second and the state of

· purkey and - it -2000年1月2日 all and a second a gama sa 10 100 PET ME 1 - BARRET

A STATE OF THE PARTY OF

Commence of the

The state of the s - - - - -representation of the second 3.50 فرخفان فيستني an Abbert 🙀 Jan Salaria entrici History a programme and the second

· Marine ··· Marie Company de anne Tippin 🗟 In the State of the last Str. September 2009.

2.5

34 人名特德德 1.33 32.00

Section 1 -1

State Service All the same of th

Le grand décollage de l'assurance-vie

'ASSURANCE française est une industrie nationale importante : 521 entreprises, dont certaines très prises, dont certaines très grandes, 210 000 emplois, 120 millions de contrats gérés, 231 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985 (mesuré par le montant des primes encaissées) et probablement plus de 250 milliards de francs en 1986. C'est bien normal: tout Français, à un moment ou à un autre de son existence, devra contracter une assu-

The same of the sa

C'est aussi une industrie en bonne santé. Depuis le début des années 80, elle a connu une croissance rapide et régulière toujours supérieure à celle du produit intérieur brut, donc supérieure à l'inflation.

Les primes encaissées ont angmenté de 17,6 % en 1981, de 18,1 % on 1982, de 13,9 % on 1983, de 13,6 % on 1984 et de 11,5 % en 1985, soit 5,4 % de croissance réelle hors inflation cette année-là. Dans cette progression constante et brillante, un nement : en 1985, pour la première fois, le chiffre d'affaires de l'assurance-vie a dépassé celui de l'assurance automobile.

MOSTERIO

Marie Comment of the Comment of the

PRU : DEM

41 . 54

7 (1 K X)

14 4/ 35%

L'automobile dépassée

Auparavant, selon une enquête de l'INSEE réalisée en 1984, les ménages consacraient sur un budget de 3 500 F destiné à l'assurance (3 % de leurs dépenses totales), l'essentiel à leur converture automobile (55%), 21% seulement étant destinés à l'assurance-rie, 19% à l'assurance-habitation et 5% aux divers. Bien plus, alers que les encaissements de la branche automobile stagment (+ 2% en 1985), ceux de l'assurance-vie « explosent » littéralement : un bond de 26,4 % en 1985, à 75,3 milliards de francs, qui succède à un autre bond de 21,5 % en 1984 et à des

ayant fait exception, avec une progression de 11 %.

Cette explosion est liée, indubitablement, à un besoin croissant de retraite complémentaire par l'assurance individuelle ou collective. On sait que, au contraire de l'assurance-décès, qui peut ne jamais donner lieu à un versement si elle est limitée dans le temps, l'assurance-vie donne toujours lien à un versement à une date déterminée ou non, ce qui l'assimile le plus souvent à un produit d'épargne, l'aboutissement logique étant le contrat de capitalisation, qui permet au souscripteur une accumulation d'épargne sur une longue période.

Pour illustrer ce souel de protection qu'éprouvent les Français, on estime qu'en 1985 la chiffre d'affaires de l'assurance-retraite n'a pas été inférieur à 20 milliards de francs. Un tel souci est nouveau, car, depuis le seconds guerre mondiale, l'intantation en France de régimes de retraite par répartition n'a guère poussé les Français sur le chemin de l'assurance vie. Ajoutons-y une inflation qui a souvent été galopante et, surtout, spoliatrice, jus-tifiant cette observation : « L'épargnant a la mémoire de l'éléphant; le cœur du mouton et les jambes du lièvre. »

Ces facteurs expliquent que si la France occupe une place honorable en assurances dommages, loin certes derrière le géant américain mais à un bon rang derrière le Japon et l'Allemagne, elle reste à la traîne en assurance-vie. Dans ce secteur, aile ne représente qu'un peu plus de 5 % des primes encaissées aux Etats-Unis (c'est normai), à peine 10 % des primes au Japon (c'est aussi normal, car le Nippon est une vraie fourmi), moins de la moitié des primes de

Suivant la même enquête de l'INSEE, en 1984 les primes d'assurance vie étaient de plus de 4 000 F par habitant et par an an Japon, champion toutes catégories, d'un peu moins de 4 000 F aux Etats-Unis et de 3 000 F en Grande-Bretagne et d'un peu plus de I 000 F seulement en France. Cette absence de relation naturelle entre l'épargne et la retraite par assurance-vie et capitalisa-tion, au profit d'une répartition immédiate des cotisations, a pénalisé notre pays dans la mesure où le marché financier français n'a pendant quarante ans, recevoir d'apports suffisants.

Le PER de Balladur

Mais, henreusement, tout cela est en train de changer et à grande allure, grâce d'abord à la désinflation qui, pour un certain temps, a rendu à l'épargne financière sa rentabilité. Les ménages ont pris conscience des risques qui pesent sur l'avenir des régimes de retraite par répartition, menacés par une diminution relative de la population active des cotisants par rapport à une population de retraités qui ne va pas cesser de croître. La constitution d'un patrimoine pour les vieux jours, ou d'une retraite complémentaire, entre dans les mœurs, ce qui a favorisé le développement foudroyant de l'assurance-vie et des produits financiers qui lui sont

Un antre événement notable a été l'amonce, à l'automne der-nier, par M. Edouard Balladur du fameux plan d'épargne retraite (PER), dont l'objet est d'encourager la constitution d'une épargne-retraite par capitalisation, disponible sons forme d'un patrimoine ou d'une rente viagère différée. Ce projet, qui devrait

progressions de 22,8 % en 1982 et RFA et 80 % de celles du être voté au premier semestre de cette année par le Parlement, est américain de l'Individual Retiroment Accounts (IRA). Il prévoit, on le sait, un versement annuel déductible des bases de l'impôt sur le revenu, avec un maximum de 6 000 F (12 000 F pour un ménage), les sommes recueillies étant imposables « à la sortie », avec une pénalisation importante en cas de retrait avant dix ans et avant soixante ans et. au contraire, une bonification de 5 % et 10 %, sous forme de crédit d'impôt, en cas de retrait à soixante-trois et soixante-cinq ans.

Ce projet, qualifié de « très ambitieux » par le gouvernement, a, il faut bien le dire, un peu déçu. Les Français auraient bien voulu être détaxés à la sortie comme à l'entrée. C'était, quand même, beaucoup demander, d'autant que le coût du dégrèvement fiscal sur les versements va s'élever, sans doute, à plus de 5 milliards de francs en année pleine.

Parmi les principales critiques, citons celles des assureurs par la voix du président de leur fédéra-tion, M. Jacques Lallement. Pour lui, le PER est, tout simplement, une « occasion manquée ».

Certes, il lui reconnaît toute une série d'avantages. La modernité, tout d'abord : souplesse de gestion dans le contenu (actions, obligations, etc.), dans l'utilisation (pluralité des comptes, versements et retraits libres), dans le choix des gestionnaires. L'unicité ensuite, qui donne satisfaction aux assureurs, puisque les produits d'assurance seront admis au PER et que la fameuse taxe d'assurance de 5,15 %, la seule qui, en France, frappe l'épargne à sa formation, ne sera pas perçue : nne véritable novation. Nonexclusivité : autre source de satisfaction pour les assureurs, puis-

ne seront pas les seuls gestionnaires. Ouverture, enfin, la compétence reconnue à l'assurance pour distribuer des produits bancaires, au moins dans le cadre du PER, constituant un début d'application de la loi bancaire à l'assurance.

Les assureurs très critiques

Mais, après tous ces éloges, M. Lallement formule une série de critiques. Pour lui, le PER est complexe, sinon compliqué, et l'avantage somme toute limité : 12 000 F par an investis pendant vingt ans donneraient une retraite de 1 500 F par mois. Cette formule a donc peu d'attrait pour ceux qui auraient les moyens de se constituer par eux-mêmes un plan d'épargne-retraite, tandis que les plus intéressés par ces 1 500 F n'en ont sans doute pas actuellement les moyens. M. Lallement estime en outre que le régime siscal du PER à la sortie est très indifférencié et très rigide potamment en cas d'évolution de la législation fiscale. Un tel argument n'est pas sans valeur, car quel gouvernement peut s'engager valablement pour trente ans et plus ?

Mais la critique la plus grave formulée par les assureurs porte sur la « confusion entre l'épargne et la retraite » : avoir des disponi-bilités au moment de la retraite sous forme d'un patrimoine n'est pas disposer d'une véritable retraite. Et M. Lallement de souligner les différences. La retraite est une rente certaine que l'on perçoit toute sa vie à partir d'un certain âge, tandis que la mise à la disposition d'un patrimoine comporte des aléas de gestion. On jouit de sa retraite mais on gère son patrimoine avec plus ou moins de bonheur.

Les assureurs, c'est certain, sont favorables à la retraite sous forme de rente viagère différée. En dépit de leur inclination pour le libéralisme, ils estiment que la nature humaine étant ce qu'elle est, il faut aider quelquefois (ou souvent) les fourmis à être fourmis et à ne pas se comporter en cigales. En clair, ils veulent protéger les gens contre euxmêmes, surtout au moment de leur vieillesse. Ils soulignent, également, que la constitution d'une rente viagère différée ressort de techniques très spécifiques et particulièrement contraignantes, parce qu'il faut assurer une sécu-rité absolue. Très contraignantes parce que l'organisme qui doit verser une rente viagère prend des engagements sur la durée de la vie humaine, avec tous les risques qui pèsent sur l'épargne : inflation, modification de la fiscalité, etc. Et d'évoquer l'expérience parfois douloureuse de la Caisse nationale de prévoyance, qui a la charge de transformer des patrimoines en rentes viagères immé-

Enfin, les assureurs demandent une incitation fiscale plus grande, pour les versements effectués au titre d'une rente viagère, plus pénalisants que ceux effectués pour la formation d'un patrimoine. Un patrimoine est toujours disponible, ce qui n'est pas le cas pour la rente viagère, dont le capital est bloque pendant toute la durée de la vie active et se trouve perdu en cas de décès prématuré.

Que ces louanges et ces critiques émises par les assureurs ne soient pas purement désintéressées, tout le monde l'a compris. Mais elles ne peuvent et ne doivent pas masquer les difficultés qui vont apparaître dans un pays qui n'a pas connu de véritable épargne longue depuis quarante

FRANÇOIS RENARD.

LES VINGT PREMIERS GROUPES DU MARCHÉ FRANÇAIS

James messi 1985	Rappel 1944	Groupes	Nombre de sociétés	Affaires directes vic (en millions	En % do l'activité da grospo	Affaires directes domunages (en millions de francs)	En S de l'activité du grospe	Affaires directes totales	Chiffre d'affaires 85/ chiffre d'affaires 84	Part du grospe sur le marché	Cumul
1983				de franca)	10.00	13 155.4	54.6 %	24 100,4	+ 17,2%	11,7%	11,7%
1	1	UAP	6	10 945,0	45,4%	14 005,7	81.3%	17 224,0	+ 15,7%	8.3%	20,0 %
2	2	Mat. Agricole	3	3 218,3	18,7%		51,4%	16 615,2	+ 14,6%	8,1%	28,1 %
3	3	AGF	4	8 072,2	48,6%	8 543,0	84.5%	12 682,5	+ 5,4%*	6,1 %	34,2%
4	7	AXA	13	1965,4	15,5%	10 717,1	56.4%	11 871,1	+ 8,8%	5,8%	40,0%
5	4	GAN	. 8	5 179,2	43,6%	6691,9	0,0%	10 243,4	+ 142%	5,0%	45,0%
-6	3	CNP	1	10 243,4	100,0%	0	853%	8 786.1	+ 73%	4,3%	49,3 %
7	6	MGF	T	1 293,0	14,7%	7 493,1	56.7%	6957.2	+ 11,3%	3,4%	52,79
8	8	Victoire	_	3 014,0	43,3 %	3943,2	76.0%	5177.5	+ 149%	3,0 %	55,79
<u> </u>	9	GMF	. 3	1 484,9	24,0 %	4 692,6	100,0 %	5 733.5	+ 15,1%	2,8%	58,5 9
_	10	MACIF	-	0	0,0%	5733,5		5 191,4	+ 7,6%	2,5%	61,0
10	12	AGP		1 198,4	23,1 %	3 993,0	76,9 %	4 985,9	+ 33%	2,4%	63,4
11	11	PFA	3	654,A	13,1 %	4 331,5	86,9 %	47602	1	0.00	65.7
12	18	Rhin/Mosel	8	1 132.9	23,7%	3 639.8	76,3 %	4772,7			67.9
13	et 19	VIA		11325	0.0%	4 600,7	100,0 %	4 600,7			70,1
14	13	MAAF		1 800,7	39,4 %	2 770,9	60,6 %	4571,6			72,1
15	14	Concordo .	_	233.5	5,7%	3 882,0	94,3%	4115,			73,8
16	17	MAIF	_	4 37 8	41,8%	2 069,3	58,2%	3 554,			75,4
17	16	France			93,2%	225,7	6,8%	3 320,			76.6
18	-	CARDIF	_			2 254,3	94,1%	2 396,			77,7
19	20	AMF		100.0	1	2111,7					_
20	-	SMABIP			-	104 854,4		160 150	7	77,7%	
		Total	85	55 296,3	مربحر	40.454					

Depuis trois ans, M. Patrick Sailly, qui fut chargé des relations publiques à la Fédération française des sociétés d'assurances, a entrepris pour le compte de Phebdouadaire spécialisé PArgus de publier un classement annuel des groupes sur le marché français. Cette initiative, rare dans une professon où la discrétion a été la phote dans une professon au naru antifianzale très longuemes. nons a naru antifianzale la règle depuis très longtemps, nous a para suffiss ment intéressante pour que nous lui donnions une fusion plus large et aussi pour fouruir aux lecteurs une isnage assez complète des structures de l'assurance

L'activité des groupes a été mesurée par le chiffre d'affaires directement réalisé en France en 1985. M. Sailly a précisé qu'il s'agissait d'évaluer la part de ces groupes sur le marché français, et non sur leur dimension mondiale. Les opérations effectuées à l'étranger, que ce soit par succursales ou par fifiales, ainsi que les opérations de réassurance, se sont donc pas prises en compte. Par ailleurs, ne sont intégrées dans un groupe que les sociétés qu'il contrôle à plus de

Les mutuelles, qui n'ont pas de capital social, sont intégrées au sein d'un groupe à chaque fois que leur

action apparaît suffisamment coordonnée pour que l'on puisse parier d'unité de commandement.

Ce qui frappe dans ces glissements, selon M. Sailly, c'est l'ampleur des changements qui se pro-duisent d'une année à l'autre avec le développement accéléré de groupes comme AXA ou Cardif.

En 1985, l'ordre reste inchangé pour les trois premiers, PUAP en tête, la Matualité agricole et les AGF; en revanche le groupe AXA de M. Claude Bébéar passe de la septième à la quatrième place du fait du rachat du groupe Présence-Providence.

Le GAN, la Caisse nationale de prévoyance et la MGF rétrogradent donc d'un rang, aux cinquième, sixième et septième places, tandis que le groupe Victuire, la GMF et la MACIF restent stables.

A noter la percée fulgurante de la CARDIF, filiale de la Compagnie occidentale, an dix-buitième rang de l'assurance française, toutes branches confondnes.

Les vingt premiers groupes ont réalisé en 1985 un chiffre d'affaires directement cumulé de 160 milliards de francs, soit 77,7 % du marché, contre 76,8 % en

LES RENTABILITÉS

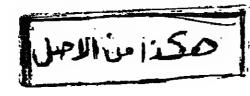
Groupes	Total des primes	Résultat d'exploitation (es milion de france)	Résultat d'exploitation/ total des princs	Classement	Résultat au bilan (es nilion de frans)	Résultat au bilan/ total des primes	Саменен
			- 0.87 %	18	1 599,6	+ 5,62 %	3
P				3	960,1	+ 5,05 %	7
nt. agricole .	19 020,4			_	1 355.7	+ 7,20 %	2
3F	18 835,4			-		+ 4,68 %	10
KA	13 690,2	461,5		-			5
	13 577,1	146,5		_			6
	10 458,3	79,6					11
	11.065	- 92,5	- 0,84 %	_			9
	7 440	242,6	+ 3,16 %	+			18
	40061	18,8	+ 0.30 %	15			16
	1.000	30,1	+ 0,52 %	14			_
	# DIS4		+ 6,51 %	1 1	673,9		1
GP				19	111,4		17_
FA	-			8	189,6	+ 3,70%	13
hin/Moselle VI	A 5120,4			16	144.1	+ 3,08 %	15
AAF	4 681,4				260.8	+ 4,22 %	12
Concorde	6 186,6			_			14
MAIF	4 203,7	131,5		_			20_
	2 055 A	- 64,3		_			19
		33,7		_			4
	0.470 4	19		_			8
		145,1	+ 5,50 %	1-2			 _
Total	179 428.3	2 576,7	+ 1,44 %		8 806,5	4,91 70	
	AP	AP 28 444,4 at agricole 19 020,4 3F 18 835,4 KA 13 690,2 AN 13 577,1 NP 10 458,3 IGF 11 065 ictoire 7 668 MF 6 336,1 IACIF 5 795,2 GP 5,874 FA 5 965,7 hin/Mossile VIA 5 120,4 MAAF 4 681,4 Concorde 6 186,6 MAIF 4 203,7 France 3 955,4 CARDIF 3 438,9 AMF 2 472,4 SMABTP 2 639,7	Groupes Total des primes a militure de militure de france d'exploitation (ca militure de france) AP 28 444,4 - 248 ML agricole 19 020,4 904,7 3F 18 835,4 283,9 KA 13 690,2 461,5 AN 13 577,1 146,5 NP 10 458,3 79,6 IGF 11 065 - 92,5 ictoire 7 668 242,6 MF 6 336,1 18,8 MACIF 5 795,2 30,1 GP 5,874 382,2 FA 5 965,7 - 55,1 thin/Moselle VIA 5 120,4 71,8 MAAF 4 681,4 4,3 concorde 6 186,6 81,2 MAIF 3 955,4 - 64,3 CARDIF 3 438,9 33,7 AMF 2 472,4 19 SMABTP 2 639,7 145,1	Groupes Total des primes d'exploitation (ea millions de franca) AP	Groupes Total des primes d'exploitation (ea millions de franca) AP	Groupes Total des primes et militure de france d'exploitation (et militure de france) AP	Groupes Total des primes a milions de finans a milion de finans a milions a milions de finans a milions d

LES MUTUELLES ET L'ASSURANCE VIE

Société	Groupe d'origine	Encaissements totaux 1985 (millions de francs)
	Mutualité agricole	3 218
SORAVIE	a Manuelle des fonctionnaires	1 484,9
GMF Vie	Caissa Mutuelle Vie Métallurgie, Mines	937,1
CMA Vie	Caisse Mutuelle Vie Métallurgie, Mines MAAF, MACIF et autres mutuelles	
MUTAVIE	 	290,2 + 192,5
CAPMA-CAPMI	Groupe Monceau	233,5
PARNASSE-VIE	MAIF	138,7
SMA BTP Vie	. SMA-BTP	7 529,1
Total		

La part des mutaelles dans l'assurance-vie monte lentement : plus de 10 % en 1985 avec 7,5 millierds de francs de primes émises.

Parmi elles, la Soravie, avec 3,2 milliards de france, qui était anirefois rattachée su Crédit agricole, s'en est séparée pour relever désormais de la Mutualité agricole. Une matuelle en croissance très rapide est la filiale de la GMF, près de 1 milliard de francs (+ 47,4 %), suivie par le groupe de Niort (MAAF, MACIF et MAIF).



Les nouveaux circuits de distribution

BIEN après celle des pro-duits alimentaires, du memble et de 199 meuble et de l'électroménager, la distribution de l'assurance vit à son tour aujourd'hui une profonde transformation. Les réseaux traditionnels de vente les 23 000 agents généraux, les 1 700 cabinets de courtage et les 25 300 salariés commerciaux des sociétés d'assurances - voient en effet arriver sur leur terrain de nouveaux concurrents. Trois bataillons ont pris d'assaut ce marché : les grandes surfaces, les sociétés de vente par correspon-dance (et les sociétés de cartes de crédit) et les établissements financiers (banques, caisses de retraite...). Une profonde redistribution des positions est en cours.

Dans son caddy...

Premier groupe d'assaillants, les grandes surfaces commerciales. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, elles jouent déjà un rôle important dans la vente de produits d'assurance pour les particuliers. Elles sont guidées par le principe de l'« offre globale - : le client peut tout trouver sous un même toit, la plaquette de beurre, les bouteilles d'eau minérale... et les polices d'assurance. Pour l'instant, en France, plusieurs expériences ont été mendes, elles ne se sont pas révélées très concluantes.

Ainsi Carrefour a ouvert, en 20ût 1984, à Ecully, près de Lyon, dans l'un de ses magasins, un stand où un contrat d'assuranceautomobile est proposé à la clientele. Les consommateurs ont adopté une attitude prudente », commente M. Dominique Guian, l'un des promoteurs de l'opération. Effectivement, au bout de dix-huit mois, dix mille polices seulement avaient été contractées. Lancée il y a deux ans également, l'expérience d'Habitat, qui propose dans ses magasins une assurance multirisque habitation, n'a pas rencontré le succès escompté.

Les grands distributeurs ont certes quelques handicaps. Environ 6 % des Français seulement seraient prêts à acheter des produits d'assurance dans des grands magasins, d'après une étude réalisée pour certains professionnels. Chez Carrefour comme chez Habitat, on estime ensuite que le fait de n'avoir proposé qu'un seul

Habitat relance ce mois-ci ses Basic-Habitat, mais, cette fois, avec une gamme de trois produits différents (la multirisque habitation, l'automobile et un produit d'épargne).

La qualification des vendeurs est un autre problème auquel se heurtent les grands distributeurs, Chez Carrefour, les hôtesses du stand Assurances sont des caissières qui ont suivi une formation professionnelle particulière. Cela n'a pas suffi, semble-t-il. • Audelà de la formation professionnelle requise, c'est une vraie mutation culturelle qui est nécessaire pour nos vendeurs », expliquait M. Michel Bon, ancien du Crédit agricole, actuellement directeur général adjoint de Carrefour, lors d'un récent colloque à

Malgré ces haudicaps, le grand commerce ne désarme pas, au contraire. Il multiplie ses initiatives. La Compagnie financière des Nouvelles Galeries a élargi la gamme des produits d'assurance proposée par sa filiale Cofinoga-Assurances. Comme celui des Halles, le magasin FNAC de Montparnasse a été doté d'un espace finance. L'hypermarché Mammouth de Calluire, près de Lyon, a ouvert un stand où sont commercialisés différents produits d'épargne, le « Point Saphir ».

Sa bonte aux lettres

Les sociétés de vente par correspondance (grands distribu-teurs et sociétés de cartes de crédit) forment le second groupe des assaillants. Spécialistes de la vente directe (par courrier, par téléphone ou par minitel...), elles cherchent à exploiter au mieux leurs gigantesques fichiers de clients. A l'étranger, toutes les grandes firmes de VPC disposent depuis longtemps de société d'assurances : Quelle en Allemagne, GUS en Grande-Bretagne, Sears Roebuck, J.C. Penney et Montgomery Ward aux Etats-Unis. En France, elles s'y mettent. La Redoute, par exemple, a créé en 1984 deux sociétés d'assurances Le Chêne (l'une pour la Vie, l'autre pour l'IARD) en association avec la Cardif (qui détient 40 % du capital). Dans son catalogue 1986, Le Chêne propose produit d'assurance ne permet pas de le crédibiliser. A cette fin, ainsi aux clients de La Redoute

une gamme de produits de prévoyance, d'épargne et de place-

Les sociétés de cartes de crédit (American Express, Diners Club...) ont la même démarche. Le Diners Club a créé en 1980 un cabinet de courtage, Diners Assu-rances, qui vend actuellement quatorze polices différentes. Avec aujourd'hui 20 000 clients et 25 000 contrats, cette société voit ses encaissements croître à un rythme de 40 % à 50 % par an depuis sa création.

Pour les vendeurs par correspondance, la principale difficulté reste le bon ciblage des envois publicitaires. L'investissement est élevé. La technique de la VPC, enfin, ne devrait concerner, selon les professionnels, que certains produits standards.

A côté des « mailings », d'autres techniques modernes de vente menacent les réseaux traditionnels : le téléphone, le minitel ou le « couponing ». Dans cette dernière méthode, l'annonceur cherche à inciter le lecteur à lui renvoyer un coupon, le téléspectateur à lui téléphoner. Les assureurs français commencent à pratiquer cette technique. Après

recours pour le lancement de l'un de ses nouveaux produits, le Fil bleu. Plus de 20000 appels ont été reçus par la compagnie à la suite de ces messages télévisés.

عكذا من الاصل

Ou au guichet de sa banque

Les guichets bancaires et ceux des caisses de retraite constituent le troisième bataillon. Tous les réseaux bancaires proposent désormais en France des produits d'épargne, de prévoyance et d'assurance. Certains attaquent ce marché en force. Le Crédit agricole, par exemple, a créé l'an dernier sa propre société d'assurance-vie, Predica. L'objectif est d'atteindre à la fin de cette année un encours de 5 milliards de francs, de 10 milliards à la fin de l'an prochain. L'investissement est à la hauteur de l'ambition : une immobilisation en fonds propres de 400 millions de francs!

Grands magasins, spécialistes de la VPC et banques, ces trois nouveaux venus ne représentent encore qu'une part modeste dans

Euravie (de la Mutualité agri-cole), l'UAP à son tour y a eu France. Mais leur rapide expansion, notamment sur les nouveaux produits, représente une réelle menace pour les compagnies d'assurances, et leurs réseaux traditionnels de vente. Elles ne restent pas inertes. Certaines nouent des alliances avec des concurrents potentiels, d'autres utilisent pour leur propre compte les techniques modernes de vente, toutes enfin cherchent à « rajeunir », par un intense effort de formation, leurs équipes de vente.

La stratégie de M. Claude Bébéar, le président du groupe AXA, est à cet égard symptomatique. Il multiplie les expériences de nouvelles formes de distribution de produits d'assurance parl'intermédiaire de sa filiale La Nouvelle Mutuelle. Les grands magasins? Des stands, tenus par des agents généraux représentant le groupe, ont été ouverts dans plusieurs grandes surfaces. « Des expériences très satisfaisantes », affirme M. Bébéar. Le groupe tsavaille également avec Habitat. La VPC ? Modes et Travaux diffuse à ses abonnés un catalogue présentant une gamme de huit produits d'assurance offerts par le

groupe AXA. Celui-ci propose également un contrat d'assuranceautomobile aux clients du Diners, du Creg et du club de lecture par correspondance France-Loisirs.

Le service en plus

Les grandes compagnies (UAP, AGF, GAN) s'efforcent également de s'adapter à l'émer-gence de ces nouvelles formes de distribution. Elles gardent leur confiance à leurs agents généraux, leurs mandataires. Leurs atouts dans cette nouvelle compétition : un « service personnalisé et glo-bul », souligne-t-on tant à l'UAP qu'an GAN. La gamme des produits que les agents proposent s'élargit. Ceux de l'UAP commercialisent dorénavant des produits bancaires de la banque Worms (possédée par l'UAP) : certains des agents du GAN peuvent pro-poser à leurs clients des produits des banques du groupe CIC (dont le GAN détient le tiers du capi-

Un intense effort de formation a été engagé pour faire face à cette prolonde transformation des circuits de distribution et des produits d'assurance eux-mêmes. Autrefois simple compensation en espèces, ils se rapprochent de plus en plus d'une prestation en nature. En contractant, par exem-ple, une multirisque habitation, l'assuré ne demande pas sculement une somme d'argent en cas de sinistre, il veut auparavant des conseils en matière de sécurité et éventuellement une aide matérielle, une assistance, pour la réparation des dégats. « L'agent général est de moins en moins un vendeur, il devient de plus en plus un conseiller », insiste-t-on dans les sociétés d'assurances.

Au cours des vingt dernières années, les assureurs ont en à faire face à l'attaque sauvage des mutuelles sans intermédiaires. Grignotant chaque année un point. de part de marché, elles encaissent aujourd'hui plus de la moitié des primes d'assuranceautomobile. Les compagnies doivent faire face à un nouveau défi celui que constitue l'arrivée de ces nouveaux concurrents que sont les grandes surfaces, la VPC et les banques. Leur réaction est-elle à la hauteur du challenge ? Avec la création du marché financier européen à l'horizon 1992, le défi

中国教教 地

1

 $[\mathcal{R}, \hat{\tau}] \psi$

122

327

ERIK IZRAELEWICZ.

Les banques et l'assurance-vie

	-			
Société	Groupe bazcaire	Date de création de l'entreprise	Encaissements totaux 1983 en millions de F	Encaissements totaux 1985 en millions de F
CNP	Calese des dépôts et consignations	1959	6 762,7	10 243
Ass.du Crédit mutuel-Vic	Crédit mutuel	1970	657,6	1.460
Médicale de France	Crédit lyonnais	1971	226,9	698
CARDIF	Compagnie bancaire	1973	1 016,8	3 086
SOGECA	Société générale	1973	346,7	1 290
Fructivie	Banques populaires et CARDIF	1978	50,4	585;7
La Hénin-Vie	La Hénin	1979	62,8	318
Natio Vie	Banque Nationale de Paris	1980	125,3	251
PREPAR	BRED	1984	-	263
Fructuavie	Banque populaire du Nord	1985		59,3
Prospérité	Caisse centrale des Banques populaires	1985	-	2.5
TOTAL	<u> </u>		9 25,3	13 025,6

La croissance des banques sur le marché de l'assuran vie est très rapide. Avec un peu plus de 18 milliards de francs d'escaissements un 1985, les banques et assimilées out représenté 25 % du marché de l'assurance-vie coutre 22 % ez 1984 et 18,9 % en 1983. Ces chiffres annoncés par

M. Patrick Sailly dans FArgus, est blen plus élevé que celui stanté habituellement de 10 % à 13 %. L'auteur en effet inchit dans son ch royance (CNP) parmi les « fitte

Assurances et caisses de retraite

N apparence, c'est une concurrence impitoyable, voire un conflit, qui oppose compagnies d'assurances et caisses d'épargne et de prévoyance, ces institutions paritaires - dites « L 4 » dans le jargon des techniciens, d'après l'article du Code de la sécurité sociale qui les régit – chargées de gérer les retraites complémentaires des salariés, mais qui interviennent aussi dans le vaste domaine de la « prévoyance » (garanties en cas de décès, d'invalidité, de maladie ou d'incapacité de travailler) collective. L'opposition, à peine moins brutale qu'avec la mutualité, est plus sournoise, le judo plutôt que la

Principal terrain de bataille : la retraite. Si les compagnies, chapitrées, ne prédisent plus à grands coups de courbes démographiques l'effondrement des régimes obligatoires par répartition, elles soulignent la faiblesse relative des pensions par rapport aux revenus d'activité, surtout pour les cadres. Objectif : la conquête des contributions « facultatives » des entreprises. Les . L 4 ., se rebiffant, dénoncent la « supercherie » des partisans des retraites par capitalisation - obligatoirement conçues sinon gérées par les assureurs - et rappellent malignement les échecs du passé.

Pour la prévoyance, les arguments restent davantage dans un registre concurrentiel classique: on vante, d'un côté, la souplesse des formules, moyen de contourner la rigueur salariale d'aujourd'hui, et l'universalité des prestations / - nous pouvons aussi assurer vos locaux et vos camionnettes -); de l'autre, les avantages financiers (pas de taxe) ou sociaux (le paritarisme, facteur de participation et de paix sociale). Mais la référence aux retraites demeure en arrière-plan.

Réelle, cette lutte qui occupe le devant de la scène masque bien des alliances côté cour ou jardin, qu'ignorent beaucoup de syndicalistes à la base comme au sommet. C'est d'abord le roman des origines. Au départ, les caisses de retraite ont été créées par des compagnies d'assurances. Ce passé n'est pas sans laisser de traces. Physiquement d'abord : certaines caisses de retraite ou de prévoyance restent logées par des compagnies d'assurances ou partagent leurs locaux. Une situation qui ne tient pas seulement à important patrimoine immobilier des compagnies.

D'abord, les caisses confient généralement la gestion de leurs réserves à des compagnies d'assurances. C'est notamment le cas pour la plupart des caisses de l'UNIRS (Union nationale des institutions de retraite des salariés), le plus important régime de retraite de non-cadres - 5,5 millions de cotisants, 650 000 entreprises - qui, de surcroît, s'en remettent généralement à une seule société. Parmi les gestionnaires, les grands groupes nationa-lisés, UAP, AGF, GAN, se taillent la part du lion.

Seuls les grands...

« Seules de grandes entités comme les groupes CRI, Malakoff, Médéric - auxquels il fau-drait ajouter l'AGRR et la CNRO (1) - gèrent directement leur patrimoine, en créant, si besoin est, des établissements financiers avec le concours des inques ., voire dans certains cas leurs propres instruments financiers, affirmait, il y a deux ans, un rapport commun de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale des affaires sociales (le Monde du 29 mai 1985). Les autres semblent avoir hésité à prendre leur liberté.

par les assurances ne s'arrêtent pas à la finance : l'informatique, l'administration, voire la gestion du personnel, peuvent leur être déléguées. Près de la moitié des caisses UNIRS ont ainsi des conventions de gestion avec des compagnies d'assurances, comme aussi, hors de l'UNIRS. la CARCEPT, caisse des transports (315 000 cotisants), liée à la Paternelle, du groupe de Paris, ou une institution interprofessionnelle comme l'ANEP (Association nationale d'entraide et de prévoyance, 53 000 entreprises adhérentes, 590 000 cotisants), liée au GAN, comme l'est la CRICA (2), caisse de cadres. A l'extrême, certaines se contentent de recevoir les adhésions et les cotisations : la recherche des adhérents, la gestion proprement dite, voire le versement des prestations, sont faits par une compagnie d'assurances.

Plus récemment, le développement de la prévoyance (le Monde du 6 février 1986) est venu ajouter d'autres liens. D'abord, la pratique de la réassurance ». Celle-ci n'est pas

obligatoire. Mais elle est prudente

pour certains risques « lourds », comme le décès ou l'invalidité, qui peuvent impliquer des versements de capitaux importants ou de rentes sur une longue période, et la direction de la Sécurité sociale le demande généralement. Une quarantaine d'institutions se réassurent auprès de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), département de la Caisse des dépôts. Mais la plupart ont préféré une compagnie d'assurances - souvent la même pour tous les risques. Là encore, les « gros » sont plus libres : « Depuis 1980, nous avons atteint la taille critique: nous avons renoncé à la réassurance systématique auprès de l'UAP », explique M. Pierre Cellot, directeur du développe-

C'est que les services rendus ment de l'AGRR, troisième situations se raréfient dans la régime de non-cadres.

> Mais, le plus souvent, la caisse de prévoyance ne fait que présenter des produits d'une compagnie d'assurances - plus rarement de plusieurs - et n'est en fait qu'un . intermédiaire agissant pour le compte de celle-ci; le versement pour frais de gestion qu'elle reçoit n'est guère plus qu'une commission. Sur les vingt-cinq caisses de cadres étudiées en 1985 par les enquêteurs de l'inspection générale des affaires sociales et de l'inspection des finances, « vingtdeux ne sont que de simples correspondants de compagnies d'assurance ».

Une position dominunto?

La pratique n'est pas limitée aux caisses de cadres : en 1981, selon le même rapport, plus de 40 % des cotisations de prévoyance encaissées par les institu-tions « L 4 » l'étaient à ce titre. La proportion semble avoir baissé depuis, mais le phénomène reste très répandu : il explique que les assurances puissent détenir plus de 65 % du marché de la prévoyance collective et que, en même temps, les caisses - L 4 -

puissent en revendiquer 50 %. Tant de liens, historiques, économiques ou fonctionnels, font que les hommes aussi sont souvent communs aux institutions de prévoyance et aux compagnies d'assurances. Ces dernières, rodées aux différentes techniques, ont fourni bien des cadres actuaires, financiers, administratifs - à la protection complémentaire collective, y compris dans les organismes peu suspects de

Il arrive même que des dirigeants restent communs : ainsi outre UNI-Prévoyance et l'UAP. Au sommet, cependant, de telles

mesure où les branches « groupe » fournissent moins de hants dirigeants qu'autrefois.

Dans cette collectivité, un homme occupe sans donte une place à part. Expert respecté par l'ensemble des « parties » de la protection sociale — il a été, en 1982, chargé de coordonner les études sur la retraite à soixante ans dans les régimes complémentaires, - M. Jean Picot dirige à la fois le Bureau commun de prévoyance (qui réunit cinq caisses de retraite et une de prévoyance) et le Bureau commun des assurances collectives, organisme d'études où l'on retrouve les représentants des principales sociétés. Un poste qu'il doit quit-ter dans quelques mois pour prendre la direction générale de l'ARRCO, dont il fut déjà le directeur technique de 1962 à 1973.

Ainsi retrouve-t-on partout les sociétés d'assurances dans la protection complémentaire collective. Cola permet-il de parier de position dominante - voire d'en redouter les abus? Pas si simple. D'abord en termes économiques. 70 % du chiffre d'affaires « prévoyance » des « L 4 » sont entre les mains d'une poignée de grosses institutions, suffisamment fortes pour être indépendantes : la CNRO (près de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires), la CIPC (Caisse interprofessionnelle de prévoyance des cadres), l'URRPIMEC, l'AGRR, la CRI (Caisse de retraites interentreprises)... Certaines d'entre elles ont même leurs propres... compagnies d'assurances, comme l'AGRR, qui a créé, l'an passé, une assurance automobile et une multirisque habitation pour des

Plus généralement, les relations entre caisses de prévoyance et compagnies d'assurances dépendent de relations de force et pour-

tant subtiles. Si l'on voit mal le responsable d'une branche d'assurances agir contre ses intérêts lorsqu'il dirige une « L 4 », s'il est difficile à une caisse totalement « captive » de s'opposer à sa société - parente - ou gestionnaire, certaines institutions savent jouer de leur rôle d'intermédiaire et donner le contrat à la compagnie qui fait les meilleures conditions. Des liens avec une ou plusieurs assurances penvent apporter un argument commercial supplémentaire à certaines caisses de prévoyance (« nos alliés peuvent aussi assurer vos

camions » En dépit de son objet « lucratif », l'assureur n'est certes pas le « méchant loup» : « Je connais des sociétés à but lucratif qui marchent bien et donnent toute satisfaction, et, dans certains domaines, je n'entrerais pas en concurrence avec elles », souligne un des responsables d'une institution de prévoyance « indépendante » peu suspect de complai-sance. Mais la multiplicité des liens entre assurances et caisses de prévoyance ne contribue pas à la transparence du marché. Il serait souhaitable que les entreprises - et surtout leurs salariés - sachent non seulement les termes du contrat, mais aussi avec qui il a été passé. Cela éviterait par exemple que des syndicalistes se battent au nom du paritarisme et des institutions à but non lucratif pour... faire gérer un accord de prévoyance par une caisse « cap-

GUY HERZLICH

(1) Association générale de retraites par répartition, 177 000 entreprises athérentes, 1 084 000 cotisants, Caisse mationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, 320 000 adhérents, 1 085 000 cotisants.

350 000 adhérents, 1 085 000 cotisants.

(2) Caisse de retraine des impénieurs, cadres et assimilés.

(3) Association nationale interprofessionnelle de prévoyance des salariés, Association de prévoyance générale interprof



ASSURANCES BOUSCULONS LES IDEES REÇUES.

Aujourd'hui, les particuliers, comme les entreprises ne veulent plus être seulement des numéros de dossiers. Ils éprouvent le besoin légitime d'être considérés comme de véritables partenaires. Conscientes de ce nouvel état d'esprit, la PROVIDENCE

etle SECOURS, deux sociétés d'assurances réputées pour leur professionnalisme et leur sens de l'innovation, rassemblent toutes leurs compétences pour créer une nouvelle entité: PRÉSENCE ASSURANCES. Un groupe décidé à bousculer bien des idées reçues dans les assurances.

Son objectif: tenir désormais un langage clair, transparent et personnalisé afin d'aider chaque assuré à bien gérer l'imprévisible.



Sa force: le dynamisme et la disponibilité de ses 1100 agents généraux et de leurs 1800 collaborateurs présents sur toute la France. Des professionnels qui savent prendre le temps du dialogue pour bâtir avec chaque assuré, particulier et entreprise, un plan de protection sur

d'assurances réputées pour leur professionnalisme et leur sens de l'innovation, rassemblent sans laisser de «trous» dans les garanties.

Cette nouvelle volonté permet à PRÉSENCE ASSURANCES d'exercerson métier d'assureur avec passion. Une passion qui va bousculer beaucoup d'idées reçues dans l'intérêt de chaque assuré. Tout en restant présent à ses côtés dans les bons comme dans les mauvais moments.



Présence Assurances, 56, rue de la Victoire 75308 Paris Cedex 09

مكذا من الاصل

ACTS-Stag

Economie

REPÈRES

Accidents du travail Provence-Côte d'Azur en tête

Selon une étude du Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), qui porte sur les accidents du travail à l'exclusion des accidents de trajet, la région Provence-Côte d'Azur détient tou-jours le «record» d'accidents graves du travail (avec mort ou invalidité) : 77 pour 1 000 salariés, alors que la movenne nationale est de 58 pour 1 000. Selon les statistiques de 1984 - année où selon la Caisse d'assurance-maladie on avait compté 777 867 accidents ayant entraîné un arrêt de travail pour l'ensemble des salariés, - les autres régions «à risques » sont le Languedoc-Roussillon (70 pour 1 000), la Lorraine (65) et Rhône-Alpes (64), alors que la région parisienne est en dessous de la moyenne avec 50 pour 1 000.

Devises

Baisse des réserves en décembre

Les réserves de change de la France s'élevaient fin décembre à 421 milliards de france, soit une augmentation de 586 millions de francs par rapport au mois précédent. En un an (fin décembre 1985), les réserves de change ont augmenté de 8 milllards de francs. L'augmentation des réserves de change en un mois s'explique par le réévaluation de 18,5 milliards de francs des avoirs en or (application des nouvelles bases d'évaluation semestrielle). Les avoirs en devises ont eux diminué de 17,2 milliards de francs en décembre (10,8 milliards du fait du Fonds de stabilisation des changes, 6,3 miliards du fait du cours d'évaluation

Indice composite Rebond de 2.1 %

en décembre aux Etats-Unis

L'indice composite américain a sugmenté, pour le quatrième mois

merce. Sur les douze indices composant cet indicateur préfigurent l'évolution de l'activité économique aux Etats-Unis, huit ont été positifs. Le secrétaire au commerce, M. Malcom Baldrige, estime que les craintes d'un très net ralentissament de la conjuncture sont désormais injustifiées et qu'une croissance de 3.1 % en 1987 est probable. Les analystes sont beaucoup plus sceptiques et soulignent le caractère exceptionnel de certains facteurs à l'origine du rebond de décembre. Avant l'entrée en vigueur, le 1e janvier, de la nouvelle législation fiscale, le nombre des permis de construire s'est accru rapidement en Californie et le volume des crédits à la consommation a été provisoirement gonflé par d'importants achats d'automobiles. Ce même facteur a joué en faveur des commandes aux industries qui ont progressé de 1,2 % en décembre grâce à une hausse de la demande du secteur civil de 4,4 %, la plus forte depuis avril 1978,

Pétrole

L'Aramco accepte le prix officiel saoudien

L'Aramco, le consortium de quatre compagnies américaines qui exploite le pétrole secudien, a accepté de signer un contrat d'achat de brut au prix officiel fixé lors de la dernière conférence de l'OPEP (17,52 dollars per baril). Ce contrat porte, sejon l'Aremco, sur plusieurs années. Les grandes compagnies pétrolières avaient jusqu'ici refusé de s'engager sur des contrats à prix fixe pour des longues durées, comme le souhaitaient les pays de l'OPEP, déterminés à revenir à un système de commercialisation stable aux prix officiels. Jusqu'ici seule une poignée de compagnies relativement marginales (japonaise, brésilienne et espagnole) avaient accepté les conditions posées par Ryad, la plupart des grande n'ayant consenti à revenir aux prix fixes que pour des durées annonce le département du com- courtes, n'excédant pas un mois.

ANGLAIS: INTENSIF **OXFORD ENGLISH CENTRE** GRATUITE sur simple demande iDECLI - SILC 32, Rempart de l'Est Angoulème Cér Tél. (16) 45.95.83.56

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

- (Publicité) -RN 165 - Liaison NANTES-QUIMPER

Avis d'ouverture d'enquête publique relative au projet d'aménagement à 2 x 2 voies de la RN 165, liaison NANTES-QUIMPER, section comprise entre la déviation de Pontchêteau et l'échangeur de la Moëre, sur le territoire des communes de Savenay, La Chapette-Launay, Prinquisu,

Campbon et Pontchâteau, en Loire-Atlantique Une enquête portant à la sois sur l'utilité publique de cotte opération, l'attribu tion du caractère de route express à cette section nouvelle, la mise en comptabilité du plan d'occupation des sols de la commune de Pontchâteau se déroulera du 23 février 1987 su 3 avril 1987 inches, en application de l'arrêté préfectorai en date

La commission d'enquête sera constituée par :

M. Louis PENSEC, receveur hors classe des PTT en retraite, demeurant à Saint-Sébastien-sur-Loire, en Loire-Atlantique, 151, rue de la Libération, prési-dent de la commission;

M. Victor FRION, ingénieur en retraite, demeurant à Vertou, en Loire-Atlantique, 7, rue du Clos-Portereau, commissaire-enquêteur;
M. René LÉCUREUIL, technicien supérieur du génie rural en retraîte, demeurant à Rezé, en Loire-Atlantique, 25, rue Julien-Douillard, commissaire-enquêteur.

Du 23 février 1987 au 3 avril 1987, le siège principal de l'enquête sera simé à la mairie de La Chapelle-Launay, le dossier d'enquête y sera mis à la disposition du public, du lundi au samedi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, à l'exception des mercredi après-midi et samedi après-midi, disnanches et jours

En outre, le dossier mis à l'enquête pourra être consulté peudant la même période, à l'exception des dimanches et jours l'éries, dans les autres communes :

• A la mairie de SAVENAY, du lundi au vendredi, de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures, ainsi que le samedi matin, de 9 heures à 12 heures;

A la mairie de CAMPBON, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 16 heures, ainsi que le samedi matin, de 9 heures à 12 heures;

2 la matrie de PRINQUIAU, du hundi au vendredi, de 9 h 30 à 12 houres et de 13 h 30 à 17 h 30, ainsi que le samedi marin, de 8 h 30 à 12 houres et de

 à la mairie de PONTCHATEAU, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures, ainsi que le samedi matin, de 10 heures à 12 heures. Les personnes désireuses de faire commâtre leurs observations pourront soit les consigner sur les registres d'enquête déposés dans les lieux sus-mentionnés, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête, à son domicile précédents de la commission d'enquête, à son domicile précédents de la commission d'enquête, à son domicile précédents de la commission d'enquête.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la com-nission d'enquête, de 16 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, sux lleux d'étant ci-dessous désignés :

et dans ci-dessous désignés :

• à la mairie de SAVENAY, les 10 et 11 mars 1987;

• à la matrie de PONTCHATEAU, les 24 et 25 mars 1967; • à la matrie de LA CHAPELLE-LAUNAY, les 31, 1°, 2 et 3 avril 1967.

A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport relatant son dé tent et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sert déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi que dans la préfecture de Loire-Atlantique et à la sous-préfecture de l'arrondissement de Saint-Nazaire. Toute personne concernée pourrs demander communication de ses consts, ainsi que des réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées

L'information du public sera également assurée par l'affichage da présens avis ns les mairies concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles

Les grands enjeux de l'aéronautique mondiale

Les Européens rejettent les accusations américaines de concurrence déloyale à l'encontre d'Airbus

Airbus fait-il une concurrence déloyale aux constructeurs américains Boeing et McDonnell Douelas ? Les deux émissaires de Washington qui ont entrepris, du landi 2 au vendredi 6 février, une tournée des capitales concernées, Londres, Paris et Bonn, étaient arrivés avec la conviction que tel était bien le cas. Il y a gros à parier que les protestations d'honnêteté commerciale qu'ils ont reçues ne les ont pas convaincus et qu'Américains et Européens se retrouveront à Genève autour d'une table de négociation dans le cadre du GATT.

Même s'ils utilisent la forme interrogative qui sied à la diploma-tie, MM. Mike Smith, soussecrétaire du commerce, et Bruce Smart, adjoint du représentant soécial pour le commerce, sont per-suadés de plusieurs anomalies dans le comportement des Etats du Vieux Continent en matière d'industrie aéronautique. En dix ans, les programmes A 300 et A 310 ne sont toujours pes pervenus à dégager des bénéfices, ce qui change, selon eux, les avances remboursables versées par les Etats aux constructeurs en subventions pures et simples. Quand McDonnell, firme privée, investit 700 millions de dollars pour

qu'Airbus, consortium public, envisage de dépenser pour lancer son biréacteur A 330 et son quadrimoteur A 340. On ne pent rêver de preuve plus éclatante de l'illogisme du système européen qui porte à bout de bras des avions non rentables. Selon les deux hommes, les Etats-Unis ponvaient supporter une telle concurrence déloyale tant que l'Europe se relevait de la guerre, mais aujourd'hui . elle est en bonne santé et il n'est plus question de fermer les yeux sur ses pratiques ».

la bonne gestion n'auraient pas duré si les constructeurs européens avaient été des firmes privées contraintes d'équilibrer leurs comptes, pensent MM. Smith et Smart, qui ajoutent mezzo voce que cette querelle n'aurait pas eu lieu si Airbus avait accepté de coopérer avec McDonnell Douglas, qui lui proposait d'abandonner son projet d'A-340 et de l'aider à construire le

Car tel est bien le fond du débat. Celui-ci ne porte pas tant sur les principes sacro-saints de la concurrence, que sur les craintes des Américains de voir battre en brèche leur

c'est 2,5 ou 3 milliards de dollars domination dans le monde aéronautique. S'ils se sont déchainés contre Airbus depuis deux semaines, c'est qu'ils en ont désormais peur. Deux événements ont achevé de les irriter : d'abord l'annonce que Fist par-ticiperait à la fabrication des faturs Airbus, ensuite les démarches du consortium européen pour faire changer d'avis la compagnie scandinave SAS qui a opté pour le MD-U de McDonnell. C'en était trop pour une nation obsédée par ses déficits commerciaux et habituée à dégager d'énormes excédents dans la vente de ses avions. Pins de 80 % des avions civils volant dans le monde

Dialogue de sourds

Deux réflexions ont échappé à MML Smith et Smart, qui corroborent une interprétation mercantile de leur démarche. Ils ont reconnu qu'ils ne demanderaient pas de comptes au hollandais Fokker, qui n'est pas moins aidé par des fonds publics qu'Airbus, mais qui ne fait pas d'ombre aux avionneurs américains. Interrogés sur le peu d'impôts payés par Boeing, ils ont répondu que la firme de Seattle appliquait la

Tout en cherchant à dédreme-ties le polémique américano-européenne sur Airbus, M. Clay-

ton Yeutter, représentant américain pour le commerce, a

été on ne peut plus clair lors d'un entretien par satellite avec des journalistes européens, le mardi

3 février. Le déficit commercial des Etata-Unis reste impression-

nent. Il se situe, seion iui, à mi-chemin entre les 15,4 millierds de dollars enregistrés en novem-bre et les 10,7 millierds de

décembre, et ne peut qu'aviver

loi fédérale, et que les systèmes fiscaux américains et européens n'étaient pas comparables... 1/ 100m 16

-

1 2 2

1

THE PARTY SAFE

THE PROPERTY.

فراعها ومواسات

- girina dia

أعراد منطقع التراس

والأنجور أكاف يابي

ATTENDED !

الو المعرفية بريوم الر

- 10 mm

Leurs interlocuteurs ont reçu ces deux émissaires assez fraichement. A Londres, M. Geoffroy Pattie, ministre chargé de l'industrie, a parlé, à propos de leur démarche, de e gesticulations . A Paris, M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a déclaré : « Les allegations de concurrence déloyale ont été totalement rejetées : la concurrence d'Airbus est conforme aux accords internationaux, et le soutien accordé à Airbus n'a faitque placer le constructeur européen à égalité avec les industriels américains bénéficiant de commandes

Ce dialogue de sourds ne peut déboucher que sur une épreuve de force. M. Willy de Clercq, commissaire européen aux relations extérieures, ne se fait guère d'illusions sur l'utilité des négociations futures : « La question n'est pas de savoir qui a raison au regard des règles du GATT mais si les Européens veulent défendre leur industrie oéronautique. Et si oui, il faut agir en conséquence, »

ALAIN FAUJAS.

Boeing et McDonnell ont autant profité qu'Airbus de la reprise des ventes

L'année 1986 a été faste pour les industriels de l'aéronautique mondiale, qui ont pratiquement tous vu leurs ventes d'avions atteindre des commets. Des deux côtés de l'Atlantique, au Japon comme au Brésil, on se frotte les mains devant ce regain du marché qui suit, avec deux ans de retard, la reprise du transport aérien.

A tout seigneur tout honneur : Boeing, qui publie le plus vite les comptes les plus complets, fait état d'une année exceptionnelle. Le géant de Seattle a reçu pour mandes (14,9 milliards en 1985) models (1-2,5) inhants en 1965) pour 341 avions. Parmi ceux-ci deux modèles se taillent la part du lion : le gros 747 (83 exemplaires) et le petit 737 (216 exemplaires). Les livraisons effectuées ont porté sur 242 appareils. Pour un chiffre d'affaires de 16 341 millions de dollars (13 636 millions en 1985), le bénéfice net s'est élevé à 665 mil-lions de dollars (566 millions de dol-

Du côté de l'européen Airbus, oà l'on ne parle pas de gros sous, lais-sant ce soin aux partenaires indus-triels, on amonce 170 avions commandés en 1986 (7 A-300, 17 A-310 et 146 A-320) contre 92 un an auparavant. Les livraisons qui sont à leur étiage n'ont concerné que 29 apparents de la concerné que 20 apparents de la concerné que 20 apparents de la concer

Chez McDonnell Douglas, les comptes définitifs n'ont pas été publiés, mais les premières estimations font apparaître un joli scure : 228 avions commandés (191 MD-80, 5 DC-10, et 32 futurs MD-11). 103 appareils out été livrés.

Ces trois grands, qui se battent bec et ongles pour arracher des

par le Moude sur le règlement du différend agricole entre la CEE et les Etats-Unis, nous avons reçu de

M. Joe M. Rodgers, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, la lettre sui-

Je suis troublé par divers com-mentaires qui se font entendre en France, selon lesquels les Etats-Unis auraient forcé la Communauté curo-

péenne à accepter des exigences injustes afin de compenser la perte de marchés subie lors de l'entrée de

l'Espagne dues le Marché commun. J'en suis convaince, les négociateurs

européens et américains ont trouvé une solution équitable à un pro-blème difficile, évitant ainsi une gnerre commerciale qui nous aurait

nui à tous. Il serait dommageable

pour nos relations à venir que ces résultats laissent l'impression que les Etats-Unis négocient seulement par

la force. Cela n'a pas été le cas, et ce

ne l'est pas sujourd'hui. Les pertes ne l'est pas sujouru sui. Les perus que nous eucourions étaient considé-rables et nos droits parfaitement fondés. Notre position était raison-nable et, comme dans toute négocia-

Notre désaccord est venu d'une divergence d'opinion ancienne sur

l'interprétation qu'il convient de donner aux règlements du GATT

touchant aux compensations pour les pertes commerciales provenant de l'entrée de nouveaux pays mem-bres dans une union douanière.

Nous ne sommes toujours pas du

tion, nous avons transigé.

Le différend agricole euro-américain

Une lettre de l'ambassadeur des Etats-Unis

Après les commentaires publiés même avis sur ce point précis, mais,

contrats dans le monde entier, n'envisagent pas l'avenir de la même façon. Boeing se dit assez pessimiste en raison d'un ralentissement prévu des ventes de 747 et d'une diminution des crédits spatiaux et militaires. Chez McDonnell Douglas, on a décidé de lancer le MD-11, tri-réacteur dérivé du DC-10, après avoir enregistré 32 commandes. McDonnell ne disposait plus ea catalogue que du petit MD-80, concurrent du Boeing-737 et de l'Airbus A-320. Il lui fallait reconstia plutôt mal pris l'annonce de ce lan-cement que les experts jugent difficile à rentabiliser en raison de l'étroitesse du marché pour les avions longs courriers de moyenne

Enfin, chez Airbus, on se félicite des succès de l'A-320, vendn ferme et en option à plus de 437 exem-plaires deux mois avant son premier vol, en mars 1987. On espère que le marché des gros porteurs reprendra de la vigueur. On tarde à lancer les futurs A-300 et A-340, pour la construction desquels les gouvernements allemand, britannique, fran-cais et espagnol rechignent à donner les 2 ou 3 milliards de dollars

En fait, tous les avions monde s'inquièrent de savoir si les pertes des compagnies aériennes (800 millions de dollars en 1986 pour les membres de l'Association internationale du transport aérien) les dissuaderont ou non de renouveler leur flotte à la cadence des deux

en l'occurrence, nous avons laissé de

côté l'aspect technique et nous avons négocié en toute bonne foi. Aux

termes de cet accord, les Etats-Unis

recevront une compensation par-

ticlle pour les pertes de marché pro-voquées par l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Por-tugal. Les Étais-Unis ont demandé

ce qu'ils considéraient comme étant

leur dû. Mais, dans un esprit de véri-

table compromis, ils out accepté

moins que ce qu'ils avaient demandé. On peut dire que, dans cette négociation, les deux parties ont gagné.

La France et les Etats-Unis sont amis et alliés de longue date. Nous

œuvrons en une coopération plus étroite que jamais afin de sauvegar-der les intérêts fondamentaux des

démocraties occidentales et de ren-

forcer plus encore les liens politi-

nous unissent. Afin de maintenir

l'harmonie de ces relations, nous

avons pour responsabilité commune de prendre le point de vue de l'autre,

ce qui demande des efforts considé

échanges commerciaux, panque nous sommes concurrents, nous

scrons parfois en désaccord. Mais, lorsque cela se produira, notre com-munauté d'intérêts doit nous aider à

trouver des compromis viables. Je compte bien qu'il en sera de même

rables. Dans le domaine des

les pressions protectionnistes du d'une législation commerciale dont ses partenaires craignent

L'utopie du libre-échange

les implications protectionnistes M. Yeutter a annoncé l'assoul'exportation de produits de haute technologie. Renforcer les positions de l'industrie américaine pessera également par le

déloyales » dont les Etats-Unis entiment pittir. Une définition très unilatérale de la *e loyauté s* et qui fluctue selon les dossiers. « transparence » des subventions dont bénéficient les industries aéronautiques américaine et suropéenne pour justifier les attaques contre Airbus. Il a, par contre, mis en avant des reisons de « sécurité et de défense » des Etats-Unis comme de leurs partenaires pour expliquer les res-trictions imposées sur les impor-tations de machines-outils.

reconnu que le libra-échange etait un long et difficile chemine-ment que M. Yeutter a le plus convainou. Son intervention n'a fait que confirmer la portée « peut-être utopique » de cet

Air Inter a réalisé des bénéfices records en 1986

La compagnie Air Inter a retrouvé en 1986 un taux de croisance digne des belles années 70, au temps où les Français découvraient l'avion. Son trafic a progressé de 11 % pour atteindre 11 804 000 passagers transportés contre 10 629 000 en 1985. Il s'agit du plus fort accroissement en volume depuis 1980, du taux de croissance le plus élevé depuis 1981 et du meilleur coefficient de remplissage (68,5 %) depuis 1969 (69 %).

M. Pierre Eelsen, PDG d'Air Inter, était d'antant plus sarisfait, le mardi 4 février, en présentant ces résultats à la presse que le succès commercial a produit des bénéfices qui ne sont pas moins remarquables : la marge brute d'autofinancement a atteint 863 millions de france; soit 13,7 % du chiffre d'affaires (6,2 milliards de francs), et le bénéfice net de 116 millions de francs est à comparer aux 64,7 millions de l'année précédente. Les salariés de l'entreprise profiteront de ce succès, puisque la réserve spéciale de participation qui leur est attribuée voit son montant passer de 28.4 millions de francs à 94,9 millions.

Ce palmarès doit être attribué d'abord à la politique commerciale et tarifaire de la compagnie qui a décienché un véritable engonement de la clientèle - voyageant pour des motifs personnels ». L'accès au tarif B réduit sur vois bleus pour la famille à deux et l'extension des vols accessibles aux détenteurs d'une carte - Evasion > ont attiré 600 000 passagers supplémentaires, notamment sur les vois du week-end et pendant les vacances scolaires.

La baisse de prix du carburant et la dégringolade du dollar out également permis à Air Inter de maintemir ses tarifs de base (+2% en francs courants et -3% en francs constants) et donc de grignoter la clientèle du chemin de fer. La grève de celui-ci, qui a duré trois semaines, a valu à la compagnie intérieure environ 170 000 passagers

Le revers de la médaille est que la clientèle d'affaires maugrée contre l'afflux des familles qui allonge les temps d'emberquement et de débar-quement et qui lui donne l'impression de ne plus être traitée en proportion du prix « fort » qu'elle paie. M. Eolsen est tout à fait conscient de ce mécontentement. Aussi Air Inter se prépare à apporter, en 1987, des améliorations commerciales à son service. Tout d'abord, ses tarifs n'augmenteront pas. Deux Airbus A-300 supplémentaires seront mis en ligne (+7.8% du nombre des sièges offerts).

Denz nonvelles lignes saisonnières teront ouvertes entre le 15 mai et le 15 septembre : Lille-Perpignan et Lille-Montpellier. Un service de bousous chaudes sera offert, à partir de ce mois-ci, sur les vols rouges. dans un premier temps. Le budget des journaux augmentera de 15%. Enfin, à partir du mois d'avril, un magazine de bord mensuel, Parcours, sera à la disposition de tous

Le VAL pour Orly

Air Inter continue de demander vigoureusement une amélioration de ia desserte entre Paris et Orly par les transports en commun. La solution la plus communément envisagée est un métro automatique, le VAL de Matra, qui circulerait de la ligne B du RER à Antony (Hauts-de-Seine) jusqu'aux aérogares. Une association Matra-RATP-Indosnez est en gestation, car le ministère des finances ne veut pas que cet investis-sement de l'milliard de frança soit réalisé sur fonds publics.

Une société regroupant Matra et la RATP serait créée pour exploiter la concession du Syndicat des trans-ports parisiens. La mise en service interviendrait en 1991 et la ligne mettrait Orly à une demi-heure de la station des Halles.

with I

CH R. Marie a Print

Free on Land The

STATE OF THE PROPERTY OF THE P

Graphing and a stage

Francisco de la SE

the interest the

French T. P. S. the law of the

And the second second

the service and are OF BANKS

THEORET : SEE

- 1,2

At in the co

MAR ET ITE

St. Comme

A Commence of

marie and

 $\sigma(\alpha, (\alpha^{(i)})) = \sigma(\alpha^{(i)}) = \sigma$

100

Barrier Contractor

امحارب بالمسطورة

gradient of the

1215 11 17

,r, 85 T. 8 W

7 B

AIS

? ! Es:

STATE OF STATE S

 $\mu = 1.00$

1010

~ · ·

THE LAND

to protect of the policy

2.12

Les projets des P et T

• Baisse de 1 centime de la taxe téléphonique Tarif multipalier pour la télématique

Les 1600 bureaux vétuates seront baisser de 1 centime le 5 février, pour être ramenée à 73 centimes, a au-delà, 6 000 bureaux seront amoncé M. Gérard Longuet, minis-tre délégné chargé des P et T, le 3 février, au cours d'une conférence de presse. M. Longuet préparait cette baisse pour avril, mais M. Bal-ladur l'a, semble 4-il, anticipée pour qu'elle carrige un peu la hausse générale des prix prévue pour être forte en ce débat d'année.

Cette révision des tarifs s'inscrit néanmoins dans la politique du ministère des P et T. Les télécommunications font des profits importants (7 milliards en 1986), et les «clients» doivent en profiter, en particulier les entreprises. D'une façon plus large, M. Longuet entend moderniser son administration pour l'adapter à la concurrence qui s'accroit, tant pour la poste (les coursiers internationaux) que pour les télécommunications.

Pour la poste, qui a fait des profits pour la première fois en 1986 (le Monde du 4 février), cette modernisation passe par une valorisation du réseau de 17 200 bureaux et, en 1987, par un meilleur accueil.

rénovés en quatre ans. L'informatisation des guichets sera poursuivie, avec 30 000 micro-ordinateurs implantés dans 14000 bureaux entre 1986 et 1990. Les facteurs recevrout un vademecum des prestations de façon à conseiller les «clients» à domicile sur tous les services de la poste : « Le facteur est notre meilleure force de vente », a déclaré

M. Longuet.

Pour les télécommunications, le ministre vent accélérer la misc en concurrence (le Monde du 3 février). Aissi, d'abord, pour la gestion des cabines publiques. Sont candidats, Electronic Serge Das-sault, associée à Plastic Omnium, ainsi que Havas, associé à Schlumberger, mais ils réclament une hausse des tarifs que M. Balladur n'a pas encore acceptée. Ainsi du radioteléphone où sont candidats l'association formée par la Lyonnaise des eaux, la CGE et Motorola, et celle groupant la Générale des caux et Jeumont-Schneider (et

CONJONCTURE

Pour la première fois en France

L'Etat emprunte à vingt-cinq ans

jandi 5 février, un emprunt à tanz fixe (8,5 % proposés) d'une durée de vingt-cinq aus. Cette émission doit donner heu à une adjudication d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant compris entre 1 et 2 milliards de france. Jusqu'à présent, en France, les emprunts à long terme de l'Etat ne couvraient pas des échémoes supé-rieures à quinze ans.

Cette innovation s'inscrit dans une réforme plus générale de la ges-tion de la dette publique engagée par la direction du Trésor depuis dix-huit mois. Du fait de l'accumulation de déficit budgétaires impor-tants au cours des demètres années, le dette publique obligataire à long terme a fortement crit, atteignant ane valeur boarsière de 617 mil-liards de france à la fin de 1986.

L'Etat s'apprête à émettre, le Afin d'obtenir les conditions de marché les plus favorables et une plus grande souplesse dans la gestion de son endettement, l'Etat a multiplié les instruments financiers auxquels il a recours. Il a ouvert et développé le marché des bons du Trésor négo-ciables (pour les titres courts). Il envisage d'accélérer l'émission de bons du Trésor à cinq ans.

Depuis le début de cette amée. autre innovation : la politique d'émission d'emprunts par l'Etat est précisée dans un calendrier d'adju-dication. L'émission, pour la pre-mière fois, d'un titre d'Etat à vingt-cing ans vise à consolider la dette publique à long terme. Après ce premier test, de nouveaux emprunts à vingt-cinq ans devraient être émis en mars, juin, juillet et au cours de chacan des trois derniers mois de

éventuellement TDF). Ainsi encore du câble TV, où Bouygues, la Caisse des dépôts et les compagnies des eaux ont fait des propositions pour être maître d'œuvre. Ainsi, enfin, des liaisons entre ordinateurs (services dits à valeur ajoutée), où un décret, publié « prochainement », devrait préciser les conditions d'ouverture à la concurrence.

En conséquence, la direction générale des télécommunications pourra investir dans les téléservices (le marketing direct, par exemple), le marché de l'image (la vente d'antennes individuelles de réception des satellites TV, par exemple) et la télématique. A ce propos, le ministre a annoncé qu'un tarif · multipalier » sera introduit « avant la fin du premier trimes-tre 1987 ». Et, surtout, la DGT devra investir à l'étranger pour s'assurer comme un opérateur international . L'international est la priorité des priorités », a indiqué M. Longuet, évoquant une politique « agressive » auprès des grandes entreprises clientes, des accords commerciaux dans les câbles sous-marins et la présence française dans les organismes comme Intelsat et Entelsat Cette politique passera par la COGE-COM, qui regroupe toutes les filiales des P et T.

Moderniser n'impose pas forcé-ment de modifier le statut des agents, qui restent attachés à la fonction publique, a reconnu M. Longuet, Mais comme l'administration est « mal armée face aux entreprises concurrentielles », le ministre a pris le parti - de directer au grand jour - des difficultés avec les syndicats. L'intéressement, les mutations, l'avancement, seront mis dans la baisnos en 1987.

ELB.

 La Chembre des communes approuve le tunnel. — Le projet de loi ratifiant le traité aigné avec la France sur le tunnel sous la Manche a été approuvé, le 3 février, par la Chambre des communes britannique. Il doit être maintenant discuté et adopté per la Chambre des lords event de recevoir le sosau roval, vraisemblablement au cours de l'été prochain. La construction de l'ouvrage durerait de 1987 à 1993 et permettrait de relier Paris et Londres en trois heures environ par TGV.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Japon : Michelin devient membre des associations de fournisseurs

Michelin, le numéro un européen des pneumatiques, ve devenir membre des associations de fournisseurs de trois constructeurs japoneis, Toyota, Mitsubishi et Fuji Heavy Industries (marque Subaru), a indiqué, mercredi, un responsable de Nihon Michelin Tire KK, la filiale commerciale du groupe français au Japon. C'est la première fois qu'une filiale de société étrangère n'ayant pas de

Usinor-Sacilor: M. Pachura responsable des produits plats

M. Francis Mer, PDG des deux groupes sidérurgiques Usinor et Saci-lor, a nommé M. Edmond Pachura responsable de l'ensemble des produits plats (tôles) des deux groupes. Cat ensemble comprend Usinor-Dunkerque, Sollac, Solmer, différentes filiales de finition et Dilling (en RFA) « qui sera associée pleinement à la stratégie ». En perte de 600 miltions de francs en 1986, avec 35 000 personnes, les produits plats ne devraient pas faire l'objet d'une nouvelle restructuration, outre les suppressions d'emplois délà annoncées, selon M. Mer. M. Pachura, cinquante-deux ans, était jusqu'ici PDG de Sollac.

Olivetti s'associe à General Motors dens la productique

Le groupe italien Olivetti s'est associé avec Electronic Data Systems (EDS), filiale de General Motors et l'une des plus grandes sociétés mondiales de réseaux informatiques. Les deux partenaires vont créer, à égalité, une société commune (Inte-grated Systems Management), dont le siège sera à Milan et qui se spécialisera sur le conseil à l'informatisa-tion des usines (productique). EDS était lusqu'à présent peu présente en Europe, où alle ne réalisait que 300 millions de dollars de chiffre d'affaires pour un total mondial de

La Financière Agache (Dior) crée une nouvelle maison de haute couture

Une nouvelle maison de haute couture va être créée par la Financièra Agache (qui regroupe notam-ment Boussac et Christian Dior). Elle portera le nom de Christian Lacroix, jusqu'à présent styliste chez Patou La Financière Agache détient 100 % du capital de la nouvelle société. Elle investira 50 millions de francs sur cinq ans, dont 5 millions pour le lancament de la première collection, en capacité de production au Japon est autorisée par un constructeur à adhérer à la Kyohokai, l'association de coopération qui ressemble les fournisseurs agréés par Toyota. Le Japon souhaite augmenter ses importations de pneumatiques pour éliminer les frictions commerciales avec l'Occident. Michelin représenterait déjà 45 % du total des importations nippones.

juillet 1987. La société créera par la suite des fourrures, des parfums et des vêtements pour hommes.

Texaco cède à Sheil ses intérêts dans huit pays africains

Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine et cinquième mondiale, a cédé au groupe Shell les intérêts industriels et commerciaus de sa filiale Texaco Africa Ltd. qui opère dans huit pays africains : Gabon, Guinée, Gambie, Libéria, Maroc, Sénégal, Sierra-Leone et Zaire. Le groupe américain, fort endetté, qui a vu ses bénéfices chu-ter de 41 % l'an demier, est sous la menace d'une amende de 11 mildonc contraint de se défaire d'un certain nombre d'actifs afin d'assainir sa Shell 60 % du capital de sa filiale au Ghana. Texaco reste toutefois orésent dans un certain nombre de pays africaina (Nigéria, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Togo, Mali, Niger, Burkina-Faso) et conserve des intérêts d'exploration-production en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Le groupe bordelais Lichine s'implante dans le Beaujolais

Le négociant bordelais Alexis
Lichine, filiale du groupe britannique
Bass (brasserie, hôtellerle, machines
à sous) depuis 1964, s'implante en
Beaujoleis. Il vient de prendre le
contrôle du producteur et négociant
Pasquier-Desvignes pour la somme
de 18 millions de francs. Implantée au coeur du Beaujolais depuis cinq cents ans, la famille Pasquier-Desvignes est propriétaire du Domaine du Marquisat. L'entreorise réalise un chiffre d'affaires de 80 millions de francs environ et commercialise 7.5 millions de bouteilles, dont 40 % en beaujolais, 30 % en côtes-du-rhône et 14 % en bourgognr. L'exportation représente la moitié du total. Par cette acquisition, le groupe Alexis Lichine poursuit son action de diversification avec l'appui financie du groupe Bass. En septembre 1986 Lichina avait déjà racheté un vin espagnol, coto-de-rioja, et pris, en octobre, le contrôle du cognac Otard. Pour l'exercice 1985-1986, Lichine a réalisé un chiffre d'affaires de 170 millions de francs (dont 75 % à l'exportation), en progression de 20 % sur 1984-1985. Son résultat d'exploitation devrait être d'enviror 20 millions de francs, contre 11 mil lions précédemment.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de la modernisation de son système de gestion et d'information, et après avoir élaboré un schéma directeur informatique, la direction générale de la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) lance un appel d'offres international pour la fourniture, l'installation et l'entre-tien d'équipements informatiques ainsi que des logiclels de base nécessaires à ces équipements.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu dans les bureaux de la direction générale à l'adresse suivante :

> DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CMDT (Service de la coordination Mali-Sud) BP 487 - BAMAKO (République du Mali)

contre le paiement de la somme de 100 000 F CFA (cent mille francs CFA).

La date limite de dépôt des offres est fixée au 16 mars 1987 à 8 heures, les soumissions seront ouvertes le même jour à 10 heures à la CMDT à Bamako.

Baisse de Pactivité

« Au cours des prochains mois, l'activité devrait baisser dans tou les secteurs, à l'exception de la construction automobile et des raffineries de pétrole», écrit l'INSEE dans sa dernière enquête auprès des cheis d'entreprise. Les perspec-tives générales d'activité se sont dégradées », ajoute l'institut. Le clivage apparu, en décembre, entre les secteurs de l'industrie s'accentue La production des biens d'équipe-ment professionnel et des biens intermédiaires a diminné. Celle des biens de consommation s'est stabilisé et celle de la construction auto mobile a augmenté. Les carnets de commandes globaux et étrangers se dégamissent dans toutes les branches, sauf dans l'automobile et le pétrole. Si globalement les stocks de produits finis sont toujours infé-rieurs à leur niveau normal, c'est essentiellement le fait de la

e La supercentrale d'achat ARCI va disparaître. — ARCI (qui regroupe Carrefour, Auchan, Pro-modès...) mettra fin à son activité à la fin de l'année. Carrefour a décidé de renoncer à sa participation dans cette centrale. Créée en 1984, ARCI, à côté de ses deux homologues. SERFAAL et DI-FRA, qui avaient regroupé les grands du commerce face à leurs fournisseurs, ont perdu en grande partie leur raison d'être avec la naissance d'un nouveau droit de la concurrence (régime de la liberté des prix, accorda signés entre industriels et commerçant sous l'égide du CNPF, récente condamnation par la Commission de la concurrence et par M. Balladur de certaines pratiques, comme les remises supplémentaires par simple cumul de chiffres d'affaires).

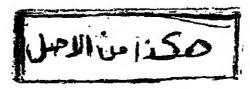
(Publicité) Aujourd'hui, les toutes dernières effaires en vente de fonds de COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX glim., cariés, librairies, divers dans le journel spécialisé depuis 40 ans « LES ANNONCES » En vente pertout 5 F at 36, rue de Maite, 75011 Paris - 76l. (1) 48-05-30-30 LA PLUS ALLUMÉE

Roulez, bougez, vibrez, la Supercinq wous fait un show, en 6 versions, 3 ou 5 portes. En version TC: auto radio PO/GO/FM et 2 haut-parleurs - appuie-têtes à l'avant et vitres teintées - liseré De et sièges assortis - coloris bleu nuit, rouge, ou gris argent en option. Modèle décrit et présenté: Renault Supercinq TC 3 portes. Prix clés en main janvier 87: 47400F. Millésime 87. Garantie anti-corrosion 5 ans. Diac, votre financement. RENAULT préconise CIF

47.400 SUPERCINQ SÉRIE LIMITÉE





RIO-DE-JANEIRO

Depuis un mois. l'indécision, voire la confusion, règne à Brasilia devant la crise provoquée par l'échec du plan cruzado. Les réunions se succèdent dans la capitale entre le président et ses ministres, entre ces derniers et les ses ministres, entre ces derniers et les propuésits converseurs des Féais, entre nouveaux gouverneurs des Etats, entre le parti au pouvoir et le gouvernement, entre patrons, syndicats et responsa-bles de l'économie, sans qu'apparais-sent l'amorce d'un pacte social ou une politique cohérente pour dominer l'inflation, qui se déchaîne de nouveau avec le déblocage et les hausses sau-

vages des prix. Les informations les plus contradictoires circulent dans les cabinets ministériels et les couloirs du Parkment. Le plan de stabilisation éconimique, lancé il y a onze mois, prévoyait que, dès l'instant où le taux d'inflation dépasserait 20 %, il y aurait un réajustement automatique des salaires, — le déclenchement, disent les Brésiliens, de la *- gàchette salariale* ».

COPENHAGUE

de notre correspondante

Du jamais vu au Danemark: pour

la première fois dans l'histoire du

pays, la majeure partie des syndicats

et des employeurs du secteur privé

ont réussi à s'entendre pour renouve-

ler les conventions collectives plu-

sieurs semaines avant la date limite

(1º mars). Au même moment, un accord saiariai a été conclu dans la

fonction publique, prévoyant des hausses de 3,7% en 1987 et de 4,3% en 1988, et une réduction du

temps de tavail en deux étapes (une

heure en 1988 et une autre en 1990).

D'ordinaire, les négociations

partenaires sociaux se déroulaient

presque toujours dans un climat de

sur un conflit plus ou moins long. Tel avait été le cas au printemps

1985, quand le Parlement, prêt à intervenir pour arrêter des grèves,

avait été encerclé par des manifes-

En ce début d'année. l'atmo-

sphère est complètement différente grace à l'adoption d'une procédure

plus souple, qui a fait ses preuves. Alors qu'auparavant la concertation

avait lieu au sommet, les dirigeants de la centrale LO (1 200 000 aché-

rents) et les représentants de

la confédération patronale (20 000 entreprises) réglant en tête-

à-tête tous les détails à appliquer à l'ensemble des contrats, les pourpar-

Le conseil d'administration, lors de sa

d'une part, de réduire le taux de la commission de gestion de 0,70 % à 0,50 %;

d'autre part, de modifier le docu-ment particulier en ce qui concerne les modalités de souscription et de rachat

« Les souscriptions et les rachats sont centralisés chaque jour avant 12 heures. Les demandes de souscriptions et de rachats parvenant à la société ou aux guichets d'un établissement domicile avant cette heure sont exécutées pour les souscriptions que la base de la valeur

les souscriptions sur la base de la valeur liquidative de l'action calculée suivant

Le conseil d'administration de la Compagnie de Fives-Lille, réuni le 30 janvier 1987, a décidé l'acquisition

tants furieux.

ministre des finances, M. Dilson Fuzaro, découvrit que la • gâchette • était dangereusement inflationniste, et les dirigeants du patronat lui emboîtèrent le pas : ils voulaient un réajustement des prix, mais affirmaient qu'un mouvement identique des salaires serait - muisible au pays .

La discussion dura plusieurs semaines devant des syndicats stupé-faits. Des orthodoxies opposées s'affrontaient au sein de l'équipe diri-geante, les économistes n'étant pas d'accord entre eux, ni les hommes politiques avec ces derniers. Finalement, l'idée s'impose qu'un

gouvernement qui avait fait une option pour les pasores - slogan favori du chef de l'Etat - ne pouvait pas concéder des augmentations de prix sans hausses parallèles des salaires. C'est tout juste si l'on entendit les protestations de ceux qui s'inquié-taient du respect de la parole donnée et consignée par décret.

Le gouvernement justifie la lenteur du processus des décisions par son souci de la démocratiser. Après avoir A la fin du mois de décembre, on éprouvé la nocivité pour son image et était dans cette situation. Mais le celle du président des mesures de choc

décentralisés. Chaque syndicat pro-fessionnel a débattu directement

avec les employeurs de sa branche.

Principale innovation : ces

accords sont signes pour que re ans et non plus pour deux, comme le voulait la tradidion. Chacun des

trois grands syndicats a placé comme priorité la réduction de la

semaine de travail (trente-neuf

heures depuis le le décem-bre 1986). D'ici à 1991, le temps de

travail sera ramené pour tous à

trente-sept heures, chaque syndicat ayant la latitude de choisir les

périodes d'échelonnement de cette

Cette réduction du temps de tra-vail sera accompagnée d'une com-pensation intégrale des salaires. En

revanche, eu égard à l'inflation, les salaires ne connaîtront que des

hausses modestes, entre 4,3 % et 5 %

par an, selon les secteurs. Seuls les apprentis ont obtenu une hausse de 20%. Mais la porte sera largement

ouverte aux heures supplémentaires,

et les deux camps pourront corriger des accords signés en fonction de la

Ces nouvelles conventions collec-

tives ne seront valables que si elles

sont approuvées par 35% des mem-bres des syndicats. Dans certains syndicats, cependant, la • base • pré-

tend qu'elle n'a pas été suffisam-ment consultée et que la semaine de trente-cinq heures était une revendi-

CAMILLE OLSEN.

situation economique.

the way the second of the second professional second secon

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

The first control of the second of the secon

sicav

mission de rachat.

Dans le secteur privé et la fonction publique

Le dialogue social

a le vent en poupe au Danemark

unilatérales, comme celles qui out été prises le 21 novembre pour corriger, par des augmentations brutales de prix, les distonsions nées du plan cru-zado, il a décidé de multiplier les

Une trêve de trois mois

Les vingt-trois gouverneurs élus le 15 novembre dernier, et qui doivent prendre leurs fonctions le 15 mars, sont veraus à Brasilia donner leur opi-nion et écouter M. Sarney clamer haut et ferme qu' « il résisteralt » à la « pression des riches », à ceux qui vou-laient « déstabiliser le plan cruzado ». On ne rêve plus aujourd'hui que d'une trève de trois ou quatre mois, afin de remettre de l'ordre dans l'éco-

Pour aboutir à un pacte, il aurait fallu que les organisations ouvrières et patronales soient représentatives : elles ne le sont qu'en partie. Il aurait fallu y associer aussi les partis. L'Etat luimême aurait dû consentir sa part de sacrifices en réduisant sévèrement les dépenses publiques : or c'est tout le contraire qu'il a fait, en décembre dernier, lorsque M. Sarney a accordé une augmentation de 25 % aux fonctionnaires, saus attendre que se mette en marche le mécanisme de réajustement qu'il avait lui-même établi. Libéralité incompréhensible à première vue, sauf pour ceux qui y voient une mesure populiste visant à redorer le blason présidentiel, du moins dans l'adminis-

Patrons et syndicalistes se sont réunis plusieurs fois et ont constaté qu'ils n'étaient d'accord sur rien. La fixation d'un nouveau selaire mini-mum (actuellement de 964 cruzados, soit environ 370 francs) est un des points de la controverse.

Le gouvernement avait déclaré qu'il ne commencerait le réajustement des prix que s'il était assuré d'une trêve entre les intéresses. Or il a accordé les premiers relèvements (de 28 % en moyenne) au secteur électroménager, sans que celui-ci prenne des engage-ments précis.

Incertitude, manque de cohérence et d'esprit de décision : les critiques pleuvent contre le président et son équipe. L'industrie est paralysée, dans l'attente d'un réajustement général. Les pénuries s'aggravent. Le marché noir fleurit. L'eau minérale et les œufs, par exemple, absents des magasins, sont offerts par des vendeurs ambulants, sur le trottoir, an double du tarif officiel.

Le gouvernement, ne disposant pas d'un système efficace pour contrôler les prix, persiste malgré tout dans l'idée d'un nouveau blocage qui serait réduit aux deurées de base et dont il partagerait la responsabilité avec les États et les municipalités.

Désobéissance civile

M. Amato a menacé les autorités de désobéissance civile » si clies tardaient à répondre aux revendications dans l'industrie. En fait, la désobéissance civile a déjà commencé. Le gou-vernement feint de ne pas s'en aperce-voir et fait comme si le plan cruzado continuait d'exister.

A ceux qui l'accusent d'inertie, M. Samey répond que la précipitation serait pire et qu'il préfère que les mesures à veair soient mûrement réfléchies. Les industriels s'impatientent perce qu'ils voient se profiler les risques d'une récession. Certains d'entre eux, comme M. Thomson-Motts, l'un des directeurs de la fondation Gettifio Varges (UTNSEE lession. tion Getulio-Vargas (L'INSEE brési-lien), estime, comme le gouvernement, que « la sortie du blocage doit être que « la sortie au biocage doit etre graduelle, pour ne pas provoquer une explosion des prix ». M. Motta rap-pelle qu'en Argentine, du temps d'Isa-bel Peron, une telle précaution n'avait pas été prise et l'« inflation avait grimpé jusqu'à 700 %, inciant les militaires à sortir des casernes ».

Néanmoins, il redoute que Brasilia ne s'obstine dans ses intentions diri-gistes. « Le plan cruzado a montré abondamment au'il étals immenté gistes. « Le pian cruzano a montre abondanment qu'il était impossible de régenter entièrement l'économie, cit-il ; déjà, c'est bien difficile dans un pays comme l'Union soviétique... » CHARLES VANHECKE

A propos d'une publicité

Désinformation... sur la désinformation

M. René de La Portalière, président de la Fondation de la Liberté, a été interviewé sur Radio-France, le 17 janvier dernier, à propos de la création de l'« Institut de la désinformation». Il a mis le Monde en cause, à cette occasion, dans les termes suivants :

Question : « Estimez-vous qu'il y 2 heaucoup d'informations que l'on ne donne pes ou qui ne sout pes dif-

M. de La Portalière : « Je vais vous donner un autre cas concret qui s'est passé au moment de la grève de la SNCF : un certain nom-bre de cadres de la SNCF voulaient faire savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec la grève, que les gré-vistes étaient devenus minoritaires. Ils n'ont eu comme seul moyen pour s'exprimer que la possibilité d'acheter une page dans le Monde, cela leur a coûté 30000 F, et quand ils ont voulu faire paraître cette page dans le Monde, on n'a pas accepti un certain nombre de choses sous prétexte que le Syndicat du livre s'opposerait à la sortie du Monde si cette information passait. Donc là vous avez un cas très précis où un certain nombre d'informations ne peuvent pas passer par la voie nor-male.

Plusieurs lecteurs se sont étonnés auprès de nous, à bon droit, de cette « information ». Encuete faite, nous sommes en mesure de les ressurer. Cet exemple de « désinformation » est particulièrement mal choisi, puisqu'il constitue en soi une désinformation. M. de La Portafière, dont la bonne foi n'est pas en cause, a eu

le tort de prendre pour argent comptant un propos qui lui avait été rapporté et qui n'a pes été tenu, comme de ne pes essayer de se renseigner auprès de la direction du Monde qui se serait fait un plaisir et un devoir de répondre à ses questions.

Outre que la page parue dans le Monde n'a pas été facturée 30000 F, mais au tarif habituelle-ment consenti à la SNCF, il est faux que le Syndicat du livre soit intervenu dans cette affaire. C'est totalement ignorer les conditions dans lesquelles est publié un journal comme le nôtre que d'imaginer qu'il aurait pu y prétendre puisqu'aussi bien il est admis une fois pour toutes que le syndicat en question ne se mêle pas de son

Ce que nous avons rappelé à M. de La Portalière, c'est que le directeur de la publication est responsable, selon la loi, de tout ce mé paraît dans ses colonnes, y compris de la publicité. C'est donc la rédaction en chef du journal qui, de sa propre initiative. a atténué une ou deux formules un peu vives, dont l'une faisait état, par exemple, de menaces physiques dont on aurait pu demander au Monde de prouver l'existence. Le représentant des cadres non grévistes n'a fait aucune objection à ces modifications qui fui ont été soumises par nos services de publicité, de même qu'il a admis sans difficulté la nécessité de personnaliser une signature qui, dans sa version initiale autrement précisés, était évidem

ment inacceptable. Traquer la désinformation est certes une intention louable. Encore faut-il le faire à bon escient.

La réponse de M. de Laportalière

et Cher monsieur,

Merci de votre courtoisie et du soin que vous apportez dans cette affaire à éclairer vos lecteurs. Cela me permet d'attirer à nouveau l'attention de ceux qui vous lisent comme de ceux qui m'ont écouté à

 Les cadres non grévistes de la SNCF ont dû, pour se faire enten-dre, acheter une page publicitaire dans le Monde.

dans vos colonnes n'a été accepté par votre journal que moyennant le retrait d'une information faisant état des menaces physiques dont ont été

victimes ceux qui, à la SNCF, vou-

Je m'en réjouis comme se réjouissent ceux qui ont en tant de difficultés à faire connaître leur point de vue dans une période où le public a été pris en otage par ceux-là mêmes qui avaient à le servir.

Veuillez agréer, monsieur le directeur et cher monsieur, l'expres-

sion de mes sentiments les meilleurs. RENÉ DE LAPORTALIÈRE.

Marchés financiers

NEW-YORK, 3 tévries &

Wall Street a enregistré, le 3 février, un net repli, après avoir évolué sur me note irrégulière tout an long de la séance. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a ainsi oédé 10,96 points, pour terminer à 2168,45. Le volume des transactions a porté sur 198 milions d'actions. On notair, malgré le recul de la tendence, 872 valeurs en hausse, courre 706 en baisse et 398 inchangées.

Antour du Rie Board, les inven-

Autour du Big Board, les inves-

Autour du sig soard, est avec-tisseurs observaient une certaine prudence, dans la perspective d'un intérêt limité de la part des étran-gers pour les offres de 29 milliards de dellars de boss et obligations du Trésor. Les taux d'innérêt pour-raient se raffermir. Redoutant cu monvement beaucours de hoursiers

mouvement, beaucoup de boursi ont pris leur bénéfice.

La demande restait toutefois gio-

La demande restait toutefois glo-balement bonne. En entregistrant, en décembre, sa plus foste hausse depais janvier 1983 (+ 2,1 %), l'indice des principanx indicateurs économiques a été bien accueilli par les opérateurs, de même que la pro-gression de 2,1 % des commandes industrielles, et de 12,7 % des ventes de maisous neuves.

Parmi les valeurs les plus trai-tées, on notait American Telephose (4,029 millions), Texaco (3,039 millions), et Amer Medical International (2,775 millions).

Zife. 3 fer.

286. 386.
40 11/2
24 1/4 23 1/4
48 776 55
38 1/2 97 7/8
38 1/2 97 7/8
33/4 76 7/8
33/4 76 7/8
301 3/8 28 7/8
77 7/8 76 3/8
46 47 7/8
122 1/4 183
50 1/8 58 3/4
44 1/4 44
43 3/4 58 3/4
37 37 1/4
38 1/4 38 5/4

VALERA

Ford

U.A.L. lec. Union Carbide U.S. X.

Mobil (B)

・ 日本のでは、日

· ·

PARIS, 3février Effritement

confirmé ses bonnes dispositions de la veille en séance officielle du 3 février : très irrégulière dans la matinée (+ 0,07 %), elle a fina-lement cédé du terrain, l'indicateur instantanné reculant de 0,87 %.

Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait CGIP, Sommer-Allibert, Signaux et Hachette, de même que Saint-Louis et Via Banque. Au repli figuraient Sios Rossignol, Imétal, Thomson-CSF et Ecco, Raffinage distribution et Crédit foncier de

Autour de la corbeille, les opérateurs se montraient prudents, échaudés par la nouvelle baisse du dollar sous la barre des 6 francs. Chacun spéculait sur une éventuelle réunion du groupe des Cinq, dont la tenue n'est pas encore acquise. On soulignait sous les lambris qu'une talle manifestation se devait d'être préparés, car un échec serait désestreux pour l'évolution ultérieure des monnaies. En séance, on observait un certain nombre de prises de bénéfice et d'ajuste-ments de portefeuille, dans un marché très irrégulier. La crainte de voir l'indice des prix de janvier — M. Belladur a reconnu qu'il serait meuvais - annoncer un redémarrage de l'infistion e quelque peu pesé sur la tendence. Aucun élément particulier d'animation n'est venu contrecarrer ce penchant de la Bourse à

Du côté des obligations, le marché était à peine soutenu. Au MATIF, le contrat à échéance septembre 1987 cédait 0,19 %, à 105,40. Le maintien à niveau relativement élevé des taux d'intérêt a assombri le marché.

Lincot: 78 950 franca Nepoléon : 520 F (inchangé).

CHANGES

Dollar: 6,02 F 1

Le doller s'est raffermi le changes, repassant à Paris aue de la barre des 6 F, à 6,02 F. Il regagnait ausei du ter-rain à Francfort, à 1,905 DM (contre 1,785), et à Tokyo, 152,40 yens (contre 152,18), dopé per la publication d'indicaneilleurs que prévu.

FRANCFORT 15t. 45t. Doller (ex DM) .. L785 1,885 TOKYO . 35. 45. Dollar (en yeas) .. 152,28 152,46 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés) Paris (4 fer.). 8 5/16 % New-York (3 fév.).... 6 1/8 %

Indices Boursiers

(INSEE, base 100 : 31 dốc. 1986) 2 fbr. 3 fbs. 1845 Valence francaises . . 195.3 Valence Strangbres . 104.5 Cº des agrests de change

Indice général ... 421.5 428,7 **NEW-YORK** (Indice Dow Jones)

b 1001 - 31 die 1981)

256 Industrielles 2179.49 3168.45 LONDRES (Indice - Financial Times-)

246v. 3 06v. Industrielles ..., 1463,91 1458,59 Mines d'or ... 313,58 389,7 Fonds d'Eust ... 85,35 85,31 TOKYO 4 fee. 3 fev.

MATIF Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 3 février Nombre de contrats : 13 652 **ÉCHÉANCES** COURS Mars 87 Juin 87 Sept. 87 195,40 195,60

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA RÉPARTITION DES ACTIONS PARIBAS ENTRE LES PETITS PORTEURS NEST PAS ENCORE ARRÊTÉE. — Le président de Paribas, M. Michael François-Poncet, a amonnée, mardi, que les demandeurs de dix actions de la Compagnie financière de Paribas, considérés comme prioritaires, recevront «chag titres au moins». Qualques hemes plus tard, le ministre de l'économie, M. Edmond Balladur, indiquait que les chiffres qui circulaient sur le nombre de titret servis aux petits porteurs étaient « sons fondement ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS	XU JOUR		UN MOIS				DEU	CIMC	MS	SOX MICHS			
	+ bas :	+ heat	Re	p. +	06 q	4	R	ip. +	DM 6	бр. —	Re	p. +1	3 d	Μp.
\$ EU	6,0335 4,6965 3,9551	6,6365 4,4961 3,9597	+++	189 28 125	+++	115 45 141	+++	215 53 271	+++	85	+++	650 158 819	+++	708 249 895
DM Florin F.B. (106) F.S. L. (1999)	3,3389 -2,9612 16,1108 3,9499 4,6853 9,1830	3,3415 2,9642 16,1231 3,9545 4,6913 9,1936	++ +-	103 65 77 149 104 192	++++	121 75 49 169 67	++++-	231 145 15 323 177 375	++++	257 164 189 354 128 386	++++	671 436 138- 919 515	++	747 495 616 1808 485 919

TALLY DEC ELECTRONIALES

SE-U 5 7/8 6 1/8 6 3/16 6 5/16 6 3/16 6 5/16 6 3/16 DM 3 7/8 4 1/8 4 1/8 4 1/8 Emin 5 1/4 5 1/2 5 3/8 5 1/2 5 3/8 5 1/2 5 1/2 FR. (100) 8 1/4 9 1/4 8 3/8 8 7/8 8 1/8 8 1/2 7 7/8 FS 1 1/2 2 3 1/8 3 1/8 3 5/16 3 7/16 3 3/8 F 10 5/8 10 7/8 10 15/16 11 1/8 10 15/2 11 F 10 5/8 10 7/8 10 15/16 11 1/8 10 1	6 4 2/

8 13/16 9 1/16 8 7/8 9 1/8 Ces cours pratiqués sur le marché interbançaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

de la totalité des actions de la société française Stein Heurtey, titres aujourd'hui détenus par le groupe amé-ricain Midland Ross. Stein Heurtey, dont le siège social se trouve à Evry (Essonne), est le leader mondial dans le domaine des fours industries et équipements thermiques. Au cours du dernier exercice s'achevant le 30 septembre 1986, le chissre d'affaires consolidé de Stein Heurtey s'est élevé à 159 millions de dollars, avec un résultat net consolidé de 4,4 millions de dollars, Landis que la situation nette à cette même date s'établissait à 37,7 millions de dollars. Les effectifs sont actuellement de 1 250 personnes environ, et constitués essentiellement de cadres et de techniciens. Ces indications concernent l'ensem-

COMPAGNE DE FIVES-LILLE ble du groupe Stein Heursey et devraient subir des ajustements limités, le périmètre de la cession n'étant pas définitivement arrêté.

les cours de la Bourse du jour précedent

(augmentés le cas échéant des coupons et intérêts courus durant le ou les jours

non ouvrables précédant ladite souscrip

tion), pour les rachats sur la base de la

valeur liquidative de l'action calculée

suivant les cours de la Bourse du jour de

présentation (augmentés, le cas

échéant, des coupons et intérêts courus durant le ou les jours ouvrables précé-

Ces mesures prendront effet pour

Il est rappelé que Démèter ne prélève

tous les ordres transmis à compter du

ni commission de souscription ni com-

dant le règlement dudit rachat). »

Le groupe Fives-Lille se trouvera ainsi renforcé dans le domaine de bieus d'équipement où il prendra una place prépondérante avec un chiffre d'alfaires de l'ordre de 6 milliards de francs en

1987.
Les produits du groupe Stein Heurtey et ceux du groupe Pives-Lille se complètent utilement en matière de sidérurgie et d'équipements thermiques notamment. Le maintien de l'équipe dirigeante actuelle de Stein Heurtey, sous l'autorité de M. André Lannois, assurera la continuité de la politique engagée depuis de nombreuses années par cette société.

Les actions de Stein Heurtey seront acquises dès l'obtention de l'accord des autorités compétentes avec jouissance du 1= octobre 1986.

M. de Laportalière, après avoir pris connaissance de cette mise au point, nous a adressé la lettre sui-

Monsieur le directeur

France-Inter sur trois faits:

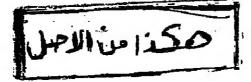
2 - Le passage de cette page

laient maintenir le service public.

3. - Les auteurs du message ont cru comprendre que cette exigence de la rédaction du Monde était due à des pressions exercées par le Syndicat du livre sur la sortie du numero. Sur ce dernier point, vous me dites qu'il n'en est rien et que le Syndicat du livre n'a, ni dans cette affaire ni dans aucune autre, porté atteinte à l'indépendance de votre rédaction.

Marchés financiers

BOURSE D	E PARIS	3 FEVRIER Cours relevés à 17 h 32
County and Cases Cours Premier Demier	Règiement mei	nsuel Compen VALEURS priorid. cours cours +-
	0.64 Company MALISTRES Courts Premier Dem	sier % Comper VALEURS Count Premer Dermer % 590 Du Pont-Ners 599 597 597 - 0.33 count % Count Premer Dermer % 590 Du Pont-Ners 599 597 597 - 0.33 count % 500 Du Pont-Ners 599 597 597 - 0.33 count % 500 Du Pont-Ners 599 597 597 - 0.33 count % 500 Du Pont-Ners 599 597 597 - 0.33 count % 500 Du Pont-Ners 599 597 597 - 0.33 count % 500 Du Pont-Ners 599 597 597 - 0.33 count % 500 Du Pont-Ners 599 597 597 - 0.33
4280 CALE 3% 4380 4380 4310 - 1215 RMP T.P 1186 1189 1189 + 1155 C.C.F. T.P 1129 1127 -	0.25 serion Pricide cours cours T	41 East Rand 42 20 50 275 + 0.36
1948. Orid. Hyon. T.P. 1105 1100 1100 12894 12894 12894 1289 12895	0 45	1 + 0.07 600 S.C.R.E.G 610 618 610 475 Exam Corps 455 454 50 454 60 - 0.11 1 + 0.07 600 S.C.R.E.G 828 230 621 - 0.50 435 Ford Meters 455 454 50 454 60 - 0.11 1 - 2 810 Sab \$\frac{1}{2}\$ 480 + 0.42 435 Ford Meters 487 77 90 78 40 - 0.38 1 - 2 810 Sab \$\frac{1}{2}\$ 480 480 + 0.42 435 Ford Meters 487 77 90 78 40 - 0.38
132 Received I.P. 2166 2161 2161 208 St-Gobain T.P. 1224 1219 1219 - 256 Thousen T.P. 1272 1275 1277 1	0 58 265 Dev. P.A.C. 01 287 265 2654 - 2 58 3080 Michelin 3051 2990 2986 10 17 670 D.M.C 672 652 654 - 2 58 3080 Michelin 3051 2990 1800 1800 1800 0 1	1 + 0 63
2296 1840min 2008	0.40 2800 Docks fremos ★ 2846 2530 2500 - 7.0 1700 Midle 18: SA 460 446 446 0.38 2100 Dumez ★ 2270 2300 2280 - 0.44 450 Midlend 18: SA 460 446 446 131 1370 Eum (Sén.) 1460 1460 1450 - 0.68 595 Min. Salarg, Ole) 611 610 615 210 2920 Econ ★ 2850 2788 - 3.18 59 Min. Salarg, Ole) 611 610 615 90 100 100 100 100 100 100 100 100 100	7 - 3 06 1020 Sat 1050 1040 10-10 - 0 35 540 Cent September 451 472 472 + 4 66 22 - 1 05 620 Sento-UPAt \(\frac{1}{2} \) 525 521 625 425 620 661 0 - 3 50 50 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10
540 Agenca Hases 2100 2145 2144 21900 Ag. Hases C. L. 2030 2060 2050 776 Ag. Hases C. L. 2030 2060 2050 3380 Alcass 2230 2250 2235 1990 Alcass 2230 2250 2235 450 Alcass 375 Alcass 352 360 50 348	- 0.70 340	7 - 3 05 1020 Sate 1020 Sa
770 ALCERT	2 38 3000 Employee 3 3100 3070 3050 - 161 5.65 November Gal 668 670 67	- 0 16 6 630
490 Anseckis Rev. 488 484 482 1530 Azz. Edsept. 1 1570 1543 1541 1180 Aviens Desseut: 1175 1200 1180 ———————————————————————————————————	- 1 20 1490 Eurocon * 1480 1500 1500 + 1 35 180 Occident. [Gén.] 1242 1220 1 180 3080 3080 3080 - 0 63 172 Occident. [Gén.] 1242 1570 1570 1570 1570 1570 1570 1570 1570	170
28AFP	+ 7 43 930 Europa n° 1 x 942 945 935 330 1056 Caby 172 174 176 1780 1770 1788 + 101 172 1780 1770 1788 + 101 172 1780 1770 1788 + 101 172 1780 1770 1780 1770 1780 1770 1780 1640 1640 1770 1780 1640 1640 1770 1780 1640 1640 1780 1780 1780 1780 1840	55 - 0 35 800 Symbolsto * 410 415 415 + 1 21 151 kp-Yokado 150 50 188 to 140 - 540 50 - 1 56 50 50 188 to 140 - 540 50 - 1 56 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50
835 Septim-Sey x	- 1 06 225 Franciscop 324 323 324 - 0 63 1400 Fromageries Bel 1862 1355 1355 - 0 61 1420 Person 1431 1432 144 100 895 634 Listiyeuts 955 978 978 + 1 35 1040 Person-Fiscard 1018 1028 1028 1008 1009 1009 1009 1009 1009 1009 100	28 + 0.88
1840 B.L.S. 1865 1810 1810 2800 2800 8incik (Sink) 2800 2500 2500 2500 2500 2400 8incik (Sink) 2416 2416 2416 1230 8incik (Sink) 1330 1325 1315 4800 8i.S.M. 4700 4805 4805	- 0 83 1400 Fromagerias Bel 1362 1355 1395 - 135 1040 Permod-Ricard 1018 1028 1257 1250 Permod-Ricard 1018 1028 1250 Permod-Ricard 1018 1028 1257 1250 Permod-Ricard 1018 1028 1250 Permod-Ricard 1018 1028 1257 1250 Permod-Ricard 1018 1028 1250 Permod-Ricard 1018 1018 1250 Permod-Ricard 1018	54 - 3 14 289
2800 Sincula (Gárnic.) 2500 2500 2500 2500 2416 2	2020 Gerland 2280 2280 2280 1 - 0.89 5 60 6 6 6 7 M-Entrepose 555 560 554 - 1.30 860 1 843 859 8 1850 6 9 M-Entrepose 585 560 840 829 1 30 6 9 M-Entrepose 585 840 840 829 1 30 6 9 M-Entrepose 585 1 840 840 829 1 30 6 9 M-Entrepose 585 1 840 840 829 1 30 6 9 M-Entrepose 585 1 840 840 829 1 30 6 9 M-Entrepose 585 1 840 840 829 1 30 1 840 840 829 1 30 1 840 840 840 840 840 840 840 840 840 840	250 + 0.86 570 U.C.B. fr
2620 Casino 2480 2480 2535 2160 Casino A.D.P. 2170 2175 2150 216 C.M.C. 1205 1130 1130	- 1 83 107	209 + 0.75 625 127-225
2620 Casino 2480 2480 2535 2160 Casino AD.P. 2170 2175 2150 940 C.C.M.C. 1205 1130 1130 1420 Casino 1400 1390 1388 2270 C.F.A.C. 2405 2415 2415 420 C.F.D.E. 428 425 50 430 1390 C.G.U. 296 1350 1345 1460 Chargeor S.A. 1798 1810 1796 68 Chier-Chiell 72 20 71 90 71 80	- 0 82 4370 tast. serest - 667 661 661 - 0 90 285 Propert SA ± 290 282 - 0 85 1510 testrockique 1610 1620 1620 - 0 65 147 Radiotechn 1200 1230 12 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14	160 50 - 3 89 88 Amsk Inc
1300 C.G.LP	+ 0.94 2020	845 - 0 24 163 Amer. Gardy - 1 124 122 10 122 10 - 1 124 122 10 122 10 - 1 124 122 10 122 10 - 1 124 122 10 122 10 - 1 124 122 10 122 10 - 1 124 122 10 122 10 122 10 - 1 124 122 10 122
785 Canerus franc. 850 851 846 736 Chib Middlert. 678 675 672 225 Codesis 228 225 226	- 0 47 1490 Besiser	266 + 0.5 970 Seyer
755 Carlostai 225 225 226 390 Colineg 402 335 397 1540 1538 205 Compt. Entragr. 236 235 236 236 800 Compt. Ved. 812 812 812 812 1250 Crief. Foxier 1285 1256 1265 1265 1265 1265 1265 1265 126	+ 3 78 1420 Lufanga-Coppée 1520 1518 1510 - 0 72 1590 Rober financière 330 336 1650 11 1640 Lubon 1600 1555 1565 - 2 19 1580 Rober financière 330 336 1650 11 1640 Rober financière 330	1990 - 1 19 86 De Beers 56 60 56 60 2408 - 2 27 285 West Deep 246 243 243 240 2408 - 2 27 285 West Deep 246 243 243 240 2408 2408 2408 2408 2408 2408 2408
1540 1550 1560	760 Rudnike	567 + 0.20 54 Dome Marks 1226 1175 1175 - 4.16 1.11 Zambia Corp
1490 Chiff: Nat. 1492 1495 1483 346 Count 1 336 336 338	Comptant (selection)	Second marché (sélection) Denier MAISTES Cours Denier VALEURS Cours préc cours VALEURS Cours préc cours
VALEURS & %do V	ALEURS Cours Demier VALEURS Cours Demier VALEURS Cours préc.	cours VALEURS préc. cours 240 235 Moiex
Obligations Com	612 a Métrologia Internat	Akin Manadism
4.5 % 1973 L.LV Coins	2205 2283 d Nevel Werman 104 102 BU ALEG 370 Side Lay 206 Side Side Side Side Side Side Side Side	178 Bollori Technologies 1200 198 Sect. S. Descentt 840 835 Petrologies 523 53 53 54 54 54 54 54 5
Emp. 8,80 % 77 121 95 6 196 Comi 9,80 % 78/93 401 60 5 558 Cie in 10 80 % 78/94 104 50 4 527 Comp	box	316 Cables de Lyon 820 825 Gample 930 930 Sa-Honoré Minogran 245 2 2 2 2 2 2 2 2 2
13,25 % 80/90 105 75 8 530 Common 13,25 % 80/97 103 18 A 187 C.M.I. 108 108 0.768 C.M.I. 108 108 108 108 108 108 108 108 108 108	nds (Lai 2005) 24 55 25 10 d Paint-Rocessus 24 55 25 10 d Paint-Rocessus 24 55 25 10 d Paint-Rocessus 250 250 250 250 250 250 250 250 250 250	438 C.Emis Beet. 310 311 Lagd livre du mos. 310 318 SEP-R. 1926 19 C.Emis Beet. 310 2555 Loci-investigament 369 354 50 SEP-R. 1926 19
18,75 % 81/87 904 40 6 748 Cold. 16,75 % 81/87 117 30 0 978 Cold 16,20 % 82/90 118 80 10 221 Co. ii	Gán. Ed	2890 C.C. Informatique 950 978 Menutan 519 E39 Societus 315 Sept. 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
16 % pan 62	190 190	88 70 Dalss
12,20 % ozt. 35 112,30 10,488 Delt 11,5 % 25 106,50 9,248 Delt 10,26 % mars 35 1880	2190 2190 2190 2190 2190 2190 2190 2190 2294 228 Commerciatifk	33/90
OAT 10 % 2000 106 30 8 532 030 OAT 9.90 % 1997 104 96 1 438 Ess	n-Bottis	Emission Rachat VALEURS Emission Rachat VALEURS Fras Inc.
OAT 9.80 % 1986 104 90 D 105 Ext. Ch. France 3 % 168 101 30 0 785 Etc. CAE Squate james, SE 101 30 0 785 Etc. CAE Squate james, SE 101 30 0 785 Etc. CAE Squate james, SE	Rocques Cervice 815 538 Rechestration S.A. 235 235 Geno	294 90 328 Praise incl. net 1310 58 1310 58 Pather Opportunities 106 05
CHS Problem 101 80 0 765 EL CHS Solet 101 90 0 785 EL CHS just 82 101 30 0 785 En	All Lebison 949 950 Recents Corps 433 70 451 Suit Cereda Corps 102 #5 Pretages 295 295 132 137 50 Heneywell tec. 383 trends Paid 595 570 o Recipier et File 824 541 0 L C. Industries 178 50	386 Acison France 479 20 461 85 Fractions 301 at 257 25 24 5 Patroscine Remain 201 at 258 24 252 45 Patroscine Remain 201 at 258 24 258 2
PTT 11,20% 85 107 /0 1 867 Eg	Proper (9)	16 50 Actions (se-CP) 1167 63 1199 15 Fruction
CRT 9% 85 95 90 6 724 E	### 4016 4016 SAFT 1690 ISSU Manuscrient	A.G.F. 933 1140 94 1723 94 H.G.P.Petersett J 1095 47 1094 37 Pecentert J 58 A.G.F. leterfands 1127 09 1121 48 65 65 A.G.F. Cestilion 127 709 1212 709 1212 709 1212 709 1212 709 1212 709 1212 709 1212 709 709 709 709 709 709 709 709 709 709
VALEURS Cours Demier F	mes 1206 1250 Saline de Midd 200 170 Middorf 2487 conclus (Cel 200 148 Norseda 210 148 Norseda 210 148	2465 Agento 222 19 214 16 Gestion Mobilions 77.5 13 ess. 25 Province Investiga. 802 03 50 111 90 Alles 222 19 155 19 Gest. Rendement 503 46 460 62 Province Investiga. 802 03 50 31 10 ALT.O. 8407 87 5188 54 Gest 98 France 786 27 760 16 Querz. 1638 44
	One: Lyconsess	188 America-Visior
Aciers Progest 733 735	Separation	250 Admirages court terms 5233 77 222 31 V Augustrain Europa 1020 15 1041 11 SH-Force Assoc. 13022 38 Augustrain Europa 1020 15 1041 11 SH-Force Sto-diment. 794 63 282 Associ 1123 49 Haussmann Oblication. 1993 77 1697 56 SH-Force Sto-diment. 794 63 282 Associ 1123 49 Haussmann Oblication.
A.G.F. (St. Cont.)	Rome, Paul Recolus 980 925 Serv. Equip. Vels	407 Auresis 156-50 107-67 Horson 1258-99 1222-32 Se-Horsof P.M.E. 474-37 Horson 1980 Ass Europe 11183 106-78 UMS.L 7876-51 331-94 500 328 Se-Horsof Resis 11183 106-78 UMS.L 7876-51 732-81 Se-Horsof Resiserators 1208-08
Apple 1900 200 200 Actes 299 302 Actors 2016 2016	Sez et Bass	50 285 Bourse-Investors 2857 28 2579 54 Ind. françaire 13009 24 12764 15 Selfonoré Technol. 75104 Selfonoré Te
Bein C. Moreco 440 422	Gels Mond, Peris	4 64 90 CP (voir AGE Actions)
Biglin Stry CL1 434 434 B.G.1 585 573	Heathisson	0 Cortest court terms 12317 08 12317 0
B.N.P. tonespecial. 370 384 90 Birdelicine 4000 4010		Others Cross, Feeders 253,0 60 2450,54 Laffmort-Schasson 837,54 799,58 Scare 5000 370,25 8.95 9.15 Oreics, Immobil. 838,66 538,66 536,76 799,60 337,94 Sheefmoon 576,17 8.95 9.15 Oreics, Immobil. 328,96 345,05 145,000,000 253,25 251,31 Sheefmoon 402,50
Box Marchi 772 /65 246 946 Control 862 585	Investice	Dough 12967 55 1
CAME 576 580 Campaign Bank 570 680 740 740	Linkton-Ball 162 560 Saaria 2350 2360 Capatos 161 20 155 Taictings 2350 2360 Dubols 161 20 156 Taictings 379 306 Dubols 161 20 1	Decord-Investigat Deco
Center, Bienzy	Local-Equation	1183 51 1183
	Marchines Bull	A6 50 146 50 0 10 0 Eparcit 50av
Cambri 72 749 CERUS 755 1084 1019	Magnate S.A	
Carstanti 72 748 CSRUS 765 748 CSRUS 1084 1019 Champas (Br) 167 Charcas (Br) 274 CLL (Grann. del 274 272 CLL (Laborate del 274 503 4	1 manager to the second	de l'or Esegne J
Cambril 72 748 CERLS 755 748 Charbours (M.) 1084 1019 Charbours (M.) 147 CLC. (Feans. del 274 272 C.I. Markine 1008	Cote des changes Marché libre	1253 23 Naco-High 1131 19 1131
Camberi 772 CSRUS 775 CSRUS 1084 Compose (84) 1079 C1.C. (Franc. del 774 CL. Marches 1008 Droits et bons Cours Dernier	COTE des Chariges	URS COURS Engine-Visite 1233 23 1230 59 6 147 43 14
Cambel: 72 748 CRUS 755 748 Charbourg 941 1094 Charpon 097 147 CLC (Franc. del 274 274 CL Markins 1008 Droits et bons VALEURS Cause préc. Cours	MARCHÉ OFFICIEL	URS COURS Empire-Unite 123.2.2
Carshed: 72 748 CRUS 785 748 Chambonstry (M.1 1084 1019 Charper (My) 147 CLLC (Franc. del 274 272 CLL Marrison 1008 Droits et bons VALEURS Cours préc. Demis cours Arrufacion 88 10	MARCHÉ OFFICIEL COURS COURS COURS DES BILLETS MONNAIES COURS DES BILLETS MONNAI	URS COURS Engine-Unite 123.3.23 123.0.24 123.0.25 123.0.
Cambari	MARCHÉ OFFICIEL COURS DURS SULETS MONNAIES COURS STORY COURS COURS DES BILLETS MONNAIES COURS DES BILLETS DEVISE DE L'AUX DES BILLETS DEVISE DE L'AUX DE L'AU	URS COURS Engine-Unite 123.3 25 123.0 63 e 123.0
Carsteri 72 748 CRUS 785 Chambostory (M.) 1084 Champer (My) 147 CLLC (Franc. del 274 CLL Marriere 1008 Droits et bons VALEURS Cours préc. Dernier cours Attribution Artiquide 88 10 Cosso Ded Good 1008 Attribution Artiquide 68 10 Cosso Cours 251 Person Ricard 640	MARCHÉ OFFICIEL COURS COURS COURS DES BILLETS MONNAIES COURS DES BILLETS DEVISE DE L'ANDIE DE L	URS COURS Engine-Value 123.3 2 123.6 51 123.6 5
Carstant 72 748 CRUS 765 748 1084 1019 Charcon (By)	MARCHÉ OFFICIEL COURS COURS COURS DES BILLETS AMONNAIES ET DEVISES DE	Cours Cour



ARTS ET SPECTACLES

15 et 17 Cinéma : le Festival

de Soleure; John Huston

ÉTRANGER 3 Arrestation pour corruption du gendre de Leonid 4 La guerre du Golfe et le

sort des otages au Liban. 5 Le gouvernement philippin durcit le ton face à

guérilla communiste.

POLITIQUE 6 L'équation Chirac.

DÉBATS

2 Crédits militaires

assises de Paris. 10 Lait radioactif en RFA. 10 Sports.

SOCIÉTÉ

7 Le procès de Georges

14 Branie-bas de combat

chez les instituteurs.

s'ouvrira le 23 février au tourne James Joyce.

- Expositions : la photo créative à la FNAC ; « Soies de

Chine » au Musée en herbe. 30-31 Marchés financiers.

ÉCONOMIE 28 Les grands enjeux de l'aéronautique mondiale. 29 Les projets des P et T. 30 inflation et risques d récession au Brésil.

SERVICES Radio-télévision21 Annonces classées 24 Météorologie27 Spectacles 18 à 20

MINITEL Instituteurs : la manifes tation en direct. Privatisation : le dossi Paribas. Actualité, Immobilier, Météo Bourse, Télémerket, Livres,

36.15 Tapez LEMONDE

Haute-Normandie: le Front national vote le budget

Le budget 1987 de la région Haute-Normandie a été voté le mardi 3 février, par 27 voix contre 26 (20 PS, 6 PC), les trois conseillers régionaux du Front national avant finalement rejoint les 24 membres de la majorité UDF-RPR. Le vote de ce budget conforte ainsi le fragile équilibre politique instauré depuis les élections du 16 mars, qui avait permis à M. Roger Fossé (RPR) d'être élu président de l'assemblée. Mais, depuis que M. Dominique Chaboche, diu (FN) de Seine-Maritime, vice-président du conseil régional, avait averti le 29 septembre dernier la majorité que ses amis ne seraient pas les béni-oui-oui - de l'assemblée, le Front national entretenait l'incertitude sur son attitude lors du vote du

Quelques jours avant le début de la session, les élus du FN, qui sou-haitaient une baisse de la fiscalité, ont obtenu partiellement satisfaction, notamment avec le maintien de la taxe sur les cartes grises à son niveau actuel et la baisse de celle frappant les permis de conduire, ramenée à son niveau de 1985. Mais, en dépit de l'augmentation de 60 % de la taxe additionnelle aux impôts directs locaux, le Front national jugeait ces réajustements - intéressants mais pas suffisants ». Néanmoins, après avoir obtenu - l'assurance que plusieurs domaines de la politique de la région seraient réexaminés en 1987 -, les élus du FN ont voté ce budget

CHAMPAGNE-ARDENNE : désaccord. - M. Jean Poperen, numero deux du PS, a affirmé, le lundi 2 février, qu'il est « en désaccord avec l'attitude » des conseillers Ardanna. Ces conseillers régionaux se sont abstenus lors du vote sur le projet de budget régional, ce qui a permis l'adoption du texte proposé par M. Bernard Stasi, président du conseil regional et député UDF-CDS de la Marne (le Monde daté 1º-

M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale et député socialiste de l'Isère, a également indiqué, lundi sur Europe 1, qu'il aurait e plutôt conseillé le vote contre ». A propos de l'attitude des socialistes vie-à-vis des centristes, M. Mermaz a affirmé : « Il n'y a eu ni roucoulades ni ronds de jambes. Pour faire une nouvelle alliance avec les Français, il faut être socialiste. »

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 février

Vif repli : - 1,05 %

La Bourse de Paris s'est nettement repliée le 4 février en séance du matin. l'indicateur cédant un matin, l'indicateur cedant – 1.05 %. Parmi les plus fortes baisses l'iguraient Moulinex (– 3.4 %), Casino (– 2.9 %), Skis Rossignol (– 2.7 %), Lafarge (– 2.6 %) et Peugeot (– 2.2 %). En hausse, on notait Prétabail (+ 1.6 %), SEB (+ 1.5 %) et Jean Lefebyre (+ 1.3 %). Lefebvre (+ 1,3 %).

Valeurs françaises							
	Cours précéd.	Premier cours	Demier				
Actor	528	523	521				
Agence Heves	2144	2120	2120				
Ar Liquede (L1)	705	701	700				
Bancarre (Cie)	1103	1085	1090				
Borgran	2416	2416	2400				
Bouygoes	1315	1308	1298				
B.S.N	4605	4590	4550				
Cerrefour	3580	3540	3485				
Chargeurs S.A	1796	1788	1770				
Club Méditemenée	672	670	665				
Eaux (Géo.)	1450	1443	1420				
ELF-Aquitzine	343	340	339				
Essior	3550	3540	3530				
Lafarne-Coppée	1510	1480	1470				
Michelin	2990	2940	2930				
	1600	1610	1605				
Moet Hennessy	2252	2250	2250				
Navig Mbds Oriol (L')	1087	1080	1076				
Pernod-Ricard	3920	3915	3900				
Pourset S.A.	1026	1026 1260	1020				
Sanoti	810		1245				
Source Permer	778	810 763	801				
Telemécanique	3360	3360	763 3360				
Thomson-C.S.F.	1508	1506	1499				
Total-C.F.P.	454	450 50	450 10				
T.R.T	2285	2285	2285				
Valée	537	533	529				
		~~	323				

En visite au plateau d'Albion

Abdallah

M. Mitterrand plaide pour la poursuite des expérimentations nucléaires à Mururoa

SAINT-CHRISTOL (Vaucluse) de notre envové spécial

 Mururoa existe et continuera d'exister. Il faut être en mesure d'y faire des expérimentations nucléaires. Tous les pays le font. Alors pourquoi l'attention est-elle astirée sur le seul site de Mururos? - Cette interrogation, le président de la République, M. François Mitterrand, l'a lancée aux journalistes lors de sa visite, mardi 3 février, du plateau d'Albion où sont enterrés dix-huit missiles stratégiques S 3.

C'est la première fois que le chef de l'Etat se rendait à la base de Saint-Christol (Vaucluse) où, depuis septembre 1984, la France a enfoui le dernier modèle de ses mis-siles sol-sol balistiques, le S 3 D, c'est-à-dire un missile de 3 500 kilomêtres de portée et doté d'une tête thermonucléaire d'une mégatonne blindée contre les effets de l'impulsion électromagnétique dégagée par une explosion nucléaire en altitude. M. Mitterrand a visité le poste de

conduite des tirs à Reilhanette, enfoui à 450 mètres sous la montagne, et une zone de lancement de

AJACCIO

de notre correspondant

A partir du jeudi 5 février et pen-

dant une période indéterminée, les

guichets des perceptions de la Corse

seront fermés au public à la suite

d'un mouvement décidé par l'inter-

syndicale CGT et Force ouvrière.

Les quelque quarante comptables

publics de l'île entendent ainsi pro-

tester contre ce que M. Duplouy,

trésorier payeur général de la Hauto-Corse, appelle « une mesure purement interne ayant trait au

recouvrement - et qu'ils considèrent

quant à eux comme - des sanctions

La législation prévoit en fait la

responsabilité pécuniaire et person

nelle des comptables publics qui sont dès lors considérés comme rede-

vables des sommes qu'ils ont pour

mission de recouvrer. Dans la prati-

que, ce principe est rarement appli-

qué : une vingtaine de cas sur les

quatre mille percepteurs que compte

la France, affirment les syndicats.

De plus, ceux-ci sont garantis par

une assurance qui, fait observer le

Trésor, leur assure une bonne cou-

Encore faut-il que les percepteurs apportent la preuve qu'ils ont tont

apportent la preuve qu'ils ont tout fait pour recouvrer l'impôt, c'est-à-dire qu'ils sont allés par exemple jusqu'à la saisie mobilière voire immobilière suivie de vente.

Si nous allons jusqu'au bout, déclare l'intersyndicale, le Trésor

assumera l'entière responsabilité des événements qui, nécessairement,

Le Monde

DES LIVRES

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

graves et totalement injustifiées ».

En Corse

Les comptables du Trésor sont en grève

missile, la plus proche du PC de

En rappelant sa volonté de continuer les essais nucléaires à Muraroa, le chef de l'Etat a ajouté : « Le pré-sident de la République et le gou-vernement sont dans la ligne d'une politique militaire instaurée depuis longtemps. Nous n'organisons pas de consultation auprès des formations politiques avant de nous déterminer ». Indirectement, M. Mitterrand répliquait, sans les nommer, au premier secrétaire du PS et au Bureau politique du PCF. Le 29 septembre 1986, en effet, M. Lionel Jospin s'était interrogé, à Marseille, sur l'utilité des essais nucléaires en déclarant : « Je suis prêt à assumer des coûts politiques si l'intérêt mili-taire est décisif. Je ne suis pas enthousiaste pour des coûts politiques s'il n'y a pas d'intérêt mili-taire. - De son côté, le bureau politique du PCF s'est prononcé, le 20 janvier dernier, « pour l'arrêt immédiat des essais » dont « la finalité ne relève pas de la dissuo-sion mais de l'utilisation ».

Le président de la République a, d'autre part, estimé que le plateau d'Albion était - un bon instrument

surviendront. - Le recouvrement

spontané avant majoration de 10 %

s'effectue pour la France entière à

proportion de 90 %, alors que celle-

Les raisons de cette distorsion

sont diverses. Le marasme économi-

que, des adresses erronées, l'endette-

ment des particuliers et peut-être, surtout en zone rurale, l'indivision

latente - contre laquelle les pou-

voirs publics ne font rien - qui ne

permet pas de trouver, dans bien des

cas, le véritable contribuable. Enfin,

disent aussi les percepteurs : « Nous

étions, en 1975, un effectif supé-

nentale. Il a fondu au fil des années alors que les problèmes se sont mul-

Contribuables

introuvables

Il est vrai pourtant qu'en Corse le nombre des commandements expé-

diés par les percepteurs est supé-

rieur à la moyenne nationale. Mais

les contribuables sont souvent

introuvables, ces commandements

comme les avertissements revenant

aux perceptions avec la mention

« N'habite plus à l'adresse indiquée ». Les maires, dans ce domaine,

ne sont pas sans reproche. Ils encais sent de l'Etat le total du produit fis-

cal inscrit à leur budget, mais se

soucient peu de fournir aux services fiscaux l'adresse exacte des contri-

buables, principalement lorsque ceux-ci résident hors de Corse et ils

Soucieux de rigueur, le trésorier

payeur général de la Haute-Corse

invoque la carence du comptable. mais celui-ci rétorque : • Je n'al pas

les moyens. - Une situation délicate - pourrie disent les syndicats - à

sont très nombreux.

rieur de 30 % à la moyer

ci n'est, en Corse, que de 70 %.

qu'il faut constamment adaptes - Toute attaque sur cette région, a-t-il affirmé, déclencherait la guerre nucléaire. Le plateau d'Albion est un élément de base de la dissuasion C'est l'épiderme même de notre défense, auquel il ne faut pas tou-cher. M. Mitterrand a rappelé qu'il avait tranché en faveur du renforcement d'Albion et du nouveau missile, le S-4, sur les installations actuelles. - Il faut mointenir le site, même si on doit en changer les caractéristiques techniques », a ajouté le chef de l'Etat.

Interrogé sur les perspectives d'une désense européenne, M. Mit-terrand a noté que, si l'Europe n'est pas prête à constituer une « armée nucléaire commune » pour des raisons historiques, et en raison de la nature même de ces armes, . on peut faire beaucoup en matière de concertation, de coordination, de formation, d'échanges préalables d'informations, y compris nucléaires, avec nos partenaires qui le désireraient ».

JACQUES ISNARD.

(Lire page 2, les points de vue de M. Yves Lancien et du général André Dubroca sur les problèmes

M. Gilbert Thil directeur central de la police judiciaire

Au conseil des ministres du mercredi 4 février, M. Gilbert Thill directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central de la police judi-

M. Thil succède, à la tête de la PJ, à M. Michel Guyot, parti à la retraite depuis l'automne 1986 et dont il était l'adjoint. C'est une solution de compromis et de continuité après le refus par l'Elvsée du candidat du ministre de l'intérieur, M. Marcel Leclerc. actuel directeur de l'inspection générale de la police nationale.

45 millions de francs pour le Musée d'art moderne

Après avoir annoncé lors des cérénonies du dixième anniversaire du Centre Pompidou l'extension du Musée d'art moderne (voir le Monde du 4 février), le ministre de la culture, M. François Léotard, précisé dans une interview accordée au Figuro que 45 millions de francs seraient débloqués pour amé-mager les 3 500 m² supplémentaires.

VP-planner

SOFTISSIMO

laquelle on ne mettra pas un terme par des mesures ponctuelles. PAUL SILVANI. LES AMATEURS D' PROFITENT

DES PRIX D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh +, une imprimante et un disque dur compatibles

29.900 F HT 35 462 F TTC Jusqu'au 14 02



La micro sans frontières 26, rue du Renard Paris 4º

-Sur le vif-

Pétard

Ce qu'on s pu rigoler, ce matin, avec Marcel, un copain du service politique, au café du coin I II nous racontait la visite de mon Mimi, hier, au plateau d'Albion. Paraît que c'est superbe. Ça se niche au flanc du Lubéron, vous savez, là où tous les gens chics ant une résidence secondaire, poutres apparentes et vieilles pierres. Eux, ils se doutent de rien, forcément, ça feit très rupin, un terrain de golf à dix-huit trous. Simplement dans les trous il y a des pétards atomiques. Trois mille cinq cents kilomètres de portée. C'est pes mai.

Remarquez, #s vont peut-être en mettre plus, des trous, rapport aux espions. Ils se demandent s'il ne faudrait pes creuser

- C'est quoi, ça, Marcel ? - Mettons que t'aisa vingt-

CING trous et dix missiles, tu saurais pas dans quels trous ils sont. Ca serait des missiles à roulette. Ça ferait très chouette. - Il deveit être heureux, dis

dono, mon Michl, kii qui adore le

- Ah tu sais pas i il bichait comme un pou. il s'est engouffré dans les trous, pour les voir de plus près, les ogives.

- Ben, c'est... Mais ca, tu le marques pas, hein! C'est totalement phallique, tu vois. C'est long, c'est dur, ça dressa fièrement se petite tête nucléaire à 13,50 mètres du soi... C'est...

- T'as vraiment l'esprit mal

- C'est comment ?

tourné, arrête !

- Il y a pas que moi, je vais te dire. Tu sais le lapsus qu'il s'est payé, ton Mirri, à l'heure des discours. Il a parlé d'un problème circoncis su lieu de circonscrit. Fallait les voir, tous, se

5*

 $d_{\mu} \pi^{(\gamma)^{-1/2}}$

A NA

· [# 24 42 13

14 12

g. '**

A 20 " 2" B

120° + 72°

1 45° 45°

2. 20 0

5. **3.** 2. 1

2 mar - 1

- T-D

WHOSE . A

Be a sec

1 42 ...

医多性病毒

Physical Property

Carried Age

9 Dr 3

May are

47. Oak

1.4 2000

Topic Contract

 $\mathcal{M}_{\mathcal{A},\mathcal{A},\mathcal{A},\mathcal{A},\mathcal{A},\mathcal{A}}$

Kara ja

単位シー2

\$ 15°

س قامي

- Cui ca, tous ?

 Ben, toute le suite : le secrétaire général de l'Elysée, sa secrétaire générale adjointe, le chef d'état-major perticulier de résident, son chef de cebinet... lls n'ont l'air de rien, comme ça, les socialos, mais ils sont drôle-ment polissons. Il y en a pes un qui surait vocilu rater cs.

- Tu veux dire qu'il n'y avait plus personne au château ? - Si, Attali.

- C'est vachament dange reux, dis donc, des fois que, pour se consoler, il aurait voulu prandre son pied tout seul en puyant sur la bouson.

CLAUDE SARRAUTE

 20 000 tonnes d'essence échouées devant Le Havre. - Un pétroller britannique, le O.T.-Garth, Le Monde Infos-Speciacies victime le 2 février d'une explosion sur Minitel dans la salle des machines, qui a tué une jeune Suédoise de l'équipage et sé una dizaine de marins, s'est échoué dans l'estuaire de la Seine, pour la deuxième fois, mardi 3 février, après une nouvelle tentstive de remorquege par trois remorqueurs du Havre et un remorqueur de haute mer venu de Cherbourg. La coque du pétrolier, qui contient 25 000 tonnes d'essence, n'a pes souffert de l'explosion ni, apperemment, de ses deux échouages sur des bancs de sable, d'abord entre Honfleur et Villerville (Calvedos), puis de

l'autre côté du chenal, au large du

Le numéro da « Monde » daté 4 février 1987 a été tiré à 474 881 exemplaires 36-15 + ISLM

UNE DISQUETTE GRATUITE

pour essayer Word Perfect sur

IBM-PC

d S OSH KOSH MARIE COTON NAF NAF

ALPHA MAILLE

jugua -40%.

S'habilleren s'amusant. 55 rue Louise Michel 92300 Levellois 47,58,43,69

aller/retour LE CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE DE L'ASIE DU SUD-EST (CITASE) de PACIFIC HOLIDAYS

vous propose

dans toute l'Asie du Sud-Est